

<36638947010014

<36638947010014

Bayer. Staatsbibliothek

RAPPORT
ET
PROPOSITIONS

PRÉSENTÉS

AU GRAND-CONSEIL
DE LA RÉPUBLIQUE DE BERNE,

PAR LA

COMMISSION SPÉCIALE

CHARGÉE D'EXAMINER

L'AFFAIRE DE LA DOTATION

DE BERNE.

6-8

BERNE, 1836.

IMPRIMERIE DE C. FISCHER ET COMP.

60-Cg.

BIBLIOTHECA
REGIA
MONACENSIS.

Messieurs,

Vous vous rappelez que , dans la séance du grand conseil du 1^{er} mars 1833 , lors de la passation du compte de l'état du 1^{er} janvier au 20 octobre 1831 , il fut arrêté d'instituer une commission pour examiner la question de savoir :

« Si l'ancien gouvernement était en droit
« ou non, à l'époque où il l'a fait , de doter l'hô-
« pital de l'Ile et l'hôpital extérieur. »

Cette commission, nommée dans la séance du 9 mars 1833 , fit, dans un rapport imprimé du 19 novembre 1833 et communiqué aux membres du grand conseil, la proposition suivante :

« Qu'il vous plût annuler le décret relatif
« à ces dotations rendu par le précédent grand
« conseil, ainsi que les actes de dotation et de
« cession des 29 septembre et 1^{er} octobre de la
« même année , émanés , en exécution dudit
« décret , du petit conseil, autorité subordonnée

«au grand conseil , et que la somme de 1¹/₄
«million de francs de Suisse , que ces actes ont
«pour objet , fût retirée des établissemens de
«l'hôpital de l'Ile et de l'hôpital extérieur, pour
«être réintégrée dans le trésor public, qui pour-
«rait , comme par le passé , pourvoir à leurs
«besoins.»

La commission ajouta à son rapport , au sujet des motifs qui servirent de base en 1813 à l'annulation de l'acte de médiation , des considérations sur le droit moral et légal des réclamations que l'état avait à faire valoir à la propriété de l'hôpital de l'Ile et de l'hôpital extérieur , sans faire toutefois aucune proposition sur cet objet qui dépassait ses pouvoirs. Cependant en terminant son rapport , elle fit observer que si cette revendication devait avoir lieu , il pourrait être convenable de conserver à ces établissemens la dotation de 1,250,000 francs , et de leur donner par ce moyen une plus grande extension.

Cet objet fut soumis aux délibérations du grand conseil dans sa séance du 1^{er} mai 1834, et après de courts débats , non seulement on adopta la proposition de la commission telle qu'elle était motivée , mais on décida de donner à cette commission les pouvoirs ultérieurs de rechercher :

1^o Si la dotation de 1803, fixée par l'acte de médiation, pouvait encore être envisagée comme valable ou non ;

2^o Quelles dispositions il y avait à prendre relativement à la jouissance et à la revendication de la propriété de l'Ile et de l'hôpital extérieur, ainsi qu'à l'extension à donner à ces établissemens et à leur transformation en institutions cantonales.

On ajouta en même temps à cet arrêté la disposition explicative «qu'en attendant que l'examen de ces deux questions eût lieu et qu'on eût pris une décision à cet égard, la réintégration au trésor public des sommes composant la dotation devait être suspendue.»

La tâche imposée à la commission que vous avez instituée, Messieurs, nécessitait de sa part une nouvelle activité, et cela sur un terrain dont le défrichement présentait de nombreuses difficultés, puisqu'il s'agissait de remonter à une époque sur laquelle il n'existe que des données obscures.

Toutefois la commission avait déjà commencé ses travaux avec le zèle que commandait autant l'importance du sujet que le mandat honorable dont vous l'aviez investie, lorsque ses investigations furent entravées par divers obstacles qui surgirent au dedans et au dehors. Ceux

qu'elle rencontra dans son sein résultèrent essentiellement de la retraite du président et rapporteur de la commission, M. l'avocat Jaggi, qui donna sa démission de membre du grand conseil le 2 mars 1835; mais les autres obstacles provinrent du refus des autorités de la ville de Berne d'ouvrir ses archives à la commission.

Or, cette commission n'avait pas tardé à se convaincre que, pour obtenir toutes les lumières désirables sur la question dont elle avait à s'occuper et présenter un rapport complet à cet égard, il ne suffisait pas d'examiner la validité de la dotation en général, en ne s'appuyant que sur l'acte de dotation de la ville de Berne; mais qu'elle devait étendre ses recherches autant à l'origine et à la cause de la dotation, qu'à la manière dont elle s'était effectuée, et ce travail, qui exigeait un temps proportionné à sa difficulté, fut récompensé non seulement en que nous trouvâmes d'assez riches matériaux concernant la question primitive de la dotation, mais en ce qu'il nous mit sur la voie de découvertes très importantes, que nous avons également consignées dans notre rapport et dans notre préavis.

Ces découvertes n'étaient assurément pas de nature à fournir quelque indice propre à asseoir

un jugement sur la *validité* de l'acte de dotation, et sous ce point de vue on pourrait non sans raison les regarder comme étrangères à notre tâche.

Mais en envisageant d'une manière plus générale le mandat que la commission avait reçu, ce à quoi nous autorisait le but de ce mandat, aussi bien que la rédaction de l'arrêté, qui n'exigeait pas simplement l'examen de la validité de l'acte de dotation de la *ville* de Berne, mais ce qui est digne d'attention, la validité de tout ce qui se rattache à la dotation de Berne de l'an 1803, nous avons dû donner place dans notre rapport à ces découvertes ultérieures avec d'autant plus de raison, qu'elles sont, au moins en partie, en connexion directe avec la question de la stricte exécution de l'acte de dotation.

Mais quand bien même ce motif ne se fût pas présenté, du moment où l'existence de circonstances aussi importantes et qui touchent d'aussi près à l'intérêt du pays, nous était révélée, nous n'aurions pas hésité un instant d'en faire mention dans notre rapport, attendu que, d'après notre conviction, il est implicitement dans les attributions de toute autorité, mais surtout d'une commission émanée du premier corps de l'état et instituée spécialement pour dévoiler des faits et des circonstances in-

connues, de porter à la connaissance des représentans constitutionnels du peuple souverain, des événemens ignorés jusqu'à ce jour, sur la trace desquels elle est venue à l'occasion de l'exécution de son mandat primitif, et de lui soumettre la question s'il faut avoir égard à ces découvertes et quelles suites il faut leur donner.

Cependant, avant d'appeler votre attention sur des objets, qui, soumis à un examen plus approfondi, pourraient ne point la mériter, votre commission avait énoncé le vœu de consulter les archives de la ville de Berne, dans lesquelles elle pouvait espérer puiser des renseignemens plus certains sur le degré d'importance que méritent ces découvertes.

L'administration de la ville de Berne s'est opposée de toutes ses forces à cette investigation, et après même que le conseil exécutif lui eut enjoint expressément d'ouvrir ses archives à la commission, elle sut apporter, à l'exécution de cet ordre, tant de moyens dilatoires, en mettant sans cesse en avant de nouveaux prétextes, que votre commission, Messieurs, fut enfin placée dans l'alternative ou de s'abstenir de consulter les archives de la ville, ou d'être dans l'obligation d'ajourner encore d'une demi-année la présentation de son rapport.

Par des raisons qui ressortent clairement de l'exposé qu'elle va vous faire, elle ne s'est pas crue en droit de s'arrêter à ce dernier parti, et de cette manière il ne lui est resté qu'à prier le conseil exécutif de suspendre l'exécution de son ordre concernant l'ouverture des archives de la ville.

Pour ne rien négliger d'ailleurs de ce que pourrait réclamer l'intérêt de l'état, votre commission fut d'avis de mettre en dépôt et sous scellé, par mesure de précaution, les actes qui se trouvent dans les archives de la ville, et qui seraient de nature à pouvoir jeter du jour sur les faits et les circonstances dont elle avait les traces. Le conseil exécutif, sur le préavis de la section de justice du département de justice et police, ne trouva pas cette proposition fondée, et il ne fut pas donné suite à cette mesure.

Malgré les obstacles que nous venons de signaler, votre commission n'a pas laissé passer les circonstances sans en profiter ; elle s'est au contraire donné toute sorte de peines pour obtenir des éclaircissemens sur le véritable état de choses. Elle a spécialement ordonné, au sujet des faits venus au jour récemment, les mesures dont l'emploi pouvait se concilier avec sa position, afin de les entourer de toutes les lumières possibles ; elle a fait entre autres pro-

céder, par M. le préfet du district de Berne, à l'interrogatoire de diverses personnes de qui l'on pouvait attendre des explications désirées sur certaines particularités obscures. Mais cette tentative a tout à fait échoué, attendu que la plupart des personnes, auxquelles des questions ont été adressées, ont répondu d'une manière évasive, prétextant que les faits étaient ou ignorés d'elles, ou effacés de leur mémoire.

Dans de telles circonstances, Messieurs, votre commission n'a pu sans doute réussir à vous présenter un travail complet sur tous les points.

En vous manifestant ses regrets des obstacles qu'elle a rencontrés, elle se livre toutefois à l'espoir, qu'au moyen des propositions qu'elle vous soumet, elle parviendra sous peu à combler ces lacunes, sans porter atteinte aux intérêts publics.

La commission a trouvé convenable de diviser son rapport en deux parties principales, l'une contenant les *faits*, et l'autre envisageant la question sous le rapport du *droit*.

Elle a fait précéder la première partie d'une esquisse historique des phases qu'a subies la fortune du canton et de la ville de Berne, et elle a cherché, autant que possible, à présenter dans un ordre chronologique les circonstances

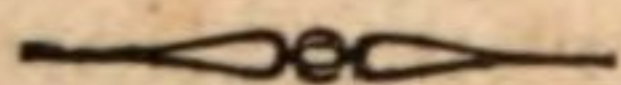
relatives à la dotation de la ville de Berne avec leurs conséquences, et à faire concorder d'une manière convenable avec ces circonstances, les faits qu'elle a nouvellement découverts, et qui s'y rattachent plus ou moins directement.

Dans la seconde partie, elle s'est livrée à l'examen des circonstances les plus importantes mentionnées dans la partie des faits, et elle est entrée dans des explications sur les résultats de cet examen, qui motivent les propositions de la commission.

A l'appui de son rapport elle a joint tous les documens propres à éclaircir et à faire bien comprendre les questions qui y sont soulevées.

I.

FAITS.



PREMIÈRE PÉRIODE.

De 1218 à 1798.

Les droits que la bourgeoisie de Berne obtint en 1218 par la lettre de franchise de l'empereur Frédéric II et qui consistaient dans l'exemption de tout service de l'empire, dans l'avantage de relever immédiatement de celui-ci, dans la faculté pour la ville de se constituer librement, d'avoir ses propres tribunaux, dans le droit de battre monnaie, de percevoir des péages, de faire ses propres lois et ordonnances, assurèrent dès son origine à la jeune ville impériale une liberté presque illimitée et l'indépendance politique.

Mais les engagements que Berne avait contractés en échange ne paraissent pas moins importants ; ils ne consistaient en rien moins qu'à combattre et dompter la noblesse très puissante de la petite Bourgogne, qui s'efforçait de s'affranchir de l'empire d'Allemagne.

Cet engagement obligea la ville à mettre ses institutions intérieures tout à fait en harmonie avec sa vocation guerrière.

A la tête de l'administration urbaine se trouvèrent donc placés pendant des siècles des avoyers habiles dans l'art de la guerre, soumis en temps de paix à la volonté du corps de la bourgeoisie, mais exerçant en campagne un pouvoir presque dictatorial. A leur côté, dans l'assemblée du conseil *) comme au camp, étaient quatre porte-bannières (bannerets), d'après lesquels la ville était divisée en quatre quartiers **). Posséder des armes était une condition du droit de bourgeoisie, et la saisie en était interdite par la loi.

Une des plus importantes dispositions résultant de la vocation guerrière de la ville, était l'accès presque illimité au droit de bourgeoisie, non point simplement dans la proportion restreinte, d'après laquelle d'autres villes cherchaient à augmenter le nombre de leurs bourgeois, mais d'après le système large qui valut de bonne heure à la ville de Rome sa prépondérance, c'est-à-dire, par l'incorporation dans la bourgeoisie de la ville ***) de masses d'habitans, même de toutes les communes et de tous les pays.

*) Les bannerets n'étaient pas membres du conseil, mais assistaient à ses séances.

**) Ceux des boulangers, des maréchaux, des bouchers et des tanneurs.

***) Les plus anciens registres des taxes et des redevances (*Tell- und Udelbücher*) constatent déjà un grand nombre d'étrangers de toutes les localités du territoire bernois; dans les 14^e et 15^e siècles ce nombre s'accrut encore extraordinairement.

Par là le nombre des hommes de guerre de la ville de Berne prit en peu de temps un accroissement si extraordinaire que les registres de redevances (*Udelbücher*) des 14^e et 15^e siècles présentent 20,000 à 30,000 bourgeois qui demeuraient dans la ville et à la campagne, et jouirent long-temps de droits parfaitement égaux *).

Nous remarquons de même que l'on admit de bonne heure des communes entières au droit de bourgeoisie; déjà en 1330 les campagnards de Guggisberg, puis bientôt après les habitants des quatre districts (Zollikofen, Konolfingen, Sef-tigen et Sternenbergl) obtinrent ce droit, ainsi qu'en 1403 les campagnards de Saanen. La plus grande partie de la noblesse voisine se fit admettre peu à peu dans la bourgeoisie de la ville de Berne, paya la taxe (*Udelzins*) et prit part à l'administration de la chose publique. (Voyez *Mullers Geschichte*, Tome II pages 75, 87 et suivantes). Outre ces droits de bourgeoisie, Berne conclut avec beaucoup de villes et de seigneurs des *traités de combourgeoisie*, qui avaient quelque rapport avec ces droits, mais qui toutefois étaient plutôt des alliances défensives, et ne comportaient pas les obligations ordinaires des droits de bourgeoisie. Cependant par précaution, on fit toujours dans les actes de traités la réserve expresse de l'affranchissement de ces obligations (la compétence de juridiction de Berne, de ses impositions et de ses taxes). Voyez *Rychener, Geschichte der Stadt Bern*, Manuscrit, partie I, page 339.

*) «Tous ceux qui se font inscrire dans notre livre de bourgeois, et qui n'en supportent pas moins les charges des externes, qu'ils habitent hors de la ville ou dans la ville, doivent être regardés comme bourgeois, et être astreints aux prestations en argent et autres tout comme les internes.» (Voyez aussi *Messmer, das Stadtgut von Bern*, Manuscrit, page 34, et *A. L. de Watteville, Mémoire sur la constitution de Berne*, Manuscrit. Celui-ci dit: «Ces bourgeois

Une bourgeoisie aussi nombreuse ne procurait pas seulement une armée redoutable en temps de guerre *), mais elle fournissait des subsides considérables en argent, telles que la taxe bourgeoise (*Udelzins*) de 1 à 3 florins par année; ce qui fit que la ville se vit en état de vider par les armes ses nombreux démêlés, et de songer en même temps à l'extension de son territoire limité originairement à son enceinte et à quelques communes.

Il est certain que tel fut long-temps l'unique

forains étaient tenus aux mêmes obligations que les bourgeois internes, ils supportaient les mêmes charges.»

Ce ne fut que plus tard, lorsque vint l'époque de se partager certaines jouissances, pour lesquelles il était à désirer que le nombre des ayant droit fût aussi limité que possible, que les bourgeois forains furent exclus des droits auxquels ils pouvaient précédemment prétendre.

Mais ceci n'eut lieu que peu à peu et au milieu de diverses protestations et réclamations des parties lésées. Lorsque, en 1513, les bourgeois des quatre districts élevèrent des plaintes contre la diminution de leurs droits, on ne leur contesta pas il est vrai leur droit de bourgeoisie; mais afin de parvenir à leur exclusion, on encourageait les plus aisés d'entr'eux à réclamer le maintien de leurs droits de bourgeoisie en considération des avantages particuliers qu'ils leur garantissaient. (Voyez *das deutsche Spruchbuch* Litt. G. page 14 et suivantes).

*) Pour le siège du Landeron en 1323 Berne ordonna une levée générale où se trouvaient un grand nombre de bourgeois externes.» (Voyez *Müllers Geschichte*, partie II, page 77). A la bataille de Laupen il y avait 4,000 combattans, bourgeois internes et externes de Berne. (Voyez le même ouvrage, Partie II. page 182).

moyen *) de réaliser les plans d'agrandissement de Berne, quoiqu'on ne doive pas disconvenir, que pour les besoins extraordinaires il fallut bientôt lever parfois des taxes ou recourir à des emprunts forcés.

Le premier vestige certain d'une pareille mesure se trouve dans un décret de la bourgeoisie de l'an 1347. «Pour l'utilité et l'honneur de la ville, il fut arrêté, qu'on ne devait prélever, ni par *demande* ni par *emprunt*, aucune taxe ni contribution particulière sur une personne résidant dans la ville incapable par maladie et par son âge de voyager, non plus que sur une veuve qui avait avec elle des enfans vivans, à moins qu'on ne décrétât une contribution générale, dans quel cas elles devaient ainsi que les communes, être *imposées* et *taxées*. Quant aux veuves sans enfans, aux Béguines et aux Cordelières, elles devaient être astreintes à payer des *impositions* et à contribuer aux *emprunts*, à discrétion suivant les besoins.» Une autre preuve que la bourgeoisie fut soumise à une contribution résulte de la répartition d'un grand impôt pour le paiement du prix d'achat de Thoune et de Berthoud, laquelle eut lieu en 1384 sur «les bourgeois en ville et à la campagne,» par conséquent aussi sur les bourgeois externes.

*) Les redevances qui avaient été laissées à la ville de Berne ensuite de ses franchises, telles que le droit de monnayage et de péage, le droit d'imposer des amendes et de recueillir la succession de personnes décédées sans héritiers, suffisaient à peine auparavant pour couvrir les dépenses indispensables de la chose publique. (Voyez *Messmer*, endroit cité, page 19).

Ces documens renferment aussi la preuve que le *peuple de la campagne* était soumis aux impositions.

A la vérité, et cela se conçoit naturellement, les principes sur lesquels s'appuie le droit de lever des contributions, aussi bien que les formes d'après lesquelles elles étaient perçues, ne paraissent pas clairement formulés; c'est ce qui fait que l'on voit une rigoureuse imposition peser sur telle partie du territoire, tandis que telle autre jouit de l'entière immunité de taxe, et que la base de l'impôt repose tantôt sur le principe dérivant des devoirs de sujets, tantôt sur le principe d'une association conventionnelle, et qu'on trouve même cette mesure revêtue de la forme de dons forcés. Mais le fait de la levée d'impôts peut être établi sans aucun doute par les données suivantes.

La première imposition générale dont on peut parler avec certitude est celle de 1388 *). Comme la contribution mise quatre ans auparavant sur la bourgeoisie de Berne ne suffisait pas, pour éteindre les dettes extraordinaires dont Berne était grevée, on fut contraint d'établir, et cela sur la *ville* et sur la *campagne*, un nouvel impôt d'après lequel chacun devait s'engager sous serment à payer 6 deniers pour la livre, par conséquent à contribuer pour un quarantième de sa fortune.

La preuve que cette mesure n'atteignait pas seulement les *bourgeois* de la ville et de la campagne,

*) Voyez *Lauffers Beschreibung helvetischer Geschichte*, Partie IV, livre 8.

mais aussi les habitants de la campagne non bourgeois, c'est que, d'après ce que rapportent Justinger et Laufer, les bourgeois de Berne ne voulurent d'abord contribuer en rien, et se seraient volontiers déchargés de tout le fardeau sur le peuple de la campagne; mais ils finirent par s'entendre pour cet objet, et ils payèrent les impôts en commun avec elle.

La pleine certitude que cette charge fut supportée en commun résulte de deux actes qui se trouvent dans les archives. Le premier de l'an 1389, intitulé: *das Buch wider Willisowe abe*, est un contrôle de la perception des contributions du district de Willisau (le pays était déjà alors divisé en cinq districts pour faciliter la perception des contributions «*wider Thun uff, bi dem Moos uff, wider Willisowe abe, wider Büren abe und wider Aarberg und Nidow uber*») et contient l'état des contribuables de trente et une paroisses avec un produit de L. 2,542.

Le second acte est sans date, mais, selon toutes les probabilités, il doit se rapporter à l'an 1390 *); il renferme un relevé des perceptions d'impôts jusqu'alors. Déjà le titre de cet acte indique une imposition sur la campagne; il est ainsi conçu: «C'est ici l'imposition extérieure que nos seigneurs de Berne ont mise sur la campagne, comme elle a toujours été fixée dans leur livre de taxes, par chaque paroisse et district en particulier, et ce qui est imposé se trouve bien compté et évalué somme par somme

*) Voyez surtout à ce sujet l'ouvrage de Messmer: *Das Stadtgut von Bern*, où cet acte est cité, page 76, sous cette date.

comme suit, etc.» Le contenu de l'acte ne laisse même subsister aucun doute.

Dans la première partie la *redevance* d'impôts est indiquée en détail pour les cinq districts, et forme une somme totale de L. 25,615. 13 s. 4 d.

La seconde partie renferme le *produit*, qui se trouve pareillement détaillé d'abord, puis récapitulé en un compte total selon les diverses rubriques.

La première et principale rubrique renferme «les taxes imposées à la campagne, selon les cinq contrôles des contributions par paroisses et par arrondissemens de communes,» et produit la somme de L. 18,138. 16 s. 11 d. Les autres *) rubriques renferment les recettes ultérieures d'impôts, et dans ces dernières la recette des bourgeois internes figure
pour L. 407. 2 s. 6 d.
la recette des bourgeois externes dans les villes
pour L. 114. 2 s. 8 d.
la recette des bourgeois externes à la campagne
pour L. 649. 2 s. —

*) Messmer, à l'endroit cité p. 76, indique également ces rubriques comme preuve que ces contributions étaient une pure imposition sur les bourgeois, mais il se tait complètement sur la première et principale rubrique des impôts de la campagne, tandis qu'il était impossible qu'il n'en eût pas connaissance. C'est de lui que proviennent les assertions erronées, que jusqu'à l'an 1415, il n'avait été perçu d'impositions que sur les bourgeois de la ville, assertions qui furent répétées dans les *geschichtlichen Andeutungen über das Bürgergut der Stadt Bern*, dans les *species facti* des rapports des trois facultés demandés par la ville et enfin dans ces derniers écrits.

Un autre acte d'archive de 1399 établit une distinction relativement au prélèvement des contributions, d'après de semblables rubriques, mais il y est aussi fait mention de «la redevance imposée au clergé,» et elle monte pour 46 prêtres (*Lütpriester*) à L. 125. 5 s.

Après la citation de semblables documens, l'assertion que nous avons émise plus haut au sujet de l'imposition qui fut mise de bonne heure non seulement sur la ville, mais sur le peuple de la campagne, peut se passer d'autres preuves, et nous nous bornerons à faire remarquer que M. Messmer lui-même, zélé défenseur des droits de la ville de Berne, dans l'ouvrage déjà cité *über das Stadtgut von Bern*, envisage les impositions de 1402, 1403, 1404 et 1408, comme impositions sur la campagne, et dans un compte des contributions de 1412 il a également renouvelé la distinction entre bourgeois établis, bourgeois externes, et ressortissans des seigneuries *).

Quant à l'emploi de ces contributions de la campagne, il n'existe pas de documens spéciaux à cet égard; mais si l'on considère les mesures que la ville prit en 1384 et 1389, pour éteindre «la grande dette en argent» provenant «dans des temps bien antérieurs d'acquisitions considérables et de frais de guerre» **),

*) Malgré cet aveu, M. Messmer prétend, dans un autre endroit de son écrit page 69 (Note *), que Berne avait en 1415 couvert ses dépenses pour des acquisitions, seulement au moyen des contributions de ses bourgeois, et il cherche à faire disparaître cette contradiction en disant que les essais faits précédemment d'une imposition générale n'avaient pas été fondés sur le droit, mais sur la supériorité de forces.

**) Voyez *Bern Documentenbuch* A. B. pages 299 et 303.

et pour laquelle on devait payer chaque année de forts intérêts «à Bâle et autres villes», on n'a pas besoin d'en savoir davantage sur la destination des impôts qu'on levait *).

Cependant Berne n'avait rien négligé de ce qui

*) Rychener dans son histoire, déjà mentionnée, de la ville de Berne, admet, page 112 avec Messmer, endroit cité, que les troubles civils de 1384 avaient eu principalement pour cause ce fardeau de dettes. Il prétend qu'en 1375, il a dû être emprunté par la bourgeoisie, pour achat du bourg de Thoun 20,100 florins, et dans les années 1367—1379 pour les seigneuries d'Arberg et de Seedorf 18,600 florins; qu'on avait créé à cet effet des titres de créance, mais qu'il n'avait pas été fait de remboursement aux créanciers; que pour cette raison personne n'avait plus voulu prêter son argent, et que le gouvernement qui d'ailleurs ne payait aux indigènes que 5 % s'était vu forcé de recourir à des étrangers à Bâle, Fribourg en Brisgau, Neuchâtel, Lucerne et autres lieux, a fin de se procurer de grandes sommes à double intérêt pour faire face aux dépenses nécessaires, qui furent plus tard extraordinairement augmentées par le siège de Berthoud. (La réplique bernoise à l'écrit *Urkundliche Beleuchtung der bernischen Reklamationen*, 1814, page 21, parle d'environ 60,000 florins).

Tschudi dit sur cet objet, 1^e partie, page 511, que Berne avait alors tant de dettes «que l'on disait généralement qu'elle n'avait plus de souhait à former, parce qu'elle en avait assez jusqu'à ce que la dette de Berne fût payée, et que quand cela arriverait, elle n'aurait rien; qu'ainsi plusieurs croient qu'il n'était pas possible d'éteindre jamais la dette.»

Tschudi et Laufer prétendent que Berne avait eu, seulement avant l'achat de Berthoud, une dette du capital de 60,000 florins.

pouvait lui procurer pouvoir et considération, ce qui était le but de ses efforts.

Déjà en 1293 la ville se fit accorder par l'empereur Adolphe II l'affranchissement de toute juridiction étrangère à l'exception du tribunal de la cour; par Charles IV en 1365 le droit de se libérer de toutes les hypothèques d'empire dans un circuit de 6 milles, et d'exercer la police criminelle dans un circuit de 3 milles; de plus, dans la même année, la faculté, au nom de l'empire, de donner des sauf-conduits dans un circuit de 3 milles autour de la ville, et enfin, en 1365, comme exception aux interdictions sévères de troubler la paix du pays, le droit de repousser les agressions tentées contre la ville et le territoire *). L'empereur Wenceslas lui garantit en 1379 le droit d'investiture, par ses avoyers, en l'absence de l'empereur, des fiefs impériaux en faveur de l'empire, et en 1398 la confirmation de tous les fiefs impériaux dont elle avait fait l'acquisition, en outre la juridiction criminelle dans toute l'étendue de sa domination et même son indépendance du tribunal de la cour.

Déjà antérieurement, en 1353, Berne était entrée dans l'alliance des confédérés. Quoique cette association eût alors tellement peu obtenu la reconnaissance du souverain de l'empire allemand, que l'empereur Charles, à l'instigation du duc Albert d'Autriche, eut demandé au contraire la dissolution de l'alliance, et sur le refus des confédérés, leur eut déclaré la guerre, il en résulta bientôt après en 1362 la

*) Les *geschichtliche Andeutungen* placent ce privilège dans l'année 1385 et l'appellent une confirmation du droit de la guerre accordé (?) généralement dans ce temps-là.

confirmation du traité d'alliance perpétuel, ce qui fit que la confédération des huit anciens cantons fut reconnue en fait et en droit par le chef de l'empire allemand *).

Cependant déjà avant cette reconnaissance plus ou moins forcée, les confédérés avaient considéré leur alliance comme une fédération d'états et agi conformément à cette manière de voir dans tous les cas qui s'étaient présentés. Toutefois depuis 1362 leurs actes sous ce rapport devinrent plus précis et plus uniformes.

La convention de 1370 au sujet des affaires cléricales renfermait une protestation appuyée sur l'autorité souveraine de la fédération « contre tout pouvoir étranger ecclésiastique et séculier » et, comme l'a très judicieusement remarqué Kortüm, page 135 déjà citée, assurait au droit public fédéral la prééminence sur les statuts féodaux de droit privé **).

Peu après, en 1381, les hostilités avec le duc Albert d'Autriche étant terminées, la confédération reçut un légat du pape, Guillaume d'Agrifolio pour servir de médiateur entre « les deux puissances. » La paix de sept ans, que les confédérés avaient conclue en 1389 avec l'Autriche, et dans laquelle il leur avait été assuré à perpétuité la possession de tous les pays, villes, forteresses, vallées et hommes qu'ils avaient conquis sur la maison de Habsbourg, fut convertie, en 1394, en une paix de vingt ans, et, en 1393,

*) Consultez Kortüm, *die Entstehungsgeschichte der freistädtischen Bünde*, Livre 1^{er}, page 134.

**) Voyez aussi *Helvetia*, tome 8^e, page 421.

dans le traité de Sempach, des dispositions furent arrêtées pour le cas où la confédération aurait une guerre à soutenir; mais, ainsi qu'il en arriva bientôt après à l'occasion des démêlés de Zug (1404), la souveraineté cantonale fut érigée en principe.

Enfin en 1414 la confédération députa au concile de Constance, comme d'autres souverains, plusieurs prélats et autres savans ecclésiastiques.

C'est ainsi que Berne entra dans l'alliance. Pour anéantir les effets de cette association ou cette association elle-même, l'empereur Charles voulut remettre, l'an 1357, au duc Rodolphe «tant en son nom qu'au nom de l'empire romain le droit de gouvernement et d'administration sur Berne» avec injonction à la ville «de lui rendre hommage et obéissance comme à son gouverneur et protecteur.» Berne ne se soumit cependant pas à cette tutelle *) dans le sentiment de sa puissance, et se maintint dans sa position acquise dérivant du droit public.

La ville, ainsi que nous l'avons montré, exerça le droit d'imposition sur tout le territoire qui lui était soumis, et quoique, de loin en loin, des réclamations se fissent entendre, comme par exemple de la part des ressortissans du comté de Kybourg *), elles ne font précisément que constater la règle de l'imposition générale.

*) Les moyens que Berne employa pour échapper à ce piège, nous sont inconnus; nous savons seulement, que la lettre de curatelle dont le sceau est rompu, renferme à la marge les mots «*per dūm cancell. Ulricus Schoff.*»

**) Voyez *den schiedsrichterlichen Spruch der eidgenössischen Boten vom Jahr 1385.*

Les habitans (*Landsassen*) en état de porter les armes se rangeaient déjà depuis longtemps sous les bannières de la ville, toutes les fois que le cas l'exigeait.

Dans l'alliance de l'an 1363 entre Berne et le duc Rodolphe d'Autriche, la ville s'engagea à mettre sa force armée à sa disposition. Plus tard, chaque fois qu'une partie de la campagne entraît sous la domination de la ville, on exigeait d'elle un contingent militaire (*Zuzug*); en conséquence le commandeur et les chevaliers de l'ordre teutonique de Sumiswald promirent en temps de guerre «de fournir leurs gens pour la défense de la ville;» la bourgeoisie de Thoune jura en 1382 «d'aider et de secourir la ville de Berne comme son unique et légitime seigneur», et les campagnards de Saanen s'engagèrent en 1404 à lui prêter secours aussi souvent qu'ils en seraient requis. Berne enfin, aussi bien par suite de privilèges acquis, qu'en vertu de conventions et de prises de possession, exerça la juridiction sur tout son territoire en y établissant des juges (*Landrichter*). On en trouve la preuve à chaque page des registres de sentences judiciaires (*Spruch* - [*Urtheils*-] *Bücher*) de la ville, et ce qui confirme évidemment cette assertion, c'est que Berne, à laquelle l'empereur Wenzel accorda seulement en 1398 le droit de vie et de mort dans toute l'étendue de son territoire, l'exerça déjà *avant* d'avoir reçu ces pouvoirs, à la diète de Grasbourg*). La remarque faite à ce sujet par Rychener à l'endroit cité, page 459 est donc juste: «Il résulte de là que longtemps avant l'achat fait en commun avec Fribourg de la

*) Voyez *Spruchbuch*, Litt. K., page 180.

seigneurie de Grasbourg, Berne avait possédé jusques dans les derniers temps la juridiction criminelle, exercée comme droit de prééminence, et l'appel en matières civiles.»

Pendant que de cette manière Berne acquérait tant à l'extérieur que vis à vis des ressortissans de son territoire, un pouvoir que n'avaient guères l'intention de lui donner les empereurs allemands lorsqu'ils fondèrent la ville impériale pour dompter une noblesse remuante, les rapports politiques avaient subi de grands changemens dans l'intérieur de la ville.

Aussi longtemps que Berne n'était pas parvenue à se rendre souveraine, ses chefs n'étaient que de purs fonctionnaires de corporations. L'administration des affaires publiques n'était pas encore devenue le droit exclusif de certaines familles; la bourgeoisie de la ville dans sa totalité continuait à être seigneur et maître, et exerçait dans des assemblées publiques son droit de faire des lois, d'élire ses magistrats et de décider des questions importantes d'administration, d'après le principe d'une entière égalité de droit. Cependant déjà de bonne heure on trouva que cette forme, surtout par suite de l'agrandissement du territoire, était insuffisante et incommode, et l'on introduisit en conséquence une représentation de la bourgeoisie sous le titre «les deux cents de la ville de Berne,» et l'on ne convoqua la commune entière que pour des cas extraordinaires.

Ces limites apportées en 1294 au pouvoir démocratique suffisaient cependant à la fierté des puissans de ce temps-là, mais non pas aux familles

bourgeoises nobles et riches *). Celles-ci firent subir peu à peu des altérations aux autres lois fondamentales, laissèrent dégénérer en pures formes la confirmation et la réélection aux emplois ordonnées par les statuts, mirent plus d'honneur à courtiser le comte de Kybourg qu'à soutenir des relations avec leurs combourgeois, et finirent par se considérer comme les seigneurs de la ville **). C'est ce qui aigrit la partie plébéienne de la bourgeoisie et occasionna en 1384 cette scène orageuse, ensuite de laquelle la commune des bourgeois assemblée prit d'énergiques résolutions et déposa presque tous ses magistrats.

L'oligarchie avait cependant pris de si fortes racines, que ces mesures n'eurent qu'un très-médiocre résultat. C'est ce qu'on doit du moins croire, puisque, quelques dizaines d'années plus tard, on ne retrouve déjà plus d'assemblées générales de bourgeois en qualité de comices législatifs et ordonnateurs.

Quant à ce qui concerne la situation de la fortune de la ville de Berne, la totalité de sa bourgeoisie, avant d'être parvenue à la souveraineté, apparaît évidemment comme propriétaire privé, ainsi que toute autre corporation bourgeoise, et dans ses rapports avec le territoire qui lui fut assujéti, comme propriétaire direct et possesseur de droits seigneuriaux. Sans doute il ne faut pas perdre de vue que les bourgeois dits *externes* formaient la majorité et contribuaient aussi pour la plus grande part aux acquisitions de la ville. Nous aurons plus tard l'occasion

*) Consultez *Müllers Geschichte*, II^e Partie, page 318 et 434.

**) Voyez Messmer, endroit cité, page 112.

de montrer quels changemens survinrent à cet égard, lorsque la ville fut investie de la souveraineté.

Les divisions survenues en Allemagne au quinzième siècle furent très-favorables aux vues de Berne. L'empereur Sigismond réunissait tous ses efforts pour la conservation du trône allemand et cherchait en conséquence toutes les occasions d'affaiblir son puissant rival, Frédéric d'Autriche.

Sigismond incita donc les confédérés à s'approprier les possessions de Frédéric en Suisse. Les autres cantons respectèrent leurs traités avec le duc Frédéric et ne voulurent pas entendre parler de rupture. Déjà à cette époque Berne, à la merci d'ambitieux patriens, réunit des armées, entra dans l'Argovie et s'empara d'une grande partie de cette contrée. Ce fut seulement alors que les autres confédérés, redoutant le trop grand accroissement de Berne, firent une expédition et ravagèrent conjointement avec lui les bailliages libres et le comté de Bade, qui alors furent administrés comme seigneuries communes de tous les cantons par des baillis nommés alternativement par chacun d'eux.

Mais afin que Berne, dont Sigismond attendait l'appui le plus efficace, (il lui avait été promis pour les conquêtes qu'on lui avait laissé faire) pût le fournir en effet, il se hâta de lui accorder, avant que la guerre qui était imminente éclatât, la confirmation des droits qui devaient conduire le plus sûrement au but qu'il avait en vue, savoir, afin de couvrir les frais des préparatifs considérables qui se faisaient, *le droit de lever une imposition générale sur le pays*; afin d'enrôler des mercenaires et d'être en mesure d'or-

donner la mise sur pied du peuple de la campagne, le droit de *ban et d'arrière-ban*; et enfin, ce qui paraît le plus important, afin d'avoir les moyens de faire exécuter ces dispositions, le droit de *haute juridiction sur tous ses ressortissans*.

Cette confirmation de la part du chef de l'empire des droits les plus importans inhérens à la souveraineté, aussi bien que l'extension considérable de son territoire, firent nécessairement que l'autorité souveraine de Berne, obtenue déjà depuis longtemps par ses propres efforts, gagna en force et en extension, et il paraît que ce n'est que le résultat de la confusion absolue de toutes les notions, qui fit que même à cette époque Berne continua à être désignée comme simple corporation de l'empire allemand *).

Ce n'est du reste pas ici le lieu d'entrer dans des développemens ultérieurs sur l'histoire politique de Berne; mais en revanche il est dans notre tâche d'exposer les effets de la souveraineté acquise quant aux droits de propriété et d'imposition, ainsi que d'indiquer les conséquences qu'eut sur ces droits le changement de gouvernement.

Nous avons déjà fourni la preuve, que long-temps avant la confirmation impériale de son droit d'imposition, Berne l'avait généralement mis à exécution. Après l'obtention de cette lettre de franchise, elle

*) Voyez les *Geschichtliche Andeutungen*, page 18 etc. comparées avec *Müllers Geschichte*, tome II, page 288, 324, 600 et 605; *Meyers von Knonau Geschichte der Schweiz*, tome I^{er}, page 140; *Tableaux historiques et politiques des anciens gouvernemens de Zurich et de Berne*, Paris 1800, pages 102 et 155.

continua très-fréquemment à lever des contributions sur la campagne.

Déjà en 1420, 1424 et 1428, sans doute pour le paiement d'intérêts de créances et pour couvrir les frais de l'expédition en Argovie, on voit que de fortes impositions sur la campagne sont mentionnées dans les contrôles des contributions (*Tellrödeln*). Une des plus importantes fut la capitation de 1449, qui, sous le titre de *Wochenangster*, fut levée pendant cinq ans sur la ville et sur la campagne, en partie pour le paiement des hypothèques de la basse Argovie, en partie pour acquitter le prix de seigneuries acquises, mais surtout pour couvrir les frais de la guerre antérieure. Tout individu mâle âgé de 14 ans et au dessus, et toute personne du sexe de 12 ans et au delà, avait chaque semaine à payer une taxe (*Angster*) qui, d'après le taux actuel de l'argent, peut être évaluée à L. 2½ par an.

Les réversales qui furent expédiées à cette occasion aux villes d'Arau et de Zoffingen, présentent quelque intérêt. L'une déclare qu'Arau qui, indépendamment de cette taxe, «est d'un autre côté accablée d'impositions, d'usages et de grandes charges,» ne doit pas perdre par là ses franchises et ses coutumes; et l'autre assure aux deux villes (par conséquent pas au reste du pays) le droit de n'être obligées de payer cet impôt qu'autant que la ville de Berne le supporterait elle-même. Les gens vivant dans des maisons de charité, exempts d'ailleurs de charges, furent même soumis à cet impôt, et l'on n'eut point égard aux représentations de l'évêque de

Bâle, qui intercêda pour ceux établis dans le comté de Nidau *).

En 1460 on décréta de nouveau une imposition générale «sur tous les nôtres dans les villes et campagnes» et l'on s'engagea expressément à n'affecter cette imposition qu'au paiement de l'intérêt du capital des grosses dettes faites jusqu'alors **). Le registre de contributions tenu à ce sujet renferme une spécification de toutes les contrées, lieux et personnes imposées ***). Différentes villes furent «en secret» favorisées, en ce qu'on leur accorda des termes pour le paiement de leurs contributions. Que la ville de Berne ait elle-même pris part à l'impôt, c'est ce que nous concluons de la circonstance que les bourgeois externes sont cités parmi les contribuables et qu'ils continuaient à jouir alors des droits des bourgeois internes.

L'emploi des contributions eut réellement lieu ainsi qu'on s'y était engagé, et l'on satisfit notam-

*) Voyez *Missivenbuch*, Litt. A. p. 150.

**) Voyez *Deutschen Spruchbuch* de 1417 à 1475, litt. B. pages 793 et suivantes.

***) Le livre de compte des baillis (*Amtlûte*) de 1463 — 1474 renferme trois comptes de contributions. Suivant le premier de 1464 il fut livré dans cette année par les contrôleurs des contributions (*Tellherrn*) Petermann de Waberen et Urbain de Müleren 21,794 florins en or.

Suivant le second de 1466, Petermann de Waberen seul perçut 1148 florins en or; et suivant le troisième de 1473, les receveurs de contributions Bénédict Tschachtlan et Rodolphe de Speichingen livrèrent la somme de 6,699 florins. On n'a pas pu constater si cette dernière perception était le reste de la contribution de 1460 ou une nouvelle imposition.

ment les créanciers de Bâle pour les intérêts et le capital *).

Lorsque les villes de Berne et de Fribourg, pour s'assurer la possession des conquêtes faites dans la guerre de Bourgogne, eurent accordé aux autres cantons un dédommagement de 20,000 florins, la première établit en 1484 «sur tous ses ressortissans de la ville et de la campagne, ecclésiastiques et laïques, une imposition générale, d'après laquelle chaque maison et chaque foyer devaient payer selon leur fortune une taxe d'une livre en argent (selon la valeur d'aujourd'hui L. 5—5½); mais les maisons de bienfaisance et les nobles y contribuèrent d'après leur fortune.

L'imposition produisit dans la campagne 28,348 livres d'argent et dans la ville, y compris les bourgeois externes, 6,402, ce qui démontre aussi bien la contribution élevée de la campagne que le nombre extraordinaire des bourgeois externes.

Dix ans plus tard «les *Landsassen*, les maisons de bienfaisance et les nobles» payèrent des contributions volontaires pour la construction d'édifices dans la ville, sous la réserve formelle que c'était en compensation d'autres charges.

Il faut encore remarquer ici que, déjà en 1408, Berne introduisit et perçut dès-lors presque sans interruption un impôt sur les boissons sous le titre de *Böspfening*, et qu'en outre dans cette période elle eut une recette extraordinaire produite par des distributions d'argent et de pensions du roi de France.

*) Voyez le *Rechenbuch* cité ainsi que le *Tellrodel* de 1460.

Elles étaient dans l'origine destinées, il est vrai, comme présens aux membres du gouvernement; mais, par suite de mouvemens populaires qui éclatèrent dans les cantons de Berne, de Soleure et de Lucerne, elles furent revendiquées «par tous ceux qui avaient reçu quelque chose de cet argent,» et cette recette fut portée dans le trésor de la ville (c. à d. de l'état) *).

Quoique Berne, avant 1353, eût déjà fait valoir ses droits les plus importans de souveraineté, lesquels comportaient la domination sur le pays, on ne peut pas bien prouver, vu l'absence de faits à cet égard, bien que cela soit hors de doute, que la première lettre de franchise, la bulle d'or de la ville de Berne ait été le fondement de cette souveraineté, et que Berne exerça incontinent la plupart des droits dérivant de cet état de choses.

En entrant cette année-là dans la confédération, Berne exprima cependant d'une manière si positive son intention de passer de la position de corporation privée à celle d'état souverain, et confirma son dessein par un acte si peu équivoque, que nous croyons devoir signaler cette incorporation en 1353 dans la confédération, comme une déclaration publique faite par Berne pour constater son indépendance entière suivant les idées et les notions qu'on y attachait dans ce temps-là.

*) Voyez *die bernische Replik auf die Antwort gegen die Schrift: Urkundliche Beleuchtung der bernischen Reklamationen*, 1814, page 23; et *Geschichtliche Andeutungen*, etc. page 20: «Le trésor de la ville était devenu trésor de l'état.»

Mais cette circonstance produisit un changement considérable sur l'état de la fortune de Berne.

Les revenus provenant d'acquisitions territoriales dont la bourgeoisie de la ville de Berne était jusqu'alors restée en jouissance en qualité de corporation privée, furent dès-lors, ainsi que les acquisitions elles mêmes, affectées à une destination générale.

Comme, autant que nous le savons, on n'élève pas de contestation à cet égard, il devrait être d'autant moins nécessaire de fournir des preuves à ce sujet, que ce fait est confirmé par tous les actes publics de cette époque.

Nous nous bornerons donc, à invoquer, à l'appui de notre assertion, un recueil très-remarquable de comptes publics des années 1463—1473.

Le document qui se trouve dans les archives des fiefs cantonales, et qui porte l'inscription : «*Harinne stand geschrieben die Rechnungen von allen meinen Herren von Bern Amtleuten, und ward angenommen uff Mittwoch nach Jacobi Anno 1463*» *), renferme les comptes des trésoriers, péagers, receveurs de corporations, percepteurs des contributions, administrateurs de l'infirmerie séparée (*Sonder-Siechen*), de l'hôpital d'en bas (*Niedern-Spitals*), de l'hôpital Seiler (*Seileren-Spitals*), des intendants des bâtisses et de tous les économes dans les seigneuries et le territoire de la ville. Chaque compte est divisé en recette et dépense, et les rubriques consacrées à cette dernière indiquent

*) Trad. «Ici se trouvent écrits les comptes de tous messieurs les baillis de Berne, ainsi qu'ils ont été arrêtés mercredi après la St. Jacques de l'année 1463.»

dans leur ensemble que les revenus du nouvel état n'ont point été employés pour les besoins de la ville de Berne, mais constamment dans l'intérêt général du pays.

Naturellement la ville ne s'oublia point elle-même *), mais elle perçut constamment sur les revenus de l'état tout ce que réclamaient ses besoins comme souveraine.

Tel était l'état financier de la ville de Berne, lorsque la souveraineté était exercée par la totalité de ses bourgeois. Cependant, déjà de bonne heure, des changemens y furent apportés. A la vérité, comme nous l'avons montré ci-dessus, quoique, dès le commencement du quinzième siècle, la bourgeoisie eût été exclue de la participation immédiate à la législation et à l'administration, elle paraissait encore revêtue du pouvoir, en ce que tous les bourgeois étaient aptes à faire partie de la représentation des Deux-cents et même du gouvernement. Toutefois ce débris de ses anciens droits ne tarda pas également à dégénérer en vaine forme, car tout en continuant à déclarer la plupart des bourgeois capables d'arriver aux emplois, on ne les y appela jamais, ou seulement dans des cas extrêmement rares et par de pures considérations politiques. Avant même que Berne parvint à une souveraineté entière, le patriciat

*) Elle ne perdit pas non plus de vue ses intérêts, en ce que les treize abbayes, dans lesquelles la bourgeoisie de Berne se divisait, s'efforcèrent constamment d'acquérir du bien et d'augmenter autant que possible leur fonds de corporation.

Mais cette circonstance produisit un changement considérable sur l'état de la fortune de Berne.

Les revenus provenant d'acquisitions territoriales dont la bourgeoisie de la ville de Berne était jusqu'alors restée en jouissance en qualité de corporation privée, furent dès-lors, ainsi que les acquisitions elles mêmes, affectées à une destination générale.

Comme, autant que nous le savons, on n'élève pas de contestation à cet égard, il devrait être d'autant moins nécessaire de fournir des preuves à ce sujet, que ce fait est confirmé par tous les actes publics de cette époque.

Nous nous bornerons donc, à invoquer, à l'appui de notre assertion, un recueil très-remarquable de comptes publics des années 1463—1473.

Le document qui se trouve dans les archives des fiefs cantonales, et qui porte l'inscription : «*Harinne stand geschrieben die Rechnungen von allen meinen Herren von Bern Amtleuten, und ward angenommen uff Mittwochen nach Jacobi Anno 1463*» *), renferme les comptes des trésoriers, péagers, receveurs de corporations, percepteurs des contributions, administrateurs de l'infirmerie séparée (*Sonder-Siechen*), de l'hôpital d'en bas (*Niedern-Spitals*), de l'hôpital Seiler (*Seileren-Spitals*), des intendants des bâtisses et de tous les économes dans les seigneuries et le territoire de la ville. Chaque compte est divisé en recette et dépense, et les rubriques consacrées à cette dernière indiquent

*) Trad. «Ici se trouvent écrits les comptes de tous messieurs les baillis de Berne, ainsi qu'ils ont été arrêtés mercredi après la St. Jacques de l'année 1463.»

dans leur ensemble que les revenus du nouvel état n'ont point été employés pour les besoins de la ville de Berne, mais constamment dans l'intérêt général du pays.

Naturellement la ville ne s'oublia point elle-même *), mais elle perçut constamment sur les revenus de l'état tout ce que réclamaient ses besoins comme souveraine.

Tel était l'état financier de la ville de Berne, lorsque la souveraineté était exercée par la totalité de ses bourgeois. Cependant, déjà de bonne heure, des changemens y furent apportés. A la vérité, comme nous l'avons montré ci-dessus, quoique, dès le commencement du quinzième siècle, la bourgeoisie eût été exclue de la participation immédiate à la législation et à l'administration, elle paraissait encore revêtue du pouvoir, en ce que tous les bourgeois étaient aptes à faire partie de la représentation des Deux-cents et même du gouvernement. Toutefois ce débris de ses anciens droits ne tarda pas également à dégénérer en vaine forme, car tout en continuant à déclarer la plupart des bourgeois capables d'arriver aux emplois, on ne les y appela jamais, ou seulement dans des cas extrêmement rares et par de pures considérations politiques. Avant même que Berne parvint à une souveraineté entière, le patriciat

*) Elle ne perdit pas non plus de vue ses intérêts, en ce que les treize abbayes, dans lesquelles la bourgeoisie de Berne se divisait, s'efforcèrent constamment d'acquérir du bien et d'augmenter autant que possible leur fonds de corporation.

était déjà en possession exclusive du pouvoir, le reste de la bourgeoisie n'en avait que le titre.

Nous ne pouvons pas préciser avec certitude l'époque à laquelle eut lieu ce changement dans le gouvernement. Vous avez vu que déjà de fort bonne heure le patriciat avait pris le dessus, quoique de loin en loin on rendît momentanément hommage aux idées démocratiques, entretenues alors essentiellement par les corps de métier plébéiens. La transition n'eut pas lieu d'une manière absolue, mais elle se fit peu à peu, de sorte que, par la tactique prudente avec laquelle on s'abstint de toute déclaration expresse à cet égard, la bourgeoisie pouvait se croire longtemps encore investie de la domination, quand depuis bien des années *) elle était ravalée à la condition de sujet. Il est vrai que lors-

*) Voyez le mémoire: *Ueber den Antheil der bernischen Unterthanen, etc. in der Helvetia von Balthasar*, année 1826, 1^{er} cahier. L'auteur de ce mémoire signé: «Un patricien de Berne» parle de 1589 et prétend ensuite page 257 «que le gouvernement de Berne avait *déjà depuis longtemps* adopté la forme aristocratique (oligarchique); que *depuis longues années* le conseil des deux-cents était l'autorité suprême, et que les assemblées de la *commune entière* de Berne étaient hors d'usage.» Le titre de ville souveraine, dont on étourdissait la bourgeoisie, donna maintes fois naissance dans des temps plus récents à des assertions erronées. Ce titre, quoique pris depuis des siècles, n'était pas plus la garantie d'un droit acquis, que l'aigle double impériale et l'inscription: *Bertholdus dux Zæringiæ* sur les monnaies bernoises de 1656 n'exprimaient une reconnaissance du droit de souveraineté sur Berne de l'empire allemand ou des margraves de Baden.

qu'enfin la bourgeoisie de la ville de Berne dut prêter le serment de fidélité à l'autorité, c'est à dire, aux oligarchies, « *de se comporter en toute soumission et obéissance,* » elle ne put conserver aucun doute sur sa dégradation; mais alors le pouvoir du patriciat était déjà trop bien affermi, pour que la bourgeoisie pût entreprendre de lutter contre lui; des tentatives partielles furent vigoureusement repoussées. C'est ainsi qu'en 1744 vingt-cinq bourgeois adressèrent au gouvernement une requête, rédigée dans les termes les plus respectueux, pour demander, qu'en qualité de bourgeois, aptes à remplir des fonctions publiques, ils ne fussent pas écartés de toute participation aux affaires du gouvernement; ils invoquèrent à cet effet les droits antérieurs de la bourgeoisie et notamment la constitution de 1384. Cette démarche eut pour résultat d'abord de leur attirer un rude refus, ensuite trois des signataires de l'adresse furent condamnés à un bannissement de dix ans du territoire de la confédération et du canton, deux à un bannissement de cinq ans, six à un bannissement de deux ans, quatre à un arrêt domestique de six mois, et tous les autres à la censure *). Nous n'avons pas besoin de rappeler la procédure-Henzi de 1749, suivant laquelle, autant que nous le savons, le seul délit dont s'étaient rendus coupables les condamnés, était d'avoir fait leurs efforts pour rétablir la constitution de 1384.

*) Voyez les documens des archives au commissariat cantonal des fiefs.

L'assujettissement auquel fut réduite peu à peu la bourgeoisie de Berne, détermina un changement complet dans ses rapports financiers ; il s'établit un état de choses, en vertu duquel l'état, c'est à dire, la totalité des ressortissans du pays, conjointement avec le gouvernement, fut considérée comme propriétaire exclusif de tous les biens acquis jusqu'alors et de ceux qu'on acquerrait dans la suite ; et la bourgeoisie de la ville Berne resta uniquement en possession de ses biens communaux (*Allmenden*) comme propriétaire.

En ce qui concerne ces nouveaux rapports, nous renvoyons aux développemens dans lesquels nous entrerons en traitant la question de droit, et nous continuons notre exposé historique.

La réforme ecclésiastique de 1528 plaça Berne dans une position favorable sous plus d'un rapport. Non seulement le pouvoir et le crédit du gouvernement s'accrurent, en ce qu'il réunit à son autorité temporelle le pouvoir ecclésiastique, mais en ce que la sécularisation qui eut lieu des biens d'église enrichit le trésor de l'état d'une manière extraordinaire.

A la vérité le gouvernement, en vertu de l'édit du 7 février de cette année là, restitua beaucoup de biens provenant de fondations privées, fit de riches donations à des communes et à d'autres corporations pour les églises, les écoles et les pauvres, employa de grandes sommes à pensionner et à indemniser des ecclésiastiques catholiques qui ne voulurent pas adopter les nouvelles croyances, et utilisa la plus grande partie des biens immeubles ayant appartenu au clergé, et qui composaient des bénéfices ecclésiastiques, à

la dotation de maisons de bienfaisance et au traitement du clergé protestant du pays.

Néanmoins il resta encore entre les mains du gouvernement, comme faisant partie de la fortune publique, des richesses extraordinaires, consistant principalement dans les biens devenus vacans d'une multitude de couvens *), dans une masse considérable de dîmes et autres redevances foncières et surtout dans les trésors d'église et des titres de créance.

A l'égard des biens domaniaux et revenus, ainsi que des titres de créance, les registres terriers et les rentiers fournissent, à l'appui de ce que nous avançons, des éclaircissemens suffisans, et nous pouvons recommander à ceux qui voudraient s'en convaincre, l'examen des registres de Frienisberg, Gottstadt, Interlaken, Fraubrunnen, Thorberg, Munchenbuchsee, Kœnitz, Rueggisberg etc.; à l'égard des trésors enlevés aux églises, chapelles et couvens de tout le pays, en particulier de ceux provenant de la conquête du pays de Vaud en 1536 et qui furent accumulés dans les trésors de Berne, on ne trouve plus en échange que des documens moins complets **),

*) Plusieurs couvens furent transformés en bénéfices, mais la plupart de leurs revenus furent employés pour des besoins de l'état.

**) Au sujet des objets d'or et d'argent enlevés des maisons religieuses dans le territoire allemand du canton, et qui, selon le dire des chroniqueurs, durent être très considérables (l'église de St. Vincent de Berne entre autres devait renfermer des trésors extraordinaires provenant de dons particuliers et d'une quantité de choses précieuses et d'ornemens amassés dans les guerres de Bourgogne), nous ne possédons

à moins que nous ne voulions faire valoir la circonstance que , depuis cette époque Berne non seulement éteignit une partie considérable de ses dettes,

qu'un seul livre de compte de 1529 à 1537 , qui renferme à la vérité des indications sur les objets d'argent enlevés et leur conversion en numéraire , mais qui cependant doit être considéré comme très incomplet , attendu que les ornemens les plus nombreux et les plus riches ont été omis et que les richesses tant en or qu'en bijoux ont été entièrement passées sous silence.

Dans le couvent très peu considérable des Sœurs blanches à Berne , on trouva encore lors de sa suppression , en 1558, 1942 livres en argent comptant, 18 marcs 11 deniers de vaisselle d'argent , et des titres considérables de fiefs héréditaires , de de cens fonciers et de rentes.

Une idée de l'importance des biens ecclésiastiques que Berne s'appropriâ , se trouve dans les inventaires des ornemens d'église de la cathédrale de Lausanne et de la chapelle de la Sainte Vierge. Le premier donna seul 275 marcs 5 onces et demie d'or pur , et 1668 marcs 6 onces d'argent pur , sans compter la valeur d'une quantité d'objets précieux dont le poids n'est pas indiqué dans l'inventaire , ainsi que d'un nombre considérable de choses précieuses , de perles et de brocarts. Le second renferme 117 articles de statues, de vases et autres objets pareils d'or et d'argent. Ces églises peuvent certes avoir été les plus riches du pays de Vaud, mais il y en avait au moins trois cents dans le même pays dont plusieurs étaient dans les villes ou appartenaient à de riches monastères , et qui durent livrer tous leurs ornemens à Berne. Lausanne fit valoir il est vrai ses droits sur les richesses des églises , mais le gouvernement n'offrit de lui céder que les chasses , chasubles et tuniques , que Lausanne refusa. Voyez entr'autres à ce sujet Ruchat *Histoire de la Réformation* , Tome VI, page 389 , et du même *Pièces servant à l'histoire de la ville impériale de Lausanne* , page 47.

mais prêta à des têtes couronnées et à d'autres des sommes considérables, et se fit un trésor qui, par l'état de paix qui suivit, s'augmenta de millions en millions *).

Au moyen de cet accroissement de fortune, le système d'impositions de Berne ne fut pas mis en vigueur pour quelque temps, et en effet aucune contribution ne fut levée pendant longtemps dans la partie allemande du pays, à l'exception d'une taxe imposée aux bourgeois en 1555 probablement pour des besoins exclusifs de corporation. Cet état de choses fit ressentir d'autant plus au pays de Vaud les charges que lui attira son titre de pays conquis.

Quoique Berne fût amplement dédommée, par la prise de possession du pays de Vaud, des frais de cette courte campagne ou plutôt de cette marche militaire, cependant elle exigea des Genevois le remboursement des frais de l'expédition fixés à 9,917 florins d'or, et reçut d'eux pour cet effet 8,000 écus de France déjà en janvier 1537.

Mais ensuite on exigea de plus des paysans du pays de Vaud eux-mêmes des subsides pour couvrir les dépenses de cette guerre, et la conquête de cette contrée était à peine achevée, qu'au mois d'avril 1536, Berne établit, sous le nom de vançon de

*) On ne trouve au sujet des premiers fonds prêtés aucun compte, sauf un livre de rentes de 1594 à 1606. Mais en 1710 le conseil et la bourgeoisie arrêterent de placer à intérêts principalement à l'étranger, une partie des capitaux morts déposés dans le trésor, et d'établir un compte courant à ce sujet. Ces comptes existent encore au complet jusqu'en 1795.

guerre, une contribution sur le pays, dont elle régla arbitrairement la mesure et la répartition.

En 1549 Berne préleva, comme impôt sur les fortunes, une taxe de 1 % déduction faite du passif, et en même temps une taxe de 6 sous pour chaque feu. Une contribution de guerre fut ensuite levée en 1560, et dix ans plus tard, une sur chaque feu de 6 florins (7 livres, 2 batz) payable dans l'espace de trois ans.

Les possessions allemandes de Berne furent alors de nouveau imposées; et pour la première fois en 1603 il fut établi pour six ans «une taxe générale sur les riches et sur les pauvres» afin d'avoir, ainsi que s'exprimait le décret, les moyens pécuniaires nécessaires pour repousser du territoire les ennemis de la religion et du pays *).

Cependant les circonstances n'étaient plus aussi favorables que par le passé pour des taxes de cette espèce. Le peuple savait que les objets précieux des églises et des couvens, ainsi que le produit de leurs biens et de leurs redevances, avaient rempli les coffres de l'état, et il manifestait peu de disposition à offrir son denier de réserve pour que le trésor public fût conservé intact. Or, pour que l'imposition parût moins vexatoire, on déclara expressément que le gouvernement n'avait point l'intention de déposer ces contributions dans les coffres, ou de les faire servir à entreprendre

*) On ne voulait sans doute pas faire de brèche à l'argent comptant et aux lingots du trésor, et l'on ne pouvait vraisemblablement pas réaliser les titres de créance des sommes placées.

une guerre sans nécessité ou à se livrer à une agression quelconque, mais que le produit en serait affecté uniquement au but prescrit, et serait déposé en lieu tiers (et non entre les mains du gouvernement), jusqu'à ce que le besoin d'en faire usage se fît sentir.

Malgré cette réserve, le paiement des impositions fut refusé dans beaucoup de localités, et le gouvernement, pour ne pas s'exposer à voir porter atteinte à sa considération, se vit dans l'obligation de déléguer «auprès de ses chers et bons sujets de la ville et de la campagne» des commissaires pour leur expliquer les motifs qui rendaient les contributions nécessaires *).

A cette imposition succéda déjà en 1610 une imposition plus étendue, au moyen de laquelle «aussi longtemps que le besoin l'exigeait» il devait, à une époque indéterminée, être prélevé annuellement un schilling de chaque L. 100 en capital après déduction des dettes **).

L'an 1623 le gouvernement fit décréter, pour la construction des fortifications de la capitale, une contribution volontaire, pour épargner par là la bourse de la ville (la caisse de l'état) déjà fort entamée ***), et en 1641 on ordonna de nouveau «une cotisation

*) Lors de la délibération sur les instructions à donner aux délégués, on agita la question de savoir, s'il était prudent que le gouvernement fît valoir son droit de lever des impôts. Mais on décida de passer cela sous silence, et de se borner à réclamer les contributions par voie amiable. (Voyez *Polizeibuch*, N^{ro} 3, pages 240 et 244.

**) Voyez *Polizeibuch*, N^{ro} 3, page 204.

***) Voyez *Polizeibuch*, N^{ro} 4, page 208.

générale modérée tant à la ville qu'à la campagne et cela à raison de L. 1 par L. 1000 *).

Cette imposition qui, dans le pays de Vaud, fut précédée en 1617 d'une taxe pour la reconstruction des fortifications d'Yverdon, en 1633 d'une taxe pour doter l'église française de Berne, en 1623 d'un impôt sur les fortunes de 1 pour mille pendant six ans, et enfin en 1637 d'une contribution de 2 florins par an sur chaque feu, occasionna dans la partie française des rassemblemens et des réclamations, et dans l'Argovie et l'Emmenthal, une résistance ouverte, ensorte que les cantons évangéliques se virent dans le cas d'intervenir comme médiateurs.

Il est certain que le pays, par suite des énormes prestations sous lesquelles il succomba presque jusqu'à la fin du dix-septième siècle, et dont les impôts directs dont nous avons parlé jusqu'ici, n'étaient qu'une faible partie, puisqu'à côté de ces impôts (et indépendamment de tout impôt foncier) on levait un grand nombre de taxes indirectes **) de même qu'on exigeait des frais de déplacement (*Reisgelder*)

*) Voyez *Polizeibuch*, N^{ro} 5, page 371.

**) Les comptes de l'état mentionnent les impositions suivantes : *Lizengeldern* (permis pour surcharger des chars), *Tratten - und Strassengeldern* (péage sur les bestiaux et droit de route), *Zöllen* (péages), *Brüggsommer* (abonnement des localités pour consommation), *Gleit* (sauf conduit), *Um-geld*, *Böspfenning* (impôt sur les boissons) *Tavernengeld* (droit de taverne), *Abzugsgeldern* (droit de retrait) *Feuerstattgeldern* (droit de péage), *Marechausseebeiträgen* (frais de maréchaussée), *Kesslertribut* (droit de patente pour les chaudronniers ambulans, autrement appelés *drouineurs*),

très onéreux après la cessation du service militaire actuel, il est certain, disons-nous, qu'en échange de ces prestations, le pays demanda et obtint différentes franchises.

Déjà, à la suite des troubles qui éclatèrent en 1643 après la bataille de Novarre, le gouvernement de Berne fit quelques concessions au peuple de la campagne, et promit de ne contracter aucune alliance, dans laquelle on s'engagerait à fournir quelque secours, sans l'approbation de la ville et du pays. Cette assurance fut solennellement renouvelée peu après la réformation, et Berne fit alors (en 1531) la promesse de n'entrer à l'avenir dans aucune alliance et de n'entreprendre aucune guerre sans le consentement des sujets de l'état.

Cet engagement fut observé pendant quelque temps, mais il fut violé en 1583 par l'effet des séductions de la France *), et on n'y fut pas plus fidèle dans les alliances et les guerres qui suivirent immédiatement; mais en échange il fut renouvelé

Römmersteuer, *Reichssubmissionssteuer* (taxe de soumission à l'empire), elle existait encore en 1796! *Tabakgeld* (impôt sur les tabacs), *Markt- und Hausirauflagen* (permis pour les marchés et le colportage) etc., et outre toutes ces taxes, le débit du sel dont le gouvernement avait le monopole, et qui, déjà en 1636, donnait annuellement un produit net de 17,740 cour., et dans les années 1785 à 1794, d'après la moyenne, un produit annuel de 77,618 cour.

*) L'ambassadeur, M. de Fleury, avait promis, au nom du roi de France, une pension annuelle de 10,000 francs et L. 4000 pour les hôpitaux de Berne. (Voyez *Stettlers Chronik* II, page 281).

formellement en 1589 , et le peuple fut réuni dans ses *Landsgemeinden*.

La même chose eut lieu en 1590 , lorsqu'il fut question de se prononcer pour l'alliance avec la Savoie , et l'on possède des documens de temps postérieurs qui prouvent que le peuple fut consulté dans certaines occasions importantes.

Dans la position où était le peuple , on doit trouver naturel que la commune des bourgeois de Berne, revenue à l'état d'une bourgeoisie privilégiée, renonçât à réclamer les biens qu'elle avait précédemment acquis, et se contentât de savoir que la main du gouvernement s'ouvrirait largement pour les besoins de la ville et les jouissances des bourgeois.

C'est sur ce pied que furent réglés les rapports de fortune jusqu'au moment où éclata la révolution de 1798.

Il n'y eut que les biens communaux qui restèrent propriété de la ville et furent par conséquent aussi administrés par la bourgeoisie, qui, ne formant primitivement qu'une seule commune , s'était, par suite de cette circonstance , partagée en deux communes , qui se réunissaient chaque année sous la présidence d'un banneret (plus tard d'un *Obmann*) pour discuter toutes les affaires qui les concernaient en commun , lesquelles étaient d'ailleurs sous la direction du collège des Quatre. Le gouvernement avait seulement sur cette propriété le droit de haute surveillance , et celui d'exercer les fonctions de juge en cas de contestation *).

*) Ces données sont empruntées presque littéralement à un mémoire, que le conseil de ville de Berne adressa le 29 novembre

Tous les autres biens étaient *biens de l'état*, et comme tels placés sous l'administration immédiate du gouvernement ou de ses employés. C'est ce que prouvent bien positivement non seulement la circonstance qu'on vient de mentionner, mais encore le fait ultérieur, que les documens publics désignent tous ces autres biens eux-mêmes comme *biens d'état*, ce qui ressort de tous les actes publics quelconques, mais de la manière la plus évidente et la plus complète des *comptes généraux* dressés à la fin du siècle précédent, *des recettes et des dépenses du haut état de Berne* *).

D'un autre côté on ne saurait disconvenir que la bourgeoisie, par l'effet de la fusion de sa fortune avec celle de l'état, n'ait retiré des avantages très importants, dont elle a joui dans une large mesure et sans interruption jusqu'en 1798. Ces avantages étaient de deux sortes.

1816, au nom de la bourgeoisie, à la commission de révision des lois constitutionnelles, mémoire qui avait pour titre : *Ehrrerbietige Bemerkungen des Tit. Stadtraths zu Bern über den ihm mitgetheilten Vortrag, die Herstellung der inneren Verfassung der Stadt Bern betreffend.*

- *) Ces comptes généraux, déposés dans les archives des finances, dont l'un prend pour base la moyenne des années 1785 à 1794, et l'autre contient le résultat de l'année 1796, sont proprement des états de *toute la fortune publique du canton*, et furent sans doute dressés, comme résultat des comptes particuliers dans lesquels les différentes recettes et dépenses de l'état se trouvaient désignées pêle-mêle, pour avoir enfin un aperçu de la situation des finances de l'état. Chaque page de ces documens importans prouve la vérité de notre assertion.

L'un consistait en ce que la bourgeoisie eut la jouissance sinon exclusive au moins presque sans partage, de plusieurs institutions et revenus considérables, notamment du grand hôpital, du grand fonds des aumônes, du fonds des quêtes, de la maison des orphelins, de forêts d'une grande étendue etc.

L'autre consistait dans les donations en argent et dans les subsides en nature que la caisse de l'état fit à la ville pour des besoins de tout genre qui la concernaient uniquement, spécialement pour des constructions de toute espèce, pour des institutions religieuses et scolaires, pour l'administration de la police, pour l'entretien des corporations bourgeoises et d'autres buts analogues.

A tous ces avantages prirent part non seulement les bourgeois aptes aux emplois publics, mais encore ceux qui ne l'étaient pas, notamment les habitants appelés *perpétuels* *), et cette circonstance fait encore voir précisément, que ces jouissances appartenaient à la bourgeoisie seulement en sa qualité de corporation bourgeoise, et non comme souveraine, titre dont elle n'était plus en possession déjà depuis longtemps.

Toutes ces choses, ainsi que beaucoup d'autres, devaient être changées par la tempête qui s'éleva de l'ouest à la fin du dix-huitième siècle.

*) Voyez *Polizeibuch*, N^{ro} 8, page 236. «Les personnes reçues depuis 1648 sous le nom d'habitants perpétuels, sont aussi bourgeois de cette ville, et en vertu de ce droit, jouissans et participans de toutes les franchises des bourgeois, qui ne prennent pas part au gouvernement et aux emplois et services publics, et qui ne peuvent exercer le libre commerce des vins.

SECONDE PÉRIODE.

De 1798 à 1803.

La première révolution française, dont la commotion destructive se fit sentir même dans les monarchies absolues les plus éloignées, dut réagir d'une manière plus violente sur les états confédérés de la Suisse, voisins de la France et ayant de l'affinité avec ce pays en partie par le langage et les mœurs.

Le peuple réclama hautement et impérieusement des droits politiques et surtout l'abolition des privilèges. Plusieurs gouvernemens cantonaux cherchèrent par des concessions à conjurer l'orage qui grondait de plus en plus autour d'eux ; d'autres, Berne à leur tête, ne voulurent rien accorder, et le gouvernement de cet état chercha même à se maintenir dans sa position par la force des armes.

On comprend que le gouvernement de Berne n'aurait pas trouvé le peuple disposé à le seconder, s'il eût exprimé son intention sans détour, mais il eut recours à la feinte, moyen dont il avait déjà fait fréquemment usage, sans que la masse eût jamais pénétré ses véritables desseins, et il proclama la liberté.

« Après avoir prêté à la face du Dieu tout puissant le serment solennel de fidélité, nous avons résolu

*) Lorsqu'en 1813, le gouvernement de Berne antérieur à l'année 1798 fut déclaré le seul légitime, un publiciste bernois chercha à justifier cette opinion, en disant qu'il regardait cette renonciation solennelle comme extorquée par *l'esprit de l'époque*, et il appliqua à cette circonstance le mot de Luther : *« Serment forcé fait peine à Dieu. »*

librement et sans qu'il nous ait été fait à cet égard aucune demande ni instance, d'unir par les nœuds les plus étroits et les plus intimes le gouvernement avec le peuple entier, et de faire, dans cette vue salutaire, à notre constitution, les améliorations que demande le bien de la patrie et qui peuvent être conformes à l'esprit du siècle et aux circonstances des temps actuels.»

Ainsi s'exprimaient les premières lignes du mémorable édit du gouvernement bernois du 3 février 1798 *), lequel dut être annoncé du haut de toutes les chaires, pour fasciner les yeux du peuple en masse, et une proclamation, qui parut déjà deux jours après, l'appela aux armes, avec la certitude que cet appel ne serait pas vain. *«Vous savez pour quelle cause vous combattez, disait le manifeste, la garantie solennelle de vos droits sera la bannière que vous déploierez en marchant contre un ennemi formidable mais non redouté!»*

Et le peuple bernois sut véritablement combattre pour la liberté qu'on venait de lui assurer solennellement.

On vit aux prises avec les meilleurs soldats des masses de paysans point exercés, mal armés, sans que ceux-ci s'inquiétassent ni du nombre de leurs adversaires ni de leur tactique, songeant seulement au serment, par lequel ceux qui les avait gou-

*) Cet édit fut publié au nom de la *bourgeoisie* de la ville Berne, quoique déjà depuis longtemps ce corps dans sa totalité n'eût plus aucune part à la souveraineté. Mais dans les momens critiques on mit volontiers en avant la bourgeoisie, pendant que, ainsi que le prouvent les années 1802 et 1813, lorsque le triomphe était assuré, on feignait d'ignorer l'existence d'une bourgeoisie souveraine.

vernés jusqu'alors venaient de se lier. Ils furent défaits, et durent alors accepter comme vaincus ce qu'ils n'auraient jamais obtenu victorieux, l'affranchissement de la domination des privilèges.

Bonaparte n'était pas homme à laisser une victoire sans en profiter, et l'expédition d'Egypte fut résolue. A qui pourrait-il paraître étonnant que les Français eussent jeté des regards de convoitise sur les trésors renommés qui se trouvaient accumulés sous les voûtes de la maison de ville?

On songea trop tard à les mettre en sûreté; après une tentative faite dans ce but ils tombèrent entre les mains des vainqueurs, qui bientôt après firent aussi main basse sur les titres de créance du canton.

Il n'a pas été possible à la commission que vous avez instituée, Messieurs, de se procurer des données certaines sur la somme totale de l'argent comptant qui fut enlevé. D'après le rapport que présenta, en 1821, la commission établie par le grand conseil pour examiner cet objet, 100,000 pièces d'or, en partie anciens mirletons, en partie ducats, furent renfermées dans un tronc de fer, ainsi que des monnaies d'argent courant dans dix huit barils avec du numéraire en or (3000 louis d'or). Cependant comme les barils n'étaient pas d'une égale grosseur, et que les monnaies n'étaient pas précisées, on ne put pas, même approximativement, déterminer le montant.

Les titres de créance, d'après un état du 5 mars 1798, doivent en revanche s'être élevés à la somme de 4,009,869 cour. 13 bz. 1 rp. *).

*) D'après le compte des fonds étrangers de l'année 1795, lequel se trouve dans les *Pièces justificatives* N^{ro} 1, le capital des

Pendant que ce trésor rapporté de l'Oberland était encore à Berne, quelques personnes, MM. de Bonstetten et Steiger, administrateur du magasin du sel, parvinrent à mettre de côté et à conserver à l'état L. 36,000 contenues dans dix-huit barils et L. 3000 qui se trouvaient dans un baril ouvert. Ces fonds furent, avec d'autres sommes également mises en sûreté, administrés secrètement jusqu'en 1820, et ensuite réintégrés dans la caisse de l'état, après que la commission susmentionnée eut examiné préalablement les comptes du comité secret et les eut trouvés en règle dans toutes leurs parties *).

Les titres de créance avaient également été emportés en France, et semblèrent longtemps perdus pour l'état, lorsque, par l'habileté de M. de Jenner de Porrentruy, on parvint à les recouvrer contre

titres de créance sur l'étranger, suivant le dernier état qui a été trouvé aux archives, s'élevait à peu

près à Cour. 5,472,918,

par conséquent la fortune entière du capital du canton de Berne avait diminué

dans les trois années de 1795 à 1798 de Cour. 1,463,049,

ou, en francs de Suisse, d'environ . . . L. 3,657,622.

A l'exception d'un compte sur le prix de rachat de L. 1,400,000 de Suisse, nous n'avons trouvé absolument aucun document sur l'emploi de cette somme. Elle doit avoir été dépensée pour les frais de la guerre de 1798; ce qui soulève la question de savoir, pourquoi l'on n'a pas eu recours, dans cette circonstance, ainsi qu'on l'avait fait dans les années 1790 à 1796, au dépôt d'argent comptant. Quoi qu'il en soit, l'absence complète de tous comptes à ce sujet est certes à regretter.

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^o 2.

un prix de rachat de deux millions de francs de France *).

Cependant, après que l'unité et l'indivisibilité de la Suisse eurent été proclamées par la loi du 23 avril 1798, *tous les biens meubles et immeubles, créances et droits des cantons furent déclarés biens communs de la nation.*

Cette mesure en exigea une autre.

C'est ainsi que, dans les cantons où les familles aristocratiques avaient exercé tout à la fois la souveraineté sur le pays et la magistrature dans les villes capitales, l'administration des biens qui appartenaient à ces dernières, en leur qualité de corporation, n'avait pas toujours été exactement distincte de celle des biens de l'état **).

Cependant, lorsqu'il s'agit de mettre à exécution cette disposition fondamentale, des collisions devinrent inévitables, et le gouvernement central, pour y mettre un terme s'il était possible, ne vit d'autre parti à prendre que de provoquer la promulgation d'une loi, au moyen de laquelle on pût établir une distinction entre les biens nationaux et les biens des communes. Cette loi parut le 3 avril 1799 et fixa les règles suivantes pour les questions importantes dont il s'agissait.

Furent désignés comme *biens nationaux*: tous les biens qui avaient été acquis par les précédens gou-

*) Nous n'avons pu obtenir aucune donnée plus précise sur ces négociations de M. de Jenner.

**) Nous avons exposé plus haut la position particulière de Berne à cet égard.

vernemens , en leur qualité de dépositaires de la souveraineté ; tous les biens que les anciens gouvernemens avaient possédés à titre de conquêtes ; les biens du clergé , dont les cantons protestans s'étaient saisis à l'époque de la réformation , et qui n'avaient pas été aliénés , ainsi que les fondations , institutions et biens qu'on pourrait prouver provenir du produit de biens de couvens vendus.

Furent en outre indiqués comme biens nationaux, tous les biens au sujet desquels les anciens gouvernemens avaient pris des dispositions pour les affecter à un usage public , tant qu'il n'avait pas été fourni de preuve authentique du contraire. Mais la commune devait avoir à produire cette contre-preuve, en constatant que les biens avaient été acquis par elle-même et *totalelement* payés par des subsides des anciens bourgeois , ou que leur origine provenait de donations faites exclusivement au profit de la commune.

Dans le cas où le bien de commune aurait été confondu avec le bien national , il devait en être distrait , en proportion des contributions respectives.

En échange furent déclarés *biens de commune* : tous les biens qui avaient été acquis par les communes et payés de la bourse des bourgeois , en tant que les titres de prétentions n'étaient pas en contradiction avec les précédentes dispositions , et , jusqu'à preuve du contraire, tous les biens dont les bourgeoisies des anciennes communes avaient la jouissance exclusive de préférence aux autres habitans , tels que prairies , forêts , bien de pauvres et autres semblables.

On ajouta aux dispositions qui viennent d'être énumérées, la clause que les difficultés, qui pourraient s'élever sur cette séparation, seraient soumises à la décision des assemblées législatives, qui, sur une proposition préalable du directoire, devraient prononcer à cet égard.

Déjà, avant que cette loi fut décrétée, la municipalité *) de la ville de Berne s'était entendue avec la chambre administrative de ce canton pour la nomination faite de concert avec elle d'une commission, qui devait s'occuper de la question concernant la séparation de biens entre l'état et la ville. Cependant la municipalité apporta tant de délai à cette affaire, qu'avant la promulgation de la loi de séparation, il n'y eut qu'un seul objet, sur lequel il fut pris une décision partielle, savoir la réclamation que la ville de Berne faisait valoir à la propriété des forêts.

La chambre administrative exigea qu'elle présentât un état de ses prétentions à cet égard, et

*) Après le renversement du gouvernement aristocratique, qui était en même temps magistrature de la ville, il fut provisoirement établi à Berne une autorité de ville sous le nom de *municipalité*. Par la loi du 15 février 1799, qui avait statué définitivement sur l'organisation communale, il fut établi dans la ville de Berne, ainsi que dans toute la confédération, une *chambre communale* pour l'administration des intérêts purement bourgeois; quant à l'administration des intérêts de tous les habitants, elle fut confiée à une *municipalité*. Outre cela, dans chaque canton, il avait été institué, comme branche du pouvoir exécutif souverain, une autorité qui, sous le titre de *chambre administrative*, avait pour attribution de veiller à l'exécution des lois concernant tous les objets d'administration et de finance.

lorsque la municipalité eut déféré à cette invitation, la chambre administrative accorda à la ville, le 7 décembre 1798, *toutefois sans préjudice du droit de propriété jusqu'à ce qu'il eût été pris une détermination définitive **), la faculté de disposer provisoirement des vingt et une premières forêts indiquées sur l'état, en lui imposant néanmoins l'obligation de tenir un contrôle exact du bois qu'elle en tirerait **).

La loi sur la séparation de la fortune fit avancer beaucoup cette affaire dans la plupart des villes, mais à Berne elle ne marcha que fort lentement. Enfin, après des représentations multipliées, la chambre communale de Berne qui, dans l'intervalle, avait pris la place de la municipalité, présenta à la chambre administrative un exposé historique de l'origine et de la formation du bien de la ville, auquel fut joint une spécification sommaire «de ce qui était réclamé par la chambre communale, en vertu de la loi de séparation, comme bien de la ville et de la bourgeoisie ***).»

*) Pour preuve du degré de confiance qu'il faut accorder aux actes des *species facti* que l'administration de la ville envoya aux facultés de droit, nous citerons la remarque suivante qu'on peut lire à la page 16 : Il avait déjà été abandonné à la chambre communale certains biens, *par exemple, les forêts comme propriété de la ville de Berne, puisque son droit à leur possession ne pouvait pas être envisagé comme douteux en aucune manière.*»

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 3.

***) Le texte original de cet exposé, composé par feu M. l'avocat Messmer sous le titre : *das Stadtgut von Bern*, se trouve dans les archives du commissariat des fiefs du canton.

La séparation définitive fut entravée cependant par des obstacles multipliés et suscités à dessein, comme on doit le croire, en sorte que dans l'intervalle qui s'écoula depuis la promulgation de la loi de séparation jusqu'au régime de la médiation, il ne fut conclu de conventions préalables que sur deux objets.

La première concernait les *vignobles du lac de Bienne*, qui furent cédés comme libre propriété à la ville et à la commune bourgeoise de Berne, par une convention du 18 décembre 1801. A cette convention fut néanmoins ajoutée la clause secrète, que la cession absolue qui y était stipulée, devait être mise en ligne de compte dans les réclamations de la ville de Berne qui seraient en leur temps reconnues fondées, et classées parmi les objets de compensation, lorsqu'on s'occuperait de l'entière division des biens.

La seconde, conclue le 21 février 1803, transmit à la chambre communale de la ville de Berne la jouissance et l'administration du fonds de *l'intendance des bâtisses* *); mais quant à la propriété de ce fonds, elle fut expressément réservée jusqu'au partage définitif.

*) Par des raisons purement administratives (pour alléger le trésorier) il avait été précédemment assigné, pour diverses branches d'administration, des fonds particuliers, qui néanmoins ne cessèrent pas de faire partie du bien de l'état. Ainsi le département des travaux publics (nommé *Bauamt*) reçut aussi son fonds particulier destiné à l'entretien et aux réparations des constructions publiques de la ville. Mais il n'en résulte pas moins du contenu des comptes généraux de l'état, dont nous avons fait mention, que ce même fonds restât fonds de l'état.

Sur ces entrefaites les rapports politiques de la république helvétique avaient déjà subi de grands changemens. Le projet de constitution du conseil exécutif de janvier 1801, fut abandonné en faveur du système fédératif et remplacé par le projet du 29 mai 1801. Cependant les partisans de l'ancien ordre de choses n'en étaient pas non plus satisfaits, et lorsqu'ils eurent repris le dessus, pendant quelque temps, au sein du gouvernement lui-même, ils firent, vers la fin de 1801, un changement à la constitution, lequel avait pour base le rétablissement du système cantonal avec toutes ses conséquences.

L'acte constitutionnel proposé à cette fin ne fut néanmoins jamais qu'un projet, et il devait, d'après les dispositions expresses du décret de publication du 27 février 1802, avoir été soumis préalablement à la sanction des diètes cantonales *).

Bien qu'il fût hors de doute que ce projet ne pouvait nulle part procurer aucun droit, l'aristocratie bernoise sut néanmoins le mettre à profit pour une opération de finance importante.

Les titres de créance avaient été, ainsi que nous l'avons dit, retiré des mains des chefs du gouvernement français, et avaient été remis, comme propriété antérieure du canton, à l'administration du trésor de la république helvétique, qui disposa alors de ces titres de créance comme d'une propriété nationale non contestée, et en négocia, en faveur de la banque anglaise, le 23 septembre 1801, pour 34,000 livres

*) Voyez *Tagblatt der allgemeinen Beschlüsse und Verordnungen der helvetischen Republik*, VI^e Cahier, page 69.

sterling actions de la banque, et le 10 octobre de la même année pour 66,000 livres sterling anciennes annuités de la mer du Sud.

Le changement de constitution avait à peine été décrété, et le nouveau sénat composé d'hommes dont on pouvait attendre une coopération favorable *), que les intrigues se firent jour.

La chambre communale de Berne dut d'abord présenter un mémoire adressé aux conseillers d'état de la république, dans lequel elle élevait des réclamations à de prétendues épargnes de la ville de Berne faites sous l'ancien gouvernement bernois, lesquelles auraient consisté en magasins de tout genre, en argent comptant et en titres de créances dans le pays et à l'étranger, enfin elle fit la demande :

«Que les capitaux, qui pourraient encore rester de ces créances à l'étranger, lui fussent remis en propriété, à *compte des biens de la ville de Berne, qui se trouvaient entre les mains du gouvernement*, d'une part, — et de l'autre, en particulier, de mettre à sa disposition, sur la somme des capitaux placés en Angleterre, au sujet de laquelle on disait qu'il allait être fait une convention et que les fonds qui en provenaient devaient encore exister — ce que le gouvernement, sans perdre de vue ses besoins les plus pressans, croirait pouvoir lui remettre **).»

*) Voyez *Leonhard Meisters helvetische Geschichte*, 4^e Vol., page 24. «Le sénat, constitué de cette manière se composait en majeure partie d'hommes d'une opinion opposée à celle de la diète, de membres des gouvernemens déchus et de leurs créatures.»

**) Voyez le protocole du petit conseil de la république helvétique, Tome XL, Séance du 1 février 1802, N^{ro} 12.

On eut aussitôt égard à cette réclamation en ce qui concernait les capitaux. Mais, afin qu'une mesure si étrange ne donnât pas lieu à des interprétations défavorables, elle fut représentée comme mesure générale, et d'abord, par un arrêté du 29 janvier 1802, se basant sur les considérans que la constitution qui devait être établie prochainement (!), consacrerait le principe de la propriété cantonale, il fut enjoint au département des finances de remettre aux chambres administratives des cantons intéressés tous les titres de créances provenant des anciens gouvernemens cantonaux *) : et immédiatement après, le 1^{er} février, on rendit l'arrêté suivant concernant spécialement le canton de Berne :

«Le petit conseil, après avoir délibéré sur cet objet (la pétition susmentionnée de la chambre communale de Berne), considérant qu'ensuite des principes consacrés dans notre nouvelle constitution, le gouvernement n'a plus aucun droit de propriété sur les fonds placés en Angleterre et dans d'autres états étrangers par l'ancien gouvernement bernois, arrête ce qui suit au sujet de la pétition de la chambre communale :

«Tous les titres de créances étrangers provenant de l'ancien gouvernement de Berne et encore existans, seront remis à la chambre administrative contre quittance *et sans préjudice de son droit de propriété à ces titres*, laissant à la chambre administrative d'avoir égard aux désirs et aux réclamations de la chambre communale et d'y satisfaire.

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 4.

En ce qui concerne les 34,000 Liv. St. actions de la banque et les 66,000 Liv. St. anciennes annuités de la mer du Sud, qui ont été vendues les premières le 23 septembre, les secondes le 10 octobre de l'année dernière, par le conseil exécutif au citoyen St. Didier, il est pris la disposition suivante :

«Les 34,000 Liv. St. rapportèrent, d'après le prix de vente convenu, la somme de L. 1,038,423. 15 s. de France. De cette somme le gouvernement précédent, sous le régime unitaire, dépensa déjà Liv. 300,000. Quant à la somme restante de Liv. 738,423. 15 s. qui consiste en lettres de change partie acquittées, partie en circulation, le gouvernement la garde pour lui, et déclare la chambre communale de Berne créancière de cette dette productive d'intérêts, dont le remboursement ne peut être exigé que dans des temps meilleurs et plus prospères; cependant si la ville ou le canton de Berne ont des paiemens à faire au gouvernement central, on peut donner ladite somme en paiement.

«Quant au montant des 66,000 Liv. Sterl. annuités de la mer du Sud, le gouvernement les remet telles qu'il les a reçues, ainsi que le contrat passé avec le citoyen St. Didier, au citoyen Zeerleder *), membre de la chambre administrative, pour qu'il les transmette à la chambre administrative, lui laissant aussi le soin de terminer l'arrêté de compte de cette opération avec le citoyen St. Didier, sans que

*) M. Louis Zeerleder, banquier, encore vivant, membre de la chambre communale du canton à l'époque de la république helvétique, et plus tard membre du petit conseil de la ville et république de Berne.

le gouvernement s'en occupe d'avantage en aucune manière, si ce n'est qu'autant qu'il deviendrait nécessaire de sa part de passer des cessions ou procurations *).»

La chambre administrative de Berne commença ses négociations dans l'esprit qui avait présidé à toute cette opération, aussi bien qu'*in specie* de ce décret. Avant tout elle conclut sous date du 4 février avec la chambre communale de Berne une convention de la teneur suivante :

« Nous faisons savoir par les présentes :

« Que sous la date ci-dessous indiquée, les sous-signés citoyen Steck, président de la chambre administrative du canton de Berne, et citoyen Zeerleder, membre de ladite chambre ;

« Tous deux chargés par la chambre administrative de l'exécution de l'arrêté du petit conseil du 1^{er} février 1802 ,

« Et les citoyens Stettler, président, Berseth, Hermann, Herbort et Gatschet, membres de la chambre communale de la ville de Berne, qui, en vertu du susdit arrêté, sont chargés de pleins-pouvoirs pour récupérer les titres de créance de Berne à l'étranger ;

« Se sont assemblés, et après lecture de l'arrêté du petit conseil du 1^{er} février 1802 ,

Ont considéré :

« Que la chambre communale de Berne possède un droit aux créances mentionnées, en ce que la plus grande partie de ces créances provient des épargnes et de prêts de la bourgeoisie de Berne, mais que cette prétention est difficile à déterminer, attendu

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 5.

que, sur les dernières épargnes et sur le produit des biens ecclésiastiques sécularisés il n'a pas été tenu un compte particulier, mais un compte général;

«Qu'une grande partie de ces titres de créance doit être réalisée pour leur rachat par le directoire français, aussi bien que par le gouvernement helvétique, et que cette diminution doit être équitablement mise en compte dans la part que l'on peut avoir à ces créances provenant du produit de biens sécularisés, et appartenant au canton de Berne.

«En conséquence, les citoyens ci-dessus nommés, ont, sous réserve de l'approbation de la chambre administrative du canton de Berne, à qui le droit de prendre une décision à cet égard a été transmis par l'arrêté ci-dessus du petit conseil, arrêté à l'unanimité les articles suivans:

«1^o La chambre administrative livrera à la chambre communale de Berne, comme sa propriété, toutes les réclamations et tous les titres de créance étrangers, qu'ensuite de l'arrêté ci-dessus le département des finances doit lui remettre, tels qu'il seront spécifiés et détaillés dans l'état qui en sera dressé, comme aussi le montant de la vente des 66,000 Liv. Sterl. annuités de la mer du Sud, lequel, en vertu du présent arrêté, sera remis par le département des finances au citoyen Zeerleder, pour que la chambre communale en dispose à son gré, ainsi que de tous les biens de la bourgeoisie de Berne, sans que personne y puisse mettre empêchement.

«2^o En revanche la chambre communale de Berne se déclare, par cette cession, exclue de toute prétention aux créances bernoises étrangères, et se

désiste à cet égard de toutes prétentions ultérieures, *ensorte que, dans la liquidation définitive de cette affaire, cet objet ne figurera plus ni en doit ni en avoir.*

«Ainsi arrêté, fait et signé sous l'approbation de la chambre administrative de Berne, etc. *).»

Cette convention fut suivie le même jour de la *convention explicative* suivante :

«En explication ultérieure de la convention conclue le 4 février 1802, il a été convenu ce qui suit, entre la chambre administrative du canton de Berne et la chambre communale de la ville de Berne :

«1° La chambre communale cède à la chambre administrative *l'administration* de l'hôpital de Berne appelé *l'Ile*, sur le même pied que l'hôpital extérieur, sous les clauses qui seront exposées, dans un contrat dressé particulièrement à ce sujet.

«2° La chambre communale de Berne paiera par trimestre à la chambre administrative, en faveur du gouvernement, quel qu'il puisse être, du présent canton de Berne, la somme de dix mille francs de Suisse, et cela la première fois le 1^{er} avril 1802, somme que la chambre administrative s'engage à n'affecter qu'à l'usage des établissemens d'instruction et de bienfaisance et particulièrement pour l'hôpital de l'île et l'hôpital extérieur.

«3° La chambre communale cède gratuitement à la chambre administrative l'obligation qui doit lui être délivrée par le gouvernement concernant le produit de la vente des 34,000 Liv. St. actions de la

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 6.

banque anglaise, et le montant de la vente des 66,000 Liv. St. annuités de la mer du Sud; elle s'engage en même temps à fournir à la chambre administrative toutes les cessions et procurations, que celle-ci jugera nécessaires et qu'elle présentera, pour les faire signer à la chambre communale.

« 4^o Enfin la chambre administrative remettra gratuitement à la chambre communale la créance cancellée de 28,000 couronnes, que le gouvernement bernois avait avancées pour la construction de la maison des orphelins *). »

Ensuite de ces conventions, toutes les créances du canton de Berne qui se trouvaient encore entre les mains du gouvernement helvétique **), furent cédées le 15 du même mois aux chargés de pleins-pouvoirs de la chambre communale de la ville de Berne, à l'exception des créances spécifiées sous les numéros 6, 8 et 9 de l'inventaire, lesquelles étaient en dépôt chez le citoyen A. Jenner pour une dette du gouvernement helvétique de L. 116,342 ***).

A peine cette opération fut-elle terminée, que des réclamations considérables s'élevèrent de la part de St. Didier, banquier de Paris.

Ainsi que nous l'avons exposé, le gouvernement helvétique lui avait vendu en deux fois 100,000 Liv. St. Mais dans l'acte de vente, les 66,000 Liv. St. anciennes annuités de la mer du Sud, avaient été indiquées comme produisant un intérêt de 5 %, tandis

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ros} 7 et 8.

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 9.

***) L'extinction de la dette qui eut lieu peu de temps après rendit les titres disponibles.

qu'il fut reconnu plus tard qu'elles ne rapportaient que 3 %. Cette différence parut certes très importante, et St. Didier réclama une indemnité de 2 % qu'il n'avait pas perçue, de manière que, eu égard à cette différence, le capital lui fut vendu pour la somme de 44,000 Liv. St.

Cette réclamation faite au gouvernement helvétique amena des négociations entre la chambre administrative et la chambre communale de Berne, ensuite desquelles, par convention des ¹⁶/₁₉ mars 1802, la dernière s'engagea à céder, du fonds anglais remis entre ses mains, ledit montant à la chambre administrative pour satisfaire St. Didier *).

Le succès obtenu par la faction aristocratique n'avait été toutefois que de peu de durée, et le renversement de l'administration Reding qui eut lieu le 17 avril 1802, remit en crédit les principes, dont le gouvernement intermédiaire avait été l'antagoniste.

Les partisans du régime unitaire, de concert avec les fédéralistes démocrates, convoquèrent à Berne l'assemblée des notables, qui, le 25 mars 1802, adopta le projet de constitution du 29 mai 1801, le soumit à la sanction du peuple, et, le 2 juillet 1802, proclama loi fondamentale de la république helvétique la constitution acceptée par la grande majorité **).

Ce changement fut bientôt suivi de diverses dispositions en harmonie avec le nouveau système.

Avant de les retracer, qu'il nous soit permis de

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 10.

**) Voyez *Tagblatt der Gesetze und Dekrete*, etc., VI^e cahier, pages 135 et 170.

rappeler quelques négociations de la chambre communale, qui eurent lieu dans l'intervalle.

Déjà, avant toute cette opération, la chambre communale de Berne avait réussi à recouvrer pour Berne deux créances de la république helvétique. Dans le rentier des titres de créances dites étrangères il se trouvait deux créances, portant en capital originaire 112,800 florins, et créées au nom de la ville et république de Berne «au profit du grand hôpital et de l'infirmerie,» lesquelles furent réduites plus tard à 72,800 florins. On fit alors accroire au gouvernement helvétique, que ces créances étaient depuis longtemps devenues *propriété privée* de ces fondations de bienfaisance, et devaient en conséquence leur être rendues. Le gouvernement helvétique ne fit pas de difficulté de restituer ces créances comme *bien de corporation*, et elles furent remises par la chambre communale aux administrations de ces institutions, savoir :

au grand hôpital 70,000 florins,

à l'hôpital de l'Ile 2,800 id.

Mais cette transmission n'était que simulée. Les créances en question n'avaient jamais été auparavant propriété de ces institutions, mais purement *bien cantonal*. Les capitaux furent, il est vrai, remis en janvier 1802, aux directions des établissements susdits; mais celles-ci donnèrent des réversales, dans lesquelles elles certifiaient n'avoir reçu les créances en question que comme un *dépôt*, et non à titre de propriété.

A la vérité, ce n'est que pour l'hôpital de l'Ile que nous sommes parvenus à nous procurer les preuves nécessaires *) que cette remise ne fut qu'apparente;

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 11.

mais il n'est pas un instant douteux que la même manœuvre n'ait eu lieu dans la transmission faite au grand hôpital. Le refus de l'administration de la ville, de nous laisser consulter ses archives, nous a mis dans l'impossibilité de vous donner, Messieurs, des renseignements plus précis à ce sujet.

Une aliénation simulée plus considérable encore eut lieu après la chute du parti Reding.

Ensuite du prétendu arrêté de la chambre communale de Berne du 7 mai 1802, il fut remis le 12 du même mois «en faveur de l'hôpital de l'Ile et de l'hôpital extérieur» pour «*en disposer comme étant leur propriété*» deux titres de créances, savoir :

- 1) Les deux obligations originales de l'empereur Joseph II, montant à 500,000 florins ;
- 2) Le produit de la vente des 44,000 Liv. Sterl., qui, ainsi que nous l'avons dit, avaient été aliénées en faveur de St. Didier à Paris.

La direction de l'Ile, sous la présidence de M. Berseth (membre de la chambre communale) délivra pareillement, il est vrai, une quittance pour la remise de ces titres *) ; mais le même jour elle souscrivit une réversale, d'après laquelle elle déclarait que cette transmission devait être envisagée comme *simple dépôt*, et que par conséquent les titres de créance «devaient être remis et restitués, sur la présentation de cette réversale, à réquisition de la commission de la chambre communale de la ville de Berne chargée de l'administration des fonds, ou de toute personne dûment autorisée par cette même chambre **).»

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 12 A.

***) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 12 B.

Revenons maintenant à l'exposé des suites qu'entraîna le changement de gouvernement.

Le 19 juin 1802 le petit conseil reconstitué de la république helvétique publia un arrêté, suivant lequel :

« Considérant qu'un gouvernement provisoire restait constamment dans l'obligation de transmettre au gouvernement définitif l'administration générale dans l'état que la constitution de l'an 1798 et les lois promulguées depuis avaient déterminé, et qu'ainsi aucune autorité n'avait le droit de prendre des mesures contraires aux principes établis dans cette constitution ;

« Considérant que l'arrêté du 29 janvier 1802 se fondait sur des suppositions tout à fait erronées, en ce qu'une constitution y était proclamée comme ayant force de loi, bien qu'elle ne fût qu'un projet pur et simple ;

« Considérant que le dispositif du premier article de l'arrêté du 1^{er} février était vague et outrepassait même les demandes de la chambre communale de Berne, telles qu'elles étaient exprimées officiellement dans sa pétition ; »

Il retira et annula les arrêtés de l'ancien gouvernement des 29 janvier et 1^{er} février 1802, et rendit les membres des chambres administratives respectives personnellement responsables de tout retard dans l'exécution de cet ordre *).

Quelque catégorique que fût cet arrêté, la chambre communale de Berne (composée alors en grande partie, au dire de personnes bien informées, de partisans

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 13.

de l'ancien ordre de choses) *) montra si peu d'empressement à s'y conformer, qu'elle dut être sommée par le département des finances de la république helvétique de répondre à la question, si elle voulait obtempérer à l'ordonnance contenue dans l'arrêté du 19 juin.

Ce fut seulement alors qu'elle déclara au département de finances qu'elle ne pouvait déférer à cette invitation, ne se trouvant plus en possession des titres de créance. Pour se soustraire néanmoins aux conséquences éventuelles de mesures vigoureuses de la part du nouveau gouvernement, il fallut chercher quelque biais. La chambre administrative communiqua en conséquence à la chambre communale l'arrêté du petit conseil du 19 juin, et la rendit attentive à ce qu'avait d'équivoque la disposition de la convention du 4 février, disposition selon laquelle les créances remises, lors de la séparation définitive du bien de l'état et du bien de la ville, ne devaient pas être portées en compte à la dernière.

«Il ne peut pas échapper à votre examen,» dit le passage de la lettre en question du 15 juillet 1802, «que le point mentionné à la fin de notre convention relativement à la mise en compte de cette cession, sera surtout l'objet de *l'attention* du gouvernement lors de la division du bien de la ville et de

*) Pour paralyser autant que possible l'opposition des partisans de la nouvelle constitution, toutes les importantes questions de finances se traitèrent non pas en collège, mais par délégués, contrairement au décret du 27 avril 1789, article 4. (Voyez *Protocole spécial de la chambre administrative*, pages 12, 14, 17, 19 et 39.

l'état, et qu'il peut avoir les suites les plus fâcheuses pour l'intérêt de la ville non moins que du canton, lorsqu'il prendra des dispositions au sujet de la loi de séparation. Pour prévenir ces suites, s'il est possible, nous ne voyons qu'un seul moyen, c'est que vous, mandataires des bourgeois, nous donniez sans retard une réversale, qui stipule que ce point doit être entendu de telle manière, que ladite cession a lieu absolument à compte des réclamations de la chambre communale. Le président de la bourgeoisie Steck s'offre de s'entretenir amicalement et d'une manière plus précise sur cette affaire avec un membre de votre comité, si l'un d'eux le veut bien. La chose est à la fois trop importante et trop urgente, pour que nous n'ayons pas lieu d'espérer que vous nous ferez connaître encore aujourd'hui votre réponse et votre résolution *).

Ce moyen de se tirer d'embarras fut fort goûté par la chambre communale ; c'est ce qui fit que, le même jour encore vraisemblablement, la réversale demandée fut dressée en deux doubles, et rédigée tout à fait suivant la teneur proposée par la chambre administrative. L'un de ces doubles fut transmis à la chambre administrative muni de la signature du président et du secrétaire, mais la date en fut reculée au 5 mars 1802 **).

Votre commission n'a pu découvrir si le petit conseil de la république helvétique eut jamais connaissance de cette restriction essentielle faite à la convention du 4 février 1802.

*) Voyez Protocole spécial de la chambre administrative, page 66

**) Voyez Pièces justificatives, N^{ro} 14.

La seule personne encore vivante, qui aurait pu donner des renseignemens à ce sujet, puisqu'elle était partie active lors de l'expédition de la réversale *) a prétendu, dans l'interrogatoire que M. le préfet lui a fait subir, ne rien savoir du *contenu* de la réversale.

On doit pourtant croire nécessairement que l'existence de la réversale avait été tenue secrète à cette autorité, puisqu'on trouve dans une lettre de la chambre administrative du canton de Berne, du 16 juillet 1802, adressée au secrétaire d'état ministre des finances de la république helvétique, le passage suivant :

« Si la phrase renfermée dans cette convention « que la cession qui a eu lieu, lors de la séparation ne « devait figurer ni en *doit*, ni en *avoir*, » était de nature à faire naître en vous *quelque étonnement*, veuillez considérer seulement que les créances en question ont été cédées formellement par l'unique gouvernement dont l'existence fût alors reconnue; que le gouvernement central s'est désisté expressément de toute prétention à ces créances, et que, d'après notre manière de voir, nous n'avons par conséquent aucun compte à lui rendre à ce sujet. Nous ne sommes donc liés qu'envers notre canton seulement, et nous assumons sur nous, à son égard comme à l'égard de tout gouvernement cantonal à venir, la responsabilité entière de cet objet, comme il est juste et équitable **). »

Quoi qu'il en soit, l'exhibition de la réversale en question ne changea en rien la résolution du petit

*) M. l'ancien trésorier Jenner.

**) Voyez Protocole spécial de la chambre administrative, page 68.

conseil du gouvernement helvétique, puisque non seulement il persista dans son arrêté une fois pris, mais encore, par décret du 23 juillet 1802, prononça *l'annulation de la convention du 4 février 1802* *). Plus tard néanmoins, le 6 août de la même année, sur le refus prolongé de la chambre communale de Berne de remettre de nouveau les créances étrangères, et sur le refus de la chambre administrative du canton d'agir contre cette autorité de la ville, il chargea le secrétaire d'état ministre des finances d'entrer en négociation avec la chambre communale sur l'objet des représentations de celle-ci **).

Sur ces entrefaites d'importans changemens politiques s'étaient préparés à Berne. Sous le nom de *grande confrérie suisse* les partisans de l'ancien gouvernement aristocratique s'étaient ligués pour renverser le nouvel ordre de choses, sous le prétexte de ramener «la liberté, l'ordre et la tranquillité bannies depuis bien des années.»

Aucun d'eux ne se demanda comment ces trames réactionnaires pouvaient se concilier avec le serment solennel du 3 février 1798, bien que le moment du danger eût disparu.

Cette conjuration était près de son terme, à l'époque où la chambre administrative, comme nous l'avons fait voir, employait, vis à vis de l'autorité à laquelle elle était subordonnée, un langage vraiment révoltant et faisait clairement allusion aux événemens qui allaient arriver. On ne trouva probablement

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 15.

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 16.

plus nécessaire de continuer la voie frayée de négociations incertaines, quand on avait l'espoir d'obtenir par la force des armes un résultat certain.

Les négociations furent donc mises de côté, et lorsque incontinent la guerre d'insurrection éclata, la chambre communale regarda sa possession comme pleinement assurée.

La victoire ayant paru pencher en faveur de la réaction, et l'éloignement du gouvernement helvétique ayant eu lieu ensuite de la capitulation de la ville de Berne, les Deux-cents de la ville et république se réunirent le 21 septembre 1802, mais seulement pour confier au capitaine Emmanuel de Watteville de Landshut le commandement en chef des troupes bernoises, et pour élire, sous le nom de *commission d'état*, un comité composé de dix personnes et qui fut investi des pouvoirs les plus étendus. En ce qui concernait les finances, on conféra entr'autres à cette autorité intérimaire le pouvoir :

«D'ordonner, relativement à cet objet, ainsi qu'à l'égard des fonds placés à l'étranger, les dispositions que pourraient réclamer le profit de l'état et l'intérêt de la chose publique *).»

Conformément à cette instruction, la commission fit recommander à M. le capitaine Herbort, en sa qualité d'administrateur des fonds étrangers, d'annoncer à la maison Van Neck à Londres la réinstallation du gouvernement «légitime», et de prévenir cette maison qu'il avait fait traite sur elle de la somme de 20,000 L. St.

*) Voyez Manuel de la commission d'état, page 3.

Cependant la maison Van Neck ayant refusé de reconnaître le gouvernement «légitime», et ayant renvoyé la lettre de change avec protêt, la commission d'état chercha ailleurs les moyens de continuer la lutte. Elle chargea en conséquence:

a) La chambre administrative du canton, le 28 septembre, de livrer comme avance L. 26,000 au payeur en chef et de tenir à l'avenir à sa disposition les fonds existans ou qui entreraient en caisse *).

La chambre administrative *helvétique* obtempéra aussitôt à cette demande, en expédiant au payeur de la commission d'état, le 29 septembre, la somme désirée, du produit qui lui avait été laissé de la vente des 66,000 Liv. St.

b) Le même jour cette commission adressa une lettre à la chambre communale, dans laquelle elle l'invitait à lui fournir des secours pour couvrir les dépenses considérables auxquelles elle devait faire face, en lui faisant des *avances* au moyen des ressources dont elle disposait, de manière à ce qu'on pût opérer et consolider le rétablissement de l'ancienne prospérité. «La commission d'état la priait de lui faire ouvrir sur les fonds étrangers dans les maisons de commerce Haller et Marcuard un crédit de L. 150,000 à L. 200,000 **).»

La chambre communale accorda, sous date du 1^{er} octobre, le crédit demandé de L. 200,000 sur les maisons Haller et Marcuard, et la commission

*) Voyez Manuel de la commission d'état, page 54.

**) Voyez Manuel de la commission d'état, page 57.

d'état en exprima ses remerciemens par lettre du 2 du même mois *).

Il paraît cependant que ce prêt n'avait pas été effectué de la manière indiquée, mais que la chambre communale avait remis à la commission d'état deux créances étrangères qu'elle avait reçues, savoir :

Les deux délégations de l'emprunt impérial sur la maison Marcuard, faisant ensemble L. 400,000, et dix obligations danoises, montant ensemble à L. 500,000.

Nous puissions ce fait dans une lettre de la commission d'état à M. le payeur Tscharner, du 13 novembre 1802 **), suivant laquelle la remise de ces créances eut lieu, et le payeur reçut la commission de vendre trois des obligations danoises pour le prix offert de L. 137,000, et d'employer les sept autres, ainsi que les deux délégations impériales *exclusivement à couvrir et rembourser les subsides souscrits et fournis*. Mais attendu que la vente effective et le remboursement des titres aurait pu donner lieu pour le moment à de trop grandes difficultés et à des pertes, M. Tscharner était en outre chargé de les céder, pour le compte des créanciers mentionnés, à des banquiers ou notaires de Berne réputés solides, et cela à un prix tel que les créanciers fussent mis tout à fait à couvert et pussent dans tous les cas être remboursés.

Ce qui suit peut servir à jeter quelque jour sur la lettre que nous venons de citer.

Aussitôt après que la guerre d'insurrection eut commencé, plusieurs familles patriciennes avaient fourni

*) Voyez Manuel de la commission d'état, page 80.

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 17.

des contributions d'argent considérables. Le protocole parle de la famille Sturler, qui avait avancé 1000 louis d'or; de celle de Watteville, qui avait donné 500 louis d'or et promis un nouveau subside de la même somme; et de la famille de Tavel, qui avait offert L. 2000.

La commission d'état avait accepté toutes ces offres, mais seulement à titre de prêts, dont le remboursement devait avoir lieu le plus tôt possible. En même temps elle publia un appel «à ses chers concitoyens, pour les engager à imiter les efforts déjà faits par des particuliers et des familles entières pour soutenir de toute leur force le gouvernement et le mettre en état, par des subsides et des avances en argent comptant, de poursuivre les mesures nécessaires, afin d'atteindre le but désiré.»

Le protocole de la commission d'état laisse ignorer si le nombre des souscripteurs fut considérable, puisqu'il ne mentionne que la proposition de l'abbaye des marchands de fournir une contribution de L. 6000 et une avance de L. 10,000, offres qui furent acceptées comme avances et sous la promesse de remboursement.

Il résulte encore d'autres pièces que la chambre communale de Berne avait avancé L. 46,752 argent comptant.

Ces dettes et d'autres peut-être devaient sans doute être éteintes au moyen des créances étrangères remises à la disposition de M. le payeur Tscharner chez des banquiers ou des notaires.

Le résultat ultérieur de la guerre d'insurrection est connu. Les troupes helvétiques battirent en re-

traite, et le gouvernement central de la république se serait peut-être vu dans l'obligation ou de déposer son pouvoir ou de se retirer sur le territoire français, si, dans le moment décisif, le 4 octobre 1802, le général Rapp n'était arrivé à Lausanne porteur d'une déclaration du premier consul, du 8 vendémiaire an XI, par laquelle Bonaparte, s'adressant aux dix-huit cantons de la république helvétique, interposa sa *médiation* pour mettre un terme aux dissensions existantes.

Dans sa proclamation il déclara dissous les gouvernemens cantonaux révolutionnaires, ne reconnut pour autorité légitime que le gouvernement central helvétique et l'invita à rentrer en activité.

Le 19 octobre 1802 le conseil exécutif helvétique reprit ses séances à Berne et continua d'exister, conformément au dispositif qui termine l'acte de médiation, du 30 pluviôse an XI, article 6, jusqu'au 10 mars 1803, jour où eut lieu sa dernière séance.

Comme gouvernement légitime de la Suisse, le conseil exécutif de la république helvétique confirma ensuite, sous date du 17 février 1803, l'arrêté de cassation du petit conseil du 19 juin 1802, exigea la réintégration des titres de créance dans le trésor national, et rendit les membres des chambres administratives personnellement responsables de la valeur des capitaux retenus par eux *).

La chambre administrative refusa de nouveau néanmoins d'exécuter cette disposition **), et la solution de cette question fut réservée aux temps à venir.

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 18.

*) Voyez Protocole spécial de la chambre administrative, page 85.

TROISIÈME PÉRIODE.

De 1803 à 1813.

Bonaparte, en se déclarant médiateur, avait demandé que le gouvernement et chaque canton en particulier lui envoyassent une députation à Paris. Les députés, au nombre de cinquante et un, qui y arrivèrent en décembre 1802, conférèrent avec la commission de quatre sénateurs de France établie par le premier consul. Les négociations terminées, le premier consul leur remit le 19 février 1803 *l'acte de médiation*, en ajoutant :

«Ne vous en écarterez point, sans quoi il ne me resterait qu'à réduire la Suisse par la force des armes, ou à la réunir à la France.»

Ce langage produisit de l'effet. L'acte fut reçu partout sans opposition et mis en vigueur dès le 15 avril 1803.

L'acte de médiation, qui, dans les chapitres 1 — 19, renferme les constitutions de chaque canton, et, dans le chapitre 20, l'acte fédéral, contenait, dans un *premier* appendice, diverses dispositions organiques et transitoires, et dans un *second* appendice, les dispositions *financières* nécessaires. Nous citons textuellement d'après le texte officiel du landammann de la Suisse du 23 mai 1803, celles qui sont relatives à la *question* dont il s'agit :

L'ART. 1^{er} concerne les biens des couvens.

ART. 2. L'administration des biens nationaux autres que ceux ci-devant appartenant à Berne dans les cantons de Vaud et d'Argovie, est provisoirement

remise aux cantons auxquels ils ont appartenu. Les titres de créance de Berne seront provisoirement remis à trois commissaires nommés par les cantons de Berne, de Vaud et d'Argovie.

L'ART. 3 traite des dettes cantonales.

ART. 4. Il sera reconstitué pour chaque ville un revenu proportionné à ses dépenses municipales.

ART. 5. La dette nationale sera liquidée, et les créances constituées sur l'étranger au profit de quelques cantons, serviront d'abord au marc la livre à son extinction. Si la dette excède le montant desdites créances, l'excédant sera réparti entre les cantons, au prorata de ce qui leur restera de leurs ci-devant biens immeubles après l'acquittement des dettes cantonales antérieures à la révolution, et la recomposition du patrimoine des villes.

ART. 6. Les biens meubles et immeubles qui resteront après la formation du fonds communal, l'acquittement de la dette cantonale et nationale, rentreront dans la propriété des cantons auxquels ils ont appartenu. Ceux qui resteront dans les cantons de Vaud et d'Argovie, leur appartiendront. Ce qui pourra rester des créances de Berne sera distribué également entre les cantons de Berne, de Vaud et d'Argovie.

ART. 7. Une commission composée de cinq membres, vérifiera les besoins des municipalités, déterminera l'étendue de leurs besoins et les fonds nécessaires pour reconstituer leur revenu, liquidera les dettes des cantons, liquidera la dette nationale, assignera à chaque dette le fonds nécessaire pour asseoir l'hypothèque ou opérer la libération, et déterminera les biens qui rentreront dans la propriété de chaque canton.

Le 22 mars 1803, cette commission, qui prenait le titre de *Commission de liquidation*, ouvrit ses séances à Fribourg. *)

La compétence qu'elle s'attribua fut telle, qu'elle se considérait comme l'unique autorité, et comme juge en dernier ressort de tous les objets soumis à sa décision. **)

La Diète la reconnut aussi en cette qualité, puisque, malgré les réclamations qu'élevèrent plusieurs cantons et notamment le Tessin, au sujet des pouvoirs de la commission de liquidation, elle sanctionna ses résolutions.

Appuyée sur cette autorité, la Commission de liquidation régla aussi les affaires de Berne. Celles-ci étaient extrêmement compliquées, et il était très difficile de les débrouiller, parce que, à côté des deux prin-

*) Ses membres, nommés par Bonaparte lui-même, étaient: le ministre *Stapfer*, le ministre *Kuster*, le chancelier *Raemy*, le député *Sulzer*, et le président Laurent *Mayr*.

A la place de *Kuster*, qui n'accepta pas sa nomination de commissaire, succéda le ci-devant secrétaire de trésorerie, actuellement ancien trésorier *Jenner*, de Berne. *Stapfer* qui se retira de la commission au commencement de juin 1803, eut pour successeur *H. Stapfer*, de Horgen; et en septembre 1803, *Jenner* s'étant aussi retiré, fut remplacé par *R. Krud*.

**) Elle écrivit à l'ambassadeur français, le général Vial: Il (Bonaparte) voulait aussi instituer une commission pour terminer ses intérêts pécuniaires. Indépendante des cantons, *dégagée de toute autre influence que celles des principes posés dans l'acte même de son institution*, cette commission devait vérifier les besoins des municipalités etc. etc. (Voyez *Mis-sivenbuch der Liquidations Commission*. Tom. II, page 444.

cipaux intéressés, le nouveau canton de Berne et la ville de Berne, intervenaient aussi les cantons de Vaud et d'Argovie séparés de l'ancien canton de Berne.

Nous sommes obligés, pour plus de clarté, de présenter en trois catégories les travaux de la commission de liquidation relativement à Berne, et nous nous permettons de passer d'abord à l'affaire des

Créances étrangères.

La commission de liquidation demandait avant tout, en vertu de l'art. 2 de la partie financière de l'acte de médiation, que Berne déposât ses titres de créance étrangers; mais ses réclamations furent longtemps inutiles.

D'abord, le *gouvernement* lui déclara que l'on ne pouvait trouver nulle part ces titres, et que par conséquent le dépôt était inexécutable. Là dessus, la commission de liquidation ayant ordonné une enquête exacte, le gouvernement déclara qu'il lui était impossible de présenter des actes de transfert pour les titres de créance anglais, l'ancien gouvernement, en faveur de qui ces titres avaient été souscrits, ne subsistant plus; et que, quant à lui, il n'avait pas le droit de réaliser des actes de transmission au nom de cet ancien gouvernement.

Comme il se trouva enfin, que c'était la *chambre communale* de Berne qui étoit en possession des titres, et qu'en conséquence on exigea qu'elle en fît la

*) Voyez *Recès de la Diète de la Confédération Suisse* de 1804, page 57—61.

remise *), elle protesta contre cette prétention, et demanda qu'on s'occupât préalablement de la dotation de la ville, en affectant ces titres à cet objet.

La commission de liquidation marcha néanmoins en avant, et, sans s'occuper des réclamations de la chambre communale, elle décréta en principe dans sa séance du 9 mai 1803, que la liquidation des dettes nationales devait précéder la dotation des villes ci-devant souveraines, et que les titres de créance existant sur l'étranger devaient avant tout être appliqués à cet emploi.

Alors parut dans la lice un nouveau champion de la ville de Berne et cela au sein de la commission de liquidation elle-même, ce fut le trésorier Jenner.

Celui-ci protesta solennellement contre le principe adopté par la commission de liquidation, et déclara «qu'il ne consentirait jamais à la remise des créances étrangères, qui se trouvaient entre les mains de la chambre communale de Berne, et cédées par arrêté du petit conseil helvétique du 4 (?) février 1802 à la ville de Berne comme propriété et à compte de ses réclamations dans la séparation future du bien de l'état et du bien communal **). La commission de

*) La commission de liquidation écrivit au Gouvernement de Berne à l'occasion de cette réclamation: «Si la chambre communale de Berne a soigneusement et fidèlement géré ce qu'elle a touché de la chambre administrative le 15 (8) février 1801, d'après la décision du 1^{er} février, qui ne préjudiciait pas au droit de propriété, les titres des créances qui suivent doivent rester encore aujourd'hui sous sa garde.» Voyez *Missivenbuch der Liquidationskommission*. Tome I^{er}, page 55.

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 19.

liquidation se vit ainsi dans l'obligation de réclamer l'intervention du landammann de la Confédération, M. le comte d'Affry, et la chambre communale de Berne se décida enfin à faire un pas en avant.

Elle remit une partie de ces capitaux *) aux trois commissaires qui, en vertu de l'article 2 mentionné de la partie financière de l'acte de médiation, avaient été établis par les cantons de Berne, de Vaud et d'Argovie pour recevoir les titres de capitaux étrangers; et, dans la déclaration dont elle accompagna cette remise à la commission de liquidation, elle fit en peu de mots la remarque, que les autres créances avaient été employées à couvrir les frais considérables qu'avaient occasionnés à la ville de Berne les événemens de l'automne précédent, la députation envoyée à Paris et quelques bâtisses; que les autres capitaux ne se trouvaient donc plus en possession de la chambre communale, et qu'elle ne pouvait par conséquent pas les remettre.

Les créances *non livrées* furent les suivantes:

400,000 L. en deux délégations de la maison Marcuard, Beuther et Comp.

500,000 Fl. en deux obligations de l'empereur Joseph II.

500,000 L. en dix obligations danoises.

46,000 Fl. } en quatre-vingt neuf obligations de
285,000 Fl. } la banque de Vienne.

72,000 Fl. de la banque de la ville de Vienne.

30,000 Liv. Sterlings nouvelles annuités de la mer du Sud.

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 20.

44,000 Liv. Sterlings anciennes annuités de la mer du Sud.

On conçoit qu'une pareille différence dut surprendre à un haut degré la commission de liquidation. Elle s'adressa en conséquence, dans une lettre du 17 juin 1803, aux avoyer, petit et grand conseils du canton de Berne, et leur fit les observations suivantes :

«Fondés sur l'article 5 de l'acte de médiation, nous ne pouvons, en ce qui concerne la liquidation, consentir à ce que la chambre communale *retienne*, sur les fonds placés en Angleterre, 44,000 Liv. Sterl. pour les hôpitaux, et 30,000 Liv. comme dépensées avant la révolution, *et se dote elle-même contre l'esprit de la médiation*; nous ne pouvons pas davantage concéder qu'elle s'approprie sans autre pour les buts indiqués, les 500,000 florins des deux emprunts Bethmann (pour l'empereur Joseph II) et se dispense d'effectuer leur remise, comme aussi nous protestons contre la non-livraison de la part de la dite chambre de

400,000 L. emprunt Marcuard,

500,000 L. obligations danoises,

341,400 Fl. en 87 obligations de Vienne, et

72,800 Fl. obligations de la banque de la ville de Vienne *).

Cependant la chambre communale avait député à Paris M. le conseiller Jenner de Porrentruy, pour provoquer une interprétation plus favorable de l'acte

*) Voyez *Missivenbuch der Liquidationskommission*, Tome I^{er}. page 197. Les 500,000 L. obligations danoises sont indiquées dans les *Geschichtliche Andeutungen über das Bürgergut der Stadt Bern*, etc., et aussi ailleurs comme 750,000 Livres tournois.

de médiation *relativement à la remise des créances étrangères* *), et lorsque le général Ney fut arrivé à Fribourg en qualité d'envoyé près de la Confédération, M. Jenner y fut aussi délégué pour présenter, avec un «fidèle» exposé de la *situation du canton*, les plaintes du *gouvernement* contre la manière d'agir de la commission de liquidation **).

En conséquence Ney adressa au landammann de la Suisse une lettre, dans laquelle étaient expliqués les principes que Bonaparte avait entendu faire prévaloir au sujet de l'interprétation à donner à l'acte de médiation.

Nous citons ici textuellement le paragraphe de la lettre dont il s'agit :

«Si différentes circonstances ont exigé d'un canton
«plusieurs genres de sacrifices, il n'est pas à croire que
«son intention (de Bonaparte) soit qu'on les augmente
«en donnant à l'acte fédéral un effet rétroactif; qu'en
«conséquence la ville de Berne demandant, que les frais
«de la guerre de l'automne dernier ne restent point
«à sa charge, et également qu'elle ne soit point recher-
«chée pour la dotation qu'elle a faite à un de ses
«hôpitaux dans un temps où elle pouvait disposer
«librement de ses capitaux, est fondée dans ses demandes,
«et que, sur le rapport qui a été fait en ce sens à la
«commission de liquidation, il devient, par différens

*) Voyez *Manual des Staatsraths*, N^{ro} 1, page 33. Les *geschichtliche Andeutungen* s'expriment à cet égard d'une manière inconcevable, car voici ce qu'on y lit page 41: «Cette manière de faire (la réclamation de la commission de liquidation) attira l'attention des autorités supérieures françaises sur elle.»

**) Voyez *Manual des Staatsraths*, N^{ro} 1, page 121.

«motifs, nécessaire de prendre enfin une détermination
«à cet égard, qu'il serait bien aise de faire connaître
«au premier consul, etc. etc.» *)

Cette lettre eut pour résultat de faire dévier tout à fait la commission de sa marche primitive ; cependant, pour conserver une apparence d'indépendance, elle rendit, sous date du 26 août 1803, un arrêté, par lequel elle décréta, que la chambre communale de Berne devrait fournir les preuves suffisantes que les créances non livrées par elle ne se trouvaient réellement plus entre ses mains **).

La chambre communale de son côté chercha les moyens de satisfaire à ce qu'on exigeait d'elle ; mais elle trouva plus à propos de fournir des explications verbalement que par écrit, et députa dans ce but à Fribourg MM. Jenner, de Porrentruy, et le conseiller Louis Zeerleder.

Les renseignemens que ces délégués donnèrent furent les suivans, comme on peut s'en assurer par les actes ***):

1° Les 400,000 L. de l'emprunt Marcuard et les 500,000 L. (750,000 L. tournois) délégations danoises avaient été *remises* le 7 octobre 1802 à la *commission d'état* pour subvenir aux frais de la guerre, et avaient été *dépensées* par elle dans cette occasion, d'après le compte fourni du montant entier de vente.

*) Voyez Protocole de la commission de liquidation du 24 août 1803, page 260.

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 21.

***) La pièce unique qui répand quelques jours à ce sujet, est celle du N^{ro} 22 des *Pièces justificatives*.

2° Les 500,000 florins en deux obligations de l'empereur Joseph II., et les 44,000 Liv. Sterl. anciennes annuités de la mer du Sud, avaient été cédées en *vertu de conventions* faites par la chambre communale de Berne avec la *chambre administrative* de Berne, aux *hôpitaux du canton* en mai 1802, comme compensation des subventions annuelles du gouvernement, et étaient devenues par là véritable propriété desdits hôpitaux.

3° Les 331,400 fl. en quatre-vingt neuf obligations de Vienne avaient été aliénés, et leur produit de vente employé en partie pour les digues et le ruisseau de la ville, en partie pour les frais des différentes députations de la ville de Berne à Paris et ailleurs, en partie pour ses frais particuliers d'insurrection et les dépenses occasionnées par cette circonstance.

4° Les 72,800 fl. obligations de la banque de la ville de Vienne étaient déjà *depuis longtemps* propriété du *grand hôpital* et de *l'Île* et ne pouvaient pas être ravis à ces institutions.

5° Les 30,000 Liv. Sterl. nouvelles annuités de la mer du Sud avaient été, déjà avant le 12 avril 1798, vendues par le gouvernement de cette époque, le *produit* versé dans une caisse militaire, mais celle-ci avait été *prise* par le général français Ruby.

Nous examinerons en son lieu ce que valent ces explications, au sujet desquelles le protocole de la commission de liquidation dit qu'elles s'appuyaient sur «des pièces justificatives et des comptes» (qui ne se trouvent malheureusement plus dans les actes); nous devons nous borner pour le moment à rapporter, qu'en conséquence de ces renseignements, la commission de liquidation rendit le 6 septembre 1803 un arrêté

définitif*) dans lequel, se fondant sur ce qu'il avait été disposé, *selon le droit*, de toutes les créances étrangères retenues, et sur ce qu'elles ne se trouvaient plus dans la possession de la chambre communale, elle renonçait formellement à la remise et au dépôt de ces créances, qui étaient destinées à servir à l'extinction de la dette nationale helvétique.

Dans un arrêté postérieur du 24 mai 1804, elle étendit cette disposition à la créance de 30,000 Liv. Sterl. nouvelles annuités de la mer du Sud, et délivra en outre, les 16 mai et 20 novembre de la même année, à la chambre communale, sur sa demande, des cessions particulières relativement aux deux titres de créances de 500,000 Fl. et 44,000 Liv. Sterl. **), dont il avait été fait donation aux hôpitaux de Berne.

La bonne intelligence fut alors rétablie entre Berne et la commission de liquidation. Voici des fragmens d'une lettre que le *gouvernement de Berne* adressa à cette dernière :

« Quoique les principes et la manière de penser d'hommes, aux lumières remarquables et à l'impartialité desquels on a confié un des intérêts les plus précieux de la patrie, pût nous faire attendre en toute confiance, qu'ils reconnaîtraient la justice de nos prétentions et de nos réclamations, cependant nous avons été réjouis de voir, etc. » Et à la fin de la lettre : « Notre délégué s'est loué tout particulièrement de la *manière bienveillante*, avec laquelle vous avez bien voulu écouter ses représentations, et lui épargner, *en recevant*

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 23.

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 24 et 25.

*les pièces justificatives qu'il vous a présentées, des détails ultérieurs, inutiles par eux-mêmes et toujours très pénibles à donner. Nous nous faisons donc un devoir agréable de vous témoigner notre reconnaissance, Messieurs, pour la manière obligeante avec laquelle vous avez su concilier la justice avec la bienveillance, et retirer notre canton de l'incertitude si pénible, etc. *)*

Dotation de la ville de Berne.

Après que la commission de liquidation eut invité les magistrats des villes ci-devant souveraines à lui soumettre des propositions raisonnables, afin de fixer les revenus qui pourraient leur être assignés pour leur besoins municipaux, la chambre communale de Berne présenta, sous date du 10 avril 1803, un aperçu sommaire de ses besoins, d'après lequel elle demandait :

1) Pour les besoins de la magistrature de la ville	L. 38,000
2) Pour les besoins des écoles primaires	7,707
3) Pour les besoins du culte . . .	5,047
4) Pour les besoins de la police (non compris le service des gardes de police)	31,300
5) Pour les besoins relatifs aux bâtisses	59,000

*) Voyez, dans les archives fédérales, le dossier N^{ro} 4, intitulé : «Créances étrangères.»

Nous faisons observer ici que les délégués avaient été envoyés par la chambre communale de Berne, mais que dans la lettre du gouvernement, il est fait mention d'un député du gouvernement, et que toute la question est présentée comme affaire cantonale.

Ainsi pour tous les besoins une rente
annuelle de L. 141,054

C'est de ces demandes certes très équi-

tables (!) du total de	2,237,262
ou plus exactement indiqué de	7,048,325
capital	1,955,329

et subsides extraordinaires, *nota bene*: sans compter les titres de créances retenus, au sujet desquels la chambre communale, dans la réversale du 5 mars 1802, avait expressément déclaré qu'elle voulait plus tard se les porter en compte; c'est donc de cette réclamation que la chambre communale voulut bien se contenter, et, pour faire effectuer la dotation de la ville de cette manière, elle envoya à Fribourg M. le préfet Berseth et M. le trésorier Fischer.

Ils se donnèrent toutes les peines imaginables pour obtenir un résultat favorable à la ville, et lorsque le montant fixé par la commission de liquidation (L. 76,400 de rentes annuelles pour les dépenses municipales) fut connu, ils protestèrent hautement contre ce chiffre et demandèrent qu'il fût au moins alloué en sus pour constructions et traitemens des employés à l'intendance des bâties, ainsi que pour l'entretien des machines, une subvention ultérieure annuelle de L. 8,600 *).

Cependant tous les efforts des délégués furent inutiles. La commission de liquidation sentit qu'elle ne pouvait pas aller plus loin, avec d'autant plus de raison que, contrairement aux dispositions de l'acte

*) Voyez, dans les archives fédérales, le dossier N^o 5, intitulé: «Dotation de la ville de Berne,» Mémoire du 15 septembre 1803.

de médiation, elle avait adjugé aux ci-devant villes souveraines, et par conséquent à la ville de Berne elle-même, non seulement «un revenu proportionné à ses dépenses *locales* de municipalité» mais outre cela un bien de bourgeoisie très considérable *).

Nous pensons qu'il est important d'énumérer ici sommairement le *bien de bourgeoisie* adjugé à la ville de Berne.

Elle obtint:

- 1) 12 — 1400 arpens de pièces de terrain considérables.
- 2) Environ 8000 arpens en forêts.
- 3) La maison des orphelins.
- 4) Le grand hôpital.
- 5) Le grand fonds d'aumône.
- 6) Le fonds des quêtes.
- 7) La bibliothèque.
- 8) Le cabinet des monnaies.
- 9) Le cabinet d'ornithologie de Sprungli.
- 10) La collection (achetée par le gouvernement helvétique) des minéraux d'Erlach et l'herbier de Tribolet.
- 11) Un local voûté à l'abri du feu pour en faire usage perpétuellement comme lieu d'archives de la ville.

L'acte de dotation de la ville de Berne fut expédié, le 20 septembre 1803, en trois doubles et remis au landammann de la Suisse, au gouvernement du canton, ainsi qu'au magistrat de la ville de Berne. Après sa réception, le gouvernement déclara le 24

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 26.

octobre 1803 à la commission de liquidation, qu'il considérait cet acte comme l'arrêt d'un juge, auquel il devait se soumettre, ainsi que la ville de Berne *).

Dotation du canton de Berne.

Au sujet de la dotation des cantons, la commission de liquidation, dans une circulaire adressée aux villes ci-devant souveraines, s'expliqua en ce sens que, la lettre et l'esprit du 7^e article de l'acte de médiation lui imposait le droit et l'obligation *de déterminer les biens qui rentreraient dans la propriété de chaque canton* **).

En vertu de ce mandat, la commission de liquidation demanda aux cantons des états exacts des biens qui pouvaient leur revenir en propriété, et dressa ensuite, dans la séance du 15 juin 1804, l'acte de dotation de la plupart des cantons, et le leur envoya. L'acte qui concerne Berne est du 31 juillet 1804 ***).

Le contenu entier de ce document se trouve dans les Pièces justificatives †). Pour compléter notre sujet, nous remarquons que par cet acte de dotation :

L'hôpital de l'Ile,
L'hôpital extérieur,
La fondation dite Mushafen,
Le fonds d'école (*Schulseckel*), et
Le fonds des chanoines (*Chorherrenstift*)

*) Voyez *Missivenbuch des Kleinen Raths*, N^{ro} 1, page 196.

**) Voyez *Missivenbuch der Liquidationskommission*, II^e partie, page 48.

***) Voyez *Protocole de la commission de liquidation*, page 818.

†) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 27.

furent adjugés au *canton* de Berne comme vraie et incontestable *propriété*.

Le gouvernement de Berne renvoya le 3 août 1804 au conseil des finances l'acte qui venait de lui parvenir pour l'examiner et en faire rapport *). Cette autorité s'acquitta de cette tâche le 24 août, dans les termes suivans :

«Le conseil des finances a examiné par lui-même, aussi bien que fait examiner par M. le teneur de livres, l'acte expédié par la commission de liquidation suisse, intitulé : «*Désignation des biens de cantons qui doivent écheoir en propriété au canton de Berne.*»

«Comme cet acte, qui, d'après les dispositions de l'acte de médiation concernant le bien qui devait être dévolu au canton, se trouve *rédigé en termes généraux* tels qu'on pouvait le désirer à cet égard, et qu'en même temps les fonds spécialement assignés sont en rapport avec ceux sur lesquels le gouvernement du canton a été chargé, par l'acte de dotation de la ville de Berne, d'une surveillance plus ou moins étendue et du droit d'en disposer, le conseil des finances n'hésite point à vous proposer, Messieurs, d'accepter l'acte de dotation du canton sur le pied fixé.

«Il faudrait en conséquence informer brièvement la commission de liquidation de la réception et de l'acceptation de cet acte, et le renvoyer au conseil des finances pour le faire conserver dans les archives du commissariat des fiefs **).»

*) Voyez Manuel du petit conseil, N^{ro} 4, page 277.

**) Voyez Manuel du conseil des finances, N^{ro} 5, page 470.

Cette proposition fut convertie en arrêté le 29 août par le gouvernement, et l'on se borna, ainsi que l'avait proposé le conseil des finances, à accuser réception de l'acte à la commission de liquidation *), ainsi qu'à effectuer le dépôt de l'acte original dans les archives des fiefs, et à l'insérer dans le recueil des décrets **).

Dans l'intervalle, des négociations avaient été ménagées entre le gouvernement et la ville pour l'exécution de l'acte de dotation, ensuite desquelles une convention fut conclue, sous date des 14 mars et 12 juin 1804, entre les commettans des deux parties. Nous croyons devoir, au sujet de cette convention, mentionner comme dignes d'attention les deux circonstances suivantes :

La première, c'est que, dans l'article XI de la convention intitulé *champs et forêts*, il fut adjugé à la ville, en forêts de plus que dans l'acte de dotation, savoir le *Grauholz* et le *Sädelbach*, et cela, comme s'exprime la convention, « en vertu des traités conclus. »

La seconde circonstance, plus importante encore, c'est que, d'après l'article XII de la convention, intitulé : « *Etablissemens de bienfaisance* » les institutions, qui, peu de jours plus tard seulement, furent adjugées en propriété au *canton*, par la commission de liquidation, savoir :

Art. XVII. L'Ile,

» XVIII. L'hôpital extérieur,

*) Voyez Manuel du petit conseil, N^{ro} 4, page 365, et *Missivenbuch*, N^{ro} 1, page 513.

**) Voyez *Dotationenbuch des Lehenskommissariats*, pages 1 et suiv., et *Dekretenbuch*, dans les archives de l'état, N^{ro} 2, pages 131 et suiv.

- Art XIX. Le Mushafen,
» XX. Le fonds d'école, et
» XXI. Le Stift,

paraissent avoir été reconnues comme propriété de la ville.

Néanmoins la convention dont il est question fut approuvée dans toutes ses parties par le gouvernement du canton le 6 août 1804, par conséquent postérieurement à l'acte *fixant les biens qui devaient échoir en propriété au canton*, et cette approbation eut lieu, sans que la convention eût été soumise à la sanction du haut pouvoir souverain, le grand conseil, quoiqu'un pareil contrat dénaturât, au préjudice de l'état, les dispositions les plus essentielles de l'acte de dotation.

Il nous reste encore à faire ici mention d'une déclaration de la commission de liquidation au sujet du rétablissement de la fortune des cantons.

Dans son rapport de comptabilité du 15 décembre 1804, cette autorité s'exprimait ainsi :

« La fixation des biens qui doivent revenir en propriété à chaque canton, pour être complète, aurait nécessité de la part des gouvernemens cantonaux l'envoi d'états de la plus grande exactitude, mais la plupart de ceux qu'a reçus la commission, étaient incomplets, et c'est ce qui fait que la commission de liquidation a dû se contenter de désigner cette propriété d'une manière générale, mais avec précision, et de n'entrer dans des détails que là où des difficultés eussent pu surgir *). »

*) Voyez *Missivenbuch der Liquidationskommission*, partie III, page 337.

Pour terminer cette période nous reproduisons également, d'après le rapport de comptabilité de la commission de liquidation, ses vues sur la valeur et la force de droit de l'ensemble de ses travaux. Elle dit :

«Au reste la commission de liquidation déclare ici positivement, qu'en confiant à Son Excellence M. le landammann, aussi bien qu'aux dix-huit cantons de la Suisse le droit de réaliser les moyens destinés à éteindre la dette nationale helvétique, son avis est que la liquidation de dettes ait lieu d'après le mode prescrit dans son arrêté du 1^{er} novembre 1804, et que, ni sous le prétexte d'erreurs ou de préjudice, ni sous la réserve que l'on a de nouveaux motifs et de nouvelles preuves à alléguer, il ne soit jamais rien changé à la réunion et à la consolidation de la dette nationale ou à la fixation des biens échéant aux cantons. *La commission de liquidation place ses ordonnances sous la protection de l'acte, sur lequel repose la présente organisation de la Suisse et de sa constitution* *).»

*) Voyez *Missivenbuch der Liquidationskommission*, partie III, pages 141 et 142.



QUATRIÈME PÉRIODE.

De 1813 à 1831.

Si l'on réunit les assertions d'écrivains estimables *) avec les documens officiels et des faits notoires, on se persuadera sans peine que le maintien de la constitution, sous laquelle la Suisse avait vécu pendant la médiation, fut ardemment désiré par la grande majorité des confédérés dans l'année 1815, si féconde en événemens.

La réalisation de ce vœu n'aurait pas rencontré de sérieux obstacles ; car quoique les puissances alliées, dans les communications faites à la Diète de Zurich, au gouvernement de Berne, et enfin dans leurs proclamations au peuple suisse, réclamassent l'abolition de l'acte de médiation, comme d'une œuvre napoléonienne, cependant cette demande avait essentiellement pour objet les dispositions de cet acte qui concernaient les rapports d'indépendance de la Suisse vis à vis de la France, et il ne faut point admettre que les puissances alliées eussent alors refusé leur adhésion à un vœu national, exprimé dans ce sens avec énergie, surtout si on y avait ajouté les assurances d'une stricte neutralité.

C'est ce qui n'eut cependant pas lieu dans le moment décisif, et la manifestation de l'opinion du

*) Meyer de Knonau (*Handbuch der Geschichte der schweizerischen Eidgenossenschaft*, partie II, page 739) dit : « Le vœu de la très grande majorité du peuple était de conserver ces biens. »

peuple échoua contre les efforts d'un parti, qui voyait le moment arrivé de reconquérir le pouvoir qu'il avait perdu.

Ce parti, quelque faible qu'il fût en nombre, se sentait fort en envisageant les privilèges qu'il avait à recouvrer, et par la constance qu'il mit à poursuivre des plans réactionnaires auxquels il n'avait jamais renoncé.

Ce qu'il fit pour venir à bout de ses desseins, est encore couvert en partie d'un voile épais; cependant si l'on réfléchit à la défense qui fut faite de publier, sur le territoire bernois, la proclamation de la Diète qui garantissait la constitution de la médiation; si l'on se rappelle qu'une députation bernoise fut spécialement envoyée à l'empereur de Russie pour lui exprimer le désir que les alliés entrassent en Suisse; si l'on se reporte à ce voyage que des patriciens bernois entreprirent au quartier général des puissances coalisées, et à leur retour munis de brevets comme officiers autrichiens; si l'on considère l'appui particulier qui fut accordé à ces mêmes Bernois autrichiens par l'envoyé de la cour de Vienne, qui avait demandé à Berne, de la manière la plus pressante, l'abolition de l'acte de médiation, et avait promis à cet effet le rétablissement de l'ancien ordre de choses dans le canton; si l'on fait attention à la circonstance que les puissances alliées ne consentirent à entrer en négociations séparées qu'avec Berne seulement, tandis qu'elles jugèrent les autres cantons dignes à peine d'une déclaration collective; si l'on se rappelle les airs de mystérieuse importance qu'affectait le comte de Senft-Pilsach, se faufilant sans lettres de créance côte

à côté avec le ministre ordinaire, tantôt menaçant, tantôt flattant, prodigue de promesses, mais finalement désavoué par ceux de qui il tenait ses pouvoirs; enfin si l'on jette les yeux sur la correspondance de l'avoyer bernois de Watteville, général des troupes confédérées, et sur celle d'autres personnages, avec le conseil secret du canton de Berne, ainsi que sur les rapports adressés par cette autorité aux petit et grand conseils de la république; si l'on a égard à maintes autres circonstances, il en résulte suffisamment que Berne avait concouru, avec autant de zèle que d'empressement, aux événemens qui précédèrent dans ce canton l'abolition de la constitution de la médiation; mais que, pour éviter toute apparence de contrainte, elle avait ourdi en secret ses manœuvres.

La convocation tout à fait inattendue *) du grand conseil pour la soirée du 23 décembre 1813, après avoir ajourné les séances et s'être débarrassé par là des membres récalcitrans de la campagne dont la présence pouvait être quelque peu incommode, facilita le succès du plan qui avait été conçu. Une grande partie des membres du grand conseil de la campagne se trouva absente par suite de cette combinaison, et la proposition d'abolir la constitution de la médiation n'éprouva presque aucune opposition **).

*) Voyez *Meyer de Knonau*, endroit cité, page 742.

**) Quelques membres, après avoir été instruit du résultat de la délibération, voulurent protester contre l'arrêté, comme pris incompétemment; mais le nouveau gouvernement fit arrêter les *mauvaises têtes*, et par cet expédient comprima promptement toute opposition.

Il est toutefois certain que, lors même qu'aucun des représentans de la campagne n'eût manqué à son poste et que chacun d'eux eût parlé avec l'éloquence d'un Démosthène en faveur du maintien de la constitution de l'an 1803, sa suppression n'en aurait pas moins eu lieu, attendu que la plupart d'entre ceux qui étaient intéressés à ce changement, exerçaient une grande prépondérance, et qu'ils pouvaient braver toutes les représentations de l'opinion publique à l'ombre des baïonnettes autrichiennes *).

La proposition émanée du conseil d'état et présentée par le petit conseil au grand conseil, tendant à «renoncer formellement à l'acte de médiation avec toutes ses conséquences et tous les changemens qui en étaient résultés» ***) fut érigée en arrêté par 81 voix contre 6 ***).

Le petit conseil déposa alors son pouvoir non entre les mains du peuple, de qui il le tenait, mais entre les mains des «conseillers et bourgeois» qui avant 1798 se qualifiaient de souverains, puisqu'alors 70 à 80 familles aristocratiques se partageaient le monopole des emplois †).

*) Le projet de l'acte de renonciation était déjà rédigé le 22 décembre; c'est ce qui fit que la fameuse proclamation au peuple portait cette date.

**) Voyez *Geheimrathsmanual*, N^{ro} 1, page 99.

***) Voyez Protocole du grand conseil, N^{ro} 3, page 129.

†) Des 299 membres dont le grand conseil souverain se composait avant 1798, il n'y en avait plus que 141 de vivans, et il aurait fallu pour rétablir l'ancienne constitution, élire 158 nouveaux membres, mais on résolut de restreindre le nombre des grands conseillers à 200, et de n'élire en conséquence que 59 nouveaux membres, et comme il ne

Le grand conseil ainsi restauré rétablit l'ancien gouvernement en déclarant que « la constitution (de 1803) imposée au pays par une puissance étrangère était annulée avec *toutes* ses funestes conséquences, » et il institua pour l'exécution de cette ordonnance une commission composée de douze personnes, qui fit alors connaître l'événement au peuple en ajoutant « que l'acte de médiation était aboli et remplacé par l'œuvre perfectionnée que le gouvernement de 1802 avait commencée avec un noble calme, un esprit sérieux et ferme et sans se laisser influencer par les passions *). »

On notifia également aux puissances alliées « *aus-
sitôt* que les circonstances furent *favorables*, la suppression de l'acte de médiation en ce qui concernait Berne **). »

L'exposé qui va suivre donnera la clef de la manière dont le gouvernement de la restauration entendit cette « abolition de l'acte de médiation avec ses conséquences funestes, » ainsi que de la déclaration qu'il fit que ce n'était pas seulement la partie politique de l'acte de médiation qui était annulée, mais aussi la partie *financière*.

se trouva pas, parmi les familles patriciennes, suffisamment de sujets capables, le droit passif d'éligibilité fut étendu à d'autres citoyens aptes aux emplois, *toutefois avec la déclaration expresse que c'était pour cette seule occasion extraordinaire*. Cette exception même confirme d'une manière positive la règle antérieure.

*) Voyez Protocole du grand conseil, N^{ro} 3, page 137.

**) Voyez le même, pages 140 et 141.

On sait que le gouvernement de Berne s'était refusé longtemps et opiniâtement à se faire représenter à la diète de Zurich, tant que les députations de Vaud et d'Argovie y seraient admises, parce que ce fait aurait pu être envisagé plus ou moins comme une reconnaissance de ces cantons, et que Berne se berçait encore de l'espoir de recouvrer la possession de ces portions de pays, que la révolution avait soustraites à sa domination *).

Cependant Berne ne pouvant plus continuer à se dispenser de se faire représenter à la Diète, munit sa députation d'une instruction détaillée tant sur les rapports politiques que sur les rapports financiers. Les derniers paraissaient pour ce canton de la plus haute importance.

Les capitaux étrangers avaient été destinés, en vertu de l'acte de médiation, à l'extinction de la dette nationale helvétique, cédés et livrés à cette fin à la commission de liquidation, et cette autorité avait déjà pris à ce sujet les mesures nécessaires.

Toutefois les créances anglaises, qui par suite du sequestre imposé par le gouvernement britannique pendant la période de la médiation, n'avaient pas pu se réaliser, existaient encore après l'abolition de l'acte de médiation, et le gouvernement bernois eut alors l'intention de retirer ses anciens transferts. Le délégué bernois reçut en conséquence les instructions les

*) Le petit conseil s'exprimait à ce sujet d'une manière caractéristique, dans une lettre au député que Berne avait envoyé à Londres: «Ce n'est qu'en recouvrant son territoire, ses gens et son argent, que Berne peut devenir ce qu'il doit être, la force et l'ornement de la Confédération.»

plus précises à cet égard, et nous les trouvons mentionnées avec de nombreux détails dans l'intéressant rapport *) que le conseil secret fit, le 30 juin 1814, au petit conseil, au sujet des délibérations de la diète de Zurich, rapport dont nous extrayons les passages suivans :

«Le rétablissement du gouvernement légitime et la paix survenue avec la France paraissaient avoir amené le moment où cette autorité (l'avoyer, conseil et bourgeois de la ville et république de Berne) pouvait rentrer en possession des *fonds* placés en Angleterre qui lui avaient été ravis par un pouvoir étranger. Le conseil secret, partant du point de droit, que l'abolition de l'acte de médiation avait mis à néant les conséquences des arrêtés du pouvoir sur le bien de Berne, et que ce bien devait appartenir de nouveau à son légitime propriétaire, donna l'ordre à la députation envoyée à Zurich de n'entrer au sujet des fonds anglais de Berne, qui étaient à recouvrer comme son bien incontestable, dans aucune explication ni avec les ministres étrangers ni avec les députations cantonales, instruction qui fut suivie, lorsque, le 22 avril, la liquidation de la dette helvétique fut à l'ordre du jour en diète.»

Et, en effet, lorsque la députation de Thurgovie fit la proposition de continuer la liquidation de cette dette *sur le pied existant*, la députation de Berne protesta «contre toute atteinte qui, s'appuyant sur une mesure de violence antérieure, pourrait toucher à la propriété particulière de Berne, laquelle atteinte ne serait

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 30.

pas moins contraire aux principes du droit commun qu'à la loyauté des co-états suisses *).

Cet exposé devrait plus que suffire pour rectifier les opinions erronées dont nous avons eu connaissance ; cependant nous sommes en mesure de produire des faits plus spéciaux encore.

Le plan du gouvernement qui venait de recouvrer le pouvoir, tendait évidemment à replacer les choses dans la position où elles étaient avant 1798 **). Pour parvenir à ce but non seulement les deux-cents du grand conseil devaient accaparer pour eux la magistrature de la ville, mais encore il fallait que la dotation de la ville de Berne fût annulée, et la pré-

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 31. Lorsque M. le banquier Zeerleder, peu de mois plus tard, eut été député par le gouvernement bernois à Vienne, afin de disposer favorablement le congrès de Vienne pour les intérêts de Berne, on lui demanda, dans la conférence des ministres du 20 novembre 1814, si les cantons de Vaud et d'Argovie désiraient une part à l'excédant des capitaux étrangers de Berne, et si Berne envisageait comme nulle et non avenue la décision que la commission de liquidation avait prise à cet égard. M. Zeerleder ne donna point de réponse positive à ces deux questions. (Voyez Klüber, actes du congrès de Vienne dans les années 1814 et 1815, tome V, 17 — 20 cahier, 2^e édition.

**) Le principe de la reconnaissance de la représentation populaire, de la composition du grand conseil avec l'admission d'un tiers de membres élus par la campagne, de l'accès au droit de bourgeoisie de la ville de Berne, ne fut admis que d'après le désir qu'en manifesta l'autocrate russe. (Voyez Klüber, endroit cité, p. 169). Ces changemens ne peuvent par conséquent pas être attribués à la bonne volonté de l'aristocratie de Berne.

cédente organisation concernant les rapports de fortune, remise en vigueur *).

On chargea une commission particulière de travailler à opérer l'exécution de ce plan ; toutefois comme on avait à redouter l'opposition de la bourgeoisie, on affecta de n'avoir en vue qu'une nouvelle séparation de la fortune de l'état et de la fortune de la ville. Mais la bourgeoisie de Berne s'étant montrée en effet disposée à combattre vigoureusement la prétention du gouvernement, on trouva plus à propos de renoncer à une réaction entière en ce qui concernait les rapports de la ville, et de se ranger à un terme moyen **).

La commission fit donc la proposition que « sous réserve d'une séparation exacte et d'une révision légale de l'acte de dotation, les biens et revenus, qui, pen-

*) C'est pour cette raison qu'on parlait «des conséquences funestes» de l'acte de médiation.

**) La commission se fit adresser des propositions par des hommes versés dans les affaires, et divers projet furent mis en avant. L'auteur d'un de ces projets dit entr'autres : «7) Permettez-moi de prévenir l'objection qu'on pourrait faire, que la dotation de la ville de Berne consiste en biens qui appartenaient autrefois au gouvernement. Cela est vrai, mais la conséquence — donc on doit les reprendre, — n'est pas juste.» Plus loin l'auteur de ce projet fait des propositions, dont nous croyons devoir citer les suivantes :

«b) De charger le conseil des finances du canton et la commission financière de la ville de s'entendre sur une déduction à faire, attendu que la dernière administre quelques fonds qui appartiennent incontestablement à l'état.

«c) De céder à l'état l'Ile et l'hôpital extérieur avec leurs biens etc., comme institutions cantonales, sauf quelques lits disponibles pour bourgeois malades.»

dant la constitution de la médiation, avaient été destinés pour les besoins locaux intérieurs de la ville, continuassent à être appliqués exclusivement à ce but, et fussent placés sous une administration particulière.»

Cependant la bourgeoisie ne se montra pas satisfaite de cette proposition; elle demanda qu'on lui assurât d'une manière positive le bien assigné à la ville et à la bourgeoisie par l'acte de dotation. Quelques bourgeois *), aussi bien que le conseil de ville au nom de toute la bourgeoisie **) crurent devoir faire des représentations et des protestations à cet égard, et réclamèrent en conséquence l'accomplissement de la déclaration officielle du 21 septembre 1815, et en particulier des droits garantis à la ville de Berne par l'article II de ladite déclaration ***); et le gouvernement se trouva enfin obligé de se désister de son projet favori et de prononcer, le 30 décembre 1816, relativement à la situation de la fortune, ce qui suit:

«Art. II. Les biens et revenus, qui ont été jusqu'ici sous l'administration du conseil de la ville de Berne, restent la propriété exclusive †) de la

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 32 a. et b. et N^{ro} 33.

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 34.

***) Cet article est ainsi conçu: «Ainsi que cela a déjà eu lieu en 1803, sont confirmés à toutes les villes, districts et communes, leurs anciens droits, libertés et coutumes, en tant qu'ils sont compatibles avec les institutions générales du canton, de même que la propriété et l'administration des biens, revenus, édifices et institutions locales qu'elles possèdent.»

†) La minorité de la commission demanda l'omission des mots «propriété exclusive.» Il n'est pas sans intérêt de retracer les phases de rédaction que subit cet article.

ville de Berne pour être appliqués aux buts déterminés. De même tous ses biens de bourgeoisie actuels lui demeurent assurés pour le compte de sa bourgeoisie.

Ce fut par conséquent le gouvernement de la restauration, qui abolit aussi la partie financière de l'acte de médiation, et envisagea comme non exécutoires les décisions les plus importantes de la commission de liquidation.

Sans doute plus tard il abandonna, dans quelques-unes de ses résolutions, ses tendances absolues de réaction, mais il fut bien loin d'agir par conviction, comme on voudrait le faire accroire à ceux qui ignorent les précédens de 1816; ce fut au contraire à son corps défendant que des concessions eurent lieu, et il n'en persévéra pas moins dans le principe de la non validité des dispositions «financières» concernant la ville de Berne.

Sur ces entrefaites, comme la confédération ne pouvait pas s'entendre sur un nouveau pacte, le congrès de Vienne entreprit de lui en donner un, et en même temps de prendre une décision sur les

Le projet, tel qu'il sortit d'abord des mains de la commission fut d'abord amendé, en ce que la réserve de la séparation fut supprimée et qu'on substitua aux mots: «pendant l'acte de médiation» ceux-ci: «depuis 1803;» en échange la promesse d'une administration particulière fut écartée. Les articles furent ensuite encore modifiés; la reconnaissance de la propriété exclusive des biens assignés depuis 1803 fut intercalée à la fin de l'article; jusqu'à ce qu'enfin par suite de nouveaux changemens, la rédaction fut arrêtée définitivement telle qu'elle se trouve rapportée.

démêlés antérieurs. *) Relativement à la présente question on arrêta ce qui suit :

Art. VII. « Pour mettre un terme aux discussions qui se sont élevées par rapport aux fonds placés en Angleterre par les cantons de Zurich et de Berne, il est statué :

»1) Que les cantons de Berne et de Zurich conserveront la propriété du fonds capital, tel qu'il existait en 1803, à l'époque de la dissolution du gouvernement helvétique, et jouiront à dater du 1 janvier 1815 des intérêts à échoir.

»2) Que les intérêts échus et accumulés depuis l'année 1798 jusque et y compris l'année 1814 seront affectés au paiement du capital restant de la dette nationale, désignée sous la dénomination de dette helvétique.

»3) Que le surplus de la dette helvétique restera à la charge des autres cantons, ceux de Berne et de Zurich étant exonérés par la disposition ci-dessus. (Le reste du contenu de ce paragraphe n'a point de rapport à la question).

»S'il arrivait, après le paiement de la dette susdite, qu'il y eût un excédant d'intérêt, cet excédant sera réparti entre les cantons de Berne et de Zurich, dans la proportion de leurs capitaux respectifs.

»4) Les mêmes dispositions seront suivies à l'égard de quelques autres créances, dont les titres sont déposés sous la garde du président de la diète.

*) Voyez: *Erklärung des Wiener-Kongresses über die schweizerischen Angelegenheiten*, du 28 mars 1815, dans l'ouvrage *revidirten Sammlung der erneuerten Fundamentalgesetze der Stadt und Republik Berne*, page 44.

Les puissances «intervenantes» *) annulaient donc aussi elles-mêmes, dans ses principales dispositions, la partie *financière* de l'acte de médiation, et par là anéantissaient la perspective qu'avaient eue les cantons de Vaud et d'Argovie d'avoir une part, par le maintien de ces dispositions, aux créances étrangères de Berne.

L'ensemble des capitaux anglais que Berne recouvra de cette manière, s'élevant à Liv. Sterl. 291, 960 Schel. 16, pence 10 fut remis au gouvernement pour le compte de l'état.

Parmi ces capitaux se trouvait la créance de Liv. Sterl. 44,000, anciennes annuités de la mer du Sud, qui, suivant la déclaration faite à la commission de liquidation, avait été donnée à l'hôpital de l'Ile déjà en 1802.

De même, en 1815, le capital de Liv. Sterl. 30,000, nouvelles annuités de la mer du Sud, au sujet duquel la chambre communale de Berne avait «prouvé» à la commission de liquidation, qu'il avait été vendu, mis dans une caisse militaire prise par les Français **), avait été retiré, pour être remis dans la caisse de l'état, de la maison van Neck à Londres,

*) Bonaparte était médiateur, la sainte alliance n'avait procédé qu'en intervenant. C'est probablement cette différence qui fit que de certaines parts la constitution de la médiation fut envisagée comme une usurpation, tandis qu'en échange on tint pour bien légitime la constitution des hautes puissances intervenantes.

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^o 35 a. et b.

où il avait été déposé depuis 1798, et avait rapporté dans l'intervalle de beaux intérêts *).

Ici trouvent aussi leur place les explications sur les deux créances remises, aux termes de la convention explicative du 4 février 1802, par la chambre communale de Berne à la chambre administrative de ce canton. Comme vous l'avez vu par cette convention, la chambre communale céda à celle-ci d'après le § 3 de cet acte :

- a) Le produit de la créance de Liv. Sterl. 34,000, actions de la banque anglaises vendues, et
- b) le montant de la vente des Liv. Sterl. 66,000, annuité de la mer du Sud, et s'engagea à donner toutes les cessions et procurations y ayant rapport.

Mais il se trouve actuellement

Quant à a) Qu'il n'y a dans les actes aucun document qui constate que la remise de cette créance ait été effectuée en faveur de la chambre administrative, mais que M. Zeerleder lui-même, dans son rapport au comité secret des finances du 6 janvier 1813 **), a déclaré que la somme de vente des Liv. Sterl. 34,000 avait déjà été perçue par le gouvernement helvétique.

*) Voyez le compte rendu à ce sujet en 1822 par M. A. E. Haller. La maison Van Neck avait déduit cependant de la somme totale le capital de caution de L. Sterl. 10,000, qu'elle avait cédé précédemment au gouvernement bernois pour sa sûreté, à cause de la perception d'intérêts, ainsi qu'une avance faite antérieurement de L. Sterl. 5000, de sorte que Berne ne reçut en réalité que L. 15,000 outre les intérêts.

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 36.

Quant à *b)* En ce qui concerne le montant de la vente des Liv. Sterl. 66,000, il y a des explications différentes à ce sujet.

Dans le compte de la chambre administrative du canton de Berne «sur ce qu'elle a reçu et dépensé pour le compte de la république helvétique depuis le 1 janvier 1802 jusqu'au 10 mars 1803, »on peut lire, page 2, sous la rubrique« recettes en remboursemens et ventes de capitaux» la note suivante :

«Du citoyen St. Didier, le montant de Liv. Sterl. 66,000, annuités de la mer du Sud, à lui vendues par le gouvernement helvétique, et remises, par arrêté du conseil exécutif du 1 février 1802, à la chambre administrative du canton de Berne, ce qui aurait produit . . . L. 1,214,626. 17. 6.

Mais comme ce capital ne produisait que 3 % d'intérêt au lieu de 5 %, il n'en a été payé que trois cinquièmes, L. de Fr. 728,776. 2. 6.
ce qui fait à 6 pour 4 de Sse. . . 485,850. 15.

Dont, sur la réquisition de la commission d'état bernoise d'alors, il lui a été délivré ce qui se trouvait alors en caisse . . . 26,000. —«

Jusqu'ici cette affaire ne présente rien de surprenant. Mais le reste de la somme, déduction faite des Liv. 26,000, non seulement n'a pas été porté dans le compte et indiqué comme non rentré, mais il a été mentionné dans la «recette» par Liv. 459,850, 7. 5. comme *réellement rentré*, et il a été fondé sur cette somme, qui forme le principal mon-

tant de la recette générale de Liv. 572,875, 1. 5, page 47, une dépense générale de Liv. 581,137, 5. 8¹/₄, en sorte qu'il figure, page 48, un restant actif pour la chambre administrative, de Liv. 8262. 4. 3¹/₄

En opposition complète avec ce compte, M. L. Zeerleder prétend dans le rapport cité du 6 janvier 1813:

Qu'il avait reçu cette somme de Liv. 485,850, 15 à différens termes par lettres de change qui furent bien payées et dont il versa le montant en à-compte, selon les besoins de chaque fois, partie dans la caisse de la chambre administrative, partie dans la caisse de l'état, savoir :

»Selon quittance de M. le caissier Tscharner de juin 1802 au 29 avril 1803 . L. 301,637. 19.

Selon quittance du même du 15 janvier 1805 . . L. 114,000. —

Selon quittance de M. le caissier Sinner d'avril et juin 1817 L. 70,212. 16.

Total, argent de Suisse L. 485,850. 15.

Nous nous sommes efforcés d'expliquer cette étrange contradiction, et pour cet effet nous avons consulté les plus anciens comptes concernant cette affaire, et cependant nous n'avons trouvé aucun éclaircissement nulle part sur la somme de L. 301,637. 19; en échange :

a) dans «l'*Avoir*» du livre de caisse de M. le caissier Tscharner, nous avons trouvé couché ce qui suit:

»M. Zeerleder, pour les fonds St. Didier 1814, 3 août, par transport de la page 67 de l'ancien livre L. 114,000

et ensuite

b) dans le compte de M. le caissier Sinner, sous la rubrique «Recettes de fonds reçus:»

«2) De M. le conseiller Zeerleder»

avril 1	comme avance	.	.	L.	20,000
« 9	«	«	.	«	20,000
« 25	«	«	.	«	10,000
juin 3	«	«	.	«	20,212. 8.

L. 70,212. 8.

Mais la chose devient encore plus embrouillée par la remarque insérée dans le «Manuel de la comptabilité de l'état de Berne concernant les capitaux étrangers appartenant au haut état de Berne, établi l'an 1819.» Page 2 *).

«Sur cette perte en capitaux étrangers il a été remboursé depuis L. St. 66,000 à 95 % avec 30 % de rabais, qui ont produit en argent de Suisse L. 485,850. 7. 3. De cette somme la chambre administrative avait déjà retiré et mis en compte L. 264,334. 8. 9., et dans les comptes de l'état de 1804 à 1813 *inclusivement* se trouvent les autres L. 221,515. 8. 4. comme ayant également été touchées et payées.»

M. L. Zeerleder, que M. le préfet Roschi a fait interroger sur cet objet, s'est trouvé si peu disposé à donner des éclaircissemens, que nous avons dû renoncer de prime-abord à voir jeter quelque jour sur cette confusion.

Enfin, parmi les autres créances étrangères de Berne, qui avaient été livrées à la commission de

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 37.

liquidation pour éteindre la dette helvétique, il n'en avait encore été réalisé que *deux*, savoir :

25,000 écus de convention sur la ville impériale de Nuremberg, et

85,000 florins sur le prince de Nassau-Saarbrücken, qui, d'après le 4^e point ci-dessus mentionné de l'article II de la déclaration du congrès de Vienne du 20 mars 1815, devaient revenir au canton de Berne.

Cependant votre commission, Messieurs, a trouvé que la première de ces créances était seule portée en compte dans la caisse de l'état, pendant qu'il ne lui a pas été possible de découvrir ce qu'est devenue la seconde. Elle est donc réduite à supposer qu'il fut impossible de faire rentrer ce capital, circonstance qui alors en tout cas aurait dû être précisée avec soin et constatée par un acte formel.

Il reste encore à exposer les négociations qui se rattachent à cette période et qui sont en rapport les unes avec les autres, d'un côté entre l'administration de la ville de Berne et la direction de l'hôpital de l'Ile au sujet de la remise d'une créance étrangère, d'un autre côté entre cette autorité et le gouvernement du canton relativement à la dotation et à l'administration de l'hôpital de l'Ile et de l'hôpital extérieur.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, la chambre communale de Berne avait déclaré en 1803 à la commission de liquidation :

«Que les deux créances étrangères, savoir les 500,000 florins en deux obligations de l'empereur Joseph II et les L. Sterl. 44,000, anciennes annuités de la mer du Sud, avaient été, en vertu de conventions entre elle et la chambre administrative du can-

ton de Berne faites en mai 1802, cédées aux hôpitaux du canton en compensation des subventions annuelles que leur allouait le gouvernement, et étaient devenues, de la sorte, véritable propriété de ces hôpitaux.

Vous avez néanmoins déjà vu que cette déclaration reposait sur un subterfuge dont la commission de liquidation fut la dupe, en ce que la chambre communale de Berne exhiba, il est vrai, à cette autorité, la quittance de la direction de l'Ile, mais retint en échange la réversale qui attestait que les créances en question n'avaient été reçues qu'à titre de dépôt.

Ce subterfuge avait produit son effet; car non seulement on avait réussi à mystifier Bonaparte et par suite la commission de liquidation; mais encore le séquestre qui avait été mis sur le capital des 500,000 florins en obligations de Joseph II, avait été levé en 1806 et le paiement des intérêts promis en argent de convention *).

Toutefois, afin que cette astuce ne fût pas dévoilée, on continua à laisser ce capital **) dans les mains de la direction de l'Ile, en sorte qu'en 1807 elle insinuait que, dans l'espoir de rester en possession dudit capital, elle avait fait des achats considérables, et que si cet espoir ne se réalisait pas, elle se trouverait dans un très grand embarras ***).

*) L'engagement de ne pas aliéner cette créance continua cependant à subsister, et ne fut rompu qu'en 1819.

**) Les 44,000 L. Sterl., anciennes annuités de la mer du Sud, continuèrent aussi à valoir comme propriété de l'Ile et furent en 1814 réclamées sous ce titre, mais elles entrèrent comme bien cantonal dans la *caisse cantonale*.

***) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 39.

Nous n'avons pu découvrir quelle réponse elle reçut; il résulte toutefois d'actes postérieurs que cette demande n'eut pas de succès.

La direction de l'Ile ne se tint pas pour battue; en 1819 elle éleva des réclamations réitérées à la propriété des deux créances étrangères susdites, à la suite desquelles le conseil des finances du canton, à l'occasion du compte rendu concernant la question de séparation, débattue en 1821, des rapports de droit entre le canton et la ville au sujet de l'Ile et de l'hôpital extérieur, fut enfin aussi chargé d'émettre son opinion sur cet objet.

C'est ce qui eut lieu dans le rapport du conseil des finances au petit conseil du 27 décembre 1822. Le conseil des finances se prononça en ce sens que, d'après la décision de la commission de liquidation du 6 septembre 1803, l'Ile et l'hôpital extérieur étaient de droit propriétaires des deux créances, et il fit la proposition que le gouvernement remît à ces deux institutions les L. Sterl. 44,000, et l'administration de la ville de Berne les 500,000 florins *).

Cette proposition ne trouva point d'écho dans le petit conseil mieux avisé, et fut rejetée dans la séance du 21 mai 1823 par les raisons suivantes que nous extrayons littéralement du protocole:

«La circonstance que Leurs Excellences, longtemps avant la révolution, avaient, par des motifs particuliers, placé, au nom de l'Ile, des capitaux considérables dans les fonds autrichiens, ne peut pas être invoquée par cet établissement comme un droit

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 42.

acquis à la propriété de ces fonds, pas plus qu'un tel droit ne résulte des transactions postérieures, qui ont eu uniquement pour but *de les soustraire d'abord à l'ennemi, puis à un gouvernement prodigue, et enfin, à l'époque de la commission de liquidation, d'empêcher qu'ils ne fussent appliqués à payer les dettes helvétiques, et de les mettre en réserve pour l'état et la ville*, comme le prouvent les actes eux-mêmes, la réversale donnée par la direction de l'Ile, et notamment la circonstance que la direction de l'Ile et de l'hôpital extérieur ne s'est jamais crue en position de prétendre à ces fonds, mais a dû restituer les titres, d'après la teneur de la réversale délivrée à ce sujet, et cela longtemps après l'arrêté définitif de la commission de liquidation» *).

Par suite de cette résolution les prétentions de la direction de l'Ile à la propriété des capitaux en question furent, il est vrai, définitivement écartées; néanmoins on trouva à propos de continuer à faire valoir, comme propriété de l'hôpital de l'Ile, la créance autrichienne, ce qui fit, qu'en 1826 encore, la direction de cet établissement dut délivrer à M. le banquier Schnell à Berne une procuration pour le charger de l'administration et de la réalisation du capital.

La lettre écrite à ce sujet par la direction de l'Ile à la commission des finances de la ville de Berne le 13 décembre 1826 **) nous apprend pour la première fois que le capital en question de 500,000

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 43.

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 44.

Horins appartenait au fonds de réserve bourgeois de la ville de Berne.

La transmission de ce fonds dans la caisse de la bourgeoisie de Berne n'eut lieu du reste que plus tard, à l'occasion des négociations qui eurent pour objet, d'un côté la dotation de l'Ile et de l'hôpital extérieur, et de l'autre la séparation des rapports de propriété et d'administration de ces établissemens.

Ainsi que nous l'avons exposé plus haut, ces deux institutions de charité furent reconnues, par l'acte de dotation cantonal du 15 juin 1804, comme propriété de l'état, pendant que, presque dans le même temps elles paraissent avoir été adjugées en propriété à la ville et à la bourgeoisie de Berne.

Cette incertitude, relativement au droit de propriété, entrava cependant la prospérité de ces deux établissemens, à tel point que le gouvernement de la restauration lui-même dut songer à mettre un terme à cet état de choses et à consolider l'existence de ces établissemens en déterminant les rapports de ce droit de propriété. La question déjà soulevée de la complète dotation de ces institutions fut en même temps de nouveau débattue; cette mesure fut présentée d'un côté comme très désirable et très convenable, de l'autre comme n'étant point nécessaire.

Ces deux manières d'envisager la question décidèrent le gouvernement à établir au commencement de 1821 une commission chargée spécialement de s'occuper de cet objet.

Cette commission chercha à appuyer son travail sur des points historiques, et si elle se convainquit d'un côté que les hospices en question avaient été

dans l'origine de pures institutions bourgeoises, d'un autre côté elle reconnut que par le développement et l'extension qu'ils avaient pris, ils étaient devenus *institutions nationales* *).

« Dans la conviction donc que la cession de l'Ile et de l'hôpital extérieur tournerait à l'avantage des deux institutions aussi bien qu'au profit de la ville et de tout le pays, » la commission proposa un projet de convention à ce sujet entre la ville et le gouvernement.

Le gouvernement fit connaître aussitôt qu'il inclinait à adhérer à cette proposition de la commission; quant à la ville, elle ne voulut point entendre parler d'une *semblable* convention, mais se montra disposée à donner les mains aux modifications qui lui conviendraient en ce qui concernait l'administration de ces hôpitaux.

Le gouvernement qui sentait l'urgence d'un changement d'administration, chargea aussitôt M. le trésorier Jenner d'entrer en conférence avec un délégué de la ville.

*) « Le gouvernement, dît le rapport du conseil des finances, envisageait, déjà *avant* la révolution, les deux institutions comme *nationales*, et les soutenait puissamment en partie de la caisse des fonds de l'état, en partie, en sa qualité de souverain, en ajoutant aux biens qu'elles possédaient ceux de couvens sécularisés; et, en se chargeant des *frais de construction* du présent hôpital de l'Ile *pour le compte du pays*, il a acquis sans contredit un droit de co-propriété. »

Le grand hôpital, aujourd'hui nommé hôpital des bourgeois, fut bâti de la même manière, et les habitans des districts du pays, durent, jusqu'à la révolution de 1798, fournir les charriages nécessaires pour les constructions d'hôpital.

Mais celui-ci ayant demandé, comme première condition de la négociation, que la propriété de l'une et l'autre de ces institutions fût assurée à perpétuité à la bourgeoisie de Berne, la conférence, «en tant que cette clause ne put pas être consentie par M. le trésorier Jenner», fut bientôt rompue.

Quant à la dotation des deux établissemens, la commission spéciale dont il s'agit était d'opinion que cette dotation était très désirable, et proposa en conséquence qu'on abandonnât dans ce but à ces établissemens les deux créances étrangères de L. Sterl. 44,000 et de florins 500,000.

Nous ne pensons pas, Messieurs, mettre votre patience à une trop forte épreuve en vous communiquant quelques-unes des vues de l'ancien gouvernement sur ce sujet, d'après sa lettre au conseil des finances du 21 mai 1823, dans laquelle on entre plus à fond dans l'objet des négociations dont la commission spéciale s'était occupée.

Le gouvernement était d'avis «que si la position particulière et réelle du gouvernement et de la magistrature de la ville était équitablement prise en considération sous ses deux points de vue, le véritable intérêt et l'extension de ces établissemens de bienfaisance, il deviendrait facile de fixer les principes au moyen desquels on pût tenir compte de cette position et en même temps avancer l'intérêt réel de ces institutions.» A cet effet après avoir indiqué tout ce que l'état avait fait en leur faveur, il en conclut «qu'il était hors de doute que la ville ne pouvait revendiquer la propriété entière et absolue de ces établissemens, et que c'était pour cela que le gouver-

nement s'était réservé sur ces établissemens une surveillance, qui ne pouvait pas se borner simplement à une action passive, mais qui devait se faire sentir d'une manière active et efficace pour l'établissement.»

Le gouvernement trouva en particulier que l'administration qui avait eu lieu jusqu'alors était aussi défectueuse que contraire au but. «La négociation qui sera continuée, ajoute la lettre, aura donc pour objet principal d'abrégé les formes de la marche de l'administration, afin d'avancer l'intérêt général de l'Ile et de l'hôpital extérieur, et, conformément aux arrêtés et conventions antérieurs, *sans une séparation totale* et sans que la direction de l'Ile soit confiée à une seule autorité.»

En ce qui regarde la dotation de l'Ile et de l'hôpital extérieur, le gouvernement trouva hors de doute qu'il était préférable pour les deux établissemens qu'ils pussent compter sur des subventions annuelles, que d'obtenir tout d'une fois une somme considérable et d'être par là exposés à toutes les chances de perte, etc.; qu'en conséquence il importait de se conformer à l'arrêté du 31 janvier 1817 et de bonifier à l'hôpital de l'Ile ce qu'il avait perdu par la faillite du défunt receveur Lauterbourg; qu'en outre on constatât, d'après des bases équitables, les besoins annuels des deux institutions, pour satisfaire avec une sage économie à ce que réclameraient ces besoins et fixer les subventions de telle manière que le fonds de chacune d'elle s'accrût peu à peu.

D'après cette manière de voir, le conseil des finances dut rouvrir des négociations avec l'adminis-

tration de la ville et en exposer en son temps le résultat.

Cette lettre, Messieurs, renfermait donc la base sur laquelle on pouvait traiter définitivement dans cette affaire, et cette base devait consister *non dans une dotation*, mais dans la reconnaissance de la *copropriété du gouvernement* et dans une subvention à leur allouer annuellement.

Quel fut néanmoins le résultat des négociations ainsi basées? — Nous le connaissons d'après le rapport du 19 novembre 1833 *); il nous apprend que ce résultat fut en contradiction complète avec les bases posées, puisque l'on arrêta que les deux établissemens étaient la *propriété exclusive de la ville de Berne* et que la *dotation* fut décrétée en leur faveur.

Il doit paraître tout au moins fort singulier que le gouvernement ait pu en peu d'années se relâcher de principes, qu'il avait jusqu'alors envisagés comme justes et fondés sur des antécédens historiques; toutefois il n'est pas dans notre tâche d'insister sur des conséquences aussi pitoyables, au sujet desquelles d'ailleurs l'année 1831 a déjà porté un jugement. **)

*) a. Par la convention entre le gouvernement et l'autorité de la ville de Berne, discutée le 19 septembre 1829 et ratifiée par les avoyers, petit et grand conseils de la ville de Berne le 4 mai 1831, l'hôpital de l'Île et, par acte postérieur du 27 juillet approuvé le 17 août 1831, l'hôpital extérieur furent formellement reconnus comme *propriété de la ville de Berne*.

b. Par l'acte de dotation et de cession expédié et signé le 29 septembre 1831, les deux institutions furent *dotées* de 2,250,000 francs de Suisse.

**) Le conseil des finances, dans son rapport du 26 décembre

Les négociations relatives à cette affaire ont dû amener alors aussi une décision sur le sort du capital autrichien de 500,000 florins.

Les documens que la commission a pu avoir entre les mains au sujet de cette circonstance, sont extrêmement pauvres; au reste ils font voir clairement que l'abandon de ce capital à la ville de Berne fut stipulé *lors de la délibération* de la «convention relative aux rapports de propriété et d'administration de l'Ile et de l'hôpital extérieur,» et qu'on prit la détermination de ne pas faire mention de cet abandon dans la convention, mais de le faire précéder la conclusion définitive de ladite convention.

La question de l'abandon du capital susmentionné, comme on l'avait entendu, n'aurait probablement donné lieu à aucune nouvelle transaction, si la direction de l'Ile n'avait eu encore entre les mains les papiers qui concernaient ce capital, et n'avait refusé de les remettre sans autorisation supérieure. L'administration de la ville se vit donc placée dans la nécessité de faire des démarches auprès du gouvernement et de le prier, qu'*avant la présentation de la convention au conseil des Deux-cents*, l'Ile fût autorisée à remettre les actes «qui avaient été demandés par la ville concernant la renonciation mentionnée dans le § 13 de cette convention *).

1830, prétend justifier ce changement par «les circonstances de l'époque.» Voudrait-on par hasard renouveler l'ancien jeu des conventions simulées?

*) Comme on dut néanmoins, seulement pour la forme, présenter au gouvernement un motif qui nécessitât la remise

Le conseil des finances, invité à faire un rapport sur cet objet, trouva cette demande tout à fait fondée, «attendu que, suivant *Protocole* *) sur la *conférence* des délégués des deux parties qui eut lieu le 19 septembre 1819, *cette remise devait précéder la conclusion définitive de cette convention;*» il proposa en conséquence d'autoriser la direction de l'Ile **), et le petit conseil donna aussi le 24 décembre 1830 son approbation à cette proposition, «de remettre à l'administration de la ville les actes de cession et autres concernant le capital de 500,000 florins et les intérêts, qui, *en vertu du § 13 de la convention conclue*, devaient être remis à l'administration de la ville relativement à la renonciation» ***).

Au moyen de ce subterfuge on crut avoir vidé cette question, qu'on s'était bien gardé d'aborder dans toute son étendue †) ou de proposer à la sanction du grand conseil, qui aurait eu pourtant un intérêt indubitable à la décider *légalement*.

du capital à la ville, on donna pour prétexte la renonciation de cette dernière indiquée dans le dit § de la convention, tandis que le §, comme le prouve la pièce justificative N^{ro} 54, ne renferme pas un mot de cet abandon.

*) Ce protocole, n'a pu être retrouvé nulle part.

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 45.

***) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 46.

†) La *Pièce justificative*, N^{ro} 47, montre combien l'on avait désiré en certains lieux de savoir cette affaire «complètement arrangée avant l'avènement du nouveau gouvernement.»

SUPPLÉMENS HISTORIQUES.

Messieurs, deux voies s'offraient à nous pour traiter la partie historique de notre travail.

Selon la première, nous pouvions exposer un à un tous les objets que ce travail embrasse, et y rattacher ensuite les circonstances qui y ont trait, ainsi que tout ce qui les concerne dans les changemens survenus depuis environ quarante ans, de telle manière que les faits relatifs à un objet auraient toujours été présentés simultanément.

En suivant l'autre voie, nous pouvions également faire figurer ensemble les divers objets, en tant qu'ils étaient de même nature ou qu'ils avaient de l'analogie entr'eux, puis les traiter séparément dans les diverses périodes selon les rapports et les influences extérieures.

L'une et l'autre de ces voies présentaient des avantages ; nous aurions néanmoins suivi la première pour maintenir le principe d'unité de l'exposé, si nous n'avions eu à nous occuper que d'un ou de deux objets. Mais, vu leur masse et leur différence, il nous a paru plus à propos d'aller en avant, autant que possible, en prenant l'histoire pour guide, d'autant plus qu'en procédant de la sorte, nous pouvions éviter des répétitions et retracer cependant avec plus de précision la marche d'événemens coïncidant entr'eux ; enfin, nous sommes partis de ce point de vue qu'il nous serait possible en développant la partie de droit, de

tenir compte du principe d'unité en réunissant des événemens de même nature.

Nous avons donc adopté la *seconde* voie, mais cette détermination même nous oblige de reprendre certains objets un à un pour compléter notre exposé historique.

C'est ainsi que pour ce qui concerne les créances étrangères, nous avons rassemblé, dans la période de 1803 à 1813, les renseignemens et les explications que les délégués de la chambre communale de Berne ont donnés à la commission de liquidation sur l'aliénation et l'emploi des capitaux que la chambre communale s'était refusée à livrer.

Quoique nous soyons volontiers disposés à penser que la commission de liquidation n'a ajouté foi à ces renseignemens qu'ensuite de la production «de pièces justificatives et de comptes», nous sommes cependant dans le cas d'exprimer l'opinion, *que les renseignemens donnés à la commission de liquidation reposent pour la plupart sur des faits controuvés.*

Vous avez déjà pu vous convaincre *en partie*, Messieurs, par le rendu-compte que nous venons de vous présenter, de la justesse de cette opinion, puisque vous avez vu que

1° Ni les 72,800 florins, en obligations de la banque de Vienne, ni les 500,000 florins de l'emprunt de l'empereur Joseph II., ni enfin les 44,000 livres sterl., anciennes annuités de la mer du Sud, n'avaient été cédés en réalité aux diverses institutions de bienfaisance de Berne, *mais que ces capitaux ne leur avaient été remis qu'en apparence et contre réversales*, et que

2° Les 30,000 Liv. St. nouvelles annuités de la mer du Sud n'ont elles-mêmes été ni vendues, ni prises par les Français, *mais sont restées paisiblement placées pour le compte du gouvernement bernois dans la maison de banque Van Neck à Londres.*

3° Quant aux capitaux que la chambre communale de Berne avait désignés à la commission de liquidation comme *dépensés*,

a) nous n'avons pu acquérir la certitude du prétendu emploi des 331,400 florins, obligations de Vienne, à des besoins de la ville, attendu que les personnes, interrogées à cet égard, nous ont renvoyés aux comptes qui devaient exister, mais dont l'administration de la ville, lorsque nous avons voulu puiser des renseignements dans ses archives, nous a refusé l'examen. Quoique nous soyons donc privés de documens certains sur le sort de ce capital, nous croyons néanmoins devoir douter de l'exactitude de la déclaration de la chambre communale, par des motifs que nous trouverons l'occasion de signaler dans la partie de droit de notre travail.

En revanche en ce qui concerne

b) les deux créances de L. 400,000 de l'emprunt Marcuard et de L. 500,000 (750,000 Liv. tournois) délégations danoises, elles ont été à la vérité, comme cela paraît résulter des actes, remises à la commission d'état qui avait été instituée en 1802, mais elles n'ont point été « employées » *totalelement* dans cette guerre, comme la déclaration en a été fait mensongèrement à la commission de liquidation.

La fausseté de cette dernière assertion, ainsi que la manière dont l'on s'est permis d'abuser la com-

mission de liquidation par la production d'un compte sur cet emploi *total*, se trouve également dévoilée par le protocole de la commission d'état elle-même.

Les ci-devant membres de cette commission se réunirent sous date du 19 mai 1808, et ils résolurent d'adresser une lettre à MM. le trésorier Jenner et le conseiller Bay, dans laquelle ceux-ci étaient priés instamment d'examiner en détail le compte de feu M. le teneur de livres du canton Tscharner, concernant les fonds perçus par lui et dépensés pour le compte de la commission, de le confronter avec les pièces à l'appui, et de le soumettre à une passation définitive.

La commission d'état adressa également une lettre à M. l'ancien bailli de Mulinen et le pria comme tuteur de l'hoirie de M. Tscharner, « de remettre à M. Fischer, trésorier de ville, pour compte de la ville de Berne, les 53 délégations, qui se trouvaient encore dans la succession de ce dernier, sur la maison Haller et Comp., de la valeur de L. 52,900, *laquelle somme, selon compte arrêté avec la ville de Berne, appartenait à cette ville* *). »

Cette particularité prouverait avec certitude que le montant *total* de la vente des deux dernières créances n'a pas été employé pour les frais de la guerre d'insurrection, mais qu'il en resterait au moins toujours ces L. 52,900, et que par conséquent la commission de liquidation s'est pareillement laissé abuser au sujet de ces capitaux par les « pièces et comptes présentés. »

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 50.

Mais ce que sont devenus les capitaux qui n'ont pas été aliénés, et à quel emploi a été affecté le montant de vente des créances réellement aliénées, *s'il n'a pas été effectivement dépensé*, c'est, Messieurs, ce que nous n'avons pu découvrir. L'unique source où nous aurions pu puiser des données certaines à cet égard, les archives de la ville, nous a été fermée avec opiniâtreté, et en réfléchissant à cette singulière résistance de la part de l'administration de la ville de nous laisser consulter ses archives, nous avons été tentés de croire, qu'à côté de la question du prétendu emploi *total* de quelques capitaux auxquels on avait prétexté différentes destinations, on appréhendait surtout que *nous n'eussions connaissance du sort qu'ont eu jusqu'à ce jour les créances existantes en tout ou en partie.*

Nous devons cependant vous faire connaître le peu de renseignemens que nous avons sur cet objet.

Une commission nommée commission des fonds étrangers et prise dans le sein de la chambre communale de Berne, s'occupa essentiellement de l'administration de ces capitaux étrangers et de leur montant de vente.

Ses négociations, aussi bien que ses comptes-rendus, furent tenues secrètes du moins pendant la période de la république helvétique et de la constitution de la médiation. Plus tard les comptes de cette commission doivent avoir été déposés dans la chancellerie de la ville, c'est à dire, que cela ne se fit que lorsque le fonds, administré par ladite commission, eut été transformé en un fonds de réserve bourgeois.

Cette circonstance paraît avoir eu lieu en 1818, année où les fonds placés à l'étranger furent en même temps séparés des capitaux placés dans le pays; les premiers formèrent ce qu'on appelle le *fonds de réserve bourgeois* (*burgerliche Reservefundus*), les seconds le *fonds bourgeois séparé* (*burgerliche Separatfundus*) *).

Indépendamment de ces fonds, il pourrait d'ailleurs avoir encore existé une autre administration secrète de fonds d'état, attendu que M. l'avoyer de Mülinen, dans la séance du comité qui administrait les fonds restitués à l'état en 1821, indiqua, le 14 décembre 1819, par conséquent *après* l'époque où les fonds susmentionnés étaient déjà entrés dans les caisses bourgeoises, indiqua, disons-nous, comme motif du retard que cette remise avait éprouvé, la circonstance «*que d'autres fonds administrés par la ville n'étaient pas encore compris dans ces fonds*» **).

Les circonstances suivantes seraient sans contre-dit de nature à prouver que ce fut, du moins en grande partie, au moyen des capitaux retenus de l'état que fut formé le fonds de réserve bourgeois (qui, d'après son titre, devrait à la vérité se composer d'une partie de la fortune de la bourgeoisie de Berne, mais qui, par la circonstance que les administrateurs de ce fonds n'étaient astreints à «*aucune disposition réglementaire ni liés par aucune autre responsabilité que la responsabilité morale*» ***), doit avoir

*) Voyez le rapport de la commission des finances du conseil de ville de Berne aux autorités supérieures de la ville. Berne 1833, page 55.

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 52.

***) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 53.

une tout autre destination que celle d'être appliquée à des dépenses concernant la bourgeoisie):

a) La lettre citée plus haut de la direction de l'Ile du 13 décembre 1826, aussi bien que les «Instructions données par l'administration du fonds de réserve bourgeois» insérées dans les *Pièces justificatives*, N^{ro} 47, dit positivement, que la créance des 500,000 florins, emprunt de l'empereur Joseph II, a passé dans ce dernier fonds.

b) D'après le «Rapport (imprimé) de la commission des finances du conseil de ville de Berne aux autorités supérieures de la ville», l'existence du fonds de réserve bourgeois (lequel a donné plus tard naissance au fonds bourgeois séparé) se fonde sur l'arrêté définitif de la commission de liquidation du 6 septembre 1803. Mais rien dans cet arrêté ne peut faire penser, qu'il ait été adjugé en propriété à la ville ou bourgeoisie de Berne quelques-uns des capitaux étrangers; il ne reste qu'à admettre que les prétendues créances aliénées ont passé dans ce fonds, au lieu d'être restituées à l'état.

c) D'après le préambule du compte du fonds de réserve bourgeois de l'an 1832 (*Pièces justificatives*, N^{ro} 53) il paraît que ce fonds a été formé, à côté de la dotation de la ville de Berne, pendant que l'acte de dotation de cette ville renferme une *renonciation expresse* «au reste du bien (indiqué dans l'acte non comme bien de la ville) encore existant meuble ou immeuble du *canton* de Berne.» Enfin nous trouvons

d) dans la déposition de M. Tscharner de Bümplitz, lors de l'interrogatoire que lui fit subir M. le préfet Roschi, des données qui ne laissent aucune doute que

des fonds du genre indiqué ont été versés dans le fonds de réserve bourgeois.

Pour conclure nous avons encore à signaler quelques circonstances frappantes :

1^o Lorsqu'on s'adressa au conseil des finances du canton de Berne en 1804 pour assignations d'argent en faveur de l'hôpital de l'Ile et de l'hôpital extérieur, il eut recours au conseil de ville de Berne, en lui manifestant le désir que celui-ci voulût bien faire une avance de L. 16,000, à compte des L. 40,000 qui «ensuite de la convention conclue, devaient être payés annuellement à ces établissemens sur les capitaux étrangers qui lui avaient été cédés *).»

Le conseil de ville de Berne adhéra à cette demande, ce que l'on peut voir par une seconde lettre que lui écrivit le conseil des finances, dans laquelle nous lisons en même temps le passage qui suit : «Le conseil des finances vous réitère en retour l'assurance contenue dans sa lettre susmentionnée, que, jusqu'à la rentrée des capitaux étrangers, sur lesquels il doit être annuellement payé à l'Ile la somme de L. 40,000, vous serez bonifié sur la somme avancée de L. 16,000, de l'intérêt à 4 %, et que le tout sera déduit en son temps du *paiement que vous avez à faire à l'Ile*; ou bien vous serez au besoin bonifié d'une autre manière.»

La demande du conseil des finances repose évidemment sur la convention explicative, que la chambre administrative avait conclue avec la chambre communale; dans l'article 2, celle-ci s'était engagée à payer annuellement à la première, «*sur les créances à re-*

*) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 51.

mettre » quel que fût le gouvernement qui pourrait exister, la somme de L. 40,000, dont l'emploi ne devait toutefois être appliqué qu'à des établissemens d'instruction et de bienfaisance *et principalement aux établissemens de l'Ile et de l'hôpital extérieur.*

Nous n'avons pu savoir jusqu'à quel point cette convention, *après* l'exécution de la dotation de la ville de Berne, fut encore envisagée comme valable *) et si les L. 40,000 stipulées dans ladite convention reçurent la destination qui leur avait été assignée, mais nous avons cependant cru devoir mentionner ici le fait de cette négociation entre le conseil des finances du canton et l'autorité de la ville de Berne.

2° Dans le rendu-compte de M. le banquier L. Zeerleder, du 20 novembre 1820, sur l'origine du fonds secret administré par lui, présenté dans la séance du comité secret des finances **), les sommes suivantes sont entr'autres indiquées comme faisant partie de ce fonds :

a) Intérêts de créances achetées du gouvernement helvétique L. 55,500

b) Différence et profit sur une créance danoise vendue par le gouvernement helvétique L. 46,100

Quant à a. On ne peut voir nulle part, par les actes, que le gouvernement helvétique ait vendu à d'autres personnes qu'au banquier St. Didier à Paris,

*) La question de savoir si, après 1803, la convention *pouvait* être envisagée en droit comme valable, trouve sa réponse dans la seconde partie de cet ouvrage.

**) Voyez *Pièces justificatives*, N^{ro} 49.

des créances bernoises sur l'étranger : mais cet intérêt ne peut provenir de ces dernières, puisque les titres anglais, qui avaient été vendus à St. Didier, lui furent cédés *avec les intérêts* après la levée du séquestre mis par l'Angleterre sur les capitaux bernois.

Quant à *b*. Le gouvernement helvétique n'a pas d'avantage aliéné des créances danoises.

Cet allégué du rendu-compte paraît donc enveloppé de mystère, et nous aurions aimé pouvoir approfondir d'avantage cet objet; mais M. Zeerleder ayant refusé de donner aucun renseignement sous ce rapport, nous nous trouvons en conséquence hors d'état, vu l'absence totale d'autres preuves, de vous donner, Messieurs, des explications plus précises à cet égard.

3° Parmi les fonds qui furent assignés en propriété à la ville de Berne par l'acte de dotation de l'an 1803 pour des dépenses municipales, se trouvent aussi les fonds de l'intendance des bâtisses (*Bauamt*) et de l'intendance des blés (*Kornamt*). L'un et l'autre furent évalués, ainsi que le porte l'acte de dotation, d'après une moyenne de quinze ans.

a) Le fonds de l'intendance des bâtisses
devait rendre en argent et en nature
annuellement L. 14,350

b) Le fonds de l'intendance des blés avec
ses dîmes et cens annuellement . . L. 19,750

Si maintenant l'on admet comme fondées les plaintes continuelles qu'éleva l'administration de la ville sur l'insuffisance de la somme qui lui fut assignée par l'acte de dotation pour couvrir ses frais municipaux, on devrait naturellement croire que la

ville a au moins absorbé complètement le produit annuel de ces deux fonds, si même elle n'a pas dû les entamer; mais si on lit le «Rapport (déjà plusieurs fois cité) de la commission des finances du conseil de ville de Berne aux autorités supérieures de la ville,» on trouve pages 16 — 18, que

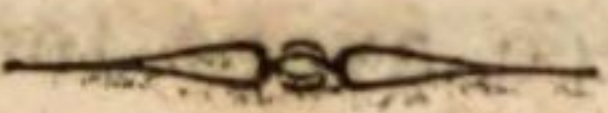
quant à *a*, le fonds de l'intendance des
bâtisses rend annuellement L. 54,511

quant à *b*, le fonds de l'intendance des
blés L. 41,204
et que, par conséquent, le produit *annuel* du premier
fonds s'est accru, depuis trente ans, d'environ L. 40,000
et le produit du second, d'environ . . . L. 21,000

Qu'une pareille augmentation, même dans le cas où la dotation de la ville de Berne aurait été *plus que suffisante* pour couvrir ses frais municipaux, fût à peine possible, c'est ce que fait ressortir la circonstance que, l'évaluation, indiquée dans l'acte de dotation, est fondée sur une moyenne de quinze ans; mais personne ne contestera l'impossibilité de cette augmentation, si les plaintes de l'administration de la ville avaient été à moitié fondées. On pourrait donc lui donner une autre cause que celle d'une sage économie, et nous n'avons pas cru dépasser les limites de notre tâche, en appelant votre attention sur ce fait. Nous avons fait demander à cet égard, par M. le préfet Roschi, des éclaircissemens satisfaisans à l'administration de la ville; mais cette autorité n'a pas trouvé bon de donner de réponse à ce sujet.

II.

PARTIE DE DROIT.



Nous arrivons, Messieurs, à la seconde partie de notre rapport, à l'examen juridique et à l'appréciation des faits que nous avons essayé de retracer dans la première partie.

Si nous avons réussi à imprimer aux faits contenus dans nos recherches historiques le caractère d'une complète évidence, cette deuxième partie de notre travail sera aussi abrégée que le permettront la richesse des matériaux et l'obscurité dont on a avec intention entouré plusieurs circonstances.

Sans doute, un vaste champ a été ouvert à la discussion, depuis que l'administration de la ville de Berne a rendu publics les mémoires juridiques émanés des facultés de droit des universités de Heidelberg, de Tubingue et de Zurich sur différentes questions concernant la dotation de la ville de Berne. Mais, soit que ces mémoires n'embrassent point des parties importantes de notre rapport, soit que les savans corps dont il est question aient été induits en erreur par un exposé inexact et tronqué des faits, nous ne nous sommes point attachés à combattre des principes et des conclusions que ces corps n'ont proclamés justes que sous la condition de l'exactitude authentique des faits.

Nous n'en avons pas moins voué aux mémoires susmentionnés l'attention qu'ils méritent dans les circonstances.

Avant tout, il est de notre devoir d'examiner scrupuleusement la *validité* de la dotation de l'an 1803. Nous devons non seulement chercher à éclaircir d'entrée de cause cette question, mais nous pensons aussi qu'elle doit être traitée avant toute autre, parceque nous reconnaissons qu'elle renferme une question préjudicielle dont la solution influera puissamment sur notre travail postérieur.

Avant de poursuivre cette matière, permettez-nous d'examiner de plus près l'état de la fortune de la ville de Berne avant la dotation de l'an 1803 et la cause de cette dotation.

Jusqu'à cette époque, quand on s'informait de l'état de la fortune du canton de Berne avant la révolution de 1798, on obtenait ordinairement cette réponse, même de la part de ceux qui passaient pour instruits :

«Le canton n'a pas de fortune, tout ce que nous avons provient de la bourgeoisie de la ville de Berne *).»

Lorsqu'on se permettait de manifester modestement quelque doute à cet égard, on vous renvoyait, en langage mystérieux, aux circonstances extraordinaires qui avaient accompagné tout ce qui concernait cet

*) Le mémoire de la faculté de droit de Zurich présuppose comme un fait établi historiquement «que toute propriété de la ville de Berne, *alors confondue avec l'état*, était reconnue comme propriété de la bourgeoisie.»

objet, de manière qu'après de telles explications, on se trouvait aussi avancé qu'auparavant.

Mais que l'on se donne la peine d'étudier de plus près ces circonstances (ce qui n'est devenu possible que depuis quelques années) et elles se présenteront sous un tout autre aspect par suite des révélations que le temps a fait connaître.

Nous pouvons sans inconvénient passer sous silence toute l'époque qui a précédé l'élévation de Berne à la souveraineté territoriale. Il ne peut en effet exister aucun doute raisonnable sur l'état de la fortune *avant* cet événement, à moins que l'on n'oublie, comme on l'a fait jusqu'ici, que la bourgeoisie de Berne n'était point uniquement composée d'habitans de la ville, mais pour la plus grande partie de bourgeois dits externes ayant les mêmes droits et les mêmes obligations que les bourgeois internes et pouvant revendiquer la pleine *co-propriété* des acquisitions faites par Berne *avant* l'époque de la souveraineté.

Ce n'est qu'à dater de cet événement que commencent les controverses, dont la plus contestée est la fixation du moment où Berne a acquis la souveraineté territoriale.

Jusqu'alors personne ne s'était avisé de douter de l'antiquité de ce changement politique dans l'état; les historiens l'avaient sans hésiter placé au quatorzième siècle. Ce n'est qu'ensuite de la révolution que cet événement a été mis en doute, la loi de séparation du 3 avril 1799 ayant prononcé: «que tous les biens qui avaient été acquis par les gouvernemens antérieurs, *comme représentant la souveraineté territoriale*, devaient devenir la propriété de la nation helvétique.»

La question, de purement historique qu'elle avait été jusqu'à ce moment, devenait alors une question vitale, et il fut de l'intérêt de la ville de Berne de restreindre autant que possible l'époque de l'élévation de Berne à la souveraineté du territoire.

M. l'avocat Messmer reçut la mission difficile de rédiger un mémoire dans ce sens. Malgré tous ses efforts il fut obligé de reconnaître l'année 1415 comme étant celle où avait commencé la souveraineté territoriale de Berne; c'est aussi sur cette base que furent produites les réclamations de propriété des autorités de la ville.

Mais soit que ces réclamations aient été jugées encore trop minimales par les défenseurs actuels des intérêts de la ville, soit qu'ils n'aient pas trouvé la-dite date en harmonie avec l'assertion tant de fois produite à plaisir de «*spoliation*» de la ville de Berne, on jugea convenable d'avancer encore d'avantage l'époque où Berne parvint à la souveraineté et de n'adopter comme terme normal que l'année 1648 *),

*) Voyez *die geschichtlichen Andeutungen über das Bürgergut und die Dotationsurkunde der Stadt Bern*, 1832, pages 10 et 18. — Cette brochure a été rédigée par MM. le major de Watteville de Landshut, l'ancien conseiller Zeerleder et l'ancien chancelier Mousson sur l'invitation de la commission des sept. La circulaire d'invitation à ces Messieurs, en date du 24 mai 1832, porte, que la commission des sept «dans le but de se concilier l'opinion publique, a jugé nécessaire de préparer trois mémoires destinés à l'impression pour être répandus dans le public *en temps opportun*. «Le premier de ces mémoires, y est-il dit, devra remonter à l'origine de l'acte de dotation dont il est si souvent question dans ce moment, redresser les idées erronées qui existent à cet égard et démon-

où eut lieu la déclaration de l'indépendance de la Suisse de l'empire d'Allemagne.

Il serait facile de démontrer ce que cette assertion a d'absurde. Nous nous en rapportons à cet égard à la faculté de droit de l'université de Tubingue qui a traité ce point dans son mémoire.

A la page 61 de cette consultation nous trouvons ce qui suit :

« L'assertion énoncée à la page 10 des *aperçus historiques sur la fortune des bourgeois* etc., et dans la *species facti*, fol. I à XII, que toutes les acquisitions de Berne jusqu'à la paix de Westphalie en 1648 avaient le caractère de fortune privée ou de biens de corporation, repose de prime abord sur une confusion d'idées au sujet de la souveraineté territoriale et du pouvoir souverain.

Le mémoire, après avoir établi l'origine de la souveraineté territoriale en Allemagne, en général, et après avoir indiqué les difficultés, qui s'opposaient à la souveraineté territoriale des villes libres, continue ainsi :

« En tout cas, il ne faut pas oublier que l'immédiateté de l'empire (*Reichsunmittelbarkeit*) et les privilèges importants qui furent accordés à la ville de Berne par l'empereur Frédéric II, dans sa bulle d'or (*Handfeste*), datent d'une époque où déjà la souveraineté territoriale existait dans d'autres contrées et où les

trer que loin que la bourgeoisie de la ville de Berne soit rentrée dans sa fortune, qui lui fut jadis contestée, elle a été au contraire d'une manière évidente, dépourvue, par cet acte, de plusieurs parties de ce qui lui appartenait en propriété. »

villes de la Lombardie avaient, depuis la paix de Constance de l'an 1183, obtenu, comme communes, les mêmes droits que ceux qui constituaient la souveraineté territoriale en Allemagne. A cela il faut ajouter, que des motifs particuliers avaient engagé l'empereur à ne point faire valoir contre la ville de Berne, relevant immédiatement de l'empire, les principes rigoureux qu'il suivait à l'égard des villes de l'empire d'Allemagne *) et de leurs alliées.

En ce cens les privilèges concédés à la ville de Berne par la bulle d'or de l'empereur Frédéric II doivent être regardés comme la base de sa souveraineté territoriale qui, par l'agrandissement de son territoire et par la concession de nouveaux privilèges, était devenue déjà au quinzième siècle aussi complète qu'elle a pu l'être en Allemagne.

Le mémoire passe à l'énumération de ces privilèges et estime qu'il est hors de doute,

«Qu'ensuite des droits qui ont été accordés en 1415 par l'empereur Sigismond, la souveraineté territoriale de la ville de Berne *lui a été acquise d'une manière complète.*»

C'est ainsi que, sans effort et en nous servant des propres armes de nos adversaires, nous serions arrivés à cette double preuve, d'une part: que Berne possédait le pouvoir territorial *déjà longtemps avant l'année 1648*, et que, par la paix de Westphalie,

*) Il n'en arriva pas moins que la plupart de ces villes surent acquérir la souveraineté territoriale en l'an 1400, (Voyez *Vitriarii inst. jur. publ. edit. nova*, Lib. I Tit. 18 § 13 pag. 114).

il n'a fait qu'acquérir la reconnaissance de la souveraineté réclamée longtemps auparavant, et d'autre part: que Berne a fait un usage *plein et entier de la souveraineté territoriale depuis l'année 1415.*

Cette conclusion de la faculté de droit de Tubingue est tout à fait juste, attendu l'hypothèse sur laquelle elle a fondé son opinion.

Personne ne voudra contester que, même au temps dont il est question, la souveraineté territoriale *entière et complète* n'ait consisté dans le droit d'appeler sous les armes le ban et l'arrière ban, dans le droit de lever des contributions et surtout dans celui de juridiction. Comme on a fait croire à la faculté précitée, que Berne n'a aquis ces divers droits que par le privilège de l'empereur Sigismond, elle ne pouvait décider autrement qu'elle n'a fait.

Or vous avez vu, par la partie des faits de notre travail, que, déjà en 1353, la ville de Berne est entrée dans l'alliance des états confédérés et qu'ainsi elle a manifesté sa volonté d'abandonner la position de droit privé qu'elle avait occupée jusqu'alors. Vous avez vu que Berne, soit de concert avec les membres de la fédération, soit en son nom privé, a revendiqué les prérogatives les plus importantes du pouvoir régalien et que, pour nous servir des mots employés par la loi de séparation, elle a traité *en prenant qualité de souveraine du territoire.*

Vous avez vu notamment que, longtemps avant 1415, Berne exerçait la haute et basse juridiction; qu'elle appelait sous la bannière ses sujets immédiats

et médiats *) et qu'elle les frappait eux et les bourgeois de la ville d'impôts très considérables.

Dans cet état des choses vous jugerez indubitablement que Berne avait acquis la souveraineté territoriale, même *avant* la concession ou, pour mieux dire, avant la *confirmation* des privilèges par Sigismond.

D'ailleurs, la loi n'exige nulle part l'exercice *plein et entier* de la souveraineté territoriale; elle demande seulement que l'on précise le moment où des gouvernemens «*agissant comme souverains de territoire*» ont fait des acquisitions. Les gouvernemens ne pouvaient alors être parvenus à cette qualité que de deux manières: ou ils avaient acquis par des franchises provenant des empereurs tous les droits qui formaient, dans le sens de l'époque, la souveraineté territoriale, ou ils s'étaient élevés, par leurs propres moyens, à une position politique telle, qu'elle comportait les droits dont nous avons parlé ci-dessus.

Sans doute Berne a été protégée de bonne heure par des privilèges très importants, mais le sentiment de sa propre force, qui faisait qu'elle s'appropriait ce qui pouvait encore lui manquer, lui a valu plus que ces faveurs, qui d'ailleurs ne lui étaient accordées que longtemps après qu'elle s'était procuré les mêmes droits par elle-même.

*) Dans le traité de Berne avec la Savoie en 1364, Berne se réservait »l'indépendance, ses bourgeois, ses sujets, ses alliés et vassaux« et défendait à ses «*subditis et eorum subditis*» de paraître devant des tribunaux ecclésiastiques. (Voyez *Rychener Gesch. des Kantons Bern*. Vol. II, pag 41).

Voilà comment le gouvernement de Berne a représenté de bonne heure la souveraineté territoriale et certainement après son admission dans la confédération. En vain objecterait-on que Berne a, longtemps après cette époque, demandé la confirmation de ses droits de souveraineté les plus importants par des lettres particulières de franchise. Ces déclarations et confirmations étaient dans ce temps généralement regardées comme des mesures de précaution contre les réclamations d'empereurs postérieurs, et l'on en faisait usage *) sans qu'il vînt à l'esprit de personne de ne faire dater l'exercice de droits souverains que du moment de leur confirmation.

Il résulte de toutes ces considérations, que, c'est évidemment l'année 1353 que l'on doit regarder comme l'année normale de l'époque, à partir de la-

*) Ce qui prouve le mieux la vérité de cette assertion, reconnue de reste, c'est que les confédérés ont demandé que les libertés de tous les états fussent confirmées en 1559 et 1560, c. à d. à une époque où certes personne n'aurait pensé à mettre en doute leur souveraineté territoriale.

Se fondant sur cette circonstance et sur celle que Berne s'était, avant comme après les années mentionnées, réservé dans ses alliances les droits d'empereur et d'empire, les auteurs des *«Aperçus historiques etc.»* ont voulu en tirer la conséquence, que, dans ce temps, Berne n'avait donc été toujours qu'une simple corporation de l'empire germanique, et nullement souverain de territoire. Il n'ont pu naturellement établir cette preuve, parce qu'ils ont ignoré que des villes même de l'empire pouvaient parvenir à la souveraineté territoriale, et parce qu'ils n'ont point saisi la différence entre la souveraineté territoriale du moyen âge et la souveraineté, telle que nous l'entendons de nos jours.

quelle le gouvernement de Berne représentait la souveraineté territoriale; et il faudrait, pour que la ville de Berne fût restée propriétaire de sa fortune originaire de corporation et pour que la séparation dût avoir lieu conformément aux dispositions de la loi du 3 avril 1799, que la séparation de cette fortune privée d'avec les biens de l'état fût basée sur cette période.

Qu'il nous soit permis de présenter à grands traits les conséquences légales de cet état des choses et d'y joindre les dispositions de la loi de séparation qui s'y rapportent.

Un premier coup d'oeil sur l'histoire des acquisitions faites par Berne démontre, qu'avant 1353, la ville n'avait encore fait que peu d'acquisitions importantes. Il est dit dans les «*Aperçus historiques*, page 9 note 1» que sur les acquisitions majeures que Berne a faites peu à peu, deux seulement, d'entre celles qui ont quelque importance, remontent à 1353, savoir, en 1324, l'acquisition du bailliage impérial de la ville de Laupen et en 1345 l'achat de la seigneurie de Habstetten. Nous laissons de côté d'autres acquisitions moins considérables, telles que celles d'un bien à Balm en 1324, du péage de la ville en 1331, des bois de haute futaie depuis Kapfern jusqu'à Hanegg etc.

La bourgeoisie externe, déjà nombreuse alors, a pris part à tous ces achats proportionnellement peu importants, et cette circonstance mériterait d'être prise en considération s'il s'agissait d'une séparation réelle des fortunes.

Une autre question qui se présenterait serait celle de savoir, jusqu'où s'étendent les droits de la *campagne* sur ces possessions, celle-ci ayant, par des impôts ultérieurs, concouru à l'extinction des dettes contractées à propos de ces acquisitions.

Puisqu'il est admis, que même ces acquisitions antérieures purement de droit privé n'appartiennent point à la ville de Berne *exclusivement*, mais qu'elles devaient être partagées entre la bourgeoisie tant interne qu'externe et le pays, il est certain que le lot de la ville de Berne pour le temps où elle a fait ses acquisitions «en se présentant comme souveraine du territoire,» lui serait encore moins favorable. Nous ne croyons même pas aller trop loin en soutenant que la ville réussirait à peine, après l'année normale, à fournir la preuve d'une seule acquisition d'*importance* qu'elle aurait faite «comme corporation.» Nous admettons que postérieurement à son élévation à la souveraineté territoriale, elle a, comme corporation urbaine, fourni des contingens considérables au paiement des impôts publics, mais la campagne en avait fait autant et cela dans une proportion bien autrement considérable. Cette prestation ne pouvait donc en aucune façon devenir la source d'un titre de droit privé pour la ville. Si d'autre part on a aussi égard à ce qu'à teneur des dispositions de la loi de séparation, on doit regarder comme biens de l'état (à moins que l'on ne prouve d'une manière évidente que ces acquisitions fussent *uniquement* des biens de commune), non seulement les acquisitions à titre onéreux qui provenaient de la souveraineté territoriale, mais encore :

- a) Toutes acquisitions de Berne provenant de conquêtes,
- b) toutes acquisitions ultérieures provenant de la *sécularisation* des biens du clergé catholique,
- c) enfin toutes acquisitions dont l'ancien gouvernement de Berne disposait pour *l'usage général*,

il est hors de doute que la bourgeoisie n'est pas en état de pouvoir justifier un droit de propriété, à l'exception de sa fortune primitive en bois et pâturages, de sa part aliquote aux acquisitions de 1353, ainsi que des avantages qui en sont provenus et de quelques acquisitions foncières dans sa banlieue.

Tel serait, Messieurs, l'état des choses, si la ville de Berne était restée propriétaire de ses acquisitions primitives.

Or vous avez vu, par notre exposé des faits, qu'à l'exception des pâturages, la bourgeoisie de la ville de Berne a abandonné à l'état tout ce qui lui appartenait en propre.

Si nous devions rechercher avec une scrupuleuse exactitude quand et de quelle manière cela a eu lieu, il nous faudrait une plus longue étude que celle à laquelle nous nous sommes livrés même en supposant que les sources ne nous manquassent pas. Nous avons dû en conséquence nous borner surtout à invoquer des circonstances et des faits plus récents, les regardant comme des conséquences palpables de ces causes inconnues, et nous pensons en avoir trouvé en assez grand nombre pour pouvoir nous passer d'une connaissance plus approfondie de l'ancienne histoire.

Notre preuve est basée sur deux faits principaux, sur la circonstance, qu'à l'exception des pâturages de la ville de Berne, toute la fortune publique existante a été mise en compte comme *bien de l'état*, et sur ce que ces pâturages, que nous avons dû excepter, ont seuls été laissés à l'administration de la bourgeoisie.

Nous connaissons les objections que l'on oppose à notre argumentation. Elles consistent en résumé à dire: que la ville de Berne a exercé la *souveraineté* sur le pays jusqu'en 1798 et que c'est *pour cette raison* que l'administration du bien de la ville et de l'état est restée indivise *).

Or c'est ce que nous nions formellement.

Sans doute la ville de Berne a possédé le titre de ville *souveraine* jusqu'en 1798, mais on ne peut pas plus dire qu'elle était souveraine, qu'on ne peut prétendre qu'avant 1806 il existait encore réellement un saint empire de Rome.

A la vérité les oligarques, entre les mains desquels le gouvernement de Berne avait passé, n'acquirent pas la suprématie territoriale par un acte juridique *ad hoc*; nous rencontrons néanmoins de fréquens exemples d'un pareil désistement du pouvoir gouvernemental, et l'on peut même soutenir, en s'étayant d'une autorité très respectable *), que la convention de soumission a commencé par des usurpations dans la plupart des états et que peu à peu

*) Voyez les *Geschichtlichen Andeutungen* etc. pag. 20.

) V. Schmid, *Manuel du droit public germanique*, § 23, note *.

elle est restée en vigueur par une succession de faits et d'actes isolés, ensuite de l'obéissance continue des sujets, ou de l'absence de toute opposition d'une part, et de l'autre de l'accomplissement des devoirs des gouvernans.

C'est aussi de cette manière, que le patriciat de Berne, ainsi que nous l'avons démontré plus haut, prit les rênes du gouvernement, qu'il se fit promettre par le pays entier *et même par la bourgeoisie de la capitale* sujétion et obéissance, qu'il réprima par des mesures sanguinaires une tentative faite à main armée en faveur du rétablissement de l'aristocratie *), de telle sorte que la reconnaissance de sa domination suprême ne souffrit plus la plus légère contradiction.

L'objection adverse repose par conséquent sur une assertion qui n'est point prouvée et qui ne peut l'être, sur une pétition de principe; elle ne peut donc nullement infirmer l'intégrité de la preuve qui résulte des précédens comptes de l'état où l'on voit que toute la fortune publique est déclarée *bien de l'état*.

Il faut ajouter une circonstance importante, c'est que les pâturages de la bourgeoisie de Berne *seuls* étaient exceptés de l'administration de gouvernement.

S'il était vrai que précédemment la confusion du bien de la ville et de l'état avait eu lieu, nous

*) On entend communément par oligarchie (gouvernement de quelques-uns) le gouvernement qui allant plus loin que l'aristocratie, enlève le pouvoir suprême aux mains de la corporation qui y a droit pour le remettre à quelques familles ou à certaines personnes.

demandierions pourquoi ces pâturages auraient fait exception?

Serait-ce parce qu'ils auraient été laissés à la bourgeoisie déjà par la bulle d'or de 1218? Non certes, car bien d'autres objets lui avaient été remis par cet acte, qui cependant plus tard furent incorporés au bien de l'état. Serait-ce parce que l'on aurait regardé ces pâturages comme de trop minime valeur? Pas davantage, car, sans prendre en considération que bien d'autres objets de peu d'importance ont été exploités par la bourgeoisie de Berne à son profit, objets que l'on n'en a pas moins regardés comme bien de l'état, on ne saurait taxer, comme ayant peu de valeur, des pâturages consistant en 1500 poses de champs des plus fertiles et des mieux situés.

Il ne reste donc, pour expliquer l'exception qui concernait l'administration des pâturages, aucune raison plausible, si ce n'est celle de leur qualité de *propriété*, et nous croyons en conséquence, jusqu'à preuve contraire, devoir persister fermement dans notre conclusion: *qu'à l'exception de ces pâturages l'état était le seul propriétaire de toute la fortune publique existante.*

Toutefois comme il est indubitable, qu'avant 1353, la bourgeoisie de Berne a possédé un bien de corporation, notre assertion présuppose nécessairement une transmission de ce bien à l'état.

Or ne connaissant aucun événement récent qui aurait pu donner lieu à une semblable mesure, nous croyons devoir en rechercher la cause dans le développement politique de Berne.

C'est ici que se présentent tout naturellement la transition de Berne à la souveraineté territoriale et la dépossession ultérieure de la ville de cette qualité.

La bourgeoisie de Berne avait, comme souveraine du territoire, employé son bien de commune à des besoins publics. Qu'elle l'ait fait en considération de prestations extraordinaires du pays ou par mesure de prudence, cela ne change en rien le fait de l'emploi. Nul doute que si la bourgeoisie de Berne s'était maintenue dans sa position souveraine, on n'eût pu parler en 1798 d'une communanté de fortune, la bourgeoisie ayant dans ce cas confondu sa fortune privée comme un domaine avec le bien de l'état.

C'est ce qui n'a point eu lieu; la bourgeoisie est rentrée plus tard dans l'état de sujétion abandonnant sa qualité de souveraineté territoriale au patriciat.

Dès ce moment la bourgeoisie, se trouvant dépouillée de son équivalent, aurait dû revendiquer sa contre-prestation c. à d. le bien de corporation. Elle n'en fit rien; du moins ne trouve-t-on dans les archives aucune trace d'une semblable réclamation. Dès lors s'est formé, par cette réunion continue de la fortune antérieure de corporation de la bourgeoisie avec celle de l'état, cet état des choses que nous trouvons avoir atteint son plus haut degré en 1798 ensuite d'une possession prolongée, paisible et non-contestée et qui consistait dans l'exclusion indiquée ci-dessus de la bourgeoisie de Berne de toute la fortune publique.

Celle-ci avait en revanche acquis, en compensation de l'incorporation de sa précédente fortune de

commune au bien de l'état, des droits d'usufruit considérables sur celui-ci. Ces droits basés sur une possession d'une égale durée assuraient à la ville les revenus dont elle avait besoin pour ses dépenses locales et de plus d'autres avantages marquans, consistant principalement en ce qu'elle avait le droit de jouir de préférence des établissemens publics.

Tel était, Messieurs, l'état de la fortune du canton et de la ville de Berne. Vous reconnaîtrez maintenant combien le narré que l'on s'est plu ordinairement à en faire était éloigné de la vérité, et combien il importait d'opposer enfin des preuves frappantes tirées d'actes publics et d'autres documens authentiques à ces contes de bonnes «sur des revenus extraordinaires des bourgeois, sur les prétentions de la ville à la fortune de tout le pays, sur la spoliation de la bourgeoisie de Berne» et autres allégations de même force.

Vous y aurez aussi puisé la conviction, qu'après que toute la fortune publique existante eut été convertie en bien de l'état il ne pouvait plus être question de confusion de droits réels de *propriété* de la bourgeoisie de Berne et que, dès ce moment, la question, sans cela très importante, à quelle époque la confusion a eu lieu, en d'autres termes, la question de l'élévation de Berne à la souveraineté territoriale devient tout à fait oiseuse, et que le seul point qu'on pourrait contester, est de savoir, quelle était l'étendue des droits d'usufruit de la ville et bourgeoisie de Berne avant la révolution 1798.

Il faut avouer que quelque favorable que cette distribution de la fortune ait été au patriciat avant

cette époque en lui laissant le droit illimité d'administration sur toute la fortune publique, elle a néanmoins placé la ville de Berne dans une position moins avantageuse, dès l'instant, qu'ensuite de changemens politiques, la séparation réelle du bien de la ville de celui de l'état fut devenue nécessaire.

Les réclamations que la ville avait à faire étaient aussi incontestables; elles ne provenaient pourtant pas d'une *co-propriété* dans le sens strict du mot, ce qui rendit la fixation de la somme de rachat très difficile et empêcha la ville de revendiquer légalement certaines parties de sa fortune *très désirées par elle*.

Cette circonstance avait assez d'importance aux yeux des défenseurs de la ville pour qu'ils qualifiassent les droits de la ville, contrairement à l'histoire, de *co-propriété* réelle à toute la fortune publique de Berne; les employés de la république helvétique, en partie prévenus, en partie ignorans de l'histoire de la propriété du canton de Berne, se laissèrent induire en erreur. C'est de cette manière que la répartition a été effectuée sur une base tout à fait injuste, et ce qui ne serait pas difficile à prouver, très désavantageuse au canton, à savoir, sur la base de la communauté de propriété de l'état et de la ville.

Vous avez dû voir dans la partie des faits de notre rapport, quels pas les négociations dans le canton de Berne avaient faits à cet égard et quels ont été les obstacles qui ont empêché l'épuration définitive de ce travail pendant l'existence de la république helvétique.

Bonaparte, après s'être érigé en médiateur des dissensions suisses, revint sur la chose et ordonna «que l'on rétablît la propriété des villes», mais il dévia de la base historique qui avait servi de règle jusqu'alors et prit pour base unique de la dotation des villes le chiffre de *leurs besoins locaux*.

Il était vraiment nécessaire que Bonaparte fît entendre sa parole de maître dans les affaires financières de la république helvétique.

La question d'argent, ne se renfermant point dans les limites de l'amortissement de la dette nationale, mais s'étendant à la solution de la grande controverse sur le rétablissement de la propriété cantonale, établit entre les partis une division plus tranchée et plus hostile que les questions politiques, et les fédéralistes aristocratiques de Berne, lors de la conférence de Schwyz, convoquée par les anciens cantons en automne 1802, avaient raison de qualifier cette question d'argent de «principale pierre d'achoppement *).

En effet cet objet était tellement lié aux dissensions politiques que l'on ne pouvait s'attendre à aucune tranquillité en Suisse avant que les deux questions fussent simultanément résolues. Cet état de choses n'échappa pas au coup d'œil du premier Consul, et la Confédération lui en doit une sincère reconnaissance. Il interposa également sa médiation sur cette question, en chargeant une autorité, instituée *ad hoc*, de pouvoirs les plus étendus pour mettre les affaires financières de la Suisse en harmonie avec le nouvel ordre de choses.

*) Voyez Manuel de la commission d'état, page 21 et suiv.

L'institution de la commission helvétique de liquidation par Bonaparte se présente en conséquence comme un acte que l'on ne doit pas séparer de tout le système de médiation, mais qu'il faut au contraire envisager comme en faisant partie intégrante.

Cette conclusion nous ramène à notre principale question.

Est-ce que la dotation de la médiation de l'an 1803 doit encore être regardée comme valable?

Il n'est pas douteux qu'en 1813 les desseins de l'aristocratie tendaient à remettre les choses dans leur ancien état. Son but, en abolissant l'acte de médiation, ne pouvait donc être que celui d'anéantir les dispositions de cet acte soit politiques soit financières.

Ce fait a été toutefois dernièrement contesté; on a cherché à démontrer, qu'en abolissant l'acte de médiation, on n'en avait pas aboli la partie financière, mais seulement ce qui avait rapport à la constitution fédérale et à celles des cantons en particulier.

Mais comme nous nous sommes trouvés en mesure de prouver en nous étayant de pièces authentiques, que non seulement le gouvernement de Berne prend la «cessation des ordres du pouvoir concernant le bien bernois» pour *base* et a révoqué, conformément à ce principe, des traditions de propriété bonnes en droit, mais que cédant à ses vues réactionnaires il a même, sous l'apparence d'une «révision légale,» manifesté l'intention de porter la main sur la dotation de la ville de Berne, nous n'avons pas à craindre que l'on mette notre assertion en question.

On serait tenté de croire que, par ce changement total de l'ordre politique et par les efforts que

l'on a faits pour rétablir l'ancien système, le lien légal de l'acte de dotation de la ville de Berne s'est détruit; cette supposition serait même juste, si c'eût été véritablement la bourgeoisie de Berne qui eût donné à l'acte de médiation le coup de grâce.

On a cherché à infirmer cette conclusion, en soutenant que l'on avait toujours distingué dans la bourgeoisie de Berne une double qualité (*duplicitas personæ*) et que l'on ne pouvait point faire retomber sur la bourgeoisie, en sa qualité de *commune d'une ville*, les fautes qu'elle aurait pu commettre en sa qualité de *souverain du territoire*.

On semble avoir oublié en cela que la bourgeoisie de Berne (en admettant qu'elle ait accompli cet attentat *par elle-même*) a dû nécessairement, dans ses vues réactionnaires, désirer l'anéantissement de l'acte de dotation comme d'une innovation et d'une perturbation provenant d'un autre ordre de choses, et que personne moins qu'elle ne devait songer à faire d'opposition sous ce point de vue.

Mais si la bourgeoisie avait trouvé qu'après l'accomplissement de l'attentat elle avait été jouée et dupée par un petit nombre de ses concitoyens, ce dont elle ne se serait pas aperçue la première fois que cela lui est arrivé, elle ne pouvait, sans se moquer de tout sentiment de justice, revendiquer comme commune de ville, ce qu'elle avait repoussé comme souveraine du territoire, et nous ne saurions consentir à reconnaître une différence dans les qualités, lorsqu'elle ne servirait qu'à couvrir du masque de la légalité une atteinte indigne portée à la justice.

Il ne serait guère possible de prouver que c'est la bourgeoisie de Berne, c'est à dire la totalité des bourgeois, qui a commis cette violation de la constitution.

Il est constant que ce furent des bourgeois de Berne qui achevèrent en 1813 d'une manière également « noble et honorable » l'œuvre « qu'ils avaient commencée en 1802 avec une noble tranquillité, avec un sens droit et ferme et exempt de toute passion. » Or la grande masse de la bourgeoisie était si peu comprise dans ce petit nombre de bourgeois de Berne, que ce fut précisément contre elle que l'on dirigeait le grand coup et qu'elle dut user de toutes ses forces pour échapper au sort qu'on lui réservait, et sauver l'indépendance qu'elle avait acquise comme corporation, par la révolution de 1798, ainsi que sa propriété comme cité et bourgeoisie, telle que l'acte de médiation la lui avait reconnue.

S'il est avéré, ce qui est un fait incontestable, que le coup d'état de 1813 ne doit point être imputé à la ville et bourgeoisie de Berne en cette qualité, il serait souverainement injuste de se prévaloir contre elle des actes illégaux de ses membres appartenant au patriciat.

Comme il est hors de doute que l'acte de médiation a été aboli par le gouvernement de l'an 1813 non seulement dans ses dispositions politiques, mais encore dans ses dispositions financières, il ne nous reste plus qu'à résoudre la question suivante :

La dotation de la ville et bourgeoisie de Berne, peut-elle être regardée comme valide, malgré l'anéantissement de fait de l'acte de médiation *dans son entier* ?

La solution de cette question dépendra naturellement de la solution de celle-ci :

Est-ce qu'en 1803, lors de la dotation de la ville et bourgeoisie de Berne, les conditions que la loi exige pour l'acquisition d'un *jus quæsitum* — d'un droit bien et dûment acquis — ont été observées?

Suivant notre conviction juridique, nous n'hésitons pas à répondre affirmativement à cette question dans toute son étendue. Voici nos motifs :

1^o Ainsi que nous l'avons déjà suffisamment prouvé, les prétentions de la ville et bourgeoisie de Berne à une dotation étaient non seulement très fondées en elles-mêmes, mais on en avait déjà admis la justesse en droit sans s'arrêter encore à un chiffre. Il y a plus, la dotation avait déjà été effectuée dans quelques parties, par l'adjudication faite en décompte à la ville et bourgeoisie de plusieurs propriétés foncières ; et ce ne furent que des circonstances étrangères, indépendantes de la demande, qui empêchèrent que le travail de la séparation ne fût complètement achevé.

2^o La commission de liquidation était sans aucun doute une autorité compétente pour connaître de ces prétentions et prononcer à leur égard. En effet que l'on envisage cette commission comme une autorité souveraine nommée par le pouvoir constituant ou, ainsi qu'elle s'exprime elle-même, comme une commission investie du pouvoir de juger en dernier ressort, toujours est-il qu'en vertu de l'acte de médiation en vigueur en 1803, elle avait reçu la mission et le pouvoir :

« De vérifier les besoins des municipalités, d'en fixer le chiffre, de leur allouer les fonds nécessaires

pour reconstituer leurs revenus, et enfin de déterminer les biens qui rentreraient dans la propriété de chaque canton.»

On sait que des droits de propriété peuvent être acquis tant par des actes de droit public qui embrassent en même temps la régularisation des fortunes des ressortissans, que par des voies de droit privé. Le fameux décret de la députation de l'empire germanique, en date du 25 février 1803, en fournit une preuve plus que suffisante. Il en résulte donc que la commission de liquidation, en tant qu'elle est restée dans les limites de son mandat, a eu le droit de rendre des décisions valables et ayant force de loi.

3^o Conséquemment à ces décisions, la ville et bourgeoisie de Berne devait en effet acquérir des droits, c'est ce qui résulte évidemment et des termes clairs de l'acte de médiation et du décret de dotation de la commission de liquidation qui est basé sur cet acte, et qui adjugeait à la commune de la ville les revenus en question comme «propriété exclusive», et, à la bourgeoisie, la fortune qui lui avait été reconnue «dès ce moment et à jamais comme propriété légale.»

Ajoutons à cela :

4^o Qu'ensuite de ce que nous avons dit, la ville et bourgeoisie de Berne a *réellement acquis* les parties de la fortune qui lui avaient été reconnues, soit par la transmission des biens, soit par d'autres actes équivalens, soit même par la détention aux fins d'acquiescer des droits à des biens.

Puisque nous avons maintenant prouvé, par tout ce qui précède, que dans le cas donné, il s'est agi d'une transaction juridique parfaitement bonne en droit,

qui *pouvait* en toute justice devenir l'origine de droits de propriété et qui en effet l'est devenue par la suite ; dès lors, que si d'une part il y a eu *possibilité* légale d'une acquisition de droit, de l'autre cette acquisition a réellement eu lieu, on ne cherchera pas à mettre en doute plus longtemps que la ville et bourgeoisie de Berne a acquis en toute justice un bon droit — *jus quæsitum* — sur tous les biens qui lui ont été adjugés comme propriété exclusive et légitime par l'acte de dotation du 20 septembre 1803.

Cela était suffisant pour tranquilliser complètement la ville et bourgeoisie de Berne sur la future destinée de ses acquisitions.

Il est vrai, qu'ensuite d'un changement de circonstances, les conditions sous lesquelles la ville et bourgeoisie de Berne avaient légalement pu acquérir des droits de propriété pouvaient être abolies ou changées, mais cela n'empêche pas que, vu la possibilité légale dont nous avons parlé ci-dessus, les *droits réellement acquis* ne pouvaient plus être ni abolis ni changés.

De même que personne ne peut prétendre avec raison que telles servitudes, légalement imposées, mais qui, plus tard, ont été abolies par un changement de la constitution ou des lois sans rachat, ont été perçues contrairement à la justice et qu'elles peuvent être revendiquées, de même qu'il serait déraisonnable de soutenir que le jugement ayant force de loi d'un tribunal, pour nous servir de l'exemple cité par le mémoire de Zurich, perd toute sa force exécutoire par la raison qu'ensuite d'un changement dans la constitution, le tribunal qui a rendu le jugement (on pourrait ajouter : le passage de la loi sur laquelle le

jugement avait été basé) a été remplacé, de même le droit de la ville et bourgeoisie de Berne obtenu *réellement*, en conséquence de la *possibilité* légale de l'acquisition de droit, ne peut pas lui être enlevé sous le prétexte que la loi sur laquelle l'acquisition repose (l'acte de médiation) et l'autorité qui a été légalement chargée de la division (ici la commission de liquidation) ont été révoquées plus tard.

Une fois que la ville et bourgeoisie de Berne s'est trouvée en état de fournir la preuve de l'existence de ces conditions légales d'acquisition, ce qu'elle a fait d'une manière complète et satisfaisante, rien de ce qui est advenu plus tard de l'acte de médiation, sans qu'il y eût de son fait, ne pouvait la concerner. De plus, si le gouvernement de la restauration avait réalisé son plan de casser la dotation de la ville, plan auquel il renonça non sans regret, il aurait fallu rétablir dans toute leur intégrité les droits qui avaient été enlevés à la bourgeoisie opprimée dès l'instant de l'anéantissement de son pouvoir.

A peine abordons nous ce sujet qu'une circonstance fort remarquable, dont l'éclaircissement mérite toute votre attention, se présente à nous.

En parcourant les deux documens mentionnés ci-dessus et annexés aux *pièces justificatives* sous les N^{ros} 26 et 27, il semble au premier coup-d'œil que les objets suivans :

l'Ile,

l'hôpital extérieur,

la fondation dite du *Mushafen* (bourse pour les étudiants),

la bourse dite de l'école, et

le fonds du chapitre des chanoines

qui, dans l'acte de dotation cantonal, furent adjugés comme « *propriété vraie et incontestable* » au *canton* de Berne, que ces *mêmes* objets ont été assignés par l'acte de dotation de la ville à la *bourgeoisie* de Berne à *titre de propriété*.

Votre commission, dans la pensée qu'il est aussi de son devoir de traiter cet objet, se permet de vous présenter à cet égard les observations suivantes :

Les mémoires que l'administration de la ville de Berne a fait rédiger par les facultés de droit de Heidelberg et de Tubingue en faveur de ses prétentions font également mention de cet objet et ils s'appliquent à faire disparaître, au profit de la ville, la contradiction qui semble régner entre ces deux documens *).

Le mémoire de Heidelberg estime que cette contradiction apparente serait facile à lever en admettant que l'acte du 15 juin 1804 n'a eu pour but unique que de régler les différends entre Berne et les cantons de Vaud et d'Argovie et de préciser à l'égard de ces deux cantons quelles étaient les portions de fortune qui, à l'exclusion de leurs prétentions, revenaient au canton de Berne, ceci sous la réserve d'une décision ultérieure sur ce qui serait jugé être propriété *des communes ou du canton dans un sens restreint*.

Il nous est impossible de partager l'opinion du savant collège.

Admettons en effet pour un instant que l'acte cantonal en question a été fait dans le but que lui suppose le mémoire, la commission de liquidation ne

*) Le mémoire de Zurich passe cet objet tout à fait sous silence.

devait néanmoins pas croire qu'elle atteindrait son but en citant dans l'acte *quelques* biens d'une seule commune (de la ville) d'une manière isolée, car c'était le cas, ou jamais, sinon d'énumérer *toute* la fortune, soit celle de l'état, soit celle de la corporation, au moins de la spécifier d'une manière claire.

C'est ce qui n'arriva pas et ce qui cependant aurait dû engager le collège à douter de la justesse de son interprétation.

Mais ce qui prouve évidemment son erreur, c'est que l'acte cantonal, dont le but, suivant l'opinion du collège de Heidelberg, aurait été d'opposer toute la fortune réunie du canton de Berne soit comme état soit comme corporation, aux prétentions de Vaud et d'Argovie, fait une distinction expresse, dans le premier point litt. *a*, entre *la fortune de la ville de Berne* et la fortune du canton.

Il n'était guère possible que la commission de liquidation montrât avec plus d'évidence qu'elle n'était point guidée par le but prétendu de ce document. Ajoutez qu'il est facile de prouver en remontant à l'origine et à la cause de la dotation que ce but supposé à plaisir, est tout à fait faux. Car le principe de la souveraineté cantonale et partant celui de la propriété cantonale ayant été rétablis par la médiation, devait avoir pour conséquence nécessaire la restitution aux cantons de la fortune cantonale départie à la nation helvétique depuis l'année 1798.

Cette restitution devait s'opérer très facilement dans les cantons qui, comme tels, avaient droit à tous les biens. Dans ceux au contraire, où, ensuite de circonstances particulières, les capitales avaient à re-

vendiquer une partie du bien de l'état, il fallut nécessairement qu'à côté de cette restitution on opérât la division et que l'on précisât la valeur des revendications faites.

Alors, afin d'éviter pour l'avenir les réclamations des villes envers l'état ou *vice versa*, on fut obligé de désigner avec précision ce qui revenait aux cantons et aux villes. *A cet effet*, on ajouta à l'acte de médiation la disposition, que la commission de liquidation après avoir doté les villes jadis souveraines, devait déclarer «quels étaient les biens qui devaient rentrer dans la propriété de *chaque canton*.»

Il est certain que, dans l'acte qui énumérait la fortune future du canton de Berne, il devait se trouver une disposition concernant la séparation de la propriété des cantons de Vaud et d'Argovie.

Cette circonstance ne pouvait dans aucun cas donner à la commission de liquidation le droit de mettre de côté le but principal et premier de cet acte, et *il n'est donc pas permis de l'écarter sans façon, lorsqu'on en vient aux interprétations*.

Nous concluons avec justice de ce qui précède que l'interprétation que le mémoire de Heidelberg a essayé de donner à l'acte cantonal, doit être regardée comme sans fondement.

Passons au travail de la faculté de droit de Tubingue.

Nous sommes d'accord avec ce mémoire lorsqu'il dit que l'acte cantonal n'a point pu contenir de *changement* à l'acte de dotation de la ville, par la raison que la ville et bourgeoisie de Berne avait acquis, à titre de propriété, les droits réels qui se trouvent

énumérés dans ce dernier acte, déjà avant que le premier fût achevé.

On pourrait avoir du doute sur la question de savoir si l'acte relatif à la ville n'aurait peut-être pas subi quelque *changement* par voie de révision, la commission de liquidation ayant le droit de procéder de la sorte. On ne trouve rien dans les actes de cette autorité qui puisse faire croire à quelque chose de semblable, et le document cantonal lui-même ne fait aucune allusion à un changement quelconque fait par voie de révision, quoique c'eût bien été le cas d'en faire mention. De là cette conséquence, c'est que cette supposition n'est pas admissible.

Quant à l'interprétation proprement dite du mémoire, elle est basée sur deux motifs.

Voici le *premier* :

La commission de liquidation, y est-il dit, n'ayant eu ni le droit ni l'intention de changer partiellement l'acte de dotation de la ville, puisque dans l'acte cantonal la dotation de la ville a été expressément prévue dans toute son étendue, la contradiction ne saurait être levée autrement qu'en supposant, les règles de *l'interprétation logique* à la main, que les biens en question c'est à dire l'Ile, l'hôpital extérieur, etc. ont été compris dans la fortune de l'état ou dans la propriété cantonale *dans le sens le plus étendu du mot*.

Cette hypothèse, ajoute-t-on, se trouve confirmée par la circonstance que très souvent la fortune des corporations et fondations pieuses sont considérées, dans un sens large, comme fortune de l'état; dans le cas dont il s'agit la commission de liquidation a pu le faire d'autant mieux, que le canton de Berne a

eu le droit d'usufruit commun sur les établissemens et fonds qui sont énumérés dans le N^{ro} 1 c. du document cantonal et tout le monde sait que les droits d'usufruit, quels qu'ils soient, sont mis au nombre des droits réels.

Enfin le mémoire, estimant que, d'après le vocabulaire dont la commission de liquidation s'est constamment servi, la fortune de l'état et la propriété cantonale sont une seule et même chose, soutient que l'on doit admettre comme constant, que l'acte cantonal, par l'énumération des dits établissemens et fonds, n'a point voulu parler d'une propriété du canton dans le sens propre et strict du mot, mais qu'il a seulement voulu classer d'une manière générale ces biens au nombre des titres de fortune du canton.

A cette hypothèse nous répondrons comme suit : Avant tout nous croyons devoir qualifier d'inexacte la prétention que l'interprétation logique peut seule résoudre la question.

Il se peut que l'application des règles de l'interprétation grammaticale soit embarrassante pour celui qui s'aperçoit que des paroles claires et non-ambigues ne tournent pas en sa faveur, mais ce mécompte serait-il une cause licite de rejeter ce mode d'interprétation ? Non, sans doute, et dès lors nous n'hésitons pas à qualifier de contraire à la loi l'interprétation du mémoire de Tubingue, nous réservant de démontrer en temps opportun que, dans le cas actuel, il n'y avait nul besoin d'une interprétation logique pour lever d'une manière tout à fait claire la contradiction apparente entre les deux documens.

Quant à l'interprétation en elle-même, on ne saurait nier que la fortune des communes et fondations pieuses ne soit envisagée par quelques savans en droit public comme bien d'état *médiat* quant à son *emploi*.

Mais lorsqu'il sagit de définir la fortune de l'état (*patrimonium reipublicæ publicum*) dans un sens restreint, et de l'opposer directement à la fortune des corporations, il ne viendra à l'esprit de personne d'appliquer la désignation indivise de *bien de l'état* à des choses qui, d'après leurs qualités hétérogènes, doivent être séparées.

Or il résulte d'une manière incontestable de l'acte cantonal même qu'une séparation exacte et conforme au but de cet acte devait avoir lieu. Il commence ainsi :

«En vertu des pouvoirs que nous avons reçus et conformément à l'art. 7 du titre qui nous concerne, nous avons *soigneusement* examiné et pesé les inventaires qui nous ont été envoyés par les divers cantons de la Suisse relativement à la portion de biens qui doivent *revenir en propriété à chacun* d'eux ; nous avons confronté entr'eux ces inventaires et les prétentions, et nous avons, *après avoir pris en considération les dotations des villes suisses jadis souveraines*, arrêté et fixé les fonds nécessaires.»

Après avoir lu cette déclaration, qui voudrait persister à croire que la commission de liquidation, malgré la parfaite connaissance qu'elle avait de ses obligations, aurait commis une absurdité à l'article concernant la séparation de la fortune de corporation de la ville et de la fortune du canton qui était le but

principal de l'acte, et qu'elle aurait donné à la première le nom non seulement de « fortune de l'état dans un sens étendu » ou de « fortune médiate ou indirecte de l'état », mais de « *vraie et incontestable propriété cantonale ?* »

Cette assertion a paru outrée même à la faculté de droit ; elle a cherché ailleurs un appui et elle a prétendu que la commission de liquidation avait pu se permettre cette désignation d'autant mieux que le canton avait possédé des droits réels de servitude sur ces établissemens et fonds.

Mais nous demanderons à notre tour à la faculté de Tubingue où elle a puisé le droit de soutenir, que le canton de Berne n'a possédé *que* des droits d'usufruit sur ces établissemens et fonds ?

Ces institutions étaient publiques avant la révolution ; la république helvétique n'y a rien changé. Ce fut la commission de liquidation qui en disposa et de telle manière que, dans l'acte de dotation de la ville, elle prononça que l'usufruit de ces institutions serait commun à la ville et au pays, mais que dans l'acte cantonal elle en adjugea la propriété au canton. On se demande donc avec étonnement comment le mémoire a pu se laisser aller à une allégation aussi forcée que celle citée plus haut ? Elle est erronée, et la conclusion qui en a été déduite ne l'est pas moins ; nous sommes en droit de le dire, après tout ce que nous avons démontré sur la position de Berne comme propriétaire. Et à supposer même que cette allégation fût juste, ce que nous n'admettons nullement, à supposer donc que les établissemens en question eussent été adjugés à la ville à titre

de propriété et que le canton n'y eût obtenu que des *droits d'usufruit*, comment la commission de liquidation aurait-elle pu oser se permettre, non seulement de donner le nom de « *vraie et incontestable propriété cantonale* » à un simple *droit d'usufruit* du canton, mais même de le classer, ce qui nous paraît un argument péremptoire, parmi les biens qui doivent retourner au canton de Berne à *l'exclusion de la ville de Berne*? Rien ne nous autorise à laisser peser sur la commission de liquidation, qui a rédigé l'acte cantonal, un tel contresens, et cette interprétation est évidemment mal fondée et faite à plaisir.

Il se peut que la commission de liquidation n'ait pas toujours fait une distinction stricte entre les mots «fortune» et «propriété» lorsque, sans blesser des intérêts précis, on pouvait indifféremment se servir de l'une ou de l'autre de ces expressions; mais nous attendons encore que le mémoire de la faculté de droit de Tubingue nous prouve que la commission de liquidation ait employé le mot de *propriété* au lieu de *droit d'usufruit*, lorsqu'il y avait quelque importance à bien définir une chose ou un rapport juridique.

Se fût-elle même laissée aller à de semblables confusions, un juge consciencieux eût certainement hésité à considérer comme prouvé en droit que les mots de l'acte cantonal « *vraie et incontestable propriété du canton* » avaient été justement en cet endroit employés pour « *droits d'usufruit*. »

A cet essai d'interprétation la faculté de droit de l'université de Tubingue ajoute une nouvelle argumentation.

Elle soutient que le but de l'acte cantonal avait

été double et qu'il avait eu rapport d'une part à la ville de Berne, de l'autre aux cantons de Vaud et d'Argovie.

Cette circonstance aurait obligé la commission de liquidation de comprendre les établissemens et fonds en question dans l'acte cantonal du 15 juin, afin d'indiquer par là que les cantons actuels de Vaud et d'Argovie n'avaient plus le droit, comme du temps où ils formaient une partie intégrante du canton de Berne, de participer aux avantages de ces institutions.

D'ailleurs, dit-on, les objets cités sous le N^{ro} 1, c. de l'acte cantonal, devraient avoir seulement rapport aux dits cantons, par la raison que leur position vis-à-vis de la ville a déjà été fixée dans l'acte de dotation.

Quant au but de l'acte cantonal, nous sommes parfaitement d'accord avec le mémoire, nous reconnaissons que la commission de liquidation avait le devoir de préciser la limite des prétentions du canton de Berne et de ceux de Vaud et d'Argovie.

Toutefois elle ne pouvait raisonnablement le faire en des termes dont non seulement personne, avant la faculté de Tubingue, n'avait pensé à déduire une répartition de ces droits, mais qui même, en admettant la réalité de la propriété de la ville de Berne sur ces établissemens et fonds, pouvaient à un haut degré nuire à ses droits à la fortune.

C'est ce qui ressortira d'avantage de l'examen circonstancié de l'acte cantonal. L'art. 1^{er} a dit :

« Les biens mentionnés ci-dessous seront alloués au canton de Berne à titre de propriété vraie et incontestable. »

Ce sont :

« A l'exception de ceux qui en vertu de l'acte de médiation reviennent à titre de propriété aux cantons de Vaud et d'Argovie, et à l'exception de la partie de ceux qui ont été adjugés spécialement à la ville de Berne par l'acte de dotation du 20 septembre 1803, dans le but de reconstituer sa propriété de ville

tous les biens, immeubles, revenus et rentes qui ont appartenu à la ville et république de Berne au commencement de la révolution de 1798, qui sont situés dans le canton de Berne tel qu'il est circonscrit actuellement et qui n'ont pas été aliénés, qu'ils aient une destination générale ou particulière.»

Après avoir lu ces lignes, personne ne pourra douter que c'est précisément par cette disposition que la commission de liquidation a voulu prévenir les différentes réclamations; car cette autorité a non seulement cherché à déterminer aussi exactement que le lui permettaient l'insuffisance des renseignemens reçus, l'étendue et le chiffre complet de la fortune du *canton* de Berne, mais elle a de plus pris à tâche d'en préciser les limites avec toute l'exactitude nécessaire, qu'elle eût en vue soit la dotation de Berne soit la séparation des pays de Vaud et d'Argovie jadis bernois.

Comment peut-on maintenant penser que la commission de liquidation, après avoir consacré un article spécial audit objet, ait eu tout à coup l'intention, sans en donner la moindre raison, de faire, dans un article postérieur, une mention expresse de quelques droits d'usufruit de l'état, uniquement pour démontrer que les cantons de Vaud et d'Argovie en étaient exclus? A quoi cela aurait-il servi, puisque, dans

un article précédent, la commission avait prononcé l'exclusion de ces cantons «*de tous les biens, terrains, droits et revenus situés dans les limites du canton de Berne?* » Et à supposer que cela eût été nécessaire, comment la commission de liquidation eût-elle pu nommer ces droits d'usufruit, «*vraie et incontestable propriété du canton?* »

En vérité, on comprend difficilement comment, malgré toutes ces circonstances, le mémoire de la faculté de Tubingue a pu croire à la justesse de son interprétation.

Enfin, lorsqu'on essaie d'établir que la mention de ces établissemens et fonds n'a absolument de rapport qu'aux cantons de Vaud et d'Argovie, par le motif que la position du canton vis à vis de la ville aurait déjà été réglée par l'acte de dotation du 20 septembre 1803, nous dirons franchement que cette allégation repose aussi sur une hypothèse complètement erronée.

Sans doute l'acte de dotation de la ville de Berne avait déjà vu le jour au temps de la rédaction de l'acte cantonal, mais de même que tout partage de fortune ne doit être regardé comme accompli que lorsque la répartition a eu lieu entre les intéressés, de même on peut dire que, dans le cas actuel, la division de la fortune entre le canton et la ville de Berne ne devait être envisagée comme parfaite et définitive que du moment où il avait été satisfait à la prescription de la médiation, de rédiger un acte-mère pour la ville *et* pour le canton.

C'était aussi la manière de voir incontestable de la commission de liquidation; car l'acte en question

prouve jusqu'à l'évidence, qu'elle a constamment eu égard à leur corrélation réciproque, quoiqu'elle ait fixé son attention principalement et de préférence *sur la ville de Berne*, et qu'en reconnaissant et confirmant la dotation de la ville dans l'acte cantonal et en désignant expressément les biens qui devaient former la fortune publique dans un sens restreint, elle a fait des deux actes, par leur corrélation et leur interprétation simultanée *un acte de séparation entre l'état et la ville* en ayant égard, comme de droit, aux cantons de Vaud et d'Argovie.

Nous avons la conviction que toutes ces tentatives d'interprétation ne peuvent aucunement paraître satisfaisantes à tout homme qui juge impartialement et avec maturité. Nous estimons en outre, qu'il en sera de même de toute autre interprétation de la question, tant que l'on ne cherchera à lever la contradiction qu'en partant de la base incomplète de l'acte cantonal seul.

Quelle voie adopterons-nous pour arriver à une saine solution? La plus simple, la comparaison des *deux* actes d'après leur connexité nécessaire évidente. Voici, Messieurs, notre raisonnement:

L'acte de dotation de la ville de Berne en date du 20 septembre 1803 est divisé en trois parties.

La *première* fixe les besoins municipaux de la ville et les porte annuellement à L. 76,400. La *deuxième* alloue à la ville comme rente à elle appartenant, les revenus qui doivent couvrir cette somme. La *troisième* enfin déclare, qu'indépendamment de la somme allouée pour les besoins municipaux, il sera adjugé à la ville à titre de propriété différens terrains,

établissements et fonds qui reviennent à la bourgeoisie. Cette troisième partie qui nous occupe plus spécialement dans ce moment, est contenue dans la section V de l'acte de la ville, et est ainsi conçue:

«*Cinquièmement* nous avons arrêté et déclarons: attendu que les dépenses susmentionnées ne comprennent uniquement que les besoins municipaux indispensables de la ville de Berne; que les revenus de L. 76,400 alloués annuellement ne peuvent que couvrir rigoureusement ces dépenses; que par conséquent on ne peut convenablement assister ni des bourgeois, ni des pauvres, des malades, des veuves, des orphelins, ni d'autres institutions ou établissements scientifiques; nous assignons dès à présent et pour en perpétuellement jouir, à la bourgeoisie de Berne, sous l'administration de son conseil de ville, comme propriétaire légitime, en outre des bâtimens énumérés ci-dessus»

Suivent cinq rubriques, traités sous les N^{ros} 1, 2, 3, 4 et 5, et c'est de ces dispositions que jusqu'ici l'on a tiré la conclusion, que tous les objets qui sont énumérés dans les cinq subdivisions ont été assignés à la bourgeoisie de Berne comme «sa légitime propriété.»

Or cette conclusion est tout à fait erronée. Elle repose, nous le répétons, *uniquement* sur ce que, conformément à la rédaction de la section V de l'acte de dotation de la ville les objets énumérés sous les N^{ros} 1 à 5 figurent comme autant de titres à la propriété.

Or si nous parvenons à prouver que, de ces cinq numéros, tous ne contiennent pas des délégations de propriété au profit de la bourgeoisie de Berne,

mais qu'ils leur garantissent seulement des droits moins étendus, la conclusion indiquée est évidemment erronée.

Nous allons prouver ce que nous avançons de la manière la plus complète.

Le N^{ro} 5 forme certainement une sous-division de la section V aussi bien que les N^{os} 1 à 4. Cela se voit non seulement par la rédaction entière de cette partie de l'acte, mais surtout des mots «*enfin* quant aux archives» qui commencent la 5^e subdivision.

Maintenant pour que la conclusion tirée de l'ordre des rubriques fût juste, il faudrait que les objets qui sont assignés à la bourgeoisie dans ce 5^e point le fussent également «à titre de propriété légitime.» Lisons le :

«Cinquièmement, enfin, quant aux archives, la maison de ville de Berne est laissée au gouvernement du canton à titre de propriété cantonale, mais celui-ci s'engage à assigner et à disposer *pour l'usage perpétuel* du conseil de ville de Berne qui manque d'emplacement pour conserver ses papiers, dans ladite maison de ville ou ailleurs, un local voûté garanti de l'atteinte du feu avec chambres dépendantes dont celui-ci pourra se servir comme dépôt des archives de la ville,» et nous conclurons de suite :

Que par ce 5^e point il n'est donné *aucun* droit de propriété à la bourgeoisie, mais qu'elle ne jouit que d'un simple droit de *jouissance* (*usus*), la propriété en étant expressément réservée au canton.

De là ressort cette importante donnée :

C'est qu'en plaçant ces cinq rubriques sous la section V de l'acte de dotation de la bourgeoisie de

Berne, on ne lui a pas forcément concédé un droit de propriété sur les objets qui sont énumérés dans ces subdivisions. La circonstance de la *classification en sous ordre* de la rubrique principale ne peut donc pas suffire pour prouver que les objets désignés devaient devenir la propriété de la bourgeoisie de Berne; il faut que cela résulte des *termes et de la rédaction des subdivisions*.

Or relativement aux établissemens et fonds énumérés dans les N^{ros} 3 et 4 des subdivisions, savoir :

l'Ile,
l'hôpital extérieur,
l'institution, dite du *Mushafen*,
la bourse dite des écoles et
le fonds du chapitre des chanoines,
on ne peut trouver nulle part de preuve de leur adjudication à la *bourgeoisie* de Berne à titre de propriété.

Déjà la circonstance, que dans les articles qui font mention desdits établissemens et fonds, il n'est pas question d'un *droit de propriété* de la ville et bourgeoisie et que l'on ne remarque pas même le moindre indice d'un pareil droit, tandis que pour tous les autres articles où une délégation de propriété devait avoir lieu, on rencontre les allusions les plus sensibles à cet égard, cette circonstance, disons-nous, doit sembler très frappante.

Mais ce qui la rend encore plus remarquable, c'est qu'au lieu de trouver dans les articles en question un mot d'une délégation de propriété, il y est uniquement parlé de la transmission de l'*administration* de

ces établissemens et fonds aux autorités de la ville de Berne, et cela en des termes qui font paraître cette transmission non comme ayant lieu *ipso jure* mais comme un droit exceptionnel. Il est dit sous le N^{ro} 4, a) :

«La fondation dite du Mushafen *peut* rester sous l'administration du conseil de la ville de Berne.»

Un autre article commence ainsi :

(N^{ro} 4, 6.) «La bourse dite des écoles *restera* sous l'administration *non contestée* depuis 1798 du conseil de la ville de Berne.»

Si la commission de liquidation avait eu l'intention de donner ces objets à la ville et bourgeoisie de Berne à titre de propriété, à quoi servirait cette déclaration spéciale concernant le droit d'administration inhérent à tout droit de propriété? et pourquoi, dût-on même expliquer cette circonstance par l'importance que la commission de liquidation aurait mise dans ce droit d'administration, n'a-t-il pas été également fait mention de ce droit pour les autres objets qui ont été réellement départis à la ville à titre de propriété?

Mais qu'on lise surtout les mots qui suivent l'énumération des établissemens et fonds en question :

«Sont *au contraire* déclarés *propriété*, soit en faveur de la bourgeoisie etc.»

Et l'on acquerra la conviction complète du défaut de preuve quant à la délégation en propriété.

Quelque disposé que l'on fût à conserver du doute, on ne pourra s'empêcher de reconnaître dans le passage cité : «sont *au contraire* déclarés *propriété* etc.» une antithèse directe qui, vu l'absence de tout

motif d'imprimer à ces mots le sceau de l'absurde, ne peut signifier autre chose, si ce n'est que les objets mentionnés ci-dessus ne doivent pas être entendus dans le sens d'une *propriété* en faveur de la bourgeoisie.

Notre conviction doit naturellement se fortifier, lorsque d'une part on réfléchit qu'il y a absence totale de preuves positives d'une répartition en propriété au profit de la ville, et que de l'autre nous mettons dans la balance le résultat des raisons probantes que nous avons produites.

Nous sommes donc en droit d'adopter d'une manière absolue la conclusion suivante:

Par l'énumération des établissemens et fonds dont il s'agit, la commission de liquidation n'a jamais eu l'intention d'assigner une *propriété* à la ville et bourgeoisie de Berne; elle n'en a au contraire fait mention dans l'acte de dotation de la ville de Berne, que parce qu'elle devait y mentionner *tous* les droits quelconques qui ont été départis à la ville et bourgeoisie, et qu'elle devait tout naturellement parler du *droit d'administration* qu'elle entendait laisser aux autorités de la ville.

Après avoir prouvé de la sorte que les établissemens et fonds en question *ne devaient point passer à la ville et bourgeoisie de Berne à titre de propriété*, il reste à décider à *qui donc leur propriété devait appartenir*.

Cette question est résolue d'une manière claire et non équivoque par l'acte cantonal du 15 juin 1804.

Il porte en toutes lettres:

«1) Seront adjugés et remis au *canton* de Berne dès à présent et à *titre de vraie et incontestable propriété cantonale* les biens suivans :

a)

b)

c) les églises, écoles et fondations pieuses qui jusqu'à ce jour étaient soumises à la surveillance du gouvernement, savoir:

- 1) le fonds du chapitre des chanoines,
- 2) l'Ile,
- 3) l'hôpital extérieur ou infirmerie séparée,
- 4) la fondation dite *Mushafen*,
- 5) le fonds d'école,

avec tous leurs biens et revenus; toutefois sous les réserves et clauses qui sont expressément contenues dans l'acte de dotation précité du 20 septembre 1803.

Cette citation corrobore et complète notre argumentation.

Si cette déclaration authentique nous avait manqué, nous n'en aurions pas moins cherché à établir que la commission de liquidation *n'a point eu l'intention* d'assigner à la ville et bourgeoisie de Berne la propriété des établissemens et fonds mentionnés, mais nous aurions toujours laissé une porte ouverte au doute.

Maintenant que nous sommes en état de nous présenter, le témoignage irréfragable d'un titre authentique en main, nous avons non seulement fourni jusqu'à la plus entière évidence la preuve négative que ces établissemens et fonds n'ont *pas* dû être livrés à la ville et bourgeoisie de la ville de Berne, mais nous avons aussi complètement satisfait à la preuve positive: *que ces objets devaient devenir la propriété du canton de Berne.*

Ici nous pourrions regarder la justification de notre thèse comme achevée, et renvoyer simplement au

texte de notre document ; car là où les termes sont aussi clairs et exempts de toute équivoque, là où le sens littéral est en complète harmonie avec l'ensemble des circonstances, toute interprétation ultérieure doit cesser.

Toutefois faisons encore des comparaisons, afin d'établir la corrélation des deux documens, le contenu de l'acte cantonal avec les dispositions de l'acte de dotation de la ville.

Nous avons suffisamment démontré que l'acte de dotation de la ville de Berne ne devait donner à la ville et bourgeoisie *aucun* droit de propriété sur les établissemens et fonds en litige, mais seulement lui en remettre *l'administration et l'usufruit en commun*.

Voilà pourquoi les subdivisions de la section V de l'acte de la ville ne parlaient pas d'un droit de propriété de la ville et bourgeoisie ; pourquoi il n'y était question que du droit d'administration et de la destination de ces établissemens et fonds ; voilà pourquoi enfin l'acte de la ville s'est servi des termes de transition que nous avons cités.

Il fallait *tous ces dispositifs*, pour rendre la pensée de la commission de liquidation claire ; on ne pouvait même en dire *moins* sans occasionner des malentendus et sans porter atteinte aux droits de la ville.

Aucune de ces dispositions ne doit donc être regardée comme superflue ou jetée au hasard, aucune ne doit être négligée ; elles trouvent toutes leur explication complémentaire et leur corroboration dans le dispositif de l'acte cantonal.

Il était naturel, qu'après avoir désigné dans l'acte de la ville tout ce qui paraissait nécessaire pour

fonder et garantir les droits de la ville de Berne, on fit suivre, à l'endroit convenable, une déclaration expresse concernant le droit de propriété sur ces établissemens et fonds.

Or c'est ce qui ne pouvait se faire nulle part avec plus de raison que dans l'acte qui devait témoigner «de ce qui devait revenir au canton de Berne à titre de propriété». Et la chose eut lieu de la sorte.

L'acte cantonal, après avoir donné dans l'introduction, la clé de sa destination, déclara que tous les biens et droits qui n'avaient pas été adjugés aux cantons de Vaud et d'Argovie et ensuite à la ville de Berne, devaient appartenir au canton de Berne actuel comme propriété, et énuméra nominativement ces établissemens et fonds parmi les biens et droits dévolus au canton de Berne.

Il devient maintenant sensible, pourquoi, dans l'acte de dotation de la ville, il ne fut point question d'un droit de propriété de la ville et bourgeoisie sur ces objets, et pourquoi cet acte se servit d'une antithèse en passant de l'indication de ces établissemens et fonds aux droits de propriété dévolus à la bourgeoisie : la propriété *n'en devait pas* revenir à la ville et bourgeoisie.

Mais de même que l'acte de la ville, en n'attribuant à la ville et bourgeoisie que des droits d'administration sur ces objets, avait tacitement fait allusion à un autre acte, à l'acte cantonal, quant à la question de la propriété de ces objets, de même ce dernier, afin de ne pas porter préjudice à la ville de Berne en adjugeant au canton les établissemens et

fonds dont s'agit, d'une manière trop générale, y ajouta expressément la restriction, que par cette répartition de propriété les réserves et clauses comprises dans l'acte de dotation de la ville n'étaient pas annulées.

C'est par cette remarque qui déterminait de la manière la plus exacte la corrélation des deux actes, que la commission de liquidation termina ses dispositions sur cet objet. Elle révéla ainsi non seulement sa haute sollicitude pour conduire cette œuvre difficile à une fin conforme à la justice, mais elle manifesta aussi d'une manière non équivoque son intention *de donner la propriété de ces établissemens et fonds non à la ville et bourgeoisie de Berne, mais à l'état.*

Si nous étions dans la nécessité de fournir une preuve plus convaincante encore de cette intention de la commission de liquidation, nous renverrions à la pièce justificative N^{ro} 25, dans laquelle cette commission a, sous la date du 20 novembre 1804, c. à d. longtemps après la dotation de la ville de Berne, désigné l'hôpital de l'Ile et l'hôpital extérieur: «*hospitaux cantonaux*» et «*institutions cantonales.*»

On pourrait objecter, que, précédemment aussi, par ex. dans l'arrêté définitif du 6 septembre 1803, la commission de liquidation s'est servie de ces dénominations; sans doute, mais elle n'en avait nul droit alors, puisqu'aucune décision n'avait encore été prise sur le sort de ces hôpitaux; il s'ensuit que la dénomination de ces institutions, tirée de leur destination originaire est tout à fait juste et qu'elle est même la seule juste.

La dotation de la ville de Berne ayant eu lieu, si la commission de liquidation avait réellement adjudgé ces hôpitaux à la ville et bourgeoisie comme «propriété légitime», elle n'eût pas pu continuer à se servir de la dénomination citée plus haut.

Mais c'est précisément parce qu'elle les a nommés *institutions et hôpitaux cantonaux* même après que la dotation de la ville eut été réglée, qu'elle manifeste évidemment son intention, que ces établissemens soient remis à titre de propriété non à la ville et bourgeoisie de Berne, mais à l'état. Notre explication est à la vérité en opposition avec tous les essais d'interprétation tentés jusqu'ici.

Mais que l'on considère, que tous ces essais sont insuffisans; que l'acte de dotation de la ville de Berne ne contient non seulement aucune preuve d'une répartition en propriété *au profit* de la bourgeoisie, mais qu'elle renferme au contraire les argumens *opposés* les plus probans;

que la commission de liquidation a déclaré qu'elle avait soigneusement examiné et pesé les deux actes de dotation et que cette déclaration se trouve pleinement justifiée par le contenu de ces actes; enfin

qu'ici il peut d'autant moins être question d'une *erreur*, qu'en recourant à une interprétation grammaticale toute simple, l'acte de dotation de la ville se trouve complètement en harmonie avec les dispositions de l'acte cantonal;

et l'on aura acquis la conviction, que par notre exposé nous avons pleinement et juridiquement justifié *le droit de l'état à la propriété des cinq établissemens et fonds mentionnés ci-dessus à différentes reprises.*

Mais, demanderons-nous maintenant, comment cette vérité pouvait-elle être méconnue? Comment cette convention du 6 août 1804 *), entre le gouvernement et l'autorité de la ville, pouvait-elle être conclue? Et comment les établissemens et fonds dont s'agit pouvaient-ils y être désignés comme propriété de la ville et bourgeoisie de Berne?

A ces questions, Messieurs, nous ne pouvons guère répondre que par des présomptions.

Le 31 juillet 1804 le gouvernement de Berne reçut l'acte cantonal, et le renvoya aussitôt le 3 août au conseil des finances, pour que celui-ci l'examinât et en fît un rapport. Cette autorité présenta ce rapport le 24 août 1804, avec la déclaration «qu'elle avait examiné l'acte elle-même, et l'avait fait aussi examiner par M. le teneur de livres.»

Il n'y avait donc ici point d'illusion, point d'erreur possible. Le conseil des finances et le teneur des livres de l'état *devaient* reconnaître et apprécier ces stipulations de la cession en *toute propriété* au canton du fonds du chapitre des chanoines et des autres fonds, et cependant il n'y pas dans leur rapport un seul mot qui en fasse mention.

Nous ne pouvons absolument, reconnaissons-le, trouver de motif raisonnable à ce silence qu'en supposant au gouvernement le dessein de laisser cette affaire indécise jusqu'à une époque plus favorable.

A la vérité, la teneur de la convention qui fut conclue entre le gouvernement et le conseil de la ville de Berne, dans le but de la pleine séparation

*) Consultez la *pièce justificative* N^{ro} 28.

des biens de l'état de ceux de la ville, semble contredire cette supposition, puisque ces établissemens et fonds y sont désignés comme propriété de la ville. Cependant, si l'on examine plus attentivement la rédaction du traité, on trouve que les dispositions qui concernent ces établissemens et fonds sont si incertaines, si équivoques, que si cette supposition devait être vraie, il aurait encore été toujours possible au gouvernement de nier la reconnaissance de la propriété dans la convention.

Lorsqu'en 1823 on projeta la séparation des rapports de propriété de l'Ile et de l'hôpital extérieur, le gouvernement, bien loin de reconnaître, en aucune façon à la ville, cette propriété d'une manière aussi absolue, rompit, sous le mérite d'une protestation générale, les négociations entamées, dès que la ville prétendit fixer, pour première condition, que les deux établissemens seraient assurés à perpétuité à la bourgeoisie de Berne; le fait ne vient-il pas à l'appui de ce que nous avons dit plus haut, ainsi que la circonstance ultérieure que, dans la conférence qui eut lieu en effet dans les années 1829 et 1831, sur les questions de propriété et d'administration des susdites fondations pieuses, le droit de propriété de la ville sur ces fondations fut stipulé expressément, par un article du traité, ce qui n'aurait pas été nécessaire si ces droits de propriété eussent été reconnus d'une manière aussi incontestable.

Quoi qu'il en soit, il n'en est pas moins certain que la transaction en question ne peut porter préjudice aux droits de l'état.

Le but patent de la convention était, comme les procès-verbaux le portent textuellement, la mise à exécution de l'acte de dotation de la ville de Berne, et la séparation complète des possessions qui, à teneur de cet acte, devaient échoir en toute propriété à la ville de Berne, d'avec celles qui devaient rester au canton.

Maintenant, ou le traité fut conclu dans ce but, ou il ne le fut pas.

Dans le premier cas, si le traité ne fut conclu que dans l'intention de suivre à l'exécution de l'acte de dotation, puisque ces titres, comme il a été démontré, n'accordaient *pas* à la ville et bourgeoisie un *droit de propriété* sur les établissemens et fonds en question, le traité ne pouvait conséquemment en accorder un, et doit absolument être interprété dans ce sens, quelle que soit la teneur de leurs dispositions.

Dans le second cas, si de nouveaux droits y furent stipulés en dépit de la déclaration formelle qu'on ne voulait conclure qu'un traité de mise à exécution; si ces établissemens et fonds furent alors nommément *transformés* en propriété de la ville, cette stipulation ne pouvait devenir valable que *par le consentement des deux parties contractantes*.

Mais, du côté de l'état, le grand conseil se présente comme seule partie habile à contracter, et sans le consentement formel de laquelle le gouvernement du canton n'était, à aucun titre, autorisé à aliéner une portion aussi importante des biens de l'état. Cependant le traité n'a jamais été soumis à la sanction de cette autorité souveraine; dès lors le consentement

du propriétaire, exigé par la constitution, manque encore aujourd'hui.

Il est donc inutile de s'attacher à prouver que là où les premières conditions essentielles d'une convention manquent, il ne peut jamais exister de transmission de propriété valable en droit, et d'après cela, la ville et bourgeoisie de Berne ne peut nullement fonder sur le traité dont s'agit la preuve d'une transmission valable de la propriété de ces établissemens et fonds.

Abstraction faite de ce vice radical, le traité du 6 août 1804, considéré non-seulement comme un acte de mise à exécution, mais comme formant un nouveau titre d'acquisition, manque de la formalité de *l'homologation* judiciaire prescrite par les lois.

L'instruction pour les tribunaux inférieurs, du 24 décembre 1803, *) prescrit que quiconque devient, par acte légal, propriétaire d'un immeuble (c'est à dire d'une chose corporelle immobilière) doit être tenu de se faire publiquement homologuer ledit immeuble par le tribunal inférieur de l'endroit où il est situé.

Cependant cette formalité prescrite par la loi a été négligée à l'égard des établissemens et fonds dont il est question, et qui devaient être transmis à la ville et bourgeoisie de Berne par le traité mentionné.

On pourrait, il est vrai, objecter que le défaut d'homologation judiciaire n'empêche pas la trans-

**) Voyez l'appendice à la nouvelle loi judiciaire (*erneuerte Gerichtssatzung*) page 18.

mission d'une propriété, et n'est pas une condition essentielle de l'acquisition de propriété, mais seulement un empêchement aux effets du droit de propriété à l'égard des tiers, tels que la faculté de revendre ou d'hypothéquer.

Cette manière de voir est cependant tout à fait fausse, et se trouve contredite non-seulement par les termes de l'instruction citée, qui, dans le § 5, exige l'homologation judiciaire pour toutes les mutations d'immeubles, sous peine de nullité des transactions, mais aussi par la déclaration authentique de la qualité judiciaire de l'homologation, dans la loi sur l'empêchement des faillites frauduleuses et simulées, déclaration d'après laquelle l'acquéreur d'un immeuble n'en est pas considéré comme propriétaire, aussi longtemps qu'il ne l'a pas fait homologuer judiciairement. Et enfin, principalement par les termes non équivoques du nouveau code de l'année 1827, art. 434, qui, sous ce rapport, n'introduisit nullement un nouveau droit, mais laissa subsister celui qui avait été établi dans l'année 1803.

Or, cette loi porte: «La tradition et l'acceptation de la propriété d'une chose immobilière a lieu 1^o par la déclaration des intéressés devant le tribunal inférieur dans le ressort duquel elle est située, et 2^o par *l'homologation ultérieure de la chose* au preneur de possession.»

D'après cela il est clair que l'homologation est une condition indispensable pour l'acquisition de la propriété des choses immobilières, et que l'omission de cette formalité produit la nullité de la transmission. Comme dans le cas actuel, ni une tra-

dition, ni une acceptation complète des établissemens et fonds dont il s'agit n'a eu lieu, la ville et bourgeoisie de Berne ne peut, selon les lois, prouver nullement la transmission à elle de ces objets *).

Les prétentions de l'état au droit de propriété sur les institutions susmentionnées pouvaient cependant difficilement être reconnues sans quelque opposition, et d'après l'état des actes, nous prévoyons notamment deux exceptions.

La première opposera à ces prétentions la prescription, tandis que l'autre, en ce qui concerne l'hôpital de l'Île et l'hôpital extérieur, s'appuiera sur

*) L'avis du mémoire de la faculté de droit de l'université de Zurich § 18 s'accorde entièrement avec cette manière de voir. Mais cette faculté n'en pense pas moins qu'une exception contre une réclamation éventuelle de l'état, appartient à la ville et bourgeoisie de Berne, sur le motif de la reconnaissance, conformément au traité, de ses droits sur les objets en question. Si cette manière de voir était juste, le législateur n'aurait qu'à retirer sur le champ sa loi sur l'homologation; car l'acquéreur, moyennant l'exception mentionnée, serait toujours à l'abri des suites de cette loi; et le vendeur pourrait toujours très-facilement le mettre en sûreté par l'addition d'une reconnaissance expresse de ses droits aux objets transmis. Cependant il ne nous est pas possible de croire qu'un tel acte, qui n'aurait visiblement lieu que pour faire fléchir la loi, pût procurer quelque appui juridique, et, en conséquence, nous remarquons seulement ici que la réplique d'une exception semblable de *l'omission de l'homologation* deviendrait d'autant plus dangereuse, que la loi qui fait de l'homologation une condition de l'acquisition de la propriété, n'est pas une loi civile, mais une ordonnance de police qui ne peut être modifiée par l'accord des parties.

une transmission ultérieure valable en droit de ces fondations pieuses à la ville et bourgeoisie de Berne.

Nous croyons cependant pouvoir démontrer en peu de lignes le néant de ces exceptions.

Et d'abord, en ce qui concerne l'exception de la *prescription*, il ne peut déjà pas en être question ici comme d'un titre d'acquisition de propriété, puisque la loi, si l'homologation d'une chose immobilière livrée n'a pas eu lieu, prononce la *non validité* de la transmission, et qu'il n'est démontré nulle part que la prescription lève ce défaut légal. Pour cette raison, dans le cas actuel, même si tous les caractères exigés pour la prescription existaient, cette exception ne serait pas recevable.

Cependant nous devons même contester l'existence de ces caractères. La loi précédente applicable ici (loi judiciaire de 1761) n'a expressément mis pour condition de l'acquisition par la prescription, ni un motif légitime d'acquisition, ni la croyance (*animus*) à une acquisition légitime. Au contraire, la même loi, art. 7, de la première partie du XXIX titre, a prononcé «*qu'un bien volé ne peut être prescrit.*»

Nous ne prétendons certainement pas que ces objets aient été «volés» à l'état par la raison seule qu'un vol ne peut être commis sur des biens immobiliers. Mais nous prétendons qu'ils lui ont été «soustraits» sciemment et à dessein, et qu'une soustraction de l'espèce nommée par les lois malversation, a tant de rapport avec l'espèce de «soustraction» indiquée ci-dessus, qu'il n'est pas besoin d'un grand effort pour reconnaître que la loi refuse la prescription non seulement dans le cas de l'article, mais aussi toutes

les fois qu'en ne s'écartant pas de la loi, on peut exciper d'une interprétation extensive.

Maintenant que nous avons démontré qu'il était *impossible*, que le droit de propriété de l'état sur ces établissemens et fonds pût rester ignoré du gouvernement, mais que celui-ci néanmoins, dans le même moment, pour ainsi dire, où ces objets devaient devenir propriété de l'état, en opéra la soustraction au préjudice de ce dernier et les livra à la ville, il n'est pas besoin de prouver davantage que cette manière d'agir revêt le caractère de la *malversation*, et d'après cela, comporte aussi peu une prescription que le cas désigné dans la loi 7.

Ajoutons en outre que la loi excepte l'acquisition par la prescription dans tous les cas où le propriétaire ou le fondé en droit est placé dans *l'impossibilité* de revendiquer sa chose ou son droit, attendu que, dans de telles circonstances, la présomption de l'abandon de la chose, ou du droit, sur lequel se base la prescription, ne peut pas être admise.

Il est vrai que la loi judiciaire n'a désigné comme motifs d'empêchement à la prescription que *l'absence du pays* et la *mise sous tutelle* *).

Il n'y a cependant aucun doute, et une pratique constante en a fait une certitude, que le code n'a cité ces deux cas d'empêchement que sous forme d'exemples, et qu'il admet comme autant de causes d'empêchement toutes les circonstances où l'on retrouve évidemment l'intention du législateur.

*) Voyez à l'endroit cité loi 1. et 3.

Or un semblable empêchement se rencontrerait certainement dans le cas, où le propriétaire d'une chose aurait été dans une telle ignorance de son droit de propriété, qu'entièrement étranger à la nature et à la valeur de ses droits, il n'eût en aucune manière pu les protéger contre les atteintes des tiers.

Car de même que l'absent du pays, à cause de son impuissance de faire une poursuite juridique, et celui qui est sous tutelle à cause de son incapacité de gérer lui-même ses affaires, ne peuvent perdre leurs droits de propriété par la prescription, de même celui qui est présent, et qui par suite de dol et de la non communication des faits et circonstances qui pourraient l'instruire, ne connaît pas son droit, ne peut jamais le perdre non plus par la prescription.

Ce cas trouve visiblement ici une application, car quoique ces établissemens et fonds souvent mentionnés eussent été adjugés à l'état «comme vraie et incontestable propriété cantonale» non seulement ils ne lui furent pas livrés, mais ils furent accordés à la ville et bourgeoisie de Berne, *sans faire au grand conseil la moindre mention des droits de l'état.*

Par suite de cet inconcevable procédé, le grand conseil se trouva dans l'impossibilité absolue de veiller aux droits de l'état, et d'après cela, il peut d'autant moins légalement être question que la ville et bourgeoisie de Berne ait acquis par la prescription le droit de propriété sur ces objets, que l'état, auquel appartiennent sans restriction les droits des mineurs, est, à l'égard du dommage commis à son préjudice par la manière d'agir de ses représentans,

protégé dans tous les cas contre la prescription par l'article 3, applicable par analogie.

En ce qui touche l'exception d'une *transmission valide ultérieure* du droit de propriété sur l'hôpital de l'Ile et l'hôpital extérieur, à la ville et bourgeoisie de Berne, le fait de la transmission est sans doute exact.

Car, quoique quelques années auparavant, aussitôt qu'il fut question d'une reconnaissance absolue du droit de propriété de la ville sur ces deux fondations pieuses, le gouvernement eût rompu les négociations entamées, il se ravisa cependant bientôt après, et conclut avec l'autorité de la ville de Berne deux traités, par lesquels il assura à *perpétuité* à la bourgeoisie de cette ville ces deux établissemens *comme propriété valable en droit*. Ces traités, dont l'un concernant la propriété et l'administration de l'hôpital de l'Ile fut conclu le 19 septembre 1829, l'autre qui avait rapport à l'hôpital extérieur, le 27 juillet 1831, reçurent successivement la sanction du gouvernement le 4 mai et le 17 août 1831.

Si cette sanction avait eu lieu à une époque où le gouvernement eût été encore pleinement reconnu, cette transmission de propriété, quoique blessant gravement les droits de l'état, et quoique dénuée de tout motif raisonnable, devrait néanmoins être absolument considérée comme ayant force de loi quant à la forme. Mais à l'époque de cette sanction le gouvernement n'était déjà plus reconnu par le peuple, et il avait, le 13 janvier 1831, solennellement déclaré et décrété formellement, que, privé de la confiance du peuple, sur laquelle son administration avait reposé jusqu'ici,

il ne pouvait plus désormais remplir les devoirs qui lui étaient imposés, et ne voulait rester en place, *pour prévenir tout désordre*, que jusqu'à la mise en vigueur d'une constitution, élaborée par une constituante que le peuple devait élire.

Votre commission, Messieurs, dans son premier rapport du 19 novembre 1833, a déjà démontré que, dans cet *état provisoire*, le gouvernement n'avait absolument plus aucun droit d'apporter des changemens *essentiels* à la fortune publique, d'autant moins que ces changemens ne pouvaient pas servir comme moyen *de prévenir des désordres*. Cette manière de voir fut pleinement approuvée par vous, et vous conclûtes à l'acceptation de la proposition *motivée* de la commission.

Il ne nous reste, en conséquence, qu'à prouver que, dans le cas actuel, la sanction de ces traités de la part du gouvernement provisoire, entraînait un changement essentiel dans le bien de l'état, et n'était point nécessaire pour prévenir des désordres.

Peu de mots suffiront pour justifier ce que nous avançons.

Nous avons déjà pleinement prouvé dans notre rapport que la propriété de l'hôpital de l'Ile et de l'hôpital extérieur avait légitimement été concédée au canton et que, d'après cela, tout acte d'aliénation, et par conséquent aussi ces traités en vertu desquels cette propriété devait être transmise à la bourgeoisie de Berne, constituaient un *changement essentiel* dans la fortune publique.

Cette transmission, dont quelques années auparavant le gouvernement ne voulait pas entendre parler, estimant au contraire très désirable la reconnais-

sance des établissemens en question comme institutions de l'état, fut si peu effectuée dans l'intérêt du bien public, et avec un tel mépris des vœux hautement exprimés du peuple, que nous n'aurions pas été étonnés si des désordres avaient eu lieu précisément à cause de cette transmission. Certes le gouvernement ne pouvait se croire obligé, pour prévenir des désordres, de donner à une communauté, sans aucun motif plausible, les biens les plus importans de l'état. D'après cet acte, l'un des derniers du gouvernement déchu, on pourrait plutôt être autorisé à lui attribuer de tous autres motifs que celui d'éviter par là le désordre.

En conséquence de toute cette argumentation juridique, nous tenons l'état pour pleinement autorisé à la revendication absolue des établissemens et fonds qui lui ont été attribués par l'art. 1 c. de l'acte cantonal du 15 juin 1804, *comme vraie et incontestable propriété*, sans qu'aucune exception puisse y porter empêchement, et nous croyons aussi pouvoir d'autant plus convenablement nous abstenir de l'examen de la partie de votre mandat qui concerne la décision qu'il y aurait à prendre relativement à la restriction du droit d'usufruit, à la revendication de la propriété de l'hôpital de l'Ile et de l'hôpital extérieur et à l'extension de ces établissemens et leur transformation en établissemens cantonaux, qu'il nous est connu que le département de l'intérieur s'occupe d'un travail ayant pour but l'extension des deux établissemens.

Il va sans dire que l'état ne peut être autorisé à *gérer* la propriété dans laquelle il aura été réintégré, que dans l'esprit de ces institutions et *de la manière* qu'il a été prescrit expressément par la commission

de liquidation dans l'acte de dotation de la ville de Berne.

Enfin une question se présente encore, c'est celle de savoir si l'état, après sa réintégration dans sa propriété, est obligé de laisser *l'administration* des établissemens et fonds en question dans les mains des autorités de la ville.

On pourrait croire que cette question devrait être résolue affirmativement, vu que le droit de gestion de ces autorités semble découler des ordonnances de la commission de liquidation.

Cependant tout se borne ici à savoir dans quel esprit ce droit d'administration fut accordé. Le fut-il seulement dans des vues politiques, comme, par exemple, pour affaiblir, au moyen d'administrateurs de la ville, l'influence du pays sur ces institutions, alors toute la question ne se montre plus que comme une simple mesure administrative, qui, à chaque instant, peut être modifiée par les voies légales.

Cela eut-il lieu pour procurer à la bourgeoisie quelques places, et augmenter par là les avantages pécuniaires de l'acte de dotation, ce privilège doit alors cesser, et être supprimé sur le champ, comme entièrement incompatible avec la constitution actuelle de la république de Berne, qui rejette tous privilèges de lieu, de naissance, de personnes et de familles.

Abordons maintenant, Messieurs, la question des créances étrangères de Berne.

La nation helvétique, après avoir proclamé la République une et indivisible, avait acquis des droits valides de propriété à tous les titres de créance bernois (soit titres de capitaux, soit titres d'intérêts, soit créances en général) sur l'étranger, puisque ces créances formaient incontestablement auparavant une partie de la fortune publique du canton de Berne.

Peu de lignes suffiront pour établir complètement la preuve de cette dernière assertion.

La circonstance que ces capitaux, conformément à la loi qui avait déclaré tout bien cantonal, bien commun et national, furent livrés volontairement et sans aucune protestation de droit au trésorier national, témoigne déjà évidemment qu'ils étaient reconnus en qualité de biens de l'état. Mais une preuve encore plus concluante, c'est que la ville de Berne, ayant publié en 1801, un tableau de ses réclamations sur la fortune publique provenant d'un prétendu droit de propriété, ne fit mention en aucune manière de ces capitaux étrangers, quelques démesurées que fussent d'ailleurs ses prétentions.

Si nous réunissons maintenant à ces faits, *premièrement* l'insertion, dans les comptes généraux souvent mentionnés de 1785 à 1794 et 1796, du produit entier du censier extérieur (et intérieur) en qualité de revenu de *l'état*, et *secondement* la déclaration de la commission spéciale nommée en 1821 pour l'examen des espèces recouvrées: que M. de Jenner de Porrentrui, avait sauvé «une partie importante de la fortune de l'état, consistant en titres de créances

étrangers » nous croirons avoir prouvé une fois pour toutes, et de manière à satisfaire aux exigences les plus rigoureuses, que toutes les *créances étrangères* doivent être reconnues comme de *bien de l'état*.

Lorsque ces titres de capitaux furent une fois devenus bien national, leur restitution à Berne ne pouvait avoir lieu que par la voie d'une transmission valable en droit, et, en conséquence, seulement conformément à des stipulations basées sur la loi ou à une convention de droit privé.

D'après la partie de notre rapport qui concerne les faits, vous avez vu qu'une transmission à Berne des créances étrangères eut effectivement lieu. Cependant quiconque a une légère connaissance de cette affaire ne peut affirmer que cette transmission se soit effectuée d'une manière légale.

Permettez-nous, Messieurs, de prouver cette assertion.

L'aristocratie de Berne, quoiqu'elle se fût obligée solennellement, par le serment de février 1798, à renoncer au système des privilèges, n'avait véritablement jamais songé à donner suite à cette promesse. Aussi à peine aperçut-elle dans la division des partis, que la lutte de la révolution avait également provoquée en Suisse, la possibilité de la victoire, qu'elle commença déjà à conspirer de nouveau contre la liberté du peuple.

L'acte politique par lequel, en novembre 1801, Aloys Reding fut placé à la tête de l'administration, devait être l'avant-coureur d'une réaction complète, et la constitution nouvellement projetée devait préparer le peuple à ce pas rétrograde.

D'accord avec ce plan, un coup d'état financier devait être simultanément mis à exécution.

On désirait rendre à Berne ces créances étrangères qui étaient devenues propriété légitime de la nation entière, en partie pour avoir au moins les moyens d'achever le triomphe de la réaction ; en partie, et surtout, pour conserver ce bien considérable au gouvernement futur, et ce gouvernement au patriciat.

Le moment était sans doute très-favorable à de semblables desseins, car non-seulement le parti aristocratique avait déjà en vue le rétablissement de la souveraineté cantonale, ce qui naturellement devait avoir pour résultat la restitution de la fortune cantonale, mais encore les places les plus importantes de l'état étaient occupées par des hommes desquels on ne pouvait attendre que peu ou point de résistance à une telle opération financière.

Cependant, pour donner à tout le plan une apparence d'équité, et s'assurer contre des vicissitudes éventuelles, on trouva bon de feindre que les créances ne devaient être remises à la ville de Berne qu'à compte de ses prétentions sur le bien national.

Ce qui va suivre vous prouvera néanmoins clairement que cette cession à la ville de Berne ne devait être dans l'origine rien moins qu'un abandon à titre de propriété.

On entama l'affaire par un mémoire de la chambre communale de Berne au petit conseil de la république helvétique, dans lequel on demandait l'abandon de ces créances, *« sur le compte de la propriété de la ville de Berne qui se trouvait dans les mains du gou-*

vernement» et le petit conseil trouva naturellement la demande tellement fondée, qu'il arrêta aussitôt d'acquiescer à la requête. Cependant comme il ne pouvait jamais être question d'accorder les créances à la ville de Berne comme *un bien de corporation*, les mesures nécessaires durent être prises pour pouvoir repousser avec fermeté une prétention réelle de la ville de Berne sur ces créances.

Le petit conseil avait, le cas échéant, pris les précautions nécessaires; car, dans le décret du 1^{er} février 1802, il accordait, il est vrai, à la chambre administrative du canton de Berne la permission de livrer les créances étrangères à la chambre communale de Berne, mais il ajoutait la réserve expresse: «que cela devait être *effectué sans préjudice de son droit de propriété.*»

Par ce moyen, toute tentative de la ville de Berne de rendre valable une prétention sur la propriété des créances était prévenue, et l'on n'avait plus rien à redouter pour le droit du gouvernement futur, auquel lesdites créances devaient être conservées, par la conclusion d'un prétendu traité qui livrait les capitaux à la ville de Berne.

La chambre administrative du canton de Berne conclut un pareil traité, sous la date du 4 février 1802, avec la chambre communale de Berne, en vertu duquel elle céda à la bourgeoisie de Berne tous les titres de créance à titre de libre propriété, mais en outre, ajouta encore dans l'article 2 du traité la disposition, que la chambre communale de Berne avait reçu ces créances de manière que:

«Lors de la liquidation définitive, cet objet des créances étrangères ne figurerait ni en doit ni en avoir.»

Si dans l'appréciation de ce sujet on était restreint à ce traité seulement, on ne pourrait certes pas douter que par là non-seulement un droit complet de propriété sur ces créances n'ait dû être transmis à la ville de Berne, mais que cette transmission n'ait dû être effectuée comme un à-compte ne devant pas figurer dans la balance.

Mais si l'on prend en considération que l'autorité suprême de la république helvétique n'accordait la transmission que *sous la réserve expresse du droit de propriété*, on peut facilement se convaincre que cette transmission n'eut lieu qu'en apparence, et que la clause qui interdisait formellement la mise en compte des créances, ne devait avoir d'autre sens que de garantir la ville lors d'une liquidation future contre l'obligation du rapport (*collatio*) de ces créances, non reçues en fait.

Si l'on pouvait avoir encore un doute là dessus, il serait entièrement levé par la déclaration explicative du gouvernement déchu, faite dans la séance du 21 mai 1823, à l'occasion de la réclamation pour capitaux de la direction de l'hôpital de l'Ile. Cette déclaration est ainsi conçue :

«La circonstance que Leurs Excellences longtemps avant la révolution, avaient, par des motifs particuliers, placé au nom de l'Ile, des capitaux considérables dans les fonds autrichiens, ne pouvait pas être invoquée par cet établissement comme un droit acquis à ces fonds pas plus qu'un tel droit ne résultait des négociations ultérieures, qui avaient pour unique but

de conserver les créances à l'état et à la ville, en les soustrayant d'abord à l'ennemi, *ensuite à un gouvernement dilapidateur*, et enfin, à l'époque de la commission de liquidation, d'empêcher qu'elles ne fussent appliquées à l'extinction de la dette helvétique.»

Toutefois, et cette circonstance est tout à fait explicite, la chambre administrative du canton de Berne, même si elle avait eu l'intention d'agir contre la décision expresse du petit conseil helvétique, ne *pouvait* transmettre à la ville de Berne un droit de propriété sur ces créances, puisque, d'après les préceptes incontestables du droit, elle ne pouvait accorder plus de droits qu'elle n'en avait elle-même; mais, un objet transmis à elle en s'en réservant expressément la propriété ne pouvait être transmis de nouveau par elle que sous la même réserve *et par conséquent jamais à titre de propriété.*

Quelques indices très importants parlent sans doute contre cette supposition d'une cession simulée de propriété.

Nous parlons ici du second traité, que la chambre administrative et la chambre communale de Berne, conclurent sous le titre de *convention explicative*, le même jour où la conclusion du premier avait eu lieu, et dans lequel on fit entrer des dispositions qui, sans contredit, ne furent introduites que pour la forme.

De là provient la question de savoir comment cette circonstance peut s'accorder avec la supposition d'une simple simulation?

Nous croyons que le moyen le plus sûr de donner une réponse juste, c'est de jeter un coup-d'œil sur

notre précédente argumentation. D'après cette argumentation, les créances dont s'agit ne devaient être livrées à la ville de Berne que sous réserve expresse de propriété, ensuite cette transmission ne devait être effectuée que pour soustraire les capitaux «à un gouvernement dilapidateur» et les conserver à la ville et république de Berne; enfin la chambre administrative ne pouvait jamais transmettre à la ville de Berne un droit qui lui avait été dénié à elle-même.

D'après notre argumentation, il ne peut être douteux un instant que la transmission en toute propriété des créances à la ville de Berne n'ait été purement simulée. — Si ce fait est une fois établi à l'égard de cette convention explicative, de deux choses une seulement peut être possible.

Ou ce second traité fut, malgré les indices contraires, seulement conclu dans le but de compléter l'illusion, et d'empêcher par là d'autant plus sûrement la découverte du véritable état des choses; ou il était destiné, à l'égard de la transaction cachée sous cette simulation (savoir la transmission des créances à la ville de Berne, afin de les conserver à un gouvernement cantonal futur) à provoquer des mesures qui devaient être un jour effectuées par le gouvernement cantonal, mais dont, pour le moment, la mise à exécution devait en apparence être laissée à la chambre communale de Berne.

Cette dernière manière de voir nous semble être la seule juste, et acquiert évidemment encore plus de vraisemblance, quand on réfléchit que tout le plan tendait à une réaction politique, par suite de laquelle

le gouvernement de Berne devait redevenir en même temps magistrature de la ville.

Il manque donc dans tous les cas à la supposition de la transmission à *titre de propriété* des créances en question à la chambre communale pour le compte de la ville de Berne, la condition la plus essentielle d'une transaction, le consentement du propriétaire, c'est à dire du gouvernement helvétique, et d'après cela, jamais cette acquisition, faite ensuite du traité du 4 février 1804, ne pourra être considérée comme légale.

Cependant, non-seulement la transmission de *propriété* à la ville de Berne paraît non valable, mais encore la transmission à celle-ci des créances en question *dans le but de les conserver pour un gouvernement cantonal futur* est entachée d'un vice essentiel.

Cette transmission, sous la forme d'une cession de propriété, cachait une opération secrète, c'est à dire précisément la donation désignée des créances à un gouvernement cantonal futur, et en conséquence d'après tous les principes reconnus du droit, elle était non valide comme *simulation*. Cependant, comme dans ce cas, la transaction secrète a son effet en tant qu'elle n'est pas *illégal*, il faut avant tout, en soumettre la légalité à un examen.

La constitution de la république helvétique de 1798 avait évidemment force légale aussi longtemps qu'elle n'était pas remplacée par une constitution nouvelle.

De même la loi organique qui prononçait la nationalité des biens cantonaux conservait un effet légal, et tout acte contraire à cette loi, de quelque part qu'il émanât, était illégal. Le parti fédéral

aristocratique, lorsqu'en automne de l'année 1801, il eut repris le dessus, avait, il est vrai, manifesté l'intention d'abolir la constitution de 1798 et avec elle cette loi, et dans ce but, déjà ébauché une constitution nouvelle. Selon la déclaration expresse du décret de publication du 27 février 1802, ce projet devait entrer en vigueur seulement après avoir été accepté par les diètes cantonales; de sorte que le jour de la conclusion de ce traité simulé du 4 février 1802, le principe constitutionnel de la nationalité des biens cantonaux était encore en pleine vigueur.

Cette transmission à un futur gouvernement bernois, qui surtout alors était encore une personne entièrement imaginaire, doit donc pour cette raison être absolument considérée comme illégale, ce que certes nul ne sentait mieux que le petit conseil helvétique, lorsqu'il se vit obligé, pour motiver sa transmission des créances étrangères, d'invoquer une *constitution future*.

Ce n'était pas seulement la transmission de la *propriété* des créances à la ville de Berne qui était non valable, mais encore la transmission *dans le but de tenir secrète cette conservation illégale*; de telle manière, que ni de l'une ni de l'autre, il ne pouvait résulter pour le canton ou pour la ville de Berne des avantages légaux.

Ces effets déterminèrent les défenseurs des intérêts des patriciens à produire la fameuse réversale datée du 5 mars 1802.

Lorsque, après la chute de Reding, le gouvernement régénéré eut obtenu connaissance de la transmission des créances étrangères à Berne, il rendit,

le 15 juin 1802, un décret par lequel, avant tout, la non validité de cette transmission à la *chambre administrative* du canton de Berne, était prononcée.

Il ne peut être mis en doute que, dans cette circonstance, le nouveau gouvernement n'ait agi avec autant de prudence que de justice.

Les créances étrangères n'avaient pas été transmises à la ville de Berne à valoir sur ses prétentions au bien de l'état, ce que le gouvernement apprit par le premier traité entre la chambre administrative et la chambre communale de Berne, du 4 février 1802. Toutefois la ville n'avait pas d'autre prétention valide sur les créances; du moins cette prétention ne fut-elle jamais ni formulée ni démontrée, et la *ville* de Berne, comme commune, n'avait donc absolument aucun motif de se plaindre d'être lésée dans ses droits.

Le *canton* de Berne avait encore de moins justes motifs de plainte, puisque, comme il a été démontré, aucune propriété ne pouvait encore lui échoir légalement, et en conséquence, la reprise des créances, à lui illégalement transmises, ne paraissait absolument qu'un acte de légalité.

Mais le gouvernement du 17 avril avait, en récupérant une propriété légitime de la république, évidemment agi avec beaucoup de prudence. Abstraction faite de la grande utilité que ces sommes importantes pouvaient avoir pour un état libre naissant, le gouvernement populaire nouvellement rétabli ne pouvait jamais consentir à ce que la faction ennemie se mît en possession de moyens qui, employés contre des institutions à peine conquises, devaient

menacer gravement la liberté et les droits du peuple.

Aussi la chambre administrative du canton de Berne ne tarda pas à reconnaître de suite le danger de la chose, et songea la première à détourner le coup menaçant.

Un *seul* moyen était offert. Si l'on pouvait persuader au nouveau gouvernement que les créances étrangères n'avaient pas été transmises fictivement à la ville de Berne, mais en réalité, et à compte de son crédit sur le bien national, les négociations, qui avaient eu lieu pour la transmission recevaient l'empreinte de la légalité et de la légitimité (le gouvernement de la république helvétique ayant évidemment le devoir d'éteindre cette créance) et le nouveau gouvernement n'aurait pas eu le droit de les annuler.

La réversale produite était destinée à opérer cette persuasion, et afin que son exhibition parût naturelle, la date du 15 juillet fut reculée au 5 mars 1802.

Cette réversale devait donc, en effet, fonder un nouveau rapport de droit, c'est à dire la transmission de la plupart des créances étrangères à une corporation de la république (la ville de Berne) à valoir sur les prétentions de cette corporation au bien national. Le nouveau rapport de droit ne devait pas seulement commencer avec le moment de la présentation de la réversale, mais être reporté au temps de la première transmission des créances à la ville de Berne.

Cependant, pour assurer la validité de toute cette opération, le plus essentiel manquait encore, le consentement des représentans constitutionnels de la nation.

Si ce consentement avait été donné expressément ou tacitement, sans doute la transmission projetée des créances à la commune de Berne aurait pu avoir lieu légalement, et même le moment depuis lequel on compte le gain perdu et le dommage causé aurait même pu légalement être reporté au 4 février 1802.

Mais ce consentement ne fut pas donné. A la vérité la présentation de la réversale eut lieu avec la coopération de la chambre administrative du canton de Berne et l'on pourrait croire que cela pouvait suppléer au consentement du gouvernement helvétique. Toutefois ce serait à tort.

La chambre administrative ne pouvait, comme nous l'avons déjà démontré, transmettre d'autres droits que ceux qu'elle avait à exercer elle-même en vertu de sa position constitutionnelle. Mais le nouveau gouvernement avait déclaré non valide, déjà avant la production de la réversale, le décret du gouvernement déchu en date du 1^{er} février 1802, et par là *refusé* son consentement à toute transmission des créances, de quelque espèce qu'elle pût être. Dans cet état des choses la chambre administrative ne pouvait jamais disposer de droits qui lui avaient été expressément retirés, et en conséquence la transmission à titre de propriété, qui, en vertu de la réversale, devait être effectuée en faveur de la ville de Berne, ne pouvait nullement acquérir force de loi par l'assentiment de la chambre administrative.

Ajoutons à cela que le nouveau gouvernement, huit jours après que la réversale eut été produite, cassa aussi les conventions des deux chambres conclues sous la date du 4 février 1802. Quoi qu'il ne

soit nullement prouvé ni que le nouveau gouvernement ait eu officiellement connaissance de la réversale, ni aussi qu'il lui ait refusé formellement son assentiment, il ne découle pas moins de cette cassation qu'il ne le lui a pas non plus donné, et le consentement du propriétaire manquera donc toujours et d'une manière absolue à la validité de la transmission à titre de propriété des créances étrangères à la chambre communale, en mains de la ville de Berne, en déductions de prétentions sur le bien national.

Il ne fut pas suppléé à ce défaut essentiel par le fait que, plus tard, dans le mois d'août 1802, le nouveau gouvernement avait chargé son ministre des finances d'entamer avec la chambre communale des négociations sur la requête qu'elle avait présentée; car non-seulement il n'y eut point de négociations d'aucune *sorte*, mais même, en mars 1803, de nouvelles réclamations à l'égard des créances furent faites par le gouvernement helvétique, d'où il ressort clairement qu'il *n'avait* jamais approuvé une transmission dans le sens de la réversale.

Dès lors il devient facile de répondre à la question de savoir quel rapport de droit a été créé par la production de la réversale?

La simple détention antérieure des créances, dans le but de les réserver pour un futur gouvernement cantonal, s'était, *par* le fait de l'intention de la chambre communale de conserver ces créances en faveur de la ville de Berne, (intention qu'elle manifesta par la *présentation* de la réversale) transformée en une possession naturelle, c'est à dire en une possession qui existe toujours, quand, à la détention

d'une chose se joint aussi l'intention de la conserver.

Cependant, comme la détention antérieure des créances en question n'accordait absolument point de droits sur elles à la ville de Berne, la simple intention d'y acquérir des droits (*animus, rem sibi habendi*) ne pouvait en aucune manière modifier l'état des choses.

La possession naturelle ne devient une source de droits pour le détenteur que lorsqu'un motif *légitime* de possession s'y joint, et qu'en outre, le possesseur a la *croyance* d'avoir acquis en effet cette possession par un motif *légitime* (*bonam fidem*).

Suivant notre précédente argumentation, il est impossible que la chambre communale de la ville de Berne fournisse la preuve du bien-fondé de sa possession.

Avant la présentation de la réversale toute l'affaire de la transmission était nulle, tant à cause de la simulation qui avait eu lieu, qu'à cause du manque d'intention de la part du gouvernement helvétique de transmettre à la ville de Berne la propriété des créances dont s'agit. Il ne pourrait donc venir à l'esprit de personne de vouloir déduire *de là* un motif légitime de possession.

Après la présentation de la réversale, un motif valide de possession pouvait, attendu le refus constant de transmettre les créances à qui que ce fût, encore moins exister au profit de la chambre communale; il manquait donc à cette autorité la première et la plus importante condition de l'acquisition

d'une possession donnant des droits , ou , comme les juristes la nomment, d'une *possession civile*.

La seconde condition, *la bonne foi*, lui manquait également.

La chambre communale de Berne connaissait l'intrigue à laquelle on avait recours pour ravir à la nation helvétique sa propriété, elle s'y prêta elle-même la première en sollicitant la transmission des créances à la ville de Berne, quoiqu'elle sût bien que cette transmission ne dût être que *fictive*.

Elle savait que le petit conseil helvétique, sous l'administration d'*Aloys Reding*, avait ajouté à son décret de transmission à la chambre administrative du canton de Berne, du 1^{er} février 1802, la clause de la réserve de la propriété, et que les titres de créance ne devaient être remis à la ville de Berne que dans le but de les mettre à l'écart.

Elle connaissait la position politique de la chambre administrative du canton de Berne aussi exactement que celle-ci même, et devait savoir en conséquence que cette chambre ne pouvait accorder que précisément autant de droits qu'il lui en avait été transmis à elle-même par le pouvoir suprême exécutif de la république helvétique.

Elle savait aussi que le nouveau gouvernement, non seulement n'avait pas approuvé la transmission des créances à Berne, mais encore l'avait déclarée nulle, et avait toujours insisté sur leur restitution.

Elle savait que la réversale n'avait été invoquée que pour couvrir la nullité de la transmission antérieure, et donner à cet acte l'apparence de la légalité et de la légitimité.

La chambre communale de la ville de Berne n'ignorait conséquemment pas que la première transmission des créances à la ville de Berne, dans le but de les lui donner en garde, était illégale, et par suite nulle; que celle qui eut lieu ultérieurement pour en faire l'acquisition à titre de propriété était non valide, vu l'absence du consentement du propriétaire. Nous demanderons maintenant si, dans ces circonstances, la chambre communale pouvait *croire* un seul instant à la légitimité de la possession de la ville de Berne.

La possession naturelle de la chambre communale apparaît donc en conséquence comme un fait matériel pur et simple, ne pouvant, en aucun cas, donner des droits.

La conséquence nécessaire d'une telle position est l'incapacité du possesseur *d'aliéner la chose dont il est détenteur*. Le droit d'aliénation n'appartient qu'au propriétaire ou à celui que la loi y a spécialement autorisé, comme le tuteur ou le mandataire du propriétaire. Le possesseur naturel, qui ne détient sa possession sous aucun rapport de droit, ne peut pas plus que le possesseur de mauvaise foi, qu'une intention illicite seule a mis en rapport avec la chose, jamais prétendre à ce droit; ainsi la chambre communale de Berne qui, à l'égard des créances étrangères, se trouvait dans cette situation, n'était, *sous aucune condition, autorisée à aliéner* même une seule de ces créances.

Disons en outre que cette autorité de la ville avait, dans la réversale présentée, déclaré expressément, avoir reçu les titres des créances étrangères à valoir sur les réclamations de la ville.

Quoique la ville de Berne, comme nous l'avons démontré, ne pût par ce moyen acquérir un droit de propriété ou même seulement un droit de possession sur ces capitaux, elle avait cependant *de fait* contracté l'obligation d'employer ces titres, en tant qu'il n'en serait pas disposé autrement par le propriétaire, conformément au *but désigné*.

D'après notre argumentation il ne peut être mis en doute que la réclamation de la république de Berne, à l'égard de sa propriété légitime des créances étrangères de l'ancien canton de Berne, n'eût dû être pleinement reconnue devant tout tribunal.

Cependant la puissante volonté du premier consul de la république française s'interposa entre les prétentions des partis. Quoique Bonaparte ne fût guidé que par des motifs politiques, toutefois, l'ordre qui prononçait la reddition des créances dont s'agit à la nation helvétique, pour les employer à l'amortissement de ses dettes, se trouva conforme aux exigences de la justice.

Il vous est connu, messieurs, de quelle manière la chambre communale de Berne donna suite à cette disposition. Après de longues hésitations, elle rendit il est vrai une partie des créances pour l'emploi mentionné, mais en revanche elle déclara ne plus posséder l'autre partie.

En ce qui concerne les capitaux véritablement restitués, la chambre communale a satisfait à son devoir, et il ne nous reste rien à dire à cet égard.

Mais il n'en est pas de même en ce qui touche les créances que cette autorité de la ville prétextait ne

pouvoir plus rendre parce qu'elle ne les possédait plus.

Comme vous le savez, messieurs, la commission de liquidation insista longtemps sur la restitution de ces créances, et ce ne fut qu'après que *Bonaparte* eut fait connaître son opinion à cet égard par son envoyé le général Ney, qu'elle se désista de sa réclamation, et en fit la déclaration expresse dans l'arrêté définitif ainsi intitulé et daté du 6 septembre 1803 :

La chambre communale de Berne, disait-elle, ayant prouvé incontestablement qu'elle était parvenue d'une manière légitime à la *propriété* des créances dont s'agit, par suite de quoi elle en a aliéné quelques-unes et employé d'autres, dont en conséquence elle ne se trouve plus en possession, ces créances ne peuvent plus être réclamées pour servir à éteindre les dettes de la nation helvétique.

La justesse du motif de cette décision étant admise, il y a peu de chose à objecter contre sa légitimité, et en conséquence, peu d'espoir à fonder sur une tentative éventuelle de réclamation du canton de Berne comme successeur légal de la propriété de la république helvétique à l'égard de l'ancienne fortune de l'état de Berne.

Mais il ne sera pas difficile de prouver victorieusement que l'arrêté définitif de la commission de liquidation dont s'agit, repose d'une part sur une justification incomplète et de l'autre sur des preuves tout à fait contraires à la vérité, par suite de quoi les modifications que l'on pourrait y apporter seraient une conséquence inévitable des principes de justice.

C'est ce que nous allons prouver jusqu'à l'évidence.

Les créances sur l'étranger *non livrées* à la commission de liquidation par la chambre communale de Berne, sont indiquées plus haut à la page 82.

Maintenant, quoique la commission de liquidation se fût désistée de la remise de *toutes* ces créances, les deux créances dont il est fait mention à la fin, c'est à dire :

les 30,000 L. St. nouvelles annuités de la mer du Sud, et

les 44,000 L. St. d'anciennes annuités furent néanmoins plus tard, au commencement de la restauration, restituées avec intérêts et dépens au *canton* de Berne, restitution qui doit surprendre au plus haut degré.

Ou la commission de liquidation s'était, par des motifs légitimes, désistée de la réclamation des créances détenues par la chambre communale de Berne, ou il n'en était pas ainsi.

Dans le premier cas, la ville de Berne n'était nullement obligée de restituer même une seule de ces créances à l'état, leur ancien propriétaire. Dans le second cas, la ville de Berne n'avait pas à restituer à l'état deux capitaux seulement, mais elle était obligée de lui remettre toutes les créances, que la chambre communale, dans son temps, s'était appropriées d'une manière illégale, et qu'elle n'avait pas livrées à la commission de liquidation.

Après cette observation préliminaire, passons à la question la plus importante relativement à l'objet qui nous occupe, à savoir :

Si le gouvernement actuel du canton de Berne a le droit de réclamer au profit de l'état, comme propriété légitime de celui-ci, les créances étrangères que la chambre communale de Berne n'a ni livrées à la commission de liquidation, ni restituées plus tard au canton?

Cette question ne peut en général être résolue qu'affirmativement, puisque

1° aucune discussion ne peut s'élever sur ce que le canton de Berne, après le rétablissement de la souveraineté cantonale par la médiation de Bonaparte, fut réintégré, comme légitime propriétaire, dans ceux des droits de propriété de la nation helvétique qui dérivait de l'ancien bien cantonal bernois; et

2° la réclamation des créances étrangères demeurées illégalement en la possession de la chambre communale de Berne, repose, par suite de notre exposé, sur des principes de droit tellement clairs, qu'il ne nous reste rien à dire là dessus.

Mais la commission de liquidation, par son arrêté dit définitif du 6 septembre 1803, fit rendre une décision qui anéantissait les prétentions du propriétaire, et cette décision, par suite du temps écoulé, a acquis *force de loi*.

En conséquence, nous devons, avant tout, nous borner à rechercher si, malgré le caractère de force de loi que cette décision a acquise, il reste quelque moyen à notre disposition pour faire triompher les justes prétentions de l'état.

Partout où le but principal des lois de procédure consiste dans le maintien d'une justice réelle et non pas seulement fictive, un recours doit être ac-

cordé dans une affaire litigieuse contre des préjudices irréparables résultant de la rigueur des lois, quand il peut être démontré que les dispositions du pouvoir judiciaire sont absolument contraires à la justice, ou, pour fixer nos regards sur le cas actuel, lorsque la religion du juge, surprise par la représentation de faux documens, a été conduite à l'application rigoureuse de la loi.

Nous ne connaissons, en effet, aucune loi de procédure qui n'accordât d'une manière quelconque protection contre de telles injustices. Notre législation antérieure même, quelque incomplète d'ailleurs qu'elle pût être, rendait hommage à ce principe par la concession d'un nouveau droit (*restitutio in integrum contra rem judicatam*). Mais elle le limitait au cas où de *nouveaux* moyens de faits non contenus dans les actes du procès antérieur, produits et venus à la connaissance du demandeur seulement après le jugement, seraient présentés. *)

Dans ce cas, la partie doit avoir le droit «de faire recommencer une autre et nouvelle procédure devant le même juge qui le dernier a jugé la procédure»; **) aucun délai fatal n'est même fixé pour son exercice.

Le nouveau code de 1821 sur la procédure dans les affaires civiles s'accorde aussi, quant à l'essentiel, avec ces dispositions; cependant il accorde pour la présentation du nouveau droit, un délai fatal de

*) Voyez la loi de procédure (*Gerichtssatzung*) de 1761, part. III, Tit. XX, art. 2.

**) Voyez loi de procédure à l'endroit cité, art 4 et 1.

trois mois, à partir du moment où les nouvelles preuves ont été produites ou découvertes, et si, depuis la connaissance du jugement, dix années se sont écoulées, seulement encore dans le cas où la partie qui a gagné sa cause ne doit son succès qu'à des actes frauduleux.

Maintenant, soit que, pour le cas présent, on invoque l'application de la loi en vigueur lors de la décision de la commission de liquidation, soit celle de la loi du code de procédure actuelle, l'état a toujours le droit, tant qu'il lui sera possible, de présenter *nova* dans le sens de la loi, d'en appeler au nouveau droit, et par là d'amener une nouvelle décision sur la question concernant les créances.

Notre tâche, d'après cela, se borne à démontrer qu'à l'égard des créances étrangères non restituées par la chambre communale de Berne à la commission de liquidation, ni plus tard à l'état, les conditions existent sous lesquelles la loi accorde le rétablissement des choses dans l'ancien l'état.

Ici nous prendrons naturellement encore en considération les circonstances qui pourraient être importantes sous le rapport de l'appréciation matérielle de la question.

Cependant, pour plus de clarté, nous renoncerons à la voie d'une appréciation générale, et consacrerons à chaque titre de créance, en tant qu'il présentera des circonstances qui lui seront propres, un paragraphe spécial.

I.

D'abord, en ce qui touche les créances en obligations de la banque de Vienne

Florins 70,000 et
» 2,800

il se présente la circonstance particulière qu'elles furent restituées à la chambre communale de Berne, non en vertu de la convention entre cette chambre et la chambre administrative, du 4 février 1802 (dans le but de les livrer au grand hôpital et à l'Ile), mais qu'elles le furent déjà en janvier de cette même année, par le gouvernement helvétique, vu que leur qualité de bien de corporation excluait la nation de tout droit de propriété à ces créances.

C'est sur cette même supposition que la commission de liquidation fonda son arrêté d'après lequel, attendu que ces créances,

«comme il a été évidemment prouvé par des pièces, avaient appartenu de tout temps à ces pieuses fondations,»

elle se désistait de leur remise dans le but de couvrir la dette nationale helvétique.

Quelque juste que puisse paraître l'arrêté de la commission de liquidation basé sur les preuves présentées à elle, il n'en est pas moins vrai, d'un autre côté, que ces preuves étaient fausses, car *jamais* les deux pieuses fondations n'avaient pu prétendre à un droit sur les capitaux dont s'agit; ce droit, jusqu'en 1798, appartenait exclusivement à *l'état*.

L'incontestable vérité de notre assertion vous a déjà frappés, Messieurs, dans la partie de notre travail qui contient l'exposé des faits. Elle résulte autant des comptes des fonds étrangers du canton de Berne, que de la déclaration citée plus haut du gouvernement déchu, en date du 21 mai 1823, à

l'égard de la réclamation de la direction de l'Ile touchant les capitaux ; et enfin elle résulte aussi de la réversale présentée par cette direction, et dans laquelle elle déclarait n'avoir reçu les obligations qu'à titre de dépôt.

Il ne peut être douteux un seul instant que si la commission de liquidation eût connu ces faits qui lui avaient été cachés, elle n'eût pu jamais prendre cette décision, et que certes elle ne l'eût jamais prise. D'après cela, maintenant que nous avons réussi à mettre au jour la conduite frauduleuse de la chambre communale, on ne peut douter que l'état ne soit pleinement autorisé à en appeler à un nouveau droit.

II.

En ce qui touche la créance de Fl. 500,000 de l'emprunt de l'empereur Joseph II, nous dirons que cette créance, en vertu du traité fictif du 4 février 1802, fut livrée à la chambre communale de Berne avec les autres titres de capitaux, dans le but de les réserver pour un futur gouvernement cantonal, et ce fut seulement lorsque l'accomplissement de ce dessein ne fut plus possible, que l'on fit la tentative, par la production d'une réversale explicative, de prendre toutes les créances pour le compte de la ville de Berne à valoir sur les prétentions qu'elle avait sur l'état.

Vous avez vu combien peu toute cette opération était capable *d'annihiler* le droit de propriété de la république helvétique.

Néanmoins la commission de liquidation trouva

qu'elle devait même se désister de la répétition de *cette* créance, attendu que :

Puisque la chambre administrative et la chambre communale avaient été en droit d'entrer en négociation et de prendre des dispositions valables à l'égard des titres de créances extérieures qui leur avaient été remises à titre de *propriété* légitime, elle avait en conséquence aussi le droit de remettre la créance en question (avec une seconde qui fut restituée à l'état) aux hôpitaux du canton, en compensation du secours pécuniaire annuel accordé par le gouvernement.

Cette décision, quelque juste qu'elle parût d'après l'état des actes, reposait en entier sur de faux documents.

Quant à la preuve d'une « *propriété légitime* » de la chambre communale de Berne, elle reposait sur une déception complète. Le renvoi à un droit de propriété à *valoir sur une déduction future*, comme, par exemple, c'était le cas pour les vignobles sur le lac de Bienne, ne pouvait suffire, car la commission de liquidation aurait été obligée dans tous les cas de réaliser cette déduction. Cette prétention à la propriété devait, d'après cela, renfermer en même temps la preuve que la propriété avait été accordée *sans obligation d'une future mise en compte*.

Ce traité fictif du 4 février 1802 était très-convenable pour cela, et il ne restait autre chose à faire à cet égard qu'à mettre soigneusement de côté tous les autres documens qui pouvaient prouver le contraire *).

*) Le décret du petit conseil helvétique, en date du 1 février 1802, dans lequel la réserve de propriété était prononcée, ne

C'est aussi ce qui arriva, et la commission de liquidation n'apprit pas un mot de l'arrêté abroga-toire du petit conseil du gouvernement helvétique du 19 juin 1802, ni du décret de cassation du 23 juillet de la même année, ni de la disposition éma-née, dans le même sens, du conseil exécutif, le 17 février 1803, ni même de la production de la réver-sale explicative; de telle sorte que la commission de liquidation non-seulement fut abusée, mais encore mise dans l'impossibilité de reconnaître la vérité et de rompre ce tissu de faussetés.

Quant à la « cession prétendue faite à l'Ile des créances dont s'agit » il vous est déjà connu qu'elle reposait sur de faux documens.

Veillez remarquer, du reste, dans la pièce jus-tificative N^{ro} 22, qu'une « copie vidimée » de la « preuve de la dette de Liv. 40,000 à payer aux hôpitaux, » fut présentée aussi à la commission de liquidation, tandis qu'il est plus que certain, que jamais l'état de Berne n'eut l'obligation légale de payer aux hôpitaux en question ni quelque somme que ce fût, ni, *in specie*, les Liv. 40,000.

Après la révélation de toutes ces fraudes il ne peut plus être douteux que le canton de Berne ne doive être autorisé à la demande en restitution du capital dont s'agit, en dépit de la décision de la commission de liquidation.

pouvait naturellement pas être passé sous silence. Cependant la chambre communale de Berne, ou ses commissaires, trou-vèrent moyen de tromper la commission de liquidation même sur une circonstance aussi notoire.

Une circonstance particulière se fait remarquer à l'égard de cette créance.

Comme vous l'avez vu, par l'exposé des faits de notre rapport, à l'occasion du traité du 19 septembre 1829, conclu entre le gouvernement et l'administration de la ville de Berne, à l'égard des rapports de propriété et d'administration de l'hôpital de l'Ile, la créance de Fl. 500,000 dont s'agit fut livrée à l'administration de la ville comme équivalent pour la renonciation de la ville de Berne à diverses prétentions sur l'hôpital de l'Ile, et la direction de cet établissement, par une ordonnance du petit conseil, datée du 30 décembre 1830, fut chargée :

de rendre à l'administration de la ville les actes de cession et autres ayant rapport au capital de Fl. 500,000 et intérêts, qui se trouvaient encore entre ses mains.

Quoique toute cette opération soit obscure, et qu'on ne voie pas clairement si par là une tradition de la propriété du capital dont s'agit à l'administration de la ville devait avoir lieu, cependant cela devrait être admis, non-seulement parce que l'ordonnance du petit conseil se réfère au § 13 du traité ci-dessus, d'après lequel ce capital doit être abandonné à l'administration de la ville contre sa renonciation, mais encore surtout parcequ'un autre acte de transmission valable en droit manque entièrement.

Comme nous l'avons suffisamment démontré, la chambre communale de Berne transmet fictivement, le 12 mai 1802, le capital dont il s'agit à l'hôpital de l'Ile, pour le conserver au canton.

A la vérité, la chambre communale de Berne présenta plus tard la réversale explicative connue, par laquelle elle déclara avoir reçu de la chambre administrative, par le traité du 4 février 1802, toutes les créances, à valoir sur les prétentions de la ville de Berne au bien de l'état.

Cependant cette réversale ne devait évidemment pas se rapporter au capital en question, puisque la chambre communale, malgré la réversale, le laissa dans les mains de la direction de l'Ile, et fit connaître ainsi qu'elle le réservait à l'état, son précédent propriétaire.

Plus tard, ce capital fut administré secrètement, et après la formation du fonds de réserve de la ville, incorporé à ce fonds. Mais on ne trouve nulle part un acte formel de transmission consenti par l'autorité compétente, et la preuve la plus concluante que cet acte n'exista jamais, est précisément cette ordonnance du petit conseil en vertu de laquelle la créance devait être donnée à l'administration de la ville comme équivalent de certaines renonciations.

C'est seulement en 1829 que la propriété du titre de créance dont il s'agit devait être définitivement transmise à la ville de Berne, d'où résulte la question de savoir :

Si, par cet acte, l'état a perdu légalement ses droits de propriété sur cette créance?

Nous croyons, d'après les motifs ci-après, devoir résoudre négativement cette question.

1) Cette ordonnance du petit conseil, du 30 décembre 1830, s'appuie surtout sur la renonciation de la ville à diverses prétentions sur l'Ile, renonciation

contenue dans le § 13 du traité du 19 septembre 1829. Mais on cherche en vain dans ce traité un mot de cette transmission de capital à la ville de Berne, et d'après cela, il n'est pas possible d'imaginer que cette transmission ait été effectuée autrement qu'en vertu d'un article *secret* du traité. Maintenant, même en supposant un instant que cette étrange manière d'agir fût recevable en droit, aucun effet juridique ne peut être accordé à cette transmission, parce que l'affaire de droit sur laquelle elle était basée (le traité du 19 septembre 1829), ne reçut aucune sanction valable en droit.

C'est ce que nous avons déjà prouvé en discutant une autre question*), et, pour éviter des répétitions, nous nous permettons de renvoyer à ce que nous avons dit.

Par suite de cette preuve, qui du reste, reçoit une nouvelle force de ce que, par cette convention du 19 septembre 1829, l'état non-seulement devait perdre sa propriété légitime de l'hôpital de l'Ile, mais encore, par un article additionnel secret de cette convention, un capital de Fl. 500,000, contre une renonciation effective de la ville de Berne de Liv. 93,520, et qu'ainsi le bien et l'intérêt de ce bien devaient être diminués d'une manière énorme, par suite de cette preuve, disons-nous, la renonciation de la ville de Berne à ses prétentions n'a nécessairement plus lieu, non plus que *l'équivalent de l'état*.

2) Nous avons pour cela supposé la validité de toute l'opération. Nous sommes cependant dans le cas,

*) Voyez plus haut page 192.

pour une autre raison, de devoir aussi la déclarer nulle. On n'avait pas, par de bons motifs, fait mention dans le traité du 19 septembre 1829, du capital dont s'agit. On savait que ce traité devait être soumis à l'acceptation du grand conseil de la ville et république de Berne, et l'on craignait d'être importuné de questions embarrassantes par l'un ou l'autre des non-initiés, et peut-être même d'être forcé de découvrir et raconter le véritable état de l'affaire : comment d'abord on avait mis ce capital de côté pour le conserver à l'état ; comment ensuite on avait retenu à ce dernier sa propriété légitime ; comment enfin on avait maintenant l'intention de la donner à la ville de Berne en qualité d'équivalent (de 8 contre 1). On voulait éviter tous ces désagréments ; c'est pourquoi l'on ne dit rien dans le traité à ce sujet, et l'on s'imagina avoir assez fait, si le petit conseil ordonnait la remise à l'administration de la ville de Berne, *brevi manu*, des actes qui se trouvaient encore sous la garde de la direction de l'Île, et par ce moyen la transmission à la même des créances dont il s'agit.

Le petit conseil ne pouvait cependant effectuer valablement l'aliénation d'un capital de l'état *sans l'intervention du grand conseil*.

D'après le décret des 10, 11 et 12 janvier 1816, sur les affaires à traiter par devant le grand conseil, sont exclusivement de la compétence du pouvoir *souverain*, exercé par l'avoyer, le petit et le grand conseil de la ville et république de Berne :

« 6) en ce qui touche les finances,

La confirmation de toutes les aliénations dont la valeur dépasse Liv. 6000, et la décision sur tous les

objets qui exigent une dépense de plus de L. 6000, en tant qu'elles n'ont pas déjà été prévues et approuvées par des arrêtés généraux.»

La créance de Fl. 500,000 était donc incontestablement propriété de l'état, et son aliénation à la ville de Berne ne pouvait être effectuée, selon la teneur précise du décret cité, qu'après avoir été consentie par le pouvoir souverain. *Or, ce consentement n'eut jamais lieu*, et en conséquence la transmission était entachée de non validité.

III.

En ce qui concerne les créances de Fl. 331,400, en 78 obligations de la banque de Vienne, la commission de liquidation, dans l'arrêté définitif souvent mentionné, déclarait :

«Que la chambre communale de Berne, munie des pouvoirs suffisans pour consacrer aux besoins et à l'entretien de sa commune une partie des créances étrangères qui lui avaient été cédées en février 1802, *comme propriété*, déclare quant à elle comme n'existant plus ces obligations mentionnées que, ainsi que le prouvent des pièces justificatives, elle a aliénées ou négociées, et dont elle a employé le montant de vente, d'après les comptes et quittances spécifiés, à divers usages dans l'intérêt de la ville; que ces obligations ne doivent être réclamées par la commune de Berne ni en nature ni en équivalent, mais doivent être considérées par toute la nation comme perdues.»

La décision de la commission de liquidation, comme vous le voyez, repose également ici, avant tout, sur la circonstance principale de l'acquisition

de *propriété* des créances par la chambre communale de Berne.

Comme nous avons prouvé, au chiffre II, que la conviction qu'avait la commission de liquidation de la légitimité de cette acquisition, n'avait été que le résultat d'un tissu de fourberies et de documents faux, la question de savoir si, dans ce cas aussi, la condition légale de la concession d'un nouveau droit existe, ne peut paraître un seul moment douteuse.

Joignons à cela que nous ne pouvons ajouter foi non plus à la seconde circonstance de la commission de liquidation, «à l'aliénation prouvée de ce capital.»

Il est vrai qu'à cet égard nous sommes, comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, privés de preuves positives.

Cependant, après que nous avons démontré que la chambre communale de Berne estimait tout moyen permis pour atteindre son but; qu'en conséquence (pour ne donner que quelques échantillons de sa manière de faire) elle produisit de faux titres de cession (Voyez *Pièces justificatives*, N^{ros} 11 et 12), présenta des titres de vente falsifiés (Voyez N^{ro} 35 *a* et *b*), conclut des traités simulés (pièces 6 et 7), donna des explications fausses, qu'elle antidata, afin que la tromperie ne fût pas découverte (pièce N^{ro} 14), exhiba des comptes d'emploi controuvés (pièce N^{ro} 50); après que nous avons démontré, en outre, que, dans toute la question des créances, d'après le jugement même du gouvernement déchu, tout n'avait abouti qu'à des subterfuges et à des déceptions (pièce 43), nul, certes, ne pourrait exiger que nous crussions sur parole la chambre communale à l'égard de cette

créance, et d'autant moins, que le refus qui a eu lieu dernièrement, d'ouvrir les archives de la ville, n'est guère propre à ébranler notre conviction.

En conséquence, tant que l'administration de la ville n'aura pas à sa disposition de raisons plus solides que les « comptes et quittances spécifiés » qu'on présenta à la commission de liquidation; tant que, ce qui est après cela le plus important, il ne sera pas prouvé juridiquement que les prétendus débours ont été faits réellement *avec le montant de vente de ces capitaux*, nous déclarerons aussi ces « preuves » fausses, et de ce côté non plus aucune objection ne devrait s'élever contre la demande en de restitution.

IV.

Enfin, en ce qui touche les créances

des Liv. 400,000 de l'emprunt impérial autrichien, et des

Liv. 500,000 en délégations danoises,

la commission de liquidation trouva, « d'après les raisons déjà indiquées, et principalement d'après la lettre du ministre plénipotentiaire, en date du 5 fructidor an XII, qui dit clairement: « que la demande de la ville de Berne de n'être pas chargée des frais de la guerre du dernier automne, lui semble fondée, » de même que d'après l'art. XIII de l'acte fédéral qui eut que nul ne statue être poursuivi pour délits ayant rapport à la révolution, que la guerre du dernier automne n'étant, à la rigueur, considérée que comme un délit de cette espèce, d'après cela, personne non plus ne devait être tenu au rembourse-

ment des frais de cette guerre, la commission de liquidation trouva que ces deux créances que la chambee communale de Berne, en vertu de la quittance du 7 octobre 1802, avait livrées à la commission d'état, et que cette dernière, d'après les pièces justificatives, avait aliénées ou négociées, et dont le montant de vente entier, selon le compte présenté, avait été employé dans cette guerre, devaient être considérées comme n'existant plus, et ne devant plus être rendues ni en réalité ni à titre d'indemnités; mais que cette perte devait être supportée patiemment par toute la nation comme d'autres pertes semblables.»

Ici, de même que dans le cas précédent, la prétendue transmission de *propriété* joue le principal rôle.

D'après ce que nous avons déjà rapporté à ce sujet, il n'est pas nécessaire que nous donnions d'autres éclaircissemens là-dessus.

Mais en revanche, quant à l'autre motif de la décision, c'est à dire l'emploi prétendu *intégral* de ces deux capitaux aux frais de la guerre insurrectionnelle, nous avons démontré de la manière la plus claire la fausseté des comptes d'emploi présentés par la chambre communale, par le fait que nous étions en état de prouver qu'en 1808, la somme de Liv. 52,900 existait encore comme reste du montant de vente de ces capitaux. Maintenant si l'on prouve que le compte produit par la chambre communale ne s'écarta pas de la vérité seulement pour cette somme, proportionnellement peu importante, il en résulte en même temps aussi la présomption d'une différence de sommes plus consi-

dérable, surtout si l'on réfléchit que, dans le cas contraire, la guerre de trois semaines devrait avoir coûté à Berne *seule* beaucoup plus d'un million de francs de Suisse *).

En conséquence, la décision de la commission de liquidation paraît encore ici basée sur des faits inexacts, ce qui étant démontré, rend non douteuse la concession du nouveau droit.

A l'égard de ces deux capitaux s'élève la question de savoir,

Si, par suite des autres motifs qui ont amené la décision de la commission de liquidation, le droit de répétition du canton de Berne n'est pas annihilé?

Cette autorité, comme vous l'avez vu, fonda sa décision en outre

a) sur l'opinion de *Bonaparte* et

b) sur l'art. XIII de l'acte de médiation.

Maintenant, pour examiner de plus près ces motifs de décision

*) Les deux créances montaient ensemble à Liv. 900,000; la ville de Berne, outre cela, donna en argent comptant Liv. 46,752, et la chambre administrative du canton de Berne, Liv. 26000. Outre ces sommes, toutes les caisses publiques furent mises en réquisition pour soutenir la lutte, (Voyez Manuel de la commission d'état pages 56 et 57), de telle sorte que la dépense se serait élevée *de beaucoup* au-dessus d'un million de francs, si véritablement ces créances avaient été appliquées en entier aux frais de la guerre. A cela se joint que Berne n'eut à supporter *qu'une partie* des frais de la guerres, ce qui fut établi par des traités particuliers dont la teneur ne nous est pas exactement connue. (Voyez Manuel de la commission d'état, page 93.)

ad a) En ce qui touche l'opinion de *Bonaparte*, il semble, si l'on ne prend en considération que le peu de paroles qui renferment les motifs de décision de la commission de liquidation, que le premier consul ait eu le dessein d'accorder une attention spéciale à la ville de Berne.

Cependant cette manière de voir paraît bientôt erronée quand on lit en même temps la réponse du général *Ney*, qui contient la décision de *Bonaparte*.

Ce qui donna lieu à cette note montre déjà l'inexactitude de cette manière de voir.

L'instruction de l'envoyé bernois, *M. Jenner*, de Porrentrui, avait pour but, de joindre à un exposé fidèle de *l'état du canton*, les griefs du gouvernement contre la conduite de la commission de liquidation.

Ainsi il ne devait pas être *question* de la ville de Berne (on savait combien une demande ayant pour but un privilège trouverait peu d'écho), mais *M. Jenner* devait parler de *l'état du canton*, et par un exposé fidèle de cet état, chercher à prévenir la remise des créances.

La note de *Ney* confirme de la manière la plus concluante que le résultat fut d'accord avec cette mission. Cette note commence ainsi:

«Si différentes circonstances ont exigé d'un canton plusieurs genres de sacrifices, il n'est pas à croire que l'intention de *Bonaparte* soit qu'on les augmente en donnant à l'acte fédéral (de médiation) un effet rétroactif».

Il résulte sans contredit de cela qu'il n'était pas question des sacrifices des villes, mais des *cantons*, et

qu'en conséquence, en ce qui concernait Berne seulement, le premier consul ne parlait évidemment que du *canton* de Berne, auquel, vu les sacrifices nombreux qu'il avait déjà supportés, de nouvelles charges ne devaient plus être imposées, si ce n'est qu'autant que la nécessité en ferait une loi.

La seconde proposition de cette note semble, il est vrai, contredire cette interprétation, et avoir pour but de favoriser la ville de Berne. Elle est ainsi conçue :

«En conséquence, la ville de Berne demandant que les frais de la guerre de l'automne dernier ne restent point à sa charge et qu'elle ne soit point recherchée pour la dotation qu'elle a faite à un de ses hôpitaux, dans un temps où elle pouvait disposer librement de ses capitaux, est fondée dans ses demandes».

Cette seconde proposition de la note de Ney ne contient cependant évidemment rien d'autre qu'une application de la première proposition générale ; ce qui résulte clairement de ces premiers mots : *en conséquence*.

On ne peut pas, sans attribuer un contre-sens à la décision de *Bonaparte*, interpréter de la sorte cette seconde proposition, précisément parce qu'elle contredit la première. Et c'est ce qui aurait lieu si l'on concluait ainsi :

La première proposition commande d'épargner le *canton* de Berne, ensuite de quoi la ville de Berne doit obtenir des avantages par lesquels il sera porté préjudice au *canton*.

Si l'on ne veut pas blesser les premières règles d'une saine logique, il faut interpréter cette seconde proposition de façon à la faire concorder avec la première, et cette interprétation ne peut être que celle-ci : *Bonaparte* a voulu, par la seconde proposition de la note de Ney, donner simplement des points d'appui à la commission de liquidation, sur lesquels elle pût se fonder en exécutant la décision qu'il avait prise déparagner le canton.

Certes cette interprétation acquiert encore plus de poids si, outre ce qui a déjà été avancé, on réfléchit que *Bonaparte* n'eut point connaissance, ou du moins n'eut évidemment qu'une connaissance très-imparfaite de la manière dont la chambre communale était entrée en possession des capitaux étrangers, et, pour parler clair, de toute cette opération financière, basée sur des tromperies et des déceptions. Nous n'avons, il est vrai, pas une connaissance plus exacte des éclaircissemens que l'envoyé de la ville de Berne, *M. Jenner*, de Porrentrui, trouva bon de donner au premier consul ; cependant, il appert de toute la conduite de la chambre communale, conduite basée sur des déceptions, ainsi que de la note de Ney, que *M. Jenner*, non-seulement regarda l'affaire comme une affaire cantonale, et fit dans ce sens des représentations au premier consul, mais qu'il fit croire aussi à ce dernier que les aliénations et cessions à la ville de Berne étaient légitimes, et avaient été effectuées à teneur d'un traité valable avec le propriétaire légal ; et d'après cela, l'acte de médiation, s'il devait être étendu à ces négociations, attaquerait, par un effet rétroactif, les actes légitimes de transmission et d'aliénation.

Par ce moyen, l'opinion de *Bonaparte*, sur l'état de choses existant, fut si complètement égarée, qu'il lui devint tout à fait impossible de rendre une décision équitable.

Enfin, ajoutez à cela la circonstance importante que la décharge des frais de la guerre insurrectionnelle, prononcée par *Bonaparte* en faveur de la ville de Berne, ne favorisa pas la commune de la ville, mais en grande partie seulement quelques membres de la commune.

Comme nous l'avons vu dans l'exposé des faits de notre rapport, les frais de la guerre de 1802 furent principalement couverts par les dons et avances de particuliers.

Cependant, ceux-ci n'avaient avancé leur argent que parce qu'ils voyaient dans l'insurrection une bonne spéculation, dont la réussite leur faisait espérer une riche moisson par le rétablissement de l'ancien ordre de choses. Mais lorsque cette espérance de revoir le bon vieux temps s'évanouit, ces messieurs ne voulurent rien perdre, et les deux créances dont il s'agit, ou du moins une portion très-considérable, durent servir à couvrir les dépenses, non de la ville de Berne, mais de quelques spéculateurs malheureux. Jamais, nous en sommes sûrs, *Bonaparte* n'aurait autorisé un tel emploi du bien de *l'état*; jamais, lui qui recommandait d'épargner le *canton*, n'aurait consenti à ce qu'on donnât à sa décision : « *Je ne veux pas qu'on écrase Berne* », un sens qui n'avait pour but que de favoriser quelques patriciens et leurs partisans; et en conséquence, d'après ce motif, la déci-

sion du premier consul ne peut être opposée aux justes prétentions de l'état.

Outre les tromperies mentionnées, ce fut principalement cette décision qui détermina celle de la commission de liquidation. Mais comme il est démontré que la déclaration même de *Bonaparte* fut le résultat d'une mystification adroite, la décision de la commission de liquidation ne doit plus être opposée aux droits de réclamation non douteux du canton de Berne.

Il en est de même *ad b)* à l'égard de la stipulation de l'art. XIII de l'acte de médiation.

Cet article dit à la vérité: «que nul ne doit être poursuivi pour délits révolutionnaires réels ou supposés, qu'ils aient été commis dans une condition privée ou dans l'exercice d'une fonction publique».

Mais il est évident que l'acte de médiation ne voulait parler que d'une amnistie pour délits politiques, et que l'application de cette stipulation à une simple question d'argent est tout à fait fausse. Ce rapport ne peut s'excuser qu'en tant que le motif légal de la réclamation, à savoir la prise de possession illégale des créances par la chambre communale de Berne, a été caché à la commission de liquidation.

En conséquence de cet exposé général, le droit de l'état de rechercher un nouveau droit ne peut plus être douteux, et après son obtention, les prétentions de l'état devraient tout aussi sûrement être pleinement reconnues. Du reste, nous devons établir la distinction suivante :

Les créances que la chambre communale n'avait aliénées que fictivement pendant qu'elle s'en assurait la possession, et les capitaux dont le montant de vente resta en entier ou en partie dans les mains de cette autorité de la ville, n'exigent naturellement qu'une simple réclamation, et il va sans dire que la chambre communale, ou son successeur légal, doit restituer les intérêts et produits perçus en même temps que les capitaux.

Quant aux créances que la chambre communale a véritablement aliénées, ou employées en tout ou en partie, dans l'intérêt de la ville, elle aurait dû, d'après l'obligation contractée volontairement par elle de recevoir ces créances à valoir sur la prétention de la ville de Berne au bien de l'état, les porter en ligne de compte dans la dotation de la ville de Berne, aussi bien que la forêt, les vignobles de Bienne et le fonds de l'intendance des bâtimens.

Mais comme, par les déclarations controuvées que nous connaissons, elle sut éluder cette obligation, il ne reste à l'état qu'à réclamer un *équivalent* complet de la propriété qui lui a été soustraite.

Qu'on nous permette, pour conclure, d'ajouter une observation, c'est que, à l'égard de toutes ces prétentions, l'administration actuelle de la ville paraît seule comme débitrice.

Non sans doute, que le produit de plusieurs capitaux aurait dû être versé dans le fonds de réserve bourgeois (cette circonstance ne peut toucher en rien aux droits de l'état), mais c'est parce que la chambre communale, *comme organe légal de la ville*

et bourgeoisie de Berne, toucha illégitimement, en 1802, toutes les créances, et s'obligea par là non-seulement à les rendre à leur légitime propriétaire, mais aussi à réparer complètement tout dommage et préjudice résultant de sa prise de possession illégale.

La demande en restitution, et à certains égards, en réparation, à l'administration actuelle de la ville de Berne, se fonde sur son obligation comme *successeur* légitime et légal de la chambre communale de Berne.

La circonstance suivante se lie étroitement avec l'objet que nous traitons actuellement.

En 1804, par conséquent *après* que la question des créances eut été résolue par l'arrêté définitif de la commission de liquidation, en date du 6 septembre 1803, le conseil des finances du canton de Berne, desira recevoir du conseil de ville de Berne pour les besoins de l'hôpital de l'Ile, une avance d'environ Liv. 16,000, «à valoir sur les Liv. 40,000 qui devaient être allouées annuellement à l'Ile et à l'hôpital extérieur sur les capitaux étrangers livrés.»

Cette proposition du conseil des finances reposait, comme nous l'avons démontré plus haut page 131, sur la convention explicative du 4 février 1802, et en supposait évidemment la validité.

Maintenant, on doit admettre sans doute, comme nous l'avons aussi prouvé en temps et lieu, que cette convention devait avoir une validité légale, quoique contrastant avec la teneur du traité. Cependant, après que la portion la plus importante des créances étrangères eut été restituée par la chambre communale, on aurait dû croire à la cessation de ce traité ainsi que de la prestation de Liv. 40,000. Mais le conseil

des finances du canton et le conseil de ville de Berne paraissent avoir partagé si peu cette manière de voir, que ces deux autorités continuèrent à entretenir des négociations financières importantes sur la base de la validité du traité.

Quoi qu'il en soit, il est certain que la convention explicative dont il s'agit *ne pouvait*, en aucun temps, avoir *une validité légale*, non pas, il est vrai, par les mêmes motifs qui ont été opposés au premier et principal traité, et que nous avons suffisamment expliqués plus haut.

Mais, plus tard, après que la chambre communale de Berne eut retenu une partie des créances, le traité devait trouver son application, du moins quant à *cette* partie, et d'après la seule interprétation juste qu'on puisse donner au traité, cela ne peut qu'être utile à la réclamation actuelle de l'état, puisqu'il appert de là que longtemps encore après, on avait le dessein de rendre les créances au canton, et que plus tard seulement, après que le danger d'être découvert fut éloigné, et qu'il ne s'agit plus de restitution, on accomplit la soustraction.

Enfin, en vertu de cette convention explicative, une autre portion de bien fut encore soustraite à la à la république helvétique, et par suite au canton de Berne, comme successeur de celle-ci à ce bien.

Comme vous l'avez vu par la pièce justificative N^{ro} 8, le gouvernement bernois avança, le 23 mars 1781, à la direction de la maison des orphelins à Berne, pour bâtir une maison d'orphelins entièrement neuve, un capital de couronnes 24,000 (Liv. 60,000) sans intérêts pendant 20 ans.

Le remboursement aurait donc ainsi dû avoir lieu en 1801. Mais il y fut renoncé en vertu de ce second traité. Voici l'article textuel qui s'y rapportait :

«Quatrièmement. Enfin, la chambre administrative remettra à la chambre communale gratuitement concellée la créance de couronnes 28,000 (ce qui veut dire 24,000) que le gouvernement de Berne avait avancées pour la construction de la maison des orphelins.»

Maintenant, si l'on examine bien le but de toute l'affaire de la remise des créances, on reconnaît facilement que cette renonciation n'était aussi qu'une pure fiction et n'avait d'autre fin que de conserver au canton cette prétention de l'état, qui autrement aurait dû échoir au trésor national.

Déjà par ce motif, la chambre communale de Berne, après que la maison des orphelins fut dévolue à la ville et bourgeoisie de Berne, comme propriété privée, ne pouvait prétendre à être libérée de ce prêt.

Ceci devient plus concluant encore si l'on prend en considération la cassation qui eut lieu par le gouvernement régénéré de la république helvétique, de toutes ces négociations concernant la cession des créances, cassation par laquelle cette renonciation se trouvait naturellement aussi révoquée.

Dans tous les cas, et c'est un point décisif, la renonciation au remboursement de ce prêt ne pouvait avoir lieu qu'avec le consentement du propriétaire, c'est à dire de la nation helvétique ou de son gouvernement constitutionnel; et la chambre administrative du canton de Berne pouvait, en conséquence,

d'autant moins disposer de cette somme, que non-seulement elle n'avait point ici de droit, mais encore, en vertu du décret du 1^{er} février 1802, elle n'avait expressément été autorisée qu'à la remise des créances *étrangères* de Berne.

La renonciation effectuée sans le consentement du propriétaire légitime paraît donc *eo ipso* nulle, et en conséquence la réclamation de cette prétention avec les intérêts depuis le 23 mars 1801 jusqu'à ce jour, devrait être justifiée et rencontrer d'autant moins d'opposition, que cette prétention, cachée jusqu'ici, vient seulement de se révéler à l'état comme un droit de propriété qui lui appartient.

Une autre réclamation se joint encore à celle-là.

Dans le titre de dotation de la ville de Berne, parmi les objets accordés à la bourgeoisie pour les besoins municipaux, se trouvent aussi des forêts lesquelles furent exactement spécifiées pour éviter tout malentendu.

Parmi ces forêts *ne* sont cependant *pas* comprises :

le Grauholz de 399 arpens, et

le Sädelbach de 448 arpens

et l'on doit admettre, en conséquence, que la commission de liquidation a voulu donner ces deux bois à *l'état*.

Mais ces bois, par la convention d'exécution du 6 avril 1804, furent accordés à la ville comme propriété, et véritablement, comme le porte l'art. XI (pièce just. N^{ro} 28) du titre de traité :

«D'après la disposition des traités conclus.»

Nous connaissons, il est vrai, si peu la teneur des traités conclus, que nous ne savons pas même avec qui ils furent conclus, quoiqu'il soit présumable

qu'on entende ici les traités dont le titre de dotation fait mention par rapport aux forêts.

Ces traités, quelle qu'en puisse être la teneur, et quels que soient ceux qui les aient conclus, ne peuvent avoir aucune valeur mis en regard des arrêtés de la commission de liquidation.

Cette autorité, lors de la fixation de fonds pour la dotation de la ville, n'était liée en rien par aucun traité antérieur. Elle était autorisée à choisir à son gré, dans la masse des biens publics existans, les objets qu'elle pouvait accorder.

Il était naturel, du reste, qu'elle prît en considération les conventions conclues antérieurement dans le but d'une séparation du bien de l'état de celui de la ville; et certainement si un traité dans cet esprit concernant ces deux forêts, eût été présenté, la commission de liquidation y aurait eu égard lors de la dotation de la ville, comme elle le fit à l'égard des autres traités de cette espèce.

Mais précisément parce qu'elle fit cette omission, nous sommes pleinement convaincus qu'aucun traité de ce genre ne fut présenté, ou que si cela eut lieu, la commission de liquidation ne voulut pas le reconnaître.

A la vérité, sous ce rapport, il manque une déclaration expresse de la commission de liquidation. Cependant, la renonciation insérée dans le titre de dotation de la ville de Berne, «à tous ses ci-devant droits réels ou prétendus sur le reste des biens meubles et immeubles du canton de Berne encore existans,» peut, d'un côté en tenir lieu; et de l'autre la dé-

claration renfermée dans l'acte cantonal du 15 juin 1804 N^{ro} 1 a) qui adjugeait au canton «comme vraie et incontestable propriété, tous les biens, immeubles, droits et revenus, destinés en partie à des usages généraux, en partie à des usages particuliers, situés dans le canton actuel, non encore aliénés et possédés par la ville et république de Berne au commencement de la révolution de 1798,» en exceptant de ces biens ce qui était échu aux cantons de Vaud et d'Argovie, «et en outre ceux qui, par le titre de dotation du 20 septembre 1803, sont assignés à la ville de Berne.»

Mais ces deux forêts ne furent *point* assignées par cet acte à la ville de Berne; et d'après cela, il ne peut être douteux que la commission de liquidation n'eut pas en vue la cession de ces deux forêts à la ville et bourgeoisie.

En conséquence, on ne peut soulever que la question de savoir:

Si la ville de Berne n'a peut-être pas acquis valablement ces forêts en vertu de la convention exécutoire?

Le traité du 6 août 1804 ne devait évidemment non plus fonder aucun nouveau droit à l'égard de cet objet, mais, «d'après la prescription des traités conclus» faire revivre une stipulation antérieure.

La réalisation de ce but paraît cependant *après* la promulgation de l'acte de dotation, absolument contraire au droit, et déjà par cette raison, le traité dont s'agit ne pouvait accorder aucun droit à la ville de Berne.

Mais, dans tous les cas, ce traité fut conclu et exécuté sans l'autorisation du grand conseil, et il

manque donc également ici le consentement constitutionnel du propriétaire, sans lequel la cession ne pouvait être valable. En conséquence il n'est plus nécessaire d'exciper de l'homologation négligée pour justifier pleinement l'autorisation de réclamer ces deux forêts pour le compte de l'état.

Votre commission, Messieurs, doit maintenant borner ici la liste de ses réclamations, quelque convaincue qu'elle soit que les légitimes prétentions de l'état devraient s'étendre plus loin.

Cependant, comme dans les circonstances actuelles, nous n'avons pas eu d'autre moyen à notre disposition pour examiner plus exactement un état de choses encore enveloppé d'obscurité, nous ne pouvons que désigner plus en détail comme suit les circonstances qui, selon notre opinion, méritent des éclaircissemens ultérieurs :

1) Une liquidation mieux constatée de l'emploi des créances étrangères bernoises, depuis le commencement de la révolution jusqu'au moment où elles furent rendues par le gouvernement français au trésor national de la république helvétique, ne devait pas être de peu d'importance. La différence entre le compte des fonds étrangers de l'an 1795 et l'état dressé le 5 mars 1798, et entre ces deux derniers et la liste des créances du 15 février 1802 paraît si considérable, qu'elle mériterait un examen approfondi.

2) Il serait tout aussi désirable de se procurer des éclaircissemens sur l'observation que M. l'ancien avoyer *de Mülinen* fit dans la séance du comité secret des finances, du 14 décembre 1817 : savoir que, parmi

les fonds de l'état administrés par ce comité, «n'étaient pas encore compris les fonds administrés par la ville.» Si nous ne sommes pas entièrement dans l'erreur, cette déclaration se rattache étroitement à la liquidation de l'emploi des créances.

3) Un examen ultérieur de l'emploi des Liv. St. 66,000 annuités de la mer du Sud, serait aussi à désirer, puisque, à l'égard de la *première* somme, il paraît très surprenant que les créances qui s'y rapportaient aient été rendues à la chambre administrative du canton de Berne, lorsque, selon la déclaration de Zeerleder, «ces actions de banque avaient déjà été touchées par le gouvernement helvétique.» Quant à la *seconde*, comme nous l'avons montré plus haut, les déclarations présentent une triple version différente.

4) Outre le prêt cité plus haut à la direction de la maison des orphelins, le gouvernement, suivant la pièce justificative N^{ro} 8, prêta aussi au grand hôpital de Berne la somme de couronnes 15,900, dont jusqu'en 1796, cour. 7,500 furent rendues et le reste de cour. 8,400, devait être payé en à-compte de cour. 1,500 «*de anno 1790 ad 1800*». Il vaudrait peut-être la peine de rechercher si ce remboursement fut réellement effectué dans son temps au trésor de la république helvétique.

5) Il serait important aussi de s'enquérir du sort de la créance de Fl. 85,000 sur le prince de Nassau-Saarbrücken revenue au canton de Berne.

6) De même il nous semble qu'il vaudrait la peine de faire des recherches sur l'*origine* des sommes que M. le banquier Zeerleder, d'après l'indication donnée ci-

dessus page 132 administra longtemps d'une manière secrète et qui doivent provenir de titres de créance que le gouvernement helvétique a vendus. Il serait très-facile d'établir que cet objet se lie étroitement avec celui désigné plus haut sous les N^{ro} 1 et 2.

Il ne serait pas moins important de pouvoir connaître le motif de l'augmentation extraordinaire des fonds de l'intendance des bâtisses de la ville et de l'intendance des grains, puisqu'il était impossible, comme il a été démontré, que cette augmentation fût seulement le résultat d'un système d'une sage économie.

Enfin

8) Nous avons encore à appeler votre attention sur le fonds particulier de la bourgeoisie. Comme la commission des finances du conseil de ville de Berne l'annonce dans son rapport à l'autorité supérieure de la ville, page 55, ce fonds fut formé, en 1818, de capitaux dans le pays, et s'élève maintenant, (1832), déduction faite de prestations extraordinaires, à la somme importante d'environ Liv. 600,000.

Mais comme on ne peut voir nulle part dans l'acte de dotation que des capitaux aient été livrés à la ville de Berne, qui puissent fournir la moindre preuve que cette somme provienne de la dotation de la ville, il est fortement à présumer que le fonds particulier, ainsi que le fonds de réserve de la bourgeoisie, renferme un bien que la ville et bourgeoisie de Berne avait déjà su acquérir avant l'année 1803, à côté de la dotation. Nous ne savons pas jusqu'à quel point notre présomption est fondée, mais si elle se vérifiait en tout ou en partie, on ne serait pas

éloigné de reconnaître combien serait fondée une réclamation ultérieure en faveur de l'état.

Passons maintenant, messieurs, à la conclusion de notre tâche, en répondant à la question de savoir :

De quelle manière le canton de Berne peut parvenir à la reconnaissance de ses prétentions légitimes ?

Il est certain que les décisions de la commission de liquidation s'étendaient à la *masse entière* des droits de propriété provenant du canton de Berne.

Quoique cela ne fût pas exprimé en termes exprès, comme dans la stipulation du droit de propriété sur les fondations et établissemens de charité, par l'acte cantonal du 15 juin 1804, ou lors de la décision sur la remise des créances étrangères par l'arrêté définitif du 6 septembre 1803, cela eut lieu toutefois d'une manière non moins formelle, par le fait que la commission de liquidation admit dans l'acte de dotation de la ville, une renonciation de la bourgeoisie à tout bien non accordé dans l'acte, et, dans l'acte cantonal, reconnu au canton, comme bien de l'état, tout bien bernois qui n'aurait pas été assigné spécialement aux cantons de Vaud et d'Argovie, ou à la ville de Berne.

En conséquence, il n'est pas besoin de faire voir que la commission de liquidation rendit, sur toutes les questions qui font le sujet de notre travail, une décision à laquelle le terme écoulé de plus de trente ans a donné entièrement force de loi.

En ce qui touche la question des créances, comme nous l'avons montré, il ne reste maintenant sans doute, à l'état, contre la décision de la commission de liquidation, que l'invocation d'un nouveau droit.

Mais quant aux prétentions de propriété sur l'hôpital de l'Ile et les autres fondations pieuses, et quant à la question de savoir si la dette de la maison des orphelins de la ville de Berne, et les deux forêts, le Grauholz et le Sädelbach, sont comprises dans le bien qui doit revenir à l'état, il ne s'agit pas ici de modifier l'arrêté de la commission de liquidation, mais de son exécution en due forme, et à cet égard il n'est besoin que d'un simple éclaircissement de l'acte de dotation de la ville et de l'acte cantonal.

Quant à la question de savoir, à quelle autorité il appartient de prononcer sur ces affaires, le moyen le plus sûr de la résoudre c'est de rechercher dans quelle position la commission de liquidation s'était antérieurement placée.

Les pouvoirs extraordinaires dont la commission de liquidation avait été investie «pour débrouiller les intérêts pécuniaires de la Suisse», devaient la rendre «indépendante des cantons, libre de toute autre influence que de celle dont les principes posés dans l'acte de médiation même ordonnaient l'emploi»; ses arrêtés devaient être obligatoires d'une manière absolue et par eux-mêmes, et être mis de suite à exécution, sans que la Diète fédérale même pût être autorisée à les modifier ou à les révoquer.

Ce pouvoir n'était point un pouvoir purement civil judiciaire, puisqu'il n'avait guères à s'occuper

d'intérêts privés, lesquels paraissaient peu de chose à côté des importantes questions administratives et financières sur la manière d'hypothéquer ou d'amortir la dette nationale, d'avoir égard aux besoins des municipalités des villes, de déterminer les fonds qui leur étaient nécessaires, et enfin de reconstituer pour les cantons un bien de l'état.

Néanmoins, les fonctions de la commission de liquidation, d'après leur effet, étaient purement judiciaires, puisqu'elles ne pouvaient, en aucune manière, être révoquées ou modifiées après coup par la voie d'une ordonnance, mais qu'elles avaient force de loi de même que les sentences du juge civil.

Les fonctions de cette autorité étaient en même temps celles d'une instance suprême, puisque à son égard, tous les moyens de droit qui supposent le jugement de la question pendante par une instance supérieure, étaient exclus.

Nous trouvons ces attributions confirmées expressément non-seulement dans l'acte de médiation, mais la commission de liquidation elle-même avait compris son pouvoir ainsi, puisqu'elle se considérait «comme l'unique autorité et comme le *juge en dernier ressort* de tous les objets soumis à ses décisions».

Le gouvernement de Berne reconnut de même la décision de la commission de liquidation sur la dotation de la ville de Berne, «comme une sentence prononcée par un juge, et à laquelle il devait se soumettre ainsi que la ville de Berne».

Après cet exposé, la réponse à la question proposée ne devrait plus être douteuse.

Ainsi,

- a) La poursuite des prétentions du canton de Berne, ne peut avoir lieu dans aucun cas que devant une autorité investie pareillement du pouvoir judiciaire.
- b) La commission de liquidation ayant décidé comme instance suprême, cette poursuite ne peut avoir lieu que par devant une autorité judiciaire revêtue d'un pouvoir judiciaire supérieur, et
- c) un tel pouvoir judiciaire supérieur ne peut être que celui qui a succédé à la commission de liquidation, puisque, légalement, il n'appartient qu'au même juge qui a rendu le dernier jugement de conférer un nouveau droit et d'expliquer ses décisions antérieures.

Un tribunal suprême fédéral peut donc seul être compétent pour prononcer sur les prétentions du canton de Berne.

Cependant la Confédération suisse ne jouit pas d'une telle institution.

Le §. V du pacte fédéral du 7 août 1815 prononce : «Toutes les prétentions et contestations entre les *cantons* sur des objets non compris dans la garantie du pacte fédéral, sont soumis au droit confédéral».

Ainsi ce n'est que pour les différends entre les *cantons* que la confédération reconnaît un pouvoir judiciaire, Pour tous les cas litigieux possibles d'une autre espèce, le Suisse est sans recours judiciaire, ou renvoyé devant la justice cantonale, qui, dans un

grand nombre de cas , et notamment dans la question présente, ne peut offrir aucune garantie.

Il manque donc de fait une autorité judiciaire devant laquelle le canton de Berne puisse faire valoir son droit contre des décisions qui blessent profondément la justice ; et un grand nombre de personnes croiront peut-être qu'il ne reste à la république de Berne d'autre alternative que de renoncer à son bon droit ou de se faire justice à elle-même par sa toute puissance.

Cependant nous ne pouvons partager cette manière de voir. Jamais nous ne pourrions conseiller à l'état de renoncer à des prétentions aussi importantes que bien fondées, et aussi long-temps qu'un autre moyen d'obtenir justice sera possible, rien ne nécessite l'emploi de mesures violentes.

Nous croyons, en conséquence, qu'avant tout la ville et bourgeoisie de Berne doit être invitée à s'entendre avec le pouvoir exécutif du canton sur la formation d'un *tribunal de compromis*; dans ce cas on aurait à choisir librement entre un tribunal suprême permanent de canton, ou un tribunal arbitral à élire par les deux parties.

Si la ville de Berne n'a en vue que la justice, et nous entendons répéter journellement cette assertion, elle ne peut un instant hésiter à se soumettre à un juge, que non-seulement elle contribuerait à élire, mais qui serait à l'abri de l'influence que l'autorité suprême cantonale peut exercer indirectement sur une assemblée de juges dont la réélection dépend de lui.

Cependant, si la ville et bourgeoisie de Berne dédaignait d'accéder à cette proposition, il ne resterait sans doute alors au canton de Berne qu'à prier la Diète d'ériger un tribunal à ces fins.

Il est tout à fait dans l'intérêt de la Diète que la justice règne dans l'étendue de la Confédération.

Dans le cas actuel, cet intérêt devrait acquérir un nouveau degré d'importance par la circonstance que la Diète a placé sous sa protection particulière les dotations des villes ci-devant souveraines, supposé que par là elle ait voulu reconnaître non-seulement le fait, mais aussi le principe qui donna lieu à ce fait, principe qui accorde une garantie, laquelle n'exige pas seulement la reconnaissance des arrêtés de l'autorité supérieure présidant à la liquidation, mais encore commande non moins impérieusement de protéger les membres de la Confédération contre une lésion réelle de droits.

Cependant, comme la Diète n'exerce elle-même aucune fonction judiciaire, il est incontestablement dans ses attributions d'accorder protection contre des injustices de l'espèce désignée, et, par la création temporaire d'une autorité judiciaire supérieure, à la place de la commission de liquidation, de donner au canton de Berne la possibilité d'obtenir la reconnaissance de ses prétentions légitimes.

Nous ne craignons pas, Messieurs, que la haute Diète repousse notre requête.

Mais cependant, si elle devait le faire, si elle n'écoutait pas les sollicitations pressantes du canton de Berne, elle reconnaîtrait par là que la Confédération ne possède pas une organisation capable de

maintenir la justice, qu'il n'y a aucune sûreté pour le droit, et qu'elle manque en conséquence des conditions les plus essentielles de l'ordre social. Alors, Messieurs, mais seulement alors, le moment du droit de la nécessité serait venu, et vous sauriez comment porter assistance à l'état lésé dans son droit de la manière la plus profonde.

D'après toute cette argumentation sur la question de fait et la question de droit, votre commission s'est convaincue :

1) Que l'acte de dotation du 20 septembre 1830 n'a pas perdu sa validité en droit par l'abolition de l'acte de médiation.

2) Qu'il s'ensuit que les portions de bien accordées à la ville et bourgeoisie de Berne doivent être considérées comme un droit bien acquis et inattaquable; mais qu'en revanche, la ville et bourgeoisie de Berne, en vertu du même acte, a renoncé à tout bien meuble ou immeuble, encore existant, qui ne lui a pas été assigné expressément.

3) Qu'en conséquence de cette clause, comme en particulier de la stipulation de l'acte cantonal du 15 juin 1804, les fondations et établissemens de charité suivans, tels que :

l'hôpital de l'Ile,

l'hôpital extérieur,

le fonds dit *Mushafen*,

la bourse de l'école, et

le fonds du chapitre des chanoines

sont devenus, avec tous leurs biens et revenus, *propriété légitime* de l'état, et doivent être réclamés en faveur de celui-ci, toutefois pour être constamment

employés et administrés d'une manière conforme à leur véritable destination.

4) Que, d'après le motif de cette renonciation, mais surtout d'après le motif du droit de propriété accordé dans l'origine à l'état, et qui lui fut rendu après une courte interruption, l'état est également autorisé à réclamer à la ville de Berne les créances étrangères dont elle a pris illégalement possession, et que le droit incontestable lui appartient de revendiquer avec les intérêts et ce qui s'ensuit, soit en nature, soit en équivalent, les créances étrangères détournées par la chambre communale, savoir:

Fl. 72,900, obligations de la banque de Vienne,

Fl. 500,000, emprunt de l'empereur Joseph, ainsi que les capitaux prétendus employés par elle, tels que

Fl. 331,400, obligations de la banque de Vienne,

Liv. 400,000, emprunt de MM. Marcuard, et

Liv. 500,000, délégations danoises.

5) Que, d'après le même motif de cette renonciation, la dette provenant de l'emprunt de couronnes 24,000, à la ville et bourgeoisie de Berne par la convention explicative du 4 février 1802 (voyez *pièce justificative* N^{ro} 7), doit être, avec les intérêts et ce qui en résulte, réclamée et remise pour l'état, comme propriétaire de la prétention.

6) Qu'ensuite, d'après le motif de cette renonciation, les deux forêts du Grauholz et du Sädelbach sont légitimement échues à l'état, et qu'en consé-

quence, il est autorisé à les réclamer au propriétaire illégitime. Enfin,

7) Que les objets indiqués plus haut, pages 243 et suiv., et non encore éclaircis, sont assez importants pour être soumis à une enquête ultérieure.

En conséquence, Messieurs, votre commission prend la liberté de vous soumettre à l'unanimité les *propositions* suivantes :

I. Le grand conseil de la république de Berne estime légitimement fondées les demandes en réclamation et en compensation, en faveur de l'état, qui viennent d'être désignées sous les numéros 3, 4, 5 et 6.

II. Il se déclare prêt à faire valoir son droit, en ce qui touche ces demandes, devant un juge impartial nommé soit par un accord des parties, soit par la Diète, et, dans ce but, il charge le conseil exécutif,

d'abord, de proposer à la ville et bourgeoisie de Berne

ou une des hautes cours de justice des cantons de Zurich ou de Lucerne,

ou un tribunal arbitral, à élire par les deux parties en vertu d'un compromis.

Mais ensuite, si la ville et bourgeoisie de Berne, dans le délai accordé de quatorze jours, se refuse à cette proposition ou ne se prononce pas du tout, d'engager tous les états de la Confédération à donner à leurs députés à la prochaine Diète ordinaire, des instructions :

pour que la Diète érige un tribunal qui, à la place de l'ancienne commission de liquidation, décide la difficulté existante entre le canton de Berne et la ville et bourgeoisie de Berne sur les objets dont il s'agit.

III. Il charge le conseil exécutif, dans l'un ou l'autre des cas désignés sous le N^{ro} II, de nommer un fondé de pouvoirs versé dans le droit, auquel il confiera le soin de faire valoir devant le tribunal, par tous les moyens légaux, les droits de l'état, en ce qui touche la totalité de ses prétentions.

IV. Il nomme une commission de trois membres, avec laquelle le fondé de pouvoirs devra examiner toutes les questions plus importantes, et s'entendre pour présenter ses moyens devant le tribunal.

V. En outre, il déclare *nuls* les deux traités conclus entre le gouvernement déchu et l'autorité de la ville de Berne, à l'égard de la propriété et de l'administration de l'hôpital de l'Ile et de l'hôpital extérieur, traités dont le premier fut ratifié le 4 mai, le second le 17 août 1831, et

VI. Il charge enfin le conseil exécutif d'éclaircir les huit points désignés plus haut pages 243 et suiv., sur lesquels il y a peu ou point de lumière, ainsi que d'employer tous les moyens légaux à sa disposition dans les circonstances qui pourraient se présenter pendant le cours de l'enquête, et de faire en temps oppor-

tun, au grand conseil, à l'égard du résultat, les propositions convenables.

Berne, 14 février 1836.

La commission spéciale:

KOHLER,

CONSEILLER D'ÉTAT.

J. G. HILTBRUNNER,

MEMBRE DU GRAND CONSEIL.

BELRICHARD,

MEMBRE DU GRAND CONSEIL.

BÉNÉD. BLASER,

MEMBRE DU GRAND CONSEIL.

N^o 1.

EXTRAIT
DU COMPTE DES FONDS PLACÉS
À L'ÉTRANGER.

INVENTAIRE
DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

En Angleterre.

Nouvelles Annuités de la mer du
Sud, capital de 129 079.

L'intérêt en est mis en compte
jusqu'à la S. Jean 1794.

Antennes Annuités de la mer du
Sud, capital de 154 315.

L'intérêt en est mis en compte
jusqu'à la S. Michel 1794.

Actions de la Banque de Bank-
Stock, capital de 154 000.

L'intérêt en est mis en compte
jusqu'à la S. Michel 1794.

Antennes de la Banque à 3 pour
cent; capital de 154 000.

L'intérêt en est mis en compte
jusqu'à 1^{er} Juillet 1794.

Capitaux en Angleterre 433 400.

256
1884

Les pièces justificatives de la
demande en réhabilitation

présentées
par
M. H. H. H.
avocat
à la Cour de Cassation

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DE LA
DÉMARCHE EN RÉHABILITATION



EXTRAIT

DU COMPTE DES FONDS PLACÉS A L'ÉTRANGER.

INVENTAIRE

DES CAPITAUX DE L'ÉTAT PLACÉS A L'ÉTRANGER, TELS
QU'ILS ONT ÉTÉ SPÉCIFIÉS LORS DE LA REDDITION DU COMPTE
PRÉCÉDENT AU 1 JANVIER 1795.

En Angleterre.

	Liv. Sterl. Sch. d.
Nouvelles Annuités de la mer du Sud, capital de	129,078
L'intérêt en est mis en compte jusqu'à la S. Jean 1794.	

Anciennes Annuités de la mer du Sud, capital de	158,383 6 8
L'intérêt en est mis en compte jusqu'à la S. Michel 1794.	

Actions de la Banque ou Bank- Stock, capital de	60,000
L'intérêt en est mis en compte jusqu'à la S. Michel 1794.	

Annuités de la Banque à 3 pour cent; capital de	75,499
L'intérêt en est mis en compte jusqu'au 5 Juillet 1794.	

Capitaux en Angleterre	422,960 6 8
------------------------	-------------

En Allemagne.

Rixd. kr.

Dans la banque de Vienne,
capital de fl. 685,000 456,666 60

L'intérêt en est mis en
compte jusqu'au 31 décembre
1794.

Sur sa Majesté Impériale
et Royale, capital de . . . fl. 500,000 333,333 30

L'intérêt en est mis en
compte jusqu'au 15 octobre
et au 1 novembre 1794.

Sur la même, second ca-
pital de Liv. 400,000 160,000 —

L'intérêt en est mis en
compte jusqu'au 1 juillet 1794.

Sur la ville de Leipzig, ca-
pital de 145,000 —

L'intérêt en est mis en
compte jusqu'à la S. Michel
1794.

Sur son Altesse le Duc de
Wurtemberg fl. 100,000 66,666 60

L'intérêt en est mis en
compte jusqu'au 23 octobre
1794.

Sur son Altesse le Duc de
Mecklenbourg-Schwerin. Rixd. 31,000

L'intérêt en est mis en
compte jusqu'au 1 décembre
1794.

Sur la même, second ca-
pital de 80,000

111,000 —

En Allemagne.

L'intérêt en est mis en compte jusqu'au 1 septembre 1794.

Sur son Altessele Prince de Nassau-Saarbrucken . . fl. 85,000 56,666 60

L'intérêt en est mis en compte jusqu'au 1 juin 1793.

Sur son Altesse le Landgrave de Hesse-Darmstadt . 100,000 66,666 60

L'intérêt en est mis en compte jusqu'au 1 sept. 1794.

Sur la louable ville de Nuremberg, capital de . . . 100,000 66,666 60

L'intérêt en est mis en compte jusqu'au 15 octobre 1794.

Sur son Altesse le Duc palatin de Deux-Ponts . . . 400,000 266,666 60

L'intérêt en est mis en compte jusqu'au 25 février 1790.

Sur la même, second capital de 250,000 166,666 60

desquels sont mis en compte, pour couvrir le semestre des intérêts au 30 mai 1790, 236 louis d'or neufs et L. 3. 9 de France.

Sur son Altesse le Prince de Schyvarzenberg . . . 100,000 66,666 60

En Allemagne.

L'intérêt en est mis en
compte jusqu'au 1 juillet 1794.

	Rixd.	kr.
Capitaux en Allemagne	1,962,666	60

En Danemarck.

Sur la Haute Direction
des Impôts à Copenhague,
capital de fl. courans de
Hollande

	Couronnes	Bz.	kr.
	100,000	56,000	—

L'intérêt en est mis en
compte jusqu'au 1 juillet
1794.

Sur la même , second
capital d'écus de banque
de Hambourg

	140,000	210,000	—
--	---------	---------	---

L'intérêt en est mis en
compte jusqu'au 30 sep-
tembre 1794.

Sur la même, troisième
capital de Liv. de Suisse

250,000	100,000	—
---------	---------	---

L'intérêt en est mis en
compte jusqu'au 1 juillet
1794.

Sur la Compagnie roy-
ale octroyée de commerce
et de canaux, capital de L.

1,000,000	266,666	16 83
-----------	---------	-------

L'intérêt en est mis en
compte jusqu'au 1 octobre
1794.

En Danemarck.

	Couronnes.	Bz.	kr.
Sur le Collège royal des Finances, capital de Liv. de Suisse	750,000	300,000	—

L'intérêt en est mis en compte jusqu'au 2 juillet 1794.

Capitaux en Danemarck	Couron.	932,666	16	3
-----------------------	---------	---------	----	---

En Suisse.

	Couronnes.	Bz.	kr.
Sur l'abbaye de S. Gall, capital de L. de Suisse .	48,000	19,200	—

L'intérêt en est mis en compte jusqu'à Pâques 1794.

Sur la même, second capital de fl.	82,000	47,709	2	1
--	--------	--------	---	---

L'intérêt en est mis en compte jusqu'à la S. Michel 1793.

Capitaux en Suisse	Couronnes	66,909	2	1
--------------------	-----------	--------	---	---

En France.

	Couronnes.	Bz.	kr.
Ancien titre sur la Couronne, capital de Liv. de France	214,800	57,280	—

L'intérêt en est mis en compte jusqu'à la fin de 1793.

En faveur de Cures françaises. (Pays de Vaud.)

Couronnes. Bz. kr.

Dans la Banque de Vienne, capital de fl. de Vienne 327,000 218,000 —

— L'intérêt en est mis en compte jusqu'au 31 décembre 1794.

Reste de compte précédent.

Couronnes. Bz. kr.

Suivant compte précédent p. 63, il se trouvait.

Dans la voûte du Conseil Couronnes . . . 31,200 —

Dans la Caisse particulière Cour. 1004 21 2

32,204 21 2

RAPPORT

A LEURS EXCELLENCES

SUR LES FONDS DE L'ÉTAT SAUVÉS A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION ET SUR LEUR EMPLOI JUSQU'A CE JOUR.

Excellences !

La déclaration présentée le 14 février dernier par le Comité qui a administré les fonds publics que des hommes animés de l'amour de la patrie avaient sauvés dans l'année 1798 vous a révélé l'existence de ces fonds et l'intention de les remettre aux avoyer, petit et grand conseils de la ville et république de Berne, comme à leurs vrais et légitimes possesseurs. A ce sujet, vous avez daigné, sur la proposition du comité sus mentionné, faire examiner par une commission d'état, établie spécialement dans ce but, les pièces et actes concernant ces fonds, en la chargeant de faire un rapport sur cet objet comme sur la nature de la gestion subséquente.

En vertu de cette délégation, les très honorés membres du comité d'administration, dans une assemblée tenue le 5 mars dernier conjointement avec la commission d'état instituée ad hoc, ont soumis à l'examen de cette dernière les pièces et actes nécessaires, et ont exprimé verbalement et par écrit le vœu, que, puisqu'il s'est élevé de divers côtés des questions et des doutes sur l'origine ainsi que sur l'ad-

ministration des fonds dont il s'agit , la commission voulût bien faire tout ce qui convient pour lever à cet égard toute espèce d'incertitude.

Ce vœu , quoique non explicitement exprimé dans votre mandat , mais qui l'est dans son esprit , la commission a cru devoir y déférer sans peine , autant pour s'éclairer elle-même le plus possible que par juste égard envers les hommes qui , fermant les yeux sur une foule de considérations et au risque de leur surêté personnelle , ont sauvé cette portion des biens de l'état.

Cette commission s'est appliquée à rassembler les documens nécessaires sur l'origine , la composition et l'administration de ces fonds , afin de pouvoir vous présenter un rapport le plus complet possible.

Tout ce que vous allez entendre repose sur les relations de M. le grand-bailli de Jenner , de Porrentruy et de M. le conseiller Zeerleder alors sous ses ordres , relations données de bouche à la commission sur sa demande , appuyées de pièces authentiques et pour la complétation et la validation desquelles on a eu recours au rapport des hommes d'état , qui , par les fonctions qu'ils remplissaient au moment où la révolution éclata et par leur présence à tel et tel événement , ont pu , autant du moins que la chose était possible après tant d'années , être à même de donner des éclaircissemens.

De cette manière la commission après avoir dans plusieurs séances exposé avec le plus grand soin l'objet dont il s'agit ; après s'être procuré les renseignemens les plus satisfaisans sur tous les doutes et objections soulevés à cet égard , et après s'être livrée à l'examen d'un écrit concernant ces objet , remis à

M. le capitaine de Wattenwyl , allié de Lentulus, par un particulier demeurant ici , écrit fondé en partie sur la déclaration spontanée d'un failli il y a plusieurs années , et après avoir entendu à ce sujet la déposition orale de M. de Wattenwyl , la commission se voit aujourd'hui dans le cas de présenter a vos Excellences son rapport et les propositions unanimes auxquelles il a donné lieu.

Lorsque , en février 1798 , l'entrée des Français en Suisse, la révolution des cantons de Bâle , de Lucerne et de Schaffouse, les négociations infructueuses de Payerne et de Bâle , rendaient le danger de jour en jour plus imminent, le conseil secret donna l'ordre à M. le grand-bailli Jenner de Porrentruy , alors commissaire en chef des guerres, de mettre en sûreté dans l'Oberland , autant de vivres, de munitions , d'artillerie que possible et une somme considérable d'argent et les titres de créance étrangers.

Conformément à cet ordre, le 3 mars 1798 , M. le conseiller Zeerleder , alors commissaire de district établi dans l'Oberland , emporta à Interlaken une somme d'argent retirée en partie de la grande voûte du trésor , en partie de la petite voûte de la chambre du conseil, et emballée dans un tronc en fer et dans dix-huit barils ; prit aussi avec lui les titres de créance étrangers , et arrivé à Interlaken , les mit en dépôt dans la prison du chateau, dont les clés furent remises à M. le bailli de Bonstetten.

Relativement à la valeur des espèces ainsi transportées , on n'a rien pu déterminer avec certitude, seulement pour ce qui est du tronc en fer , M. de Jenner croit pouvoir se rappeler qu'il s'y trouvait

100,000 pièces d'or, soit d'anciens mirletons soit ducats, que dans les 18 barils il y avait des espèces courantes, et que dans un seul il avait été emballé de l'or, savoir 3000 louis d'or.

Les capitaux étrangers, dont les titres, comme il a été remarqué, furent également portés à Interlaken, s'élevaient, d'après un état fait le 5 mars 1798, à un total de 4,009,869 Couronnes, 13 Bz, 1 kr.

L'existence de ce bien de l'état mis en sûreté dans l'Oberland fut, quelques jours après l'entrée des Français dans la capitale, révélée par le fameux Junod au général Brune. D'après les représentations de M. de Jenner, qui, sur la demande de plusieurs membres du gouvernement d'alors et du gouvernement provisoire, continuait momentanément les fonctions de commissaire en chef des guerres et qui en cette qualité fut en relation avec Brune, ce dernier qui ignorait à combien s'élevaient les fonds transportés dans l'Oberland, consentit, contre la promesse d'un présent de L. 200,000, au transport de ces fonds à l'étranger, sous la réserve cependant que cela se ferait aussi secrètement que possible et sous le prétexte d'acheter du blé pour les Français; il désira aussi que l'on évitât les contrées occupées par les troupes françaises, afin de n'être pas compromis lui-même.

Munis d'un passe-port de Brune, M. Zeerleder et M. Wurstenberger, receveur de la maison d'Interlaken et plus tard intendant de l'Ile, qui avait déjà assisté au premier transport, partirent pour Interlaken, y embarquèrent non sans danger pour leurs personnes et la fortune qui leur était confiée, l'argent

avec les titres, et arrivèrent heureusement à Thoune. Ils voulaient charger sur des chariots ces objets précieux et les diriger, en passant à Diesbach par l'Emmenthal qui n'était pas encore occupé par les Français, sur Lucerne et de là plus loin. Mais, vu la fermentation générale qui existait dans la campagne, ce projet ne dut pas être exécuté. L'argent resta caché à Thoune dans une remise de la tuilerie et dans la cave du château; les titres furent portés à Berne.

En attendant la chose n'avait déjà que trop éveillé l'attention, les indications s'étaient augmentées, et Brune déclara alors à M. de Jenner qu'il ne pouvait plus lui être utile, et lui ordonna aussi de faire revenir cet argent sans retard à Berne.

Ce furent également M. Zeerleder et M. Wurstemberger qui soignèrent ce transport, accompagné de nouveau de beaucoup de dangers et de difficultés, depuis la capitale du canton d'Oberland, déjà déclaré indépendant, jusqu'à Berne.

Des dix-huit barils mentionnés plus haut, deux restèrent dans la prison d'Interlaken et quatre dans la cave du château de Thoune. Les autres 12 avec le tronc en fer arrivèrent sans dommage à Berne, et furent d'abord déposés dans un magasin de la maison de commerce Zeerleder dont l'entrée est rue des Chaudronniers; et les clés du tronc, de la prison d'Interlaken et du magasin de la rue des Chaudronniers, furent aussitôt déposées chez M. le commissaire en chef des guerres de Jenner. Quant aux 4 barils restés à Thoune, les clés de la cave où ils

étaient cachés , furent également mises à la disposition de M. le commissaire en chef des guerres.

En ce qui concerne la remise des fonds et des clés , M. le conseiller Zeerleder reçut alors même de M. le commissaire en chef des guerres, de Jenner une quittance ou décharge détaillée , formelle , datée du 13 mars 1798 , légalisée par le gouvernement provisoire de cette époque le 18 du même mois, revêtue du sceau d'état et de la signature du secrétaire, feu M. Jean Wyttenbach , en dernier lieu secrétaire de la trésorerie , quittance que ce dernier a eu la complaisance de présenter en original à la Commission.

Quelques jours après Brune ordonna qu'on fit transporter l'argent du magasin Zeerleder dans la voûte de la chambre du sel, et demanda aussi qu'on lui remît dans vingt-quatre heures les titres de créance. M. de Jenner fit part de cet ordre au gouvernement provisoire, qui lui donna pour instruction de céder à la force.

Ce fut en présence du chef d'état-major Sornet et du Commissaire ordonnateur Rouhière que ce transport s'effectua ; plusieurs barils furent portés au logement du général Brune, les autres avec le tronc en fer furent portés à la chambre du sel, où l'on avait enlevé les scellés qui y avaient été mis à cause d'autres fonds qui s'y trouvaient déjà. La voûte de la chambre du sel ne fut plus cette fois mise sous scellé, mais Rouhière se contenta d'en prendre les clés.

Pour ces fonds transportés chez Brune et à la chambre du sel ainsi que pour les titres étrangers remis au général , M. le Commissaire en chef des

guerres, de Jenner, reçut de Brune lui-même une décharge en forme sous date du 4 germinal an 6, dont l'original a été montré à la Commission.

Plusieurs jours après Brune envoya le commissaire Rouhière et plusieurs autres militaires, pour emporter l'argent de la chambre du sel. M. le Commissaire en chef des guerres, de Jenner, fut requis d'être présent, pour signer le procès-verbal.

Chemin faisant Rouhière demanda à M. de Jenner s'il ne pourrait pas lui procurer quelques paires de chandeliers. Ce dernier crut devoir saisir cette occasion, pour sauver, si possible, quelque argent de la voûte de la chambre du sel. Il conduisit donc Rouhière et sa suite à la Monnaie, et pendant qu'on devait nettoyer les chandeliers, il lui demanda les clés de la voûte, sous prétexte de faire les préparatifs nécessaires pour le transport de l'argent. On remit alors ces clés à M. de Bonstetten en lui suggérant de mettre promptement de côté autant de cet argent que possible.

Ce ne fut pas sans courir dans cette opération le danger d'être surpris, que M. de Bonstetten, aidé de l'administrateur du magasin des sels, parvint à mettre de côté dix-huit sacs d'écus neufs, chacun de 800 Couronnes. Rouhière et ses gens arrivèrent ensuite, et firent porter par des habitans qu'ils appelèrent de la rue et contre un bon paiement, tout l'argent au quartier général qui se trouvait au bâtiment du Stift.

Quelques jours après cet événement, Rouhière, le commandant de place et plusieurs autres officiers du gouvernement provisoire, se présentèrent et demandèrent les clés de la grande voûte du sel, qui,

déjà le 5 mars, avait été scellée par un officier d'état-major du sceau de la chancellerie précédente que celui-ci avait emporté avec lui, et qui avait été occupée par une garde. Ces clés furent remises aux Français dans la chambre du Conseil, et M. le Commissaire en chef des guerres de Jenner et M. de Bonstetten reçurent l'ordre d'assister à l'ouverture. A cette première ouverture de la voûte par les Français, quelques cent mille livres furent enlevées par eux et apportées sur des voitures au Stift au payeur de l'armée ; ensuite un procès verbal en forme fut dressé, la voûte fut scellée de rechef, et une partie des clés remises à M. de Jenner, l'autre au général Brune.

Peu de temps après la voûte fut encore ouverte en présence de MM. de Jenner et Bonstetten et de quelques employés. Lorsque les commissaires virent l'argent qui leur avait échappé la première fois dans ces tronc en fer maintenant ouverts, ils furent si généreux, qu'ils donnèrent aux agents et huissiers deux sacs d'argent, et pour couvrir les frais de la chancellerie d'état permirent de remettre à M. le secrétaire d'état Morlot, deux ou trois sacs. M. de Jenner reçut aussi en 2 sacs 1400 pièces de ducats ; après quoi on sortit encore de l'argent, on le transporta au Stift et chez Rouhière, on scella la voûte et les clés furent de nouveau réparties entre M. de Jenner et Brune.

La présence du Commissaire des guerres bernois devenait dès lors incommode aux autorités françaises ; elles demandèrent la remise totale des clés, et le gouvernement provisoire, cédant à une force majeure,

fit cette remise à Brune le 24 mars 1798 par trois de ses membres, MM. le docteur Stuber, Luthi de Langnau et Schmid d'Eriswyl.

Cependant on dénonça aussi les six barils restés cachés à Interlaken et à Thoune et amenés à Berne par Junod. Ces six barils furent ouverts le même jour, en présence de M. de Jenner, par les commissaires français qui prirent possession de l'argent, ainsi que cela est attesté par le procès-verbal.

Outre les L. 36,000 sauvées de la voûte de la chambre du sel, on put encore mettre à part L. 3,000 d'un baril qui s'ouvrit de soi-même ; de manière que maintenant, y compris les 1400 ducats remis à M. de Jenner, on pouvait de ce côté-là, considérer comme sauvée et déposée dans la maison de commerce Zeerleder une somme de L. 50,200.

M. Tscharner (de Leissigen) géra la caisse du commissaire en chef des guerres jusque peu de jours avant l'entrée des Français, époque où entrant lui-même à l'armée, il remit ses affaires et la caisse à M. le banquier Schmid.

Cette caisse fut prise par le général de brigade Suchet ; et il s'y trouvait, d'après procès-verbal du 6 ventôse an 6, une somme de L. 104,824. 10 ; de plus trois coffres ou caisses n° 53, 58 et 67 avec un 4^e coffre long, que l'on n'ouvrit pas, parce que les clés manquaient, mais dont on s'empara également.

On ne put rien sauver non plus des autres caisses militaires ; l'une renfermant la valeur d'environ 20,000 couronnes avait été déjà prise en janvier 1798 à Lausanne ; d'autres furent pillées dans la re-

traite : un petit nombre seulement furent mises en sûreté , et il en dut être rendu compte aux chambres administratives compétentes par les détenteurs , tels que , par exemple , M. le médecin en chef et commissaire des guerres Wyss , et plusieurs personnes dans l'Argovie et l'Oberland. Il n'y eut à cet égard que l'ancien commissaire des guerres de district , M. le conseiller Zeerleder , qui présenta au Comité d'administration un solde d'environ L. 1,000 , et M. Wilhelmi mit son solde en sûreté dans la maison Bay , lequel figure maintenant dans l'un des fonds par la somme de L. 1020. 1. 2 comme capital sauvé.

Grâce à la prévoyance de M. de Jenner , ancien essayeur en chef et de M. le maître - monnayeur Fueter , il put aussi être sauvé une partie des biens de la Monnaie.

L'essayeur en chef avait à son domicile pour les dépenses ordinaires et pour l'échange de médailles une petite caisse d'environ 3000 couronnes , laquelle en vertu du règlement ne pouvait pas s'élever plus haut. Vu les frais de guerre , cette caisse fut à peu près complètement épuisée en fait d'espèces courantes , parce que le nouvel argent avait dû être continuellement livré au payeur ; cependant on put encore mettre à part L. 3,236. 3. 2.

D'un autre côté , M. l'essayeur en chef de Jenner avait encore par devers lui douze chaînes d'or , qui lui avaient été remises à nettoyer selon l'indication d'une note du protocole de la voûte de l'argent du 26 mai 1797. De ces douze chaînes confiées à la garde de feu M. le docteur Stuber , la

chambre administrative disposa de trois. Les autres neuf pièces, ensemble de la valeur de L. 3,840, ont été, lors du premier rendu-compte sommaire de M. de Jenner sous la date du 11 février 1804, remises au Comité d'Administration.

De même deux lingots d'or, l'un de ducats d'épreuve, l'autre de louis d'or d'épreuve, d'une valeur d'environ L. 9,600, et enfin 510 ducats, 177 médailles d'or et 38 d'argent, avec 47 pièces d'essai d'argent et d'or, estimés en tout à L. 5,666. 1. Ces lingots, qui plus tard, comme l'indiquent les comptes, furent monnayés avec avantage, avaient été déposés, ainsi que les ducats et les médailles, par M. de Jeuner chez feu M. le secrétaire de la trésorerie, Wyttenbach.

D'après les détails ci-dessus il a donc été sauvé en tout de la caisse de l'essayeur en chef et livré au comité, une valeur de L. 22,342. 4. 2.

De la grande voûte de l'essayeur en chef et du maître monnayeur, au bâtiment de la monnaie, qui bientôt après l'entrée des Français furent scellés, M. le maître-monnayeur Fueter parvint à sauver une somme de L. 37,208. 1. 2, qui fut pareillement remise au comité d'administration.

Quant aux fonds du commerce des sels, M. l'administrateur des sels, Steiger, put sauver une seconde somme, M. le commissaire en chef des guerres, de Jenner, lui ayant livré une quittance antidatée pour une valeur de L. 22,470, moyennant quoi M. Steiger ne remit pas cette somme, mais la conserva.

Enfin M. le lieutenant colonel Herbort, comme administrateur des fonds placés à l'étranger, quoiqu'il

eût reçu de la chambre administrative plus de L. 200/m. de sa caisse, indiqua comme sauvée et porta en compte au comité d'administration la somme importante de L. 66,850.

Telles sont, Excellences, les sommes, que lors de l'entrée des Français en 1798, des hommes à sentimens patriotiques parvinrent à soustraire des caisses de l'état existant en 1798 à un ennemi rapace, sommes dont ils eurent soin de laisser ignorer l'existence au gouvernement helvétique dépourvu d'argent qui fut aussitôt après violemment établi, et qu'ils conservèrent au légitime possesseur les Avoyer, petit et grand Conseil de la ville et république de Berne.

Mais outre ces sommes sauvées des caisses publiques, M. le grand-bailli de Jenner de Porrentruy et M. le conseiller Zeerleder, en vertu des mandats diplomatiques dont le premier fut chargé dans les premières années qui suivirent la revolution, trouvèrent l'occasion de recouvrer par d'habiles négociations les titres de créance étrangers, qui s'étaient déjà trouvés à Paris entre les mains du ministère des finances français, et, — d'un côté, — d'assurer une partie notable de ces titres, aussi longtemps que par l'arrêté définitif et secret de la liquidation suisse, il avait été fait des dispositions sur ces titres en faveur de quelques établissemens de bienfaisance nationaux; — d'un autre côté, avec le concours de M. le conseiller Zeerleder, qui pour cet effet et pour affaires de commerce était allé à Hambourg, — de sauver, sur ceux de ces titres de créance à l'étranger, que le gouvernement helvétique aliéna, des sommes considérables que M. de Jenner et M. Zeerleder ont

annoncées et portées en compte au comité d'administration.

Selon la déclaration de M. de Jenner du 11 février 1804, il met de ce côté-là en ligne de compte en sept articles, sauvés soit par lui soit par M. Zeerleder, une somme de L. 285,006. 9. 1.

La déclaration de M. le conseiller Zeerleder du 30 septembre 1810, porte comme sauvée une somme de L. 144,874. 6.

Il paraît à la commission d'autant plus superflu d'entrer d'une manière plus particulière dans le récit des négociations circonstanciées et compliquées qui eurent lieu en cette occasion, qu'en vérité il a fallu l'emploi de capitaux très considérables du gouvernement pour faciliter ces opérations, sur lesquelles, d'après des pièces justificatives exhibées, il a été rendu aux autorités helvétiques que cela concerne, des comptes détaillés et qui ont été passés par elles.

Cependant la Commission ne doit pas laisser sans remarque, qu'en vertu de ces négociations et des mesures qui en ont été la suite, il a été obtenu pour notre patrie si durement opprimée des résultats de la plus haute importance, en ce que la restitution des titres de créance étrangers, a opéré une diminution de deux millions de livres dans la contribution de 6 millions imposée par Lecarlier le 8 avril 1798 à l'ancien gouvernement, et procuré la mise en liberté des douze honorables otages, qui le soir du 10 mars ont été emmenés d'ici en France sous escorte militaire.

A ce narré historique succinct, dont les élémens ont été soigneusement recueillis et autant que possible

vérifiés par votre commission d'enquête, sur l'origine de ces fonds publics sauvés, qu'il nous soit maintenant permis d'ajouter un rapport sommaire sur la gestion de ces fonds.

Ainsi que cela vous a été déjà dit plus haut, Excellences, ces fonds sauvés ont constitué jusqu'ici deux capitaux distincts, dont le premier formé par M. le grand bailli de Jenner de Porrentruy, le 11 février 1804, a été remis à un comité d'administration particulier établi sous la présidence des deux Avoyers : l'autre formé plus tard le 30 septembre 1810 par M. le conseiller Zeerleder, a été remis également à un comité spécial, sous la présidence de M. l'avoyer de Mulinen.

Liv. Bz. kr. Liv. Bz. kr.

Le fonds livré par M. de Jenner, s'élevait, selon le rendu-compte sommaire présenté le 11 février 1804 au comité d'administration, en tout à une somme de

433,877 5 1

En y joignant le solde de la caisse du commissariat déposée chez feu M. le conseiller Bay par M. le commissaire de district Wilhelmi le 6 mars 1798, de . .

1,020 1 2

De plus une rente danoise payée subseq-
quemment en 1806, de

10,000

A transporter . 10,000

434,897 6 3

	Liv.	Bz. kr.	Liv.	Bz. kr.
A transporter .	10,000		434,897	6 3
Un paiement de M. L. Zeerleder, de . .	1,200			
et un dit de M. Al- bert Zeerleder, pour une rente danoise sau- vée dans la révolution, y compris les intérêts	12,106	6 2		
			23,306	6 2
	Total		458,204	3 1

De ce capital primi-
tif il faut défalquer:

1° Une somme qui
avait été comprise
dans ce fonds, mais
qui plus tard fut payée
directement à la caisse
cantonale s'élevant à 181,783 5 3

Elle provient de la
vente d'anciennes an-
nuités de la mer du
sud à M. St. Didier.

2° En non valeurs
et en différence dans
un reste de compte
vérifié lors de la pas-
sation définitive . . . 13,850 — —

195,633 5 1

Il restait en fonds
capital primitif . . . 262,570 7 3

	Liv.	Bz.	kr.		Liv.	Bz.	kr.
A transporter					262,570	7	3

Dans les années 1804 à 1821 inclusive-
ment il est porté en
recette partie comme
bénéfice fait sur des
opérations de banque
et sur une heureuse
spéculation dans les
fonds français, et sur-
tout comme intérêts
des capitaux placés soit
dans le pays, soit à
l'étranger, une somme
de

170,889	2	3
Total	433,460	— 2

De quoi il faut dé-
duire :

1° Comme frais ex-
traordinaires soit pour
l'état, soit pour œuvres
pies

13,486 6 2

2° Comme pertes
en faillites et en dé-
crets concernant les
faillites, surtout chez
Bazin et Comp., et
M. Marcel, y compris
des dettes très dou-
teuses

44,815 7 —

A transporter	58,302	2	2	434,460	—	2
-------------------------	--------	---	---	---------	---	---

	Liv.	Bz.	kr.		Liv.	Bz.	kr.
A transporter .	58,302	2	2	433,460	—	2	

3° Comme frais
d'administration :

a) Gratification
pour le teneur de livres
depuis le 11 février
1804 jusqu'au 1 avril
1818, époque à partir
de laquelle M. le
grand-bailli Zeerleder
a soigné gratuitement
cette partie . . . 13,900 — —

b) Autres faux frais,
provisions à des mai-
son de commerce,
courtages, ports, etc. 10,814 5 3

Cet article, en re-
vanche, est plus que
compensé par une
bonification d'intérêts
perçus sur des dépôts,
paragio sur des
espèces, et surtout par
la plus value sur le
cours des capitaux
placés à l'étranger.

Somme totale de dépense	83,016	8	1
--------------------------------	---------------	----------	----------

	Liv.	Bz.	kr.	Liv.	Bz.	kr.
*) Il reste donc au 14 fév. 1821 comme capital productif . .				350,443	2	1

Au 11 fév. 1804 le fonds capital s'éle- vait à				262,570	7	3
--	--	--	--	---------	---	---

Il s'est donc accru en 17 ans de				87,872	4	2
----------------------------------	--	--	--	--------	---	---

Le second fonds sur lequel M. le conseiller Zeerleder a présenté un état le 30 septembre 1810, consistait à l'époque mentionnée en un

	Liv.	Bz.	kr.
*) Explication. Dans le compte de M. le grand-bailli Zeerleder il apparaît comme capital productif une somme de	368,284	4	3
Ci-dessus le capital productif est seulement évalué à	350,443	2	1
Différence	17,841	2	2

Cette différence provient de la déduction des non valeurs suivantes:

a) Réclamation sur le compte courant de Bay et Comp. dont remise leur est faite suivant le protocole	5,354	—	1
b) Remise sur un capital du même, suivant protocole	8,000	—	—
c) Réclamation à l'ancien juge de district Freudiger comme non valeur	2,360	—	—
d) Réclamation à Ch ^s . Bazin, comme non valeur	2,127	2	1
Total des sommes ci-dessus	17,841	2	2

	Liv.	Bz. kr.	Liv.	Bz. kr.
montant de numéraire sauvé de			196,074	6 —

M. le rendant calcula les intérêts depuis le 1 février 1804, époque où fut remis le numéraire formant le premier fonds, jusqu'au 1 septembre 1810 à 2½ % . . .

Total du fonds au 11 février 1804 . .			32,270	5 —
			228,345	1 —

Au 14 février 1821 il s'élevait à . . . 291,640 9 —

Il s'est donc accru en 17 ans de . .			63,295	8 —
--------------------------------------	--	--	--------	-----

Pendant toute cette époque de comptabilité, il y eut encore diverses dépenses s'élevant en tout à L. 12,868. 4, outre une somme de L. 3,546. 4. pour frais de gestion. C'étaient quelques subsides à des personnes qui avaient bien mérité du gouvernement, des contributions pour favoriser des entreprises utiles, etc.

	Liv.	Bz. kr.
De ce rapport sommaire il résulte que l'un de ces fonds monte actuellement à	350,443	2 1
l'autre à	291,640	9 —

Qu'ainsi il existe en total une somme de 642,084 1 1
somme que la commission d'administration existante

jusqu'à ce jour met dès à présent comme propriété d'état à la disposition de vos Excellences, en votre qualité de légitimes propriétaires.

La commission, chargée de faire des recherches sur l'origine et l'administration de ce numéraire, et qui vu les bruits et soupçons répandus dans le public déjà depuis des années sur cet objet, s'est crue encore appelée, suivant le serment et l'obligation qu'elle a contractés envers ses hauts commettans, et par considération pour les hommes au patriotisme et à la sage conduite desquels on doit la conservation de cette partie de la fortune publique, à donner toutes les explications capables de jeter le plus de jour possible sur toute cette affaire, cette commission donc, après s'être livrée à cette investigation, se croit dans l'obligation de vous faire connaître unanimement, Excellences, l'intime conviction où elle est que tous les soupçons dans cette circonstance, de quelque nature qu'ils soient, sont absolument dénués de fondement, en ce que les uns reposent sur les contes les plus puériles, et qu'un autre, exprimé par écrit à la commission, se fonde sur une erreur complètement dissipée.

Comme il ressort, au surplus, de cette enquête :

Que M. le grand-bailli de Jenner de Porrentruy, outre le fonds susindiqué, a encore sauvé à la patrie une portion considérable de la fortune publique consistant en titres de créance étrangers, et que dans des temps extrêmement fâcheux et au milieu de conjonctures difficiles, il a dans toute sa conduite à cet égard, et selon la teneur de l'ancien serment d'état, c'est à dire en cisquant honneur, corps et biens, agi dans l'intérêt de la ville et du canton ;

Que M. le conseiller Zeerleder, par l'aidé qu'il

a infatigablement prêtée à M. de Jenner dans ses travaux sous ce rapport, et par la fidèle conservation des fonds publics dont il est devenu dépositaire dans les temps de la révolution ainsi que par la remise de ces fonds aux légitimes propriétaires, a activement coopéré au bien de la République ; et

Qu'enfin le comité, par les soins fidèles avec lesquels il a veillé à la conservation de ces fonds, s'est acquis de nouveaux droits à la reconnaissance et à la considération du gouvernement ;

La commission croit unanimement devoir proposer à vos Excellences : qu'il soit exprimé, et à M. de Jenner et à M. le conseiller Zeerleder, par l'expédition d'un acte sur parchemin, de la part de l'autorité supérieure, ses remerciemens et sa satisfaction pour tout ce qu'ils ont fait dans ces circonstances, et qu'il soit également donné connaissance de ces dispositions au comité d'administration par une circulaire en forme.

Mais tout etc. etc.

Fait le 22 mars 1821.

Le président de la commission d'état instituée

ad hoc,

(Sig.) DE MUTACH.

Etaient membres de cette commission :

MM. le conseiller

DE MUTACH,

MURALT,

le secrétaire de trésorerie : (Sig.) WURSTENBERGER,

GRUBER,

secrétaire de la commission.

WURSTENBERG,

de Zofingen,

le lieutenant-colonel :

KOCH.

EXTRAIT
DU MANUEL DE LA CHAMBRE ADMINIS-
TRATIVE, N^o 4, pag. 452.

Séance du 7 décembre 1798.

Ville de Berne. Réclamations de forêts.

Berne. Municipalité.

Par l'inventaire que vous avez fait, citoyens municipaux, les citoyens de la chambre administrative ont vu sur quelles forêts vous élevez des prétentions en faveur de la ville de Berne.

Comme la chambre administrative ne peut pas pour le moment savoir quelles forêts appartiennent de droit à la ville, elle veut pourtant, en ce qui concerne les 21 premières de ces forêts, vous en laisser, citoyens municipaux, la disposition provisoire, sans préjudice de droit de part et d'autre, avec la réserve, que le Gummenholz serve exclusivement à l'entretien du ruisseau de la ville; mais pour ce qui regarde la Kühliwyl-wald et la Löhr, la chambre administrative statuera et au besoin assignera le bois sur ces deux forêts, toutefois sans préjudice des droits de la ville de Berne.

Quant aux forêts désignées par les nombres 24 à 31, qui ont été sous la direction de l'intendant des bâtimens du conseil, et situées dans le ci-devant bail- liage de Laupen et le Laupenviertel, elles ne peu- vent pas encore pour le moment être mises à votre disposition ; mais la chambre administrative se réserve aussi d'en disposer provisoirement, sans préjudice des droits de part et d'autre.

Quant à toutes les forêts que vous réclamez et qui ont été mises provisoirement à votre dis- position, vous dresserez de tous les bois qu'on en aura pris ou qu'on en devra prendre un contrôle exact. La chambre administrative en fera autant pour les forêts dont elle s'est réservé la disposition, afin que, si telle partie avait disposé de forêts qui ne lui appartiennent pas, il en soit tenu bon compte, et que l'autre partie soit indemnisée.

EXTRAIT

DU PROTOCOLE

DU PETIT CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE HELVÉTIQUE,
PARTIE 40.

Séance du 29 janvier 1802.

Le Petit Conseil :

9. Sur la proposition d'un membre et considérant :

1^o Que la prochaine constitution introduira le principe de la propriété cantonale ;

2^o Que par la loi du 26 décembre, la chambre administrative sera chargée de présenter deux états de la propriété publique, savoir, telle qu'elle était l'an 1798 et telle qu'elle est présentement, pour la rédaction desquels devront être fournies les dates nécessaires ;

Arrête :

Le département des finances est chargé de remettre à la chambre administrative des cantons in-

térésés, contre une quittance détaillée de ladite chambre, tous les titres de créance qui proviennent des anciens gouvernemens des cantons, et qui pourraient exister soit dans les Archives du département des finances, soit dans la Trésorerie nationale.

Pour copie conforme.

Le chancelier de la confédération :

AM RHYN.

EXTRAIT
DU PROTOCOLE DU PETIT CONSEIL DU
GOUVERNEMENT HELVÉTIQUE.

Séance du 1 février 1802.

N^{ro} 12.

On présente une lettre de la chambre communale de Berne adressée aux conseillers d'état, dans laquelle elle fait valoir ses prétentions aux épargnes de cette ville faites sous l'ancien gouvernement de Berne, qui ont consisté en magasins de tout genre, en argent comptant et en créances indigènes et étrangères, et demande : « que les capitaux qui pourraient encore rester de ces dernières sur l'étranger, lui soient remis en propriété à compte des biens de la ville de Berne qui se trouvent en mains du gouvernement d'une part, — et de l'autre, en particulier, de mettre à sa disposition, — sur la somme des capitaux placés en Angleterre, au sujet de laquelle on dit qu'une convention est à la veille de se faire, et que les fonds qui en proviennent existent encore, — ce que le

gouvernement, sans négliger ses besoins les plus pressans, croira pouvoir lui remettre.»

Le Petit Conseil après avoir délibéré sur cet objet, considérant: que d'après les principes établis dans la nouvelle constitution, le gouvernement n'a plus aucun droit quelconque aux fonds placés à l'étranger et nommément en Angleterre par l'ancien gouvernement de Berne, prend, sur la pétition de la chambre communale, l'arrêté suivant:

LE PETIT CONSEIL

DE LA RÉPUBLIQUE HELVÉTIQUE,

Après la lecture d'une pétition de la chambre communale de Berne, et la discussion qui s'en est suivie,

Considérant qu'ensuite des principes établis dans notre nouvelle constitution, le gouvernement n'a plus aucun droit de propriété sur les fonds placés en Angleterre et dans d'autres états étrangers par l'ancien gouvernement bernois,

Arrête:

Tous les titres de créance étrangers provenant de l'ancien gouvernement de Berne et encore existans, sont remis à la chambre administrative contre quittance et sans préjudice de son droit de propriété sous ce rapport, laissant à la chambre administrative d'avoir égard aux désirs et aux réclamations de la chambre communale et d'y satisfaire.

A l'égard des Liv. 34,000 actions de la banque, et des Liv. 66,000 anciennes annuités de la mer du

sud qui ont été vendues, les premières le 23 septembre, les secondes le 10 octobre de l'année dernière, par le conseil exécutif au citoyen St. Didier, il a été pris la disposition suivante :

Les Liv. St. 34,000 s'élevèrent, d'après le prix de vente, à la somme de L. 1,038,423. 15 s. de France. De cette somme le gouvernement précédent, sous le régime unitaire, dépensa déjà L. 300,000.

Quant à la somme restante de L. 738,423. 13 s., qui consiste en lettres de change partie acquittées, partie en circulation, le gouvernement la garde pour lui, et déclare la chambre communale de Berne créancière de cette dette productive d'intérêts, dont le remboursement ne peut être exigé que dans des temps meilleurs et plus prospères; cependant, si la ville ou le canton de Berne ont des paiemens à faire au gouvernement central, on peut donner la dite somme en paiement.

Quant au montant des Liv. 66,000 annuités de la mer du sud, le gouvernement les remet telles qu'il les a reçues, ainsi que le contrat passé avec le citoyen St. Didier, au citoyen Zeerleder, membre de la chambre administrative, pour qu'il les transmette à la chambre administrative, lui laissant aussi le soin de terminer l'arrêté de compte de cette opération avec le citoyen St. Didier, sans que le gouvernement s'en occupe davantage en aucune manière, si ce n'est qu'autant qu'il deviendrait nécessaire de sa part de passer des cessions ou des procurations.

Le présent arrêté sera publié par le département des finances de la chambre communale de Berne, et sera sur la présentation d'une réversale

approbative de cette autorité, exécuté par le dit département :

Berne, le 1 février 1802.

Dans l'expédition du décret se trouvent les signatures suivantes :

Le Landammann,

Président du petit conseil:

(Sig.) ALOYS REDING.

Pour le petit conseil,

le chancelier:

(Sig.) MOUSSON.

PREMIERE CONVENTION
F A I T E
AVEC LA CHAMBRE COMMUNALE DE
BERNE.

Nous faisons savoir par les présentes :

Que sous la date ci-dessous indiquée, les sous-signés, citoyen Steck, président de la chambre administrative du canton de Berne, et citoyen Zeerleder, membre de la dite chambre ;

Tous deux chargés par la chambre administrative de l'exécution de l'arrêté du petit conseil du 1^{er} février 1802 ; et

Les citoyens Stettler, président, Berseth, Hermann, Herbort et Gatschet, membres de la chambre communale de la ville de Berne, qui, en vertu du décret de ladite chambre, sont chargés de pleins pouvoirs pour récupérer les titres de créance de Berne à l'étranger ; se sont assemblés, et après lecture de l'arrêté du petit conseil de la république helvétique du 1 février 1802, ont considéré :

Que la chambre communale de Berne possède un droit aux créances mentionnées, en ce que la plus

grande partie de ces créances a été formée des épargnes et des prêts de la bourgeoisie de Berne, mais que cette prétention est difficile à déterminer, attendu que sur les dernières épargnes et le produit des biens ecclésiastiques sécularisés il n'a pas été tenu un compte particulier, mais un compte général;

Qu'une grande partie de ces titres de créance depuis le 5 mars 1798 doit être réalisée pour leur rachat par le directoire français aussi bien que par le gouvernement helvétique, et que cette diminution doit être équitablement mise en compte dans la part que l'on peut avoir à ces créances provenant du produit de biens sécularisés, et appartenant ainsi au canton de Berne.

En conséquence, les citoyens ci-dessus nommés ont, sous réserve de l'approbation de la chambre administrative du canton de Berne, à qui le droit de prendre une décision à cet égard a été transféré par l'arrêté ci-dessus du petit conseil, arrêté à l'unanimité les articles suivans:

1°. La chambre administrative remettra à la chambre communale de Berne comme sa propriété toutes les réclamations et titres étrangers qu'ensuite de l'arrêté ci-dessus le département des finances doit lui remettre, tels qu'ils seront spécifiés et détaillés dans l'inventaire qui en sera fait, comme aussi le montant de 66,000 Liv. St. annuités de la mer du sud vendues, lequel, en vertu du présent arrêté, sera remis par le département des finances au citoyen Zeerleder, pour que la chambre communale en dispose à son gré, ainsi que de tous les biens de la bourgeoisie de Berne, sans que personne y puisse mettre empêchement.

2°. En revanche, la chambre communale de Berne, par cette cession, se déclare exclue de toutes ses prétentions aux créances bernoises étrangères, et se désiste à cet égard de toutes prétentions ultérieures, en sorte que dans la liquidation définitive de cette affaire cet objet de créances étrangères ne figurera plus ni en *doit* ni en *avoir*.

Ainsi arrêté, fait et signé sous l'approbation de la chambre communale de Berne, à Berne le 4 février de l'an mil huit cent deux. (1802.)

Les délégués de la chambre administrative : *Les chargés de pleins pouvoirs de la chambre communale :*

Sig. { S. R. STECK.
 LOUIS ZEERLEDER.

Sig. { ROD. STETTLER,
 président.
 BERN. HERMANN, *Dr.*
 ROD. GATSCHET.
 L. BERSETH.
 ALBERT HERBORT.

La convention ci-dessus a été examinée en assemblée complète par la chambre administrative du canton de Berne, et consentie et approuvée dans tout son contenu à l'unanimité, en outre expédiée en deux doubles, et revêtue du sceau de la chambre et de la signature du président et du secrétaire.

Ainsi fait à Berne le 8 février 1802.

Le président de la chambre administrative :

(L. S)

Sig. STECK.

Au nom de ladite chambre :

Sig. JENNER,

premier secrétaire

La convention ci-dessus a été aussi dûment examinée, agréée et approuvée dans tout son contenu par la chambre communale, et revêtue du sceau de la chambre et de la signature du président et du secrétaire :

Donné le 5 mars 1802.

Le président de la chambre communale :

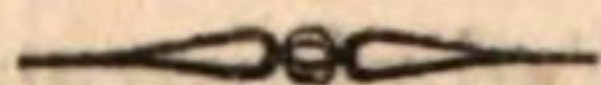
(L. S.)

(Sig.) ROD. STETTLER.

Au nom de la chambre communale :

(Sig.) F. GERWER,

secrétaire.



SECONDE CONVENTION

F A I T E

AVEC LA CHAMBRE COMMUNALE DE BERNE.

En explication ultérieure de l'accord conclu le 4 février 1802, il a été, entre la chambre administrative du canton de Berne et la chambre communale de la ville de Berne,

convenu :

1°. La chambre communale cède à la chambre administrative l'administration de l'hôpital de Berne appelé l'Ile, sur le même pied que l'hôpital extérieur, sous les clauses qui seront exposées dans un contrat qui sera dressé particulièrement à ce sujet.

2°. La chambre communale de Berne paiera par trimestre à la chambre administrative en faveur du gouvernement quel qu'il puisse être du présent canton de Berne, la somme de dix mille francs de Suisse, et cela la première fois le 1^{er} avril 1802, somme dont la chambre administrative s'engage à ne faire d'autre usage que pour les établissemens d'instruction et de bienfaisance, et particulièrement pour l'hôpital de l'Ile et l'hôpital extérieur.

3°. La chambre communale cède gratuitement à la chambre administrative l'obligation qui doit lui

être expédiée par le gouvernement concernant le produit des 34,000 L. St. actions de banque anglaises vendues, et le montant de la vente de 66,000 L. St. annuités de la mer du sud; elle s'engage en même temps à présenter à la chambre administrative toutes les cessions et procurations, que celle-ci jugera nécessaire et qu'elle présentera pour les faire signer à la chambre communale.

4°. Enfin la chambre administrative remettra gratuitement cancellée à la chambre communale la créance de Cour. 28,000, que le gouvernement bernois avait avancée pour la construction de la maison des orphelins.

Ainsi fait et conclu par les soussignés délégués de la chambre administrative et les soussignés chargés de pleins pouvoirs de la chambre communale de Berne, sous réserve de l'approbation de la chambre administrative du canton de Berne, qui a été chargée par l'arrêté du petit conseil du 4 février 1802, de prononcer en définitive sur cet objet.

Berne, le 4 février, date énoncée au commencement du présent acte, l'an mil huit cent deux (1802).

Les délégués de la chambre administrative : *Les fondés de pouvoir de la chambre communale :*

Sig. { S. R. STECK.
 LOUIS ZEERLEDER.

Sig. { ROD. STETTLER,
 président.
 BERNARD HER-
 MANN, *Dr.*
 ROD. GATSCHET.
 L. BERSETH.
 ALBERT HERBORT.

La convention explicative ci-dessus a été dûment examinée par la chambre administrative du canton de Berne, et approuvée et ratifiée dans tout son contenu; en outre elle a été expédiée en deux doubles, et revêtue du sceau de la chambre et de la signature de son président et de son premier secrétaire.

Ainsi fait à Berne le 15 février 1802.

Le président de la chambre administrative:

(Sig.) STECK.

(L. S.)

Au nom de ladite chambre:

(Sig.) JENNER,

premier secrétaire.

La convention explicative ci-dessus a aussi été dûment examinée par la chambre administrative de la ville de Berne, approuvée et ratifiée dans tout son contenu et revêtue du sceau de la chambre et de la signature de son président.

Donné le 5 mars 1802.

Le président de la chambre communale:

(Sig.) ROD. STETTLER.

(L. S.)

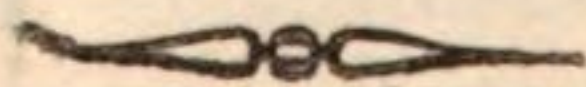
Au nom de la chambre communale:

(Sig.) F. GERWER, *secrétaire.*

Certifié conforme à l'original.

BENOIT,

premier secrétaire de la chambre administrative.



EXTRAIT
DU COMPTE ALLEMAND DE L'ÉTAT POUR
L'ANNÉE 1796. Pag. 104.

CAPITAUX PRÊTÉS

PAR LEURS EXCELLENCES SUR LA CAISSE ALLEMANDE DE
L'ÉTAT, SANS OU AVEC UN INTÉRÊT MODIQUE.

Couronnes.

Maison des orphelins. Il a plu à Leurs
 Excellences, sous date du 23 mars 1781,
 d'avancer pour la construction d'un bâtiment
 neuf et vaste pour l'institut des garçons
 orphelins une somme de L. 80,000 pour 20
 ans sans intérêt 24,000

Grand Hôpital. En vertu d'un décret
 du 8 juillet 1785, il fut décidé d'avancer à
 cet établissement de bienfaisance pour la
 construction d'un grand grenier, outre les
 Cour. 8000 accordées pour la cession absolue
 du rez-de-chaussée de cette maison, une
 somme de 15,900 Cour.; laquelle a été fournie
 en trois termes, savoir l'an 1786, 1787 et

Couronnes.

1788 , chaque fois par une somme de 5300
Couronnes, suivant reconnaissance.

Suivant le compte de l'état de l'année
précédente, p. 94, il a été remboursé la
somme de 6000 Couronnes
et cette année courante une somme
de 1500 Couronnes
de manière qu'il est encore dû 8,400

Qui seront remboursées par à-compte de
1500 Couronnes, à partir de l'an 1790 à
1800 inclusivement, sans intérêt.

EXTRAIT
DU PROTOCOLE DE LA CHAMBRE ADMI-
NISTRATIVE DE LA VILLE DE BENE. F. 15.

INVENTAIRE

DES TITRES DE CRÉANCE BERNOIS A L'ÉTRANGER CÉDÉS A
LA CHAMBRE COMMUNALE DE BERNE PAR LE TRAITÉ DU
4 FÉVRIER 1802.

1. Tous les capitaux existans encore aujourd'hui avec leurs intérêts arriérés, placés au nom de l'ancien gouvernement de la ville et république de Berne dans les fonds publics anglais, et cela dans les annuités de la banque, dans les anciennes et les nouvelles annuités de la mer du sud.

2. Deux obligations sur la ville de Nuremberg d'un capital d'écus de convention 25,000.

3. Une obligation sur l'abbaye de St. Gall d'un capital de 4,000 louis d'or.

4. Une obligation sur le même, d'un capital de Fl. 82,000.

5. Une obligation avec trois pièces à l'appui sur le duc de Deux-Ponts, de louis d'or neufs 25,000.

6. Une obligation sur le même d'un capital de Fl. 400,000, avec 6 pièces.

7. Une obligation sur le prince de Nassau-Saarbrucken d'un restant de capital de Fl. 85,000 avec les documens y relatifs.

8. Seize coupons d'obligations de la banque de Vienne formant ensemble un capital de Fl. 46,000.

9. Une délégation de la maison Marcuard,

Beuther et Comp. sur un emprunt Imp. et Roy.
de L. 200,000.

Une dite d'autant, savoir d'un capital de L. 200,000.

10. Deux obligations originales de Sa Majesté
l'empereur Joseph II avec cessions de la maison
Bethmann et obligations hypothécaires sur la banque,
le tout composant un capital de Fl. 500,000.

11. Soixante et treize coupons d'obligations de la
banque de Vienne, ensemble d'un capital de Fl. 285,000.

12. Dix délégations danoises avec l'obligation
principale de Sa Majesté le roi de Danemarck, en-
semble de L. 500,000.

Dans toutes ces sommes sont compris les intérêts
arriérés.

A ce sujet il faut remarquer que les titres et obli-
gations cotés n° 1 jusqu'à n° 9 inclusivement ont été
aussi réellement cédés et délivrés à nous, fondés de pou-
voir soussignés de la chambre communale de Berne, et
que ceux cotés n° 10 jusqu'à 12 inclusivement ont été
cédés en due forme, mais n'ont été remis que
dans une assignation sur le citoyen A. Jenner (de
Porrentruy), lequel, en vertu d'une convention faite
avec le ministère des finances datée du 30 août, et
dans une lettre du département des finances du 26
décembre, les a en mains pour sûreté en assignations
sur la caisse du sel pour L. 116,342.

Berne le 15 février 1802.

*Les délégués de la chambre
administrative:*

Sig. { S. R. STECK.
LOUIS ZEERLEDER.

*Les fondés de pouvoir de
la chambre communale:*

Sig. { R. STETTLER.
B. HEBMANN.
R. GATSCHET.
L. BERSETH.
ALBERT HERBORT.

TROISIÈME CONVENTION.

Attendu que depuis les conventions conclues sous la date du 4 février 1802 entre les délégués de la chambre administrative du canton de Berne et les fondés de pouvoirs de la chambre communale de Berne, il a paru encore une réclamation jusqu'alors ignorée du citoyen St. Didier, par laquelle il demande, en vertu de sa convention avec le conseil exécutif, qu'au lieu du capital de L. 66,000 annuités de la mer du sud, et d'une bonification en argent pour la différence de l'intérêt de 3 à 5 pour cent, il lui soit remis et cédé L. 3,300 de rentes annuelles ou L. 110,000 annuités de la mer du sud; pour cette raison, les délégués et fondés de pouvoirs susmentionnés ont, en addition aux conventions ci-dessus, fait et arrêté ce qui suit :

1. La chambre administrative du canton de Berne se charge d'opérer l'entière liquidation avec le citoyen St. Didier.

2. En échange, la chambre communale de Berne, sur la première demande de la chambre administrative, lui cédera les L. 44,000 annuités de la mer du sud, qui avec les L. 66,000 qui lui ont été déjà cédées, font les L. 110,000 ci-dessus demandées, et cela au même prix qui est fixé dans les conventions

passées par St. Didier avec le conseil exécutif, valeur que la chambre administrative paiera à la chambre communale en argent comptant, ou elle lui remettra pour le montant une obligation à intérêt, jusqu'à extinction de laquelle seront liquidées avec ladite chambre administrative les L. 40,000 que la chambre communale doit lui payer annuellement à compte des obligations cédées.

Berne le 16 mars 1802.

Les délégués de la chambre administrative: *Les fondés de pouvoirs de la chambre communale:*

S. R. STECK.

ROD. STETTLER.

L. ZEERLEDER.

BERN. HERMANN.

ROD. GATSCHET.

L. BERSETH.

ALBERT HERBORT.

La chambre communale de la ville de Berne a dûment examiné la convention explicative ci-dessus, l'a unanimement approuvée et ratifiée dans tout son contenu, l'a expédiée en deux doubles, et revêtue du sceau de la chambre et des signatures de son Président et de son Secrétaire.

Donné le 18 mars 1802.

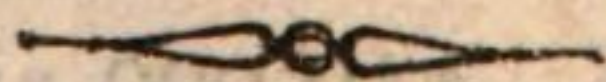
(L. S.)

Le président de la chambre communale:

R. STETTLER.

Au nom de la chambre communale:

F. GERWER', secrétaire.



EXTRAIT

**DU MANUEL DE LA DIRECTION DE L'ILE,
N^o 14 D'AOUT 1800 A JUILLET 1804, pag. 197.**

Séance du 23 janvier 1802.

1)

2) Missive de MM. les membres de la chambre communale à MM. les membres de la Direction de l'Ile.

La chambre communale vous transmet, Messieurs les délégués, l'obligation de la banque de Vienne en faveur de l'Ile, en vous priant de donner à la chambre une quittance, portant que vous certifiez avoir reçu de la chambre communale ladite obligation, et vous gérerez ces fonds selon vos instructions comme les autres qui sont placés sous votre administration.

Berne, le 8 janvier 1802.

Le président de la chambre communale:

(Sig.) R. STETTLER.

Au nom de la chambre communale:

(Sig.) GERWER, secrétaire.

Le 23 janvier 1802.

3) Lettre de la Direction de l'Ile à la chambre communale.

Messieurs les membres de la Direction de l'Ile ont l'honneur de vous remettre ci-incluse avec *remerciemens* la quittance qui vous avait été demandée concernant l'obligation de Vienne.

Signé

par M. le Président et le Secrétaire.

4) Quittance de la Direction de l'Ile pour la chambre communale.

Messieurs les membres de la direction de l'Ile ont reçu de Messieurs les membres de la chambre communale de Berne, dans chambre de trésorerie de l'Ile de cette ville, une obligation de la banque de Vienne de deux mille huit cents florins, en date du 26 août 1755; ce qu'attestent par cette quittance,

à Berne, le 23 janvier 1802.

Le Président de la Direction :

(Sig.) BERSETH.

Au nom de la Direction :

(Sig.) STURLER, secrétaire.

5) Enfin réversale de la Direction de l'Ile pour l'obligation de la banque de Vienne de deux mille huit cents florins, que la chambre communale de la ville de Berne a remise en dépôt à l'hôpital dit l'Ile, le 23 janvier 1802.

Samedi, 23 janvier 1802, il a été remis dans les tiroirs de la chambre de trésorerie de l'Ile, *mois d'août*, une obligation de la banque de Vienne, de deux mille huit cents florins, que la Direction de l'Ile a reçue en dépôt de la chambre communale de Berne le 23 janvier 1802.

Quoique ladite obligation soit en dépôt dans la chambre de trésorerie de l'Ile contre la quittance donnée sous la même date, MM. les membres de la direction de l'Ile, à la demande de MM. les membres de la commission des finances de la chambre communale de la ville de Berne, expédient la présente réversale, attestant que ces deux mille huit cents florins ne font pas partie des biens de l'Ile de la ville de Berne, et peuvent encore moins être envisagés en aucun temps comme sa propriété, mais n'y sont déposés que provisoirement.

Cette réversale a été dressée sur demande le 28 janvier 1802, par

Le Président de la Direction de l'Ile:

(Sig.) BERSETH.

Au nom de la Direction de l'Ile:

(Sig.) J. K. STURLER, secrét.

A. QUITTANCE.

Messieurs les Directeurs de l'Ile font savoir par la présente : qu'en exécution de l'arrêté pris par la chambre communale de Berne, le 7 mai 1802, en faveur de l'hôpital de l'Ile et de l'hôpital extérieur, ils ont reçu à titre de propriété les créances suivantes,

savoir :

1. Deux obligations originales de feu l'empereur Joseph II avec cessions y relatives de la maison Bethmann à Francfort, formant ensemble un capital de florins 500/m. nous disons cinq cent mille florins ; et

2. Les 44/m. Liv. Sterl. nous disons quarante quatre mille livres, anciennes annuités de la mer du sud placées en Angleterre par l'ancien gouvernement, tous capitaux que nous emploierons comme les autres propriétés des deux institutions de bienfaisance.

En foi de quoi la présente quittance a été munie de notre sceau et revêtue des signatures de M. le président et du secrétaire.

Berne le 12 mai 1802.

(Sig.) L. BERTH,
Président de la direction.

*Le président de la Direction
de l'Ile,*

(L. S.)

Au nom de la Direction :
(Sig.) GERSTER, not., fils,
vice-secrétaire de l'Ile.

B. RÉVERSALE.

Messieurs les Directeurs de l'Ile déclarent par la présente avoir reçu en dépôt de MM. de la commission des fonds étrangers de la ville de Berne, les titres originaux suivans,

savoir :

1. Deux obligations originales de feu l'empereur Joseph II, avec les cessions y relatives de la maison Bethmann à Francfort, formant ensemble un capital de cinq cent mille florins, et

2. Réclamations sur le cit. St. Didier, d'un montant de quarante quatre mille Livres, anciennes annuités de la mer du sud; lesquelles, en tout temps, à la demande de ladite commission, ou des personnes légalement autorisées par la chambre communale, il remettront sur la présentation de cette réversale.

En vertu de quoi la présente réversale a été munie de notre sceau et revêtue de la signature de M. le président et du secrétaire.

Berne, le 12 mai 1802.

(*Sig.*) L. BERTH, *Le Président de la Direction*
Président de la Direction. *de l'Ile,*

Au nom de la Direction :

(*Sig.*) GERSTER, not. fils,
vice-secrétaire de l'Ile.

EXTRAIT

DU PROTOCOLE DU PETIT CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE HELVÉTIQUE. Tom. 43.

Séance du 19 juin 1802.

24) Sur le rapport verbal du Département des finances concernant les dispositions du petit conseil des 29 janvier et 1 février 1802 relativement aux titres de créance nationaux qui proviennent des anciens gouvernemens, le petit conseil, après diverses délibérations préalables sur cet important objet, a unanimement révoqué les dispositions susmentionnées, par l'arrêté suivant :

Le petit conseil,

Après s'être de nouveau fait donner lecture du message de l'assemble des notables du 24 mai de la présente année 1802, par lequel il est invité d'une manière pressante à donner tous ses soins pour rétablir les finances de l'état et pour assurer les ressources nécessaires au gouvernement constitutionnel à introduire ;

Après avoir vu la pétition du 26 mai 1802, que les notables du canton du Léman avaient remise, au

sujet des titres de créance provenant du gouvernement de l'ancien état de Berne, et à laquelle des délégués du canton d'Argovie ont accédé verbalement :

Après avoir examiné les arrêtés exécutifs des 29 janvier et 1 février de l'année courante, et en avoir mûrement médité le contenu ;

Oùï le rapport du Département des finances :

Considérant que c'est le devoir le plus essentiel du gouvernement provisoire d'assurer à la république une base ferme et durable, en mettant le gouvernement constitutionnel dans la possession et jouissance la plus complète de toutes les ressources et revenus qui lui sont attribués ;

Considérant que toute renonciation à une propriété que la constitution, adoptée maintenant par la nation helvétique, n'adjudge pas nommément aux cantons, serait directement contraire au devoir mentionné ci-dessus ;

Considérant que le gouvernement, indépendamment de cela, est appelé spécialement à opérer l'extinction des dettes nationales et leur juste répartition ;

Considérant que le gouvernement provisoire reste constamment dans l'obligation de transférer au gouvernement définitif l'administration générale dans l'état que la constitution de l'an 1798 et les lois promulguées depuis ont déterminé, et qu'ainsi aucune autorité n'avait le droit de prendre des mesures qui contrarient les principes établis dans cette constitution ;

Considérant que l'arrêté du 29 janvier se fonde sur des suppositions tout à fait erronées, en ce

qu'une constitution y est adoptée comme valable, bien qu'elle ne fût qu'en projet pur et simple ;

Considérant que le dispositif du premier article de l'arrêté du 1 février est vague et outrepassé encore les demandes de la chambre communale de Berne, telles qu'elles sont exprimées officiellement dans sa pétition du 1 août 1801,

Arrête :

1) L'arrêté du petit conseil du 29 janvier, qui ordonne la remise de tous les titres de créance à la chambre administrative, et l'arrêté du 1 février, qui renferme des dispositions particulières en faveur de la chambre administrative de Berne, sont révoqués et abolis par le présent acte.

2) Le Département des finances est expressément chargé d'adresser sans retard à toutes les chambres administratives une circulaire, pour leur communiquer le présent arrêté et en obtenir des inventaires exacts de tous les titres de créance existans des anciens gouvernemens, qu'ils concernent des débiteurs étrangers ou du pays même; de toutes les obligations provenant de la vente de biens de l'état; en général, de tout bien meuble en actif qui se trouve entre leurs mains soit antérieurement soit postérieurement aux arrêts mentionnés.

3) Le Département des finances est chargé de déclarer aux chambres administratives que leurs membres auront à répondre personnellement de tout retard apporté dans l'exécution du présent arrêté.

4) En outre le Département des finances est chargé de remettre aussitôt les originaux de toutes les obligations et documens cités à l'art. 2 du pré-

sent arrêté, dans la chambre du Trésor national, où ils resteront déposés jusqu'à ce que le gouvernement constitutionnel ait définitivement prononcé sur les prétentions que des cantons ou des communes peuvent faire valoir à cet égard.

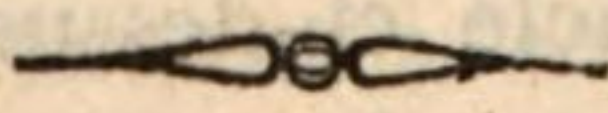
5) Dès que le Département des finances aura reçu de tous les cantons les inventaires de ces titres de créance, il en dressera un inventaire général, et le présentera au gouvernement.

6) Le Département des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour fidèle extrait

Le chancelier de la Confédération:

AM RHYN.



RÉVERSALE.

Attendu que le 2^e article de la convention conclue entre la chambre administrative du canton de Berne et la chambre communale, souscrit par les délégués des deux parties soussignées le 4 février 1802, et confirmé par la chambre administrative le 8 février, par la chambre communale le 5 mars de la même année, est conçu dans les termes suivans:

«En revanche la chambre communale de Berne,
«par cette cession, se déclare exclue de toutes ses
«prétentions aux créances bernoises étrangères, et
«se désiste à cet égard de toutes prétentions
«ultérieures, en sorte que dans la liquidation défi-
«nitive de cette affaire, cet objet des créances
«étrangères ne figurera ni en *doit* ni en *avoir* ;»

Attendu que l'article ci-dessus pourrait être dans la suite mal compris, les deux chambres susmentionnées déclarent selon toutes les formes de droit: *Que ladite cession a lieu simplement à compte de toutes les réclamations de la chambre communale de Berne.*

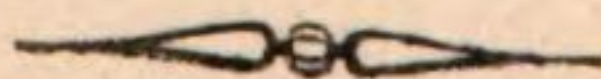
En vertu de quoi la présente déclaration a été expédiée en deux doubles, et revêtue du sceau de la chambre, de la signature du président et du secrétaire. A Berne, le 5 mars 1802.

Le président de la chambre communale:

(Sig.) ROD. STETTLER.

(L. S.)

F. GERWER,
secrétaire.



EXTRAIT
DU PROTOCOLE DU PETIT CONSEIL DE
LA RÉPUBLIQUE HELVÉTIQUE. PART. 44.

Séance de 23 juillet 1802.

24) Le Département des finances fait son rapport sur la réponse de la chambre administrative du canton de Berne du 16 de ce mois à la troisième invitation qui lui avait été adressée de remettre au département, en vertu de l'arrêté exécutif du 10 juin de cette année, tous ses titres de créance provenant de l'ancien gouvernement.

La chambre administrative invoque l'impossibilité de satisfaire complètement à cet arrêté, parce qu'en vertu d'une convention avec la chambre communale de Berne du 4 février, appuyée sur l'arrêté du petit conseil du 1 février, elle a remis à cette chambre les créances étrangères.

Le Département propose de déclarer cette convention illégale et non valable et d'obliger la chambre communale à remettre sans délai les créances reçues.

Le conseil exécutif considérant que le traité que la chambre administrative de Berne a conclu avec la chambre communale de cette ville le 4 février au sujet des titres de créance de l'état à l'étranger, est en soi défectueux et inconstitutionnel et que même

en vertu de l'arrêté exécutif du 19 juin, il est sans valeur ;

Après avoir entendu le Département des finances,
arrêté :

1°. Le traité de la chambre administrative du canton de Berne du 4 février 1802, selon lequel elle a cédé à la chambre communale de Berne les créances de l'état que ladite chambre avait en dépôt, est déclaré non valable et doit être considéré comme non avenu ; en revanche, le décret du petit conseil du 19 juin, d'après lequel toutes les chambres administratives doivent livrer au département des finances tous les titres de créance provenant des anciens gouvernemens, est confirmé dans tout son contenu.

2°. Le Département des finances est chargé de donner connaissance de la présente déclaration à la chambre administrative du canton et à la chambre communale de la ville de Berne, de communiquer officiellement à cette dernière le décret du petit conseil du 19 juin et d'inviter les deux autorités à remettre promptement les titres de créance.

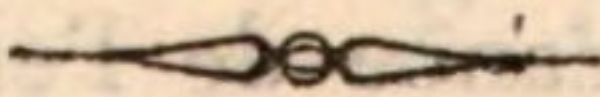
3°. En attendant le conseil exécutif se réserve les dispositions ultérieures concernant cette affaire.

4°. Le présent arrêté sera communiqué au Département des finances par un extrait du protocole.

Pour fidèle extrait.

Le chancelier de la confédération :

AM RHYN.



EXTRAIT

DU PROTOCOLE DU CONSEIL EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE HELVÉTIQUE, DU 13 AOUT 1802.

Le secrétaire d'état du Département des finances fait un rapport sur une lettre de la chambre communale de Berne du 6 août au département des finances, qui renferme des représentations à l'égard de l'arrêté du petit conseil du 19 juin, concernant la remise des titres de créance sur l'étranger.

Le conseil exécutif charge le secrétaire d'état d'entrer en négociation avec la chambre communale sur l'objet de ces représentations.

*Le Landammann,
président du conseil exécutif:*

(Sig.) DOLDER.

Le secrétaire en chef:

(Sig.) MOUSSON.

EXTRAIT
DU MANUEL DE LA COMMISSION D'ÉTAT
CONSTITUÉE EN 1802, pag. 160.

Supplément au 13 octobre 1802.

Missive à M. le payeur Tscharner.

MM. de la commission d'état vous transmettent par la présente les titres que la chambre communale a reçus, savoir a délégations impér., emprunt sur la maison Marcuard, montant ensemble à L. 400,000, et 10 obligations danoises faisant ensemble L. 500,000, Après l'audition du rapport de MM. de la commission des finances, vous êtes prié et chargé de vendre trois des obligations danoises pour le prix offert de L. 137,500, mais d'employer exclusivement les sept autres, ainsi que les deux délégations impériales, à couvrir et à rembourser des subsides fournis ou seulement souscrits.

Mais comme, pour le moment, la vente effective et le remboursement de ces titres pourraient être exposés à de trop grandes difficultés et à des pertes, vous êtes chargé de les céder et remettre, pour compte des créanciers mentionnés, à des banquiers ou notaires solides de cette ville, et cela à un prix tel que les créanciers soient mis tout-à-fait à couvert et puissent en tout cas être remboursés.

Vous êtes formellement autorisé, Monsieur, par la présente; à régler et exécuter le tout de la manière la plus convenable.

EXTRAIT
DU PROTOCOLE DU PETIT CONSEIL
DE LA RÉPUBLIQUE HELVÉTIQUE
PART. 47.

Séance du 17 février 1803.

.
.

4) Le secrétaire d'état du département des finances fait son rapport relativement à la remise des titres de créance à l'étranger provenant des anciens gouvernemens, laquelle remise les chambres administratives des cantons de Berne, de Fribourg et de Zurich, contrairement à l'arrêté du 19 juin 1802, ont jusqu'ici négligée. Le secrétaire d'état propose d'insister pour que ces chambres fassent à la trésorerie nationale la dite remise, et en attendant de déclarer les membres des dites chambres responsables de la valeur des titres susmentionnés.

Le conseil exécutif adhère à la proposition du secrétaire d'état par l'arrêté suivant :

Le conseil exécutif, sur le rapport du département des finances, que les chambres administratives des cantons de Berne, de Fribourg et de Zurich, n'ont pas encore, malgré plusieurs invitations, satisfait à l'arrêté du 19 juin dernier, qui ordonne aux chambres de remettre sans retard à la trésorerie nationale

les titres de créance à l'étranger provenant de l'ancien gouvernement,

arrête:

1°. Les chambres administratives de Berne, Fribourg et Zurich, auront toutes trois à remettre, d'ici à quinze jours au plus tard, à la trésorerie nationale les titres de créance sur l'étranger confiés à leur administration.

2°. Les membres des dites chambres seront personnellement responsables de la valeur des créances retenues par elles, jusqu'à ce que leur remise à la trésorerie ait été effectuée.

3°. Le département des finances est chargé de publier le présent arrêté, sur l'exécution duquel il fera un rapport au conseil exécutif.

Pour fidèle extrait :

Le chancelier de la confédération,
AM RHYN.

PROTESTATION.

Le soussigné, comme membre de la commission générale de liquidation à Fribourg, convaincu que par le principe établi et adopté aujourd'hui par la commission, savoir, que «la liquidation des dettes nationales doit précéder la dotation des villes ci-devant souveraines, et que les titres de créance existans sur l'étranger doivent avant tout être employés à cet effet», la dotation de ces villes disparaît entièrement, en ce que Berne elle-même en particulier, dans le cas où le canton serait totalement dépouillé de ses biens immeubles, ne pourrait recevoir une dotation convenable à ses besoins, et que toutes les ci-devant villes souveraines seront privées de ce seul avantage que l'acte de médiation leur accorde ;

Convaincu que la commission de liquidation, par cette décision, se mettra hors d'état de satisfaire à cette partie de l'acte de médiation ;

Déclare ici positivement n'avoir point pris part à la dite décision, proteste en même temps solennellement et formellement contre l'ordonnance rendue dans la séance de ce jour concernant la remise des titres de créance étrangers entre les mains de la chambre communale de Berne et remis, par arrêté du petit conseil helvétique du 4 février 1802, à la ville de

Berne comme propriété et à compte de sa réclamation dans la séparation prochaine du bien de l'état et de la commune, ainsi que contre toutes autres dispositions y relatives, auxquelles dans sa position actuelle il déclare aussi peu participer qu'aux délibérations de la commission qui s'y rapportent, entendant au contraire par la présente conserver autant que possible les droits de la ville de Berne aux dites créances.

Fribourg, le 9 mai 1803.

(Sig.) FR. LOUIS JENNER.

Pour fidèle extrait :

Le chancelier de la confédération,
AM RHYN.

É T A T

DES TITRES DE CRÉANCE BERNOIS SUR L'ÉTRANGER REMIS A FRIBOURG PAR LA CHAMBRE COMMUNALE DE BERNE A LA COMMISSION DE LIQUIDATION.

Rixd.	25,000	sur la ville de Nuremberg.
fl.	82,000	sur l'abbaye de S. Gall.
»	44,000	ou 4000 louis d'or sur le couvent de S. Gall..
»	85,000	sur le prince dr Nassau-Saarbrucken.
»	250,000	ou 25,000 louis d'or } sur le duc de
»	400,000	} Deux-Ponts.
Liv. St.	75,499.	10. 2. annuités de la banque anglaises.
» *	99,078	— — nouvelles annuités de la mer du sud.
»	48,383.	6. 8. anciennes dites.

*) Les Aperçus historiques concernant le bien de la ville citent pag. 79 par erreur 30,000 Liv. Sterl. nouvelles annuités de la mer du sud de plus qu'il n'en a été remis. Ces 30,000 Liv. Sterl. ont aussi été tenues secrètes, et l'on a «prouvé» à la commission de liquidation que les Français s'en étaient emparés en 1798.

EXTRAIT
DU PROTOCOLE DE LA COMMISSION DE
LIQUIDATION INSTITUÉE PAR L'ACTE DE
MÉDIATION, pag. 264.

Séance du 26 août 1803.

Après un examen attentif de tous les arrêtés, qui, depuis le 29 janvier 1802 jusqu'au 10 août de la même année, ont été pris sur les titres de créance de Berne étrangers qui n'avaient pas été aliénés par le gouvernement helvétique ;

Après avoir pris une exacte connaissance et avoir fait une juste appréciation de toutes les conventions entre la chambre administrative du canton et la chambre communale de la ville de Berne, concernant les titres de créance de Berne à l'étranger qu'en vertu de l'arrêté du 1 février 1802 le gouvernement d'alors a produits ;

Après avoir dûment pesé la valeur des titres qui existent sur l'emploi des titres de créance qui n'existent plus, et exposé les raisons pour lesquelles la chambre communale n'a pu restituer aux trois commissaires des cantons de Berne, de Vaud et d'Argovie nommés par l'acte de médiation, tout ce qu'elle a obtenu de la chambre administrative ;

Après avoir enfin mûrement examiné le sens et l'esprit de l'acte de médiation, en tant qu'il se

rapporte à cet objet, et d'après l'instruction qui, en date du 5 fructidor an XI, est émanée de haut lieu dans le but de déterminer la véritable interprétation du sens et de l'esprit de cet acte;

La commission de liquidation arrête:

a) Au sujet des L. 500,000, nommées emprunt Marcuard, et des L. 750,000 tournois, emprunt du Danemarck, qui, suivant reçu du 7 octobre 1802, ont été remises à la commission d'état d'alors, il sera dans trois semaines fourni la preuve suffisante que ces titres de créance étrangers ont été réellement aliénés et que le montant en a réellement été employé et dépensé dans cet espace de temps.

b) De même et dans le même intervalle de temps, la chambre communale, au moyen des preuves écrites de ses négociations, certifiera la vente des fl. 831,400 en 87 obligations de la banque de Vienne, et justifiera par des arrêtés de comptes en forme qu'elle a dû en employer le montant partie à des réparations de bâtimens, partie à ses ambassades, partie à sa quote-part des frais de guerre depuis les mois de septembre et d'octobre 1802.

c) De même, et dans le plus court délai possible, le grand hôpital extérieur de Berne prouvera, par une double copie de son acte de transfert à St. Didier à Paris, qu'il a effectivement aliéné les L. 44,000 qui lui avaient été cédées d'anciennes annuités de la mer du sud, et qu'il en a déjà reçu ou du moins en recevra le prix de vente déterminé par convention, et le placera comme capital productif.

d) Aussitôt que ces preuves exigées auront été présentées et que par elles on aura la conviction que

ni la commission d'état, ni la chambre communale, ni l'hôpital extérieur de Berne ne sont en possession des créances étrangères susmentionnées, et que le montant de certaines d'entre elles a disparu, la commission de liquidation (ensuite du rapport qui lui a été présenté, et suivant les instructions de la lettre qui lui est parvenue sous date du 5 fructidor an XI), terminera une fois pour toutes et décidément la question présentement débattue.

e) Il sera donné copie du présent arrêté revêtu du sceau de la commission de liquidation à M. le conseiller Jenner de Berne qui le transmettra à ses commettans, et il en sera fait insertion textuelle au Protocole.

Donné à Fribourg le 26 août 1803.

(Ce qui a été exécuté le même jour et remis à M. Jenner de Brunnadern.)

Pour extrait conforme :

Le chancelier de la confédération :

(L. S.)

AM RHYN.

É T A T

DE QUELQUES PIÈCES REMISES A LA COM- MISSION DE LIQUIDATION PAR LA CHAMBRE COMMUNALE DE BERNE.

1. Preuve de la dette de 40,000 L. à payer aux hôpitaux, copie vidimée.

2. Copie vidimée de l'Ile, pour les capitaux reçus au lieu des L. 40,000.

3. Quittance de la commission d'état pour les fonds qui lui ont été remis.

4. Copie du transfert à St. Didier et de ratification de 34/m. et 66/m. L. Sterl.

5. Copie de la transaction suivant laquelle les 66,000 Liv. St. ont été rendues à la chambre administrative.

Le soussigné certifie avoir reçu de M. le conseiller Jenner de Brunnadern pour la commission de liquidation, à condition de les restituer, les documents ci-dessus en copie.

J. R. SULZER.

Fribourg, le 12 août 1803.

EXTRAIT
DU PROTOCOLE DE LA COMMISSION DE
LIQUIDATION INSTITUÉE PAR L'ACTE DE
MÉDIATION, pag. 280—287.

Séance du 6 septembre 1803.

«Arrêté définitif concernant les titres de créance étrangers de Berne et leur remise.»

Nous le président et les membres de la commission de liquidation suisse instituée par l'acte de médiation, déclarons et faisons savoir par les présentes à pui de droit :

1) Qu'aux termes de l'art. 2 relatif à la liquidation, savoir, sur «la manière dont les titres de créance de Berne doivent être provisoirement déposés entre les mains de trois commissaires,» nous ne trouvons aucune raison de supposer que l'acte de médiation ait voulu entamer ou diminuer les biens des hôpitaux de Berne, et d'autant moins, qu'il garantit précisément en faveur de ces fondations et d'autres du même genre, le rachat des dîmes d'après leur valeur réelle, qu'en conséquence nous avons arrêté et arrêtons :

«Les fl. 70,000 en 7 obligations de la banque de Vienne et les 2. 2,800 en une obligation de la

banque de Vienne, qui ont appartenu dès long-temps la première au grand hôpital de la ville, la seconde à l'hôpital de l'Île ou hôpital du canton de Berne, en vertu de pièces authentiques, continuerons à leur appartenir, et ne seront pas comprises dans les titres de créance étrangers à remettre, qui doivent servir à l'extinction de la dette nationale.

2) Que nous sommes convaincus, que la sainteté des traités impose aux nouveaux gouvernemens le devoir de respecter et de protéger les traités de leurs prédécesseurs, et qu'à cet égard aussi le premier consul n'a donné ni voulu donner à sa médiation un effet rétroactif; qu'en conséquence nous arrêtons et déclarons:

«Les 34000 Liv. Sterl. en billets de banque et 66,000 Liv. St., anciennes annuités de la mer du sud, que le gouvernement helvétique, dans les mois de septembre et d'octobre de l'année 1801, avait vendues à M. St. Didier de Paris, et dont le prix de vente, d'après les arrêtés de compte en forme, a été employé à des besoins publics, soit par le gouvernement helvétique lui-même, soit par la chambre administrative du canton de Berne, — sont légalement aliénés et ne font pas de nouveau partie des créances étrangères à remettre, qui doivent servir à éteindre la dette nationale, mais à raison de ces créances, outre les actes de cession produits de la part de la chambre communale, un acte de transfert devient nécessaire de la part des Avoyer et conseil du canton de Berne en faveur de la commission de liquidation.»

3) Que d'après les raisons que l'on vient d'énoncer

et qui sont longuement détaillées dans le rapport qui nous a été présenté, nous demeurons fermement convaincus, — et par des décrets des divers gouvernemens du 19 janvier au 18 août 1802, et par le silence du gouvernement d'alors du 18 août 1802 au 10 mars 1808, et par plusieurs articles de la constitution du 25 mai 1802, et enfin par l'acte de médiation, contre l'action rétroactive duquel le ministre plénipotentiaire du médiateur dans sa lettre (du 5 fructidor an XI) s'est positivement déclaré — que la chambre administrative et la chambre communale de Berne ont légalement le droit et l'autorisation de faire des traités et dispositions convenables sur les titres de créance qui leur ont été donnés comme leur propriété légitime; que, d'après cette conviction, nous avons arrêté et déclarons:

«Les fl. 500,000 (de l'emprunt Bethmann) et les 44,000 Liv. St. d'anciennes annuités de la mer du sud, que la chambre communale de Berne, en vertu de traités existans et authentiques conclus avec la chambre administrative de Berne, a remis comme propriété aux hôpitaux du canton en mai 1802, et cela en équivalent de ce que le gouvernement leur donnait chaque année, sont devenus par là un bien appartenant réellement aux dits hôpitaux et qui ne peut sous aucun prétexte leur être ravi; par conséquent ces créances ne font pas partie de celles à remettre, destinées à l'extinction de la dette nationale, et d'autant moins, qu'il appert par des pièces authentiques existantes, que les 44,000 Liv. St. elles-mêmes mentionnées dans le présent article, ont été remises et garanties par acte de cession à St. Didier (en

rectification d'une erreur survenue dans l'achat des 60,000 mentionnées plus haut) de manière qu'à cet égard il n'y a plus qu'à faire la remise du transfert à la commission de liquidation de la part des avoyer et conseil du canton de Berne.»

4) Que d'après les raisons alléguées dans le 3^e article ci-dessus et notamment d'après les suivantes, nous avons acquis la réjouissante conviction, que, la lettre du ministre plénipotentiaire (du 5 fructidor de l'an XI) disant clairement : «Le désir de la ville de Berne, de n'être pas chargée des frais de guerre de l'automne dernier, lui paraît fondé;» qu'en outre l'art. XIII de l'acte fédéral demandant expressément que personne ne soit poursuivi pour délits relatifs à la révolution, qu'enfin la guerre de l'automne dernier, rigoureusement parlant, pouvant être considérée comme un délit de cette nature, personne non plus ne doit réclamer d'indemnités pour des frais causés par cette guerre, qu'en conséquence nous avons arrêté et arrêtons :

«Les 400,000 francs de Suisse (appelés emprunt Marcuard), les 750,000 livres tournois (appelés emprunts de Danemarck), que la chambre communale de Berne, sur la quittance du 7 octobre 1802, a délivrés à la commission d'état, que cette dernière, suivant des documens authentiques, a aliénés ou négociés, et que d'après le prix total de vente tel que l'indique le compte présenté, elle a dépensés en frais de guerre, — ne doivent pas être considérés comme existans, et ne peuvent être réclamés ni en réalité ni à titre d'indemnité, mais doivent être considérés comme perdus au détriment de la

nation, ce qui s'applique également aux 46,752 francs de Suisse remis en outre par la chambre communale, ainsi qu'aux 26,000 francs de Suisse remis par la chambre administrative de Berne, et dont la quittance et l'emploi aux frais de cette guerre sont suffisamment constatés par la production des comptes de la commission d'état.»

5) Qu'en appliquant à la chambre communale de Berne les raisons développées dans les 2^e, 3^e et 4^e articles, nous ne sommes pas moins convaincus qu'elle a possédé tous les pleins pouvoirs suffisants, au su et de l'approbation des commissaires de la commune, pour consacrer une partie des titres de créance étrangers qui lui ont été cédés en propriété au mois de février 1802, aux besoins de sa commune; qu'en cette considération nous avons arrêté et arrêtons :

«Les 331,400 fl. en 78 obligations de la banque de Vienne, qu'en vertu de pièces justificatives elle a aliénés ou négociés, et dont elle a, d'après des comptes et des quittances détaillées, employé le prix de vente, partie pour les écluses et le ruisseau de la ville, partie pour ses divers envoyés à Paris et ailleurs, partie pour ses frais particuliers d'insurrection et les dépenses qui s'y rapportent, — ne seront également plus considérés comme existans et ne peuvent plus ni en réalité, ni à titre d'indemnité, être réclamés par la commune de Berne, mais doivent être envisagés par toute la nation comme chose perdue.»

6) Enfin, et comme conséquence de tout ce qui précède, nous avons, par la livraison des titres de

créance qui suivent ci-après faite aux trois commissaires nommés par les cantons de Berne, d'Argovie et de Vaud, savoir :

- a) 25,000 écus de convention, sur la ville de Nuremberg.
- b) 82,000 fl. sur l'abbaye de S. Gall.
- c) 4,000 louis d'or neufs sur l'abbaye de S. Gall.
- d) 85,000 fl. sur Nassau-Saarbrucken.
- e) 25,000 louis d'or neufs sur le duc de Deux-Ponts.
- f) 400,000 fl. sur le même Deux-Ponts.
- g) 75,499. 10. 2. Liv. Sterling annuités de la banque.
- h) 129;078 Liv. Sterl., annuités de la mer du sud.
- i) 48,383. 6. 8. Liv. Sterl., annuités de la mer du sud,

nous avons, disons-nous, arrêté et arrêtons par les présentes pour donner force et valeur au document présent :

«La chambre communale de Berne, conformément au dispositif de l'acte de médiation qui prescrit de remettre provisoirement les titres de créance entre les mains des commissaires, a satisfait à ce devoir, en ce que dès à présent elle est encore vis-à-vis de la commission dans l'obligation de pourvoir avec la plus grande diligence possible, d'un côté à ce qu'en Angleterre toute opposition qu'elle a formée contre une remise des fonds anglais et de leurs intérêts perçue, soit expressément et valablement levée, et à ce que, d'un autre côté, elle s'empressera de faire, auprès des avoyer et conseil du canton de Berne, et cela

sans retard , pour la commission de liquidation , le transfert obligé et valable de tous les fonds anglais appartenant jadis à Berne.»

Donné; signé et scellé à Fribourg en Suisse , le 5 septembre de l'an de grace 1803 ,

Par la commission de liquidation Suisse.

Pour extrait conforme :

Le chancelier de la confédération :

(L. S.)

AM RHYN.

EXTRAIT**DU PROTOCOLE DE LA COMMISSION INSTITUÉE PAR L'ACTE DE MEDIATION ;**

pag. 655 et 656. *)

*Séance du 16 mai 1804.**Transfert pour les 44/m. L. de l'hôpital de l'Isle.*

En vertu de la même note du 5 mars, Mrs. Jenner et Zeerleder, demandent, qu'il leur soit délivré le transfert pour les 44,000 L. S. vieilles annuités de la mer du Sud reconnues par l'arrêté de la commission de liquidation du 6 septembre 1803 en faveur de l'hôpital de l'Isle et du Breitfeld de Berne, mais déjà négociées le 28 août 1802 à St. Didier.

La commission de liquidation consent également à l'expédition de ce transfert, sous les conditions toutefois qu'ils indiquent d'une manière positive en faveur de qui cette procuration ou transfert doit être donnée, qu'en outre ils s'engagent à satisfaire aux engagements pris envers St. Didier par le traité fait avec lui le 28 août 1802, qu'enfin ils donnent à leur tour à la commission de liquidation un acte de revers qui la mette à couvert de toute responsabilité envers M^r. St. Didier. La commission de liquidation ne remettra

*) L'original de cette pièce est en langue française.

cependant cette procuration qu'en échange de celle qu'eux doivent lui donner pour toucher chez Vanneck et Compagnie à Londres les dividendes et intérêts perçus par eux des fonds de la banque et de la compagnie du Sud provenants de l'ancien gouvernement de la Ville et République de Berne.

Pour extrait conforme :

Le chancelier de la Confédération,

AMRHYN.

Séance du 20 novembre 1804.

Pag. 988.

Nous le Président et les membres de la commission de Liquidation suisse instituée par l'acte de médiation, déclarons et attestons par les présentes à qui de droit :

«Que les deux obligations originales sur feu Sa Majesté Imp. et Roy. l'empereur Joseph II mentionnées dans notre arrêté du 6 septembre 1803, provenant de l'emprunt négocié en France par Beth-

mann de fl. $\left. \begin{array}{l} 300,000 \\ 200,000 \end{array} \right\}$ ensemble fl. 500,000, ont

été déjà cédées par le gouvernement helvétique aux deux hôpitaux cantonaux de Berne, nommés l'Ile et l'Hôpital extérieur, et que cette cession a été ratifiée par nous en faveur du présent Etat de Berne; qu'en conséquence le capital aussi bien que les intérêts de ces deux obligations originales avec les actes de cessions y relatifs, doivent être considérés comme irrévocable propriété de ces deux hôpitaux du canton de Berne, et que personne, ni la confédération suisse ni aucun autre canton de cette confédération, n'a rien à y prétendre légitimement.»

En foi de quoi la présente déclaration a été munie du sceau de la commission de liquidation et des signatures de M. le Président et du secrétaire.

Donné à Fribourg en suisse le 20 nov. 1804.

Pour fidèle extrait.

Le chancelier de la confédération

AM RHIN.

ACTE DE DOTATION

DE LA VILLE DE BERNE.

Nous le Président et les membres de la commission de liquidation suisse instituée par l'acte de médiation, déclarons et attestons à qui de droit :

Qu'en vertu des pleins pouvoirs qui nous ont été conférés, et suivant les obligations que nous avons acceptées, nous nous sommes consciencieusement conformés au septième article du titre qui nous concerne dans l'acte de médiation ;

Que d'après sa teneur , nous avons supputé et examiné avec soin les besoins ou les dépenses municipales indispensables de la ville de Berne ;

Que nous avons soigneusement calculé et déterminé l'étendue de ces besoins, en ayant égard tant à la population qu'à la situation topographique et aux constructions publiques de la ville ;

Que nous avons , dans le but de la satisfaire, calculé avec impartialité les revenus annuels nécessaires ;

Que nous avons attentivement recherché les sources ou les moyens nécessaires pour obtenir ces revenus, et que nous les avons assignés comme propriété exclusive à la commune de la ville de Berne ;

Que, par cette raison, nous avons fait, sur tous les points qui suivent, trois expéditions du même acte ; que nous avons adressé, revêtues de nos signatures et de notre sceau, l'une à son Excellence le landammann de la suisse ; la seconde à MM. les avoyer et conseil du canton de Berne, et la troisième au conseil de ville ou de commune de Berne ;

Avec la déclaration et l'arrêté conforme à la médiation «qu'après l'exécution du contenu de cet acte, les prétentions de la commune de la ville Berne à un revenu approprié à ses besoins municipaux seront complètement satisfaites, et qu'elle rentrera dans ses anciens droits réels ou présumés au reste de biens encore existans, meubles ou immeubles du canton de Berne.»

Nous avons donc en premier lieu arrêté et déclarons par les présentes :

Que les besoins municipaux de la ville de Berne consistent dans ceux désignés ci-après, et qu'ils exigent, calculés dans une proportion rigoureuse, en revenus annuels, les sommes indiquées, savoir :

1) Pour le traitement des membres du conseil de ville en général ; pour le traitement plus élevé de ses premiers employés et de leurs subalternes ; pour tous les employés de la chancellerie, et fournitures de bureaux dans toutes les branches de l'administration ; pour huissiers, concierges et domestiques, pour loyers et entretien du local des assemblées ; pour menus frais de tout genre qu'entraîne le service — estimé à une dépense annuelle de dix huit mille francs de Suisse, soit 18,000

Transport Fr. 18,000

2) Pour le traitement des maîtres et maîtresses des écoles inférieures ou écoles dites primaires, que Berne avait jusqu'ici payés au nombre de dix et qui lui seront également nécessaires à l'avenir, à raison de sa population ainsi que de ses institutions actuelles pour l'enseignement allemand et français, comme aussi pour les écoles de travail des filles — estimé à une dépense annuelle de cinq mille quatre cents francs de suisse 5,400

3) Pour les ministres du culte, et les employés dans les quatre églises (le Saint-Esprit, les Prédicateurs, la cathédrale et la Nydeck) tels que chantres, marguilliers, organistes, souffleurs d'orgues, pour la sonnerie, le pain et le vin de la communion, etc. — évalué à une dépense annuelle de six mille francs de Suisse 6,000

4) Pour tous les établissemens appartenant à la police de la ville, et traitemens des inspecteurs et employés, c'est à dire, un directeur de police, quelques commissaires de quartier, plusieurs inspecteurs du feu, sept exempts de police, les guets nécessaires sur les tours, quatorze guets de nuit et qui crient les heures; les quatre surveillans de police aux portes de la ville, les fossoyeurs nécessaires, les travaux pour le curage de la ville et l'envolement des immondices, les pompes à incendie indispensables, des échelles, des seaux,

29,400

Transport 29,400
 des cordes et leur entretien ; d'autres appareils
 de sauvetage pour les incendiés et pour leurs
 effets, ainsi que pour les noyés ; deux méde-
 cins des pauvres, un chirurgien des pauvres,
 quatre sages-femmes de la ville, des inspecteurs
 du bétail en général, à la boucherie, aux
 marchés, un maître des basses œuvres, des
 inspecteurs pour les poids et mesures, des
 inspecteurs de la halle aux blés, de la taxe
 du pain, du marché au beurre, de la chasse
 dans la banlieue, de la vente des fruits et
 légumes, des horloges de la ville, et tous les
 frais éventuels qu'entraînent les objets ci-des-
 sus mentionnés — évalué à une dépense an-
 nuelle de seize mille huit cents francs de
 Suisse 16,800

5) Pour les constructions à la charge
 de la ville de Berne, c'est à dire, pour l'en-
 tretien de tous les bâtimens ci-après nommés
 qui sont sa propriété, parmi lesquels il faut
 compter non seulement les réparations an-
 nuelles, mais, indépendamment de cela, les
 dégradations qui surviennent chaque année ;
 conséquemment, pour l'entretien des quatre
 églises et du grand cimetière, des établisse-
 mens d'instruction et des écoles, des murailles
 autour de la ville, telles que le rempart de-
 puis l'ancienne porte de l'Aarziehl jusqu'au
 bastion de la Freitagsschanz ; pour l'entretien
 de la chambre qui entoure la Hirschenhalden,

46,200

Transport 46,200
du long mur depuis la Tour des armures
jusqu'à la Porte d'en bas, depuis l'ancienne
jusqu'à la nouvelle porte d'Aarziehl, et de
là jusqu'à la Frick ; de toutes les tours qui
se trouvent dans le long mur, excepté celles
qui servent aux prisons et au dépôt des effets
et qui appartiennent au canton ; de plus,
pour l'entretien des fossés de l'intérieur de
la ville depuis l'ancienne porte d'Aarziehl
jusqu'à la Freitagsschanz — laissant aux mai-
sons de correction l'usage et l'entretien de la
partie qui leur est déjà assignée ; — de plus,
pour les réparations de la tour de Christophe
avec la porte et le pont intérieur qui s'y trouve,
de l'ancienne Porte d'Aarziehl, de la Porte
d'en bas avec le pont, de la tour de l'hor-
loge ; pour l'entretien de la Grange des dîmes,
de l'Intendance des bâtimens, des logemens
des architectes à la Hutte intérieure et exté-
rieure, à la Schaufelgasse et à l'Enge, pour
l'entretien du chantier, de sa place d'appro-
visionnement près de la salpêtrière, ainsi que
des archives qui s'y trouvent et du grenier
de l'Intendance des bâtimens ; pour l'entretien
et la détérioration des magasins de tuiles et
hangars à tuiles (qui n'appartiennent pas au
canton), du hangar au sable près de l'hôpital
français, de la remise des fardiers à la Schütte,
du Fasshaus allemand à l'Altenberg, du ma-
gasin de tourbe au Breitfeld, de l'Armenhüt-

Transport 46,200
 chen à la porte d'en bas ; en outre, pour
 l'entretien de l'hôtel de ville de l'état exté-
 rieur, de la douane, de la bibliothèque, du
 marché au beurre, du bâtiment du Mussha-
 fen avec son grenier, de la tuerie avec la
 fontaine de la ville ; des bâtimens de la
 Schützenmatte, de la nouvelle boucherie, de
 l'écurie du Säumer, de l'école d'équitation
 avec ses écuries, de la Neubrücken avec ses
 dépendances, des lavanderies publiques, des
 logemens de l'Engemeister et du garde-forêt,
 ainsi que de ceux des péagers et des ins-
 pecteurs des portes ; pour l'entretien dispen-
 dieux des étangs, des moulins et autres cons-
 tructions hydrauliques à la Matte, de la
 grande digue avec ses écluses, du Schwelle-
 mätteli et de ses dépendances, du Landeren-
 schirm, ainsi que des digues à la Zollnerhal-
 den, à la Closterhald, à la Matte, à la
 Hirschenhalden et au Fasshaus ; enfin pour
 l'entretien des cimetières dans la ville et hors
 de ville, du lazareth à l'Enge, des corps-de-
 garde de la police à la fontaine aux quatre
 tuyaux, et de la tour de l'horloge, des halles
 aux grains sous le grand grenier, de la tuile-
 rie à Thoune, ainsi que de tous les outils,
 machines et ustensiles servant à la construc-
 tion des bâtimens — évalué en détail à une
 dépense annuelle de dix mille soixante-dix
 francs de Suisse 10,070

56,270

Transport 56,270

6) Pour l'entretien des nombreuses fontaines, de leurs aqueducs, loges et caveaux de fontaines (Brunnhäuser und Brunnstuben), réservoirs et décharges ; pour l'entretien dispendieux du ruisseau de la ville, de ses affluens de loin, de ses canaux souterrains, servant à purifier les égouts ou cloaques, et de ses hangars indispensables à la conservation des matériaux que nécessitent la réparation et l'entretien du pavé des rues, des escaliers dans les rues et les rues latérales, ainsi que des places publiques de la ville, du terrain et des chemins dans l'intérieur de la banlieue ; pour la dépense journalière de charriage, soit pour l'entretien des édifices et des murs, soit pour l'importation et l'exportation des matériaux aux conduits des fontaines, au pavé des rues et au ruisseau de la ville ; enfin pour les traitemens ou les salaires des inspecteurs des travaux, des divers architectes, fontainiers, rigoliers, couvreurs, paveurs de la ville, voyers et gardes champêtres ou des forestiers — estimé d'après un calcul exact de chaque objet en détail à une dépense annuelle de vingt mille cent trente francs de Suisse . . . 20,130

76,400

En second lieu nous avons arrêté et déclarons par les présentes : Que pour subvenir aux besoins et couvrir les frais annuels reconnus de soixante et seize mille, quatre cents

francs de Suisse , il doit être assigné et demeurer à la commune de la ville de Berne et à l'administration de son conseil de ville, des revenus en propre, et dans la jouissance desquels elle entrera à partir du 10 mars 1803.

Ces revenus sont :

1) Les obligations et créances, ou titres, que la chambre communale a administrés déjà depuis long-temps , qu'elle a encore en mains, et qui s'élèvent à un capital productif de dix-neuf mille, neuf cent trente cinq francs de Suisse, dont le produit annuel doit donc être de sept cent quatre vingt douze francs 792

2) Tous les titres et créances, cens fonciers et autres redevances du Kirchenamt, qui doivent être livrés au conseil de ville de Berne comme propriété de la commune de la ville, et dont les produits annuels doivent être évalués à mille trois cents francs de Suisse . 1,300

3) Intérêts de loyers de la nouvelle halle des bouchers, des caveaux du marché au beurre sous le bâtiment de la bibliothèque, ainsi que d'autres petits revenus de ce genre qui peuvent donner annuellement en moyenne un produit, et sont évalués comme revenus nets à une somme de trois cent huit francs de Suisse 308

4) La douane avec les biens meubles qui en dépendent et les revenus qui y sont attachés, tels que ces derniers sont spécifiés

2,400

Transport	2,400
et indiqués par le menu dans l'ordonnance	
concernant la douane de la ville de Berne de	
l'an 1754, et qui, d'après une moyenne de	
plusieurs années, peuvent donner un produit	
annuel de onze mille francs de Suisse . .	11,000

Sous la réserve expresse que si, par des ordonnances fédérales concernant tous les cantons, ou par des dispositions du gouvernement cantonal, qui enlèvent tels ou tels droits à la douane, ce qui aurait pour effet une diminution de ses revenus, dans ce cas la ville de Berne recevra du gouvernement du canton de quoi compenser entièrement cette diminution.

5) L'Intendance des bâtimens, avec toutes ses dépendances, effets et usines à la Matte, ainsi qu'en vertu du traité des 4 et 7 mars elle a été cédée à la ville de Berne, et dont le produit annuel en argent et en blé, d'après l'estimation du conseil d'état du canton, peut être évaluée, d'après une moyenne de quinze ans, à quatorze mille trois cent cinquante francs de Suisse 14,350

6) L'Intendance des blés avec ses dîmes et cens, qui dès long-temps servaient de traitemens à la magistrature, et qui derechef, suivant l'indication du conseil d'état du canton de Berne, peuvent, d'après une moyenne de quinze ans, donner un revenu an-

Transport	27,750
nuel de dix-neuf mille sept cent cinquante francs de Suisse	19,750

7) Les vignobles sur le lac de Bienne, qui en vertu d'une convention et décision du 27 janvier 1802, ont été cédés en propriété à la commune de la ville de Berne, savoir :

- a) Les vignes appartenant au couvent de S. Jean près de Neuchâtel et Neuveville;
- b) Le vignoble de Frienisberg, au Landeron;
- c) Le vignoble du Stift de Berne, nommé Grenetel, près de Neuveville;
- d) Le vignoble de Thorberg à Gléresse;
- e) Le vignoble d'Arberg à Gléresse;
- f) La Maison des Dîmes à Bippschal;
- g) Le vignoble de Fraubrunnen à Douanne;
- h) Le vignoble de Buchsee à Douanne;

Le tout avec les bâtimens et mobiliers accessoires, ainsi que les droits de dîmes et cens, selon la teneur des registres de redevances déjà remis à la commune ou au conseil de ville.

Si, du produit calculé en moyenne de ces biens et de leurs droits on déduit ce que le conseil de ville de Berne se charge de payer là dessus chaque année, savoir :

- a) Six muids de vin aux bénéficiers du couvent de Frienisberg;
- b) Cinquante deux muids de vin aux bénéficiers du couvent de Thorberg;

47,500

Transport	47,500
c) Six muids de vin à la cure de Lignièrès ;	
d) Six muids de vin pour des passans à l'hôpital de Berne ;	
e) Les cens fonciers au prince de Neuchâtel , ainsi que toutes les charges attachées aux biens dénommés, d'après les registres de redevances ; les revenus annuels de cette propriété cédée à la commune de la ville de Berne , peuvent, d'après les données, au moins en partie, du conseil de ville de Berne sur le produit des dîmes et cens, être évalués à la somme de vingt sept mille quatre cent cinquante francs de Suisse	27,450
8) Enfin le fonds du Stift de la grande cathédrale sera tenu de remettre annuellement au conseil de ville de Berne (sans compter le fonds du Kirchenamt déjà cédé) comme contribution pour l'entretien de l'édifice et pour les allocations des chantres, organistes, marguilliers, etc., la somme de mille quatre cent cinquante francs de Suisse	1,450
	Francs 76,400

En *troisième* lieu nous avons arrêté et déclarons par les présentes :

Qu'au nombre des besoins de la ville de Berne il faut compter de plus une garde de police, et pourvoir à son traitement; qu'à supposer que le gouvernement du canton de Berne n'établisse pas une garnison dans la ville de Berne et qu'elle ne

fasse pas exécuter par cette garnison et ne paie pas le service de la garde, dans ce cas-là, le conseil du canton sera tenu, pour couvrir les frais d'une institution de police si importante, de payer au conseil de ville de Berne, chaque trimestre, une somme de deux mille cinq cents francs de Suisse, par conséquent chaque année dix mille francs de Suisse; bien entendu que toute prétention à cette somme cesse de la part du conseil de ville, dès que la garnison cantonale fait le service de la garde de la ville de Berne.

En *quatrième* lieu nous avons arrêté et déclarons par les présentes :

Au sujet des ouvrages de fortification de la ville de Berne ainsi que de toutes les murailles, remparts, tours, ponts et bâtimens, qui font partie des fortifications et en dépendent, la commission de liquidation n'a rien statué, attendu que le droit de prononcer sur leur démolition ou leur conservation appartient exclusivement au gouvernement cantonal, et que leur entretien ou leurs réparations, s'il y a lieu, ne peuvent être imposés ni être abandonnés convenablement au conseil de ville de Berne.

En *cinquième* lieu nous avons arrêté et déclarons par les présentes :

Attendu que les dépenses ci-dessus ne suffisent absolument qu'aux besoins municipaux indispensables de la ville de Berne; que les revenus annuels indiqués de soixante seize mille, quatre cents francs de Suisse ne peuvent que couvrir rigoureusement ces dépenses; que par conséquent il n'est pourvu par la ville et le canton ni aux besoins de chaque bourgeois

en particulier, ni à ceux de malades pauvres, de veuves, d'orphelins et d'autres fondations ou institutions scientifiques; — il faut que dès à présent et pour tous les temps à venir, il soit assigné en outre en propriété légitime et qui lui reste comme telle, à la bourgeoisie de Berne, sous l'administration de son conseil de ville:

1) En biens-fonds, tels que champs, prairies, etc.

a) en haut: Le Viererfeld, la Engehalden, le Viererhaus avec dépendances, le lazareth de la Halden, le Neufeld avec les Schollen-plätzen, l'Engefeld de derrière, l'ancienne carrière près du Bremgarten, la Schuttenhalden dans la ville, le Zeiger-mätteli, le Gassengras, le pâturage près de l'ancienne Viererhütte.

b) en bas: Le champ de l'hôpital, le Bündtenfeld, le Sichenfeld, le Kirchenfeld, le Murifeld, le Wylerfeld, les Champs, le champ de Wankdorf, le pré et la carrière, le champ du gibet, le Wyssmätteli, la Turbenhütte, le pré qui est autour, les côtes des montées d'Argovie et de Muri; le Murimoesli, les Bannwartenbündten, le Wylerfeld ou place d'exercice, les Steckacker et Ithacker sur Wyler, le Viererhaus avec hangar et terrain alentour.

c) Bien entendu, que tous ces biens-fonds communaux, comme appartenant à la bourgeoisie, doivent lui appartenir et être à sa jouissance, comme avant et après la révolution, pendant laquelle les ni le canton ni le gouvernement helvétique ne possédaient et n'auraient pu les réclamer de droit.

2) En *forêts*, selon la teneur de la convention faite l'année 1798 avec la chambre administrative du canton, et en vertu d'un droit non contesté de possession et de jouissance de tout temps et depuis la dite convention que le gouvernement helvétique avait approuvée, le tout selon l'administration et l'emploi usité et avec les charges qui y sont affectées, savoir :

- a) le Forst, d'après le plan de Riediger dressé en 1735 ;
- b) le Spiel, d'après le plan de Küpfer dressé en 1752 ;
- c) le bois de Thoune, d'après le plan de Riediger dressé en 1734 ;
- d) le bois de Gummen, d'après le plan de Küpfer dressé en 1752 ;
- e) le Kœnigsberg, d'après un plan sans date précise et sans nom d'auteur ;
- f) le petit bois de Weissenstein, sans plan, mais selon son étendue actuelle ;
- g) le Bremgarten, d'après le plan de Küpfer dressé en 1752 ;
- h) les trois côtes de Dähl, d'après le plan de Küpfer dressé en 1752 ;
- i) le petit Lölisberg, d'après le même plan précédent ;
- k) le petit bois de Dähl, d'après le plan de Müller dressé en 1797 ;
- l) le petit bois d'Egg, d'après le plan du même Müller dressé la même année ;
- m) le petit bois de la Schooshalden, le petit bois de Berthoud, le bois de Schermen, l'Aufrain-

hölzli, le bois de Wyler ; tous cinq sans plan, jugés d'après leur étendue actuelle ;

n) là forêt de l'Enge, d'après le plan de Küpfer adopté en 1753 ;

o) le Mannenberg, d'après un ancien plan sans nom ni date ;

p) le Mühlestein enfin, également d'après un plan sans nom ni date.

3) En fondations pieuses, toutefois sous la réserve qu'elle seront employées, comme elles l'ont été jusqu'ici, aux buts connus et usités.

a) La maison des orphelins, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles, avec les deux fonds y appartenans pour usage et emploi conforme à la nature de l'institution.

b) Le grand hôpital des bourgeois avec ses bâtimens, ses immeubles, ses capitaux à intérêts, ses dîmes et cens, destiné exclusivement à l'entretien de bourgeois de la ville âgés, infirmes, nécessiteux, ainsi qu'à secourir des voyageurs pauvres ; on distraira, en conséquence, de cet hôpital, en vertu de la convention, la chambre de la maternité, la chambre des galeux, la chambre de cures d'essai, pour les transférer à l'île et à l'hôpital extérieur.

c) Le grand fonds d'Aumônes, avec ses petits revenus en grain et en intérêts d'argent, destinés à servir de subsides pour des pauvres honteux parmi les bourgeois de la ville.

d) Le fonds des quêtes (Büchsen-Almosen), avec ses capitaux déjà existans peu considérables mais

productifs, également destinés à assister des bourgeois pauvres de la ville de Berne.

e) Toutefois, comme les revenus des deux derniers fonds de secours ne s'élèvent pas tout à fait à mille sept cents francs, la commission de liquidation croit devoir recommander les pauvres honteux de la ville de Berne au gouvernement du canton pour qu'ils soient soutenus de quelque autre part.

f) l'Ile, avec ses bâtimens, ses biens-fonds, ses revenus en argent, en blé et vin, sera administré sous la haute surveillance du gouvernement du canton, auquel appartiendra et restera le droit d'employer selon la nature de cette institution les revenus existans, ainsi que l'entretien ultérieur de cette institution des pauvres.

g) L'hôpital extérieur ou infirmerie séparée, avec ses bâtimens, biens-fonds et revenus en argent et en blé, sera administré sur le même pied que celui de l'Ile, sous la haute surveillance du gouvernement du canton.

4) En institutions d'églises, d'écoles et d'objets scientifiques, toutefois sous la réserve que les conditions et buts de ces établissemens seront remplis.

a) Le fonds du Musshafen, avec ses revenus annuels, peut rester sous l'administration du conseil de ville de Berne, mais avec l'obligation sacrée pour celui-ci de les faire servir, comme auparavant, partie à l'entretien de jeunes élèves soit de l'école soit du couvent, partie au soutien de ces jeunes gens dans les classes supérieures de l'école littéraire, et de les employer annuellement

de telle manière qu'il ne soit fait aucune différence entre les élèves de la ville et ceux du reste du canton ; qu'indépendamment de cela tout droit particulier d'autres villes soit maintenu, et qu'on rende compte au gouvernement du canton des dépenses de chaque année.

b) Le Schulseckel avec ses revenus annuels reste sous l'administration non contestée depuis 1798 du conseil de ville de Berne, de telle sorte cependant que tout revenu soit consacré, sous une haute surveillance, d'abord, à des prix à donner à la jeunesse dans les écoles inférieures et littéraires, ensuite, comme jusqu'à ce jour, à des bourses pour l'entretien de jeunes gens de mérite et de talents, et qu'aucun bourgeois n'en soit légalement exclu.

c) Le fonds des Chanoines (Chorherrenstift-Fond), avec ses propriétés, ses capitaux, ses redevances de fiefs, reste destiné comme jusqu'à présent aux traitemens des pasteurs de la ville et des professeurs des hautes écoles et de l'académie, et l'administration du dit fonds demeure immédiatement placée sous le gouvernement du canton tel qu'il existe aujourd'hui, sous la réserve que dans l'élection des ecclésiastiques allemands de la ville il sera laissé au conseil de ville de Berne l'exercice des droits qu'il a eus jusqu'à ce jour.

d) En échange sont déclarés propriété, soit de la bourgeoisie sous l'administration du conseil de ville, soit de corporations sous leur propre admi-

nistration, à la condition qu'il en sera fait un usage public et scientifique :

La Bibliothèque des bourgeois, avec le bâtiment destiné à la renfermer et son fonds modique ;

Le cabinet des monnaies et l'appareil de physique ;

Le cabinet d'oiseaux de Sprungli ; trois objets qu'il faut considérer comme appartenant réellement et depuis long-temps à la commune de la ville et qui sont déclarés siens de nouveau.

En revanche la collection de minéraux d'Erlach et l'herbier de Tribolet, sont, par le présent acte, cédés à la commune de la ville de Berne, toutefois sous la réserve expresse faite par la commission de liquidation, que le prix de vente de ces deux collections, tel que l'avait payé le gouvernement helvétique, sera déduit, si le canton ou la ville de Berne le demandent, lors de l'extinction générale de la dette nationale.

La collection de minéraux de Manuel et le jardin botanique enfin, sont, comme propriété privée, mentionnées ici seulement pour qu'il soit déclaré que ni la commission de liquidation, au nom de la nation, ni le gouvernement du canton de Berne pour le canton, n'a à élever à cet égard la moindre prétention.

5) Enfin en fait d'Archives, la maison de ville de Berne est laissée comme propriété cantonale au gouvernement du canton, mais celui-ci s'engage à

assigner et à disposer pour l'usage perpétuel du conseil de ville de Berne, qui manque d'emplacement pour la conservation de ses écrits, dans cette même maison de ville ou ailleurs, un local voûté garanti contre le feu, avec dépendances, pour y déposer ses Archives. En outre le gouvernement du canton pourvoira à ce que tous les titres, registres de redevances ou autres documens, qui garantissent ou assurent le droit de propriété aux revenus ci-dessus nommés, aux immeubles, forêts, fondations, établissemens, bâtimens, dîmes et cens, soient remis au conseil de ville de Berne aussi promptement que possible et en due forme, et placés sous sa garde.

Donné, signé et scellé à Fribourg en Suisse comme acte stable et perpétuel, le vingtième du mois de septembre de l'an de grâce mil huit cent trois,

Par la commission de liquidation suisse.

Le président :

(*Sig.*) LAURENT MAYR.

(*L. S.*)

RÆMY.

J. R. SULZER.

H. STAPFER.

Le secrétaire de la commission de liquidation:

(*Sig.*) AUGUSTIN GASSER.

DESTINATION

DES BIENS CANTONAUX QUI RENTRENT DANS LA PROPRIÉTÉ DU CANTON DE BERNE.

Nous le président et les membres de la commission de liquidation instituée par l'acte de médiation, faisons savoir par les présentes :

Qu'en vertu des pouvoirs que nous avons reçus et conformément au septième article du titre qui nous concerne, nous avons soigneusement examiné les inventaires qui nous ont été envoyés par les divers cantons de la Suisse *sur la part des biens qui doivent revenir en propriété à chacun d'eux*; que nous avons confronté entre eux ces inventaires et réclamations, et qu'en conséquence, eu égard aux fonds nécessaires pour la dotation des ci-devant villes souveraines de la Suisse aussi bien que pour l'extinction des dettes nationales suisses, nous avons établi et arrêtons :

I. Dès à présent les biens dénommés ci-après échoiront et seront remis au canton de Berne titre de véritable et incontestable propriété cantonale sous la réserve établie §. 2.

a) Tous les biens, immeubles, droits et revenus, à l'exception toutefois de ceux qui, en vertu de l'acte de médiation, sont échus comme propriétés aux cantons d'Argovie et de Vaud, et de plus à l'exception de la partie des biens qui, par l'acte de dotation du 20 septembre 1803, ont été spécialement assignés à la ville de Berne à l'effet de rétablir sa propriété de ville.

b) Les titres de créance indigènes non encore aliénés.

c) Les églises, écoles et fondations pieuses qui ont été jusqu'ici sous la surveillance du gouvernement, telles que :

1° Le fonds des chanoines (Chorherren-Stift-fond).

2° L'Ile.

3° L'Hôpital extérieur ou Infirmerie séparée.

4° La fondation dite Musshafen.

5° Le fonds d'école (Schulseckel).

Avec tous leurs biens et revenus ; toutefois sous la réserve et les clauses qui sont expressément comprises dans l'acte de dotation précité du 20 septembre 1803.

II. La remise des biens susmentionnés se fait cependant uniquement sous la réserve expresse et formelle, que, si les créances sur l'étranger destinées à éteindre les dettes nationales helvétiques ne suffisaient pas, dans ce cas et selon la teneur du §. 5 compris dans l'acte de médiation, relativement à la liquidation des dettes, et selon la mesure y établie, l'excédant de ces dettes doit être proportionnellement réparti entre les divers cantons de la Suisse.

III. Le présent acte en due forme sera expédié en deux doubles qui seront adressés revêtus de notre sceau et de notre signature, l'un à son Excellence M. le Landammann de la Suisse, le second aux très honorés MM. l'avoyer et conseil du canton de Berne.

Donné à Fribourg en Suisse le quinze du mois de juin de l'an de grâce mil huit cent quatre. Le 15 juin 1804.

Par la Commission de Liquidation suisse :

(Sig.) J. B. SULZER.

(L. S.)

RÆMY.

LAURENT MAYR.

STAPFER.

CRUD.

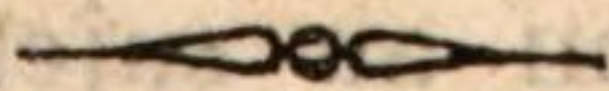
Au nom de ladite commission :

(Sig.) AUGUSTIN GASSER, secrét.

Pour copie conforme.

Le commissaire provisoire des fiefs :

R. STETTLER.



CONVENTION

**ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANTON
DE BERNE ET LE CONSEIL DE VILLE DE
BERNE AU SUJET DE L'ACTE DE DOTA-
TION DE LA COMMISSION DE LIQUIDA-
TION SUISSE; LE 20 AOUT 1804.**

*Nous, Avoyer et Conseil du Canton de Berne,
faisons savoir par les présentes:*

Comme il nous a été exposé par notre commission des finances, qu'en exécution des dispositions renfermées dans l'acte de dotation donné le 20 septembre 1803 à la ville de Berne par la commission de liquidation Suisse, il était devenu essentiellement nécessaire de faire une convention avec le gouvernement du canton au sujet de l'abandon de diverses possessions, institutions et biens; nous avons donc de notre côté délégué à cette fin notre collègue, et membre du petit conseil et du conseil des finances, Abraham Frédéric Mutach, qui a conclu avec le délégué du conseil de ville de Berne, M. le trésorier Alexandre Emanuel Fischer, sous l'approba-

tion et la ratification des constituans des deux parties, une convention qui est conçue textuellement ainsi qu'il suit :

Nous, Abraham Frédéric Mutach, membre du petit conseil et du conseil des finances du canton de Berne, et Alexandre Emanuel Fischer, trésorier de la ville de Berne, déclarons par les présentes :

Comme par l'acte de dotation du 20 septembre 1803, donné par la commission de liquidation suisse de Fribourg à la ville de Berne, il a été cédé à cette dernière en propriété diverses fondations, établissemens et biens, qui présentement encore se trouvent sous l'administration du gouvernement du canton ; nous avons, ensuite de la commission reçue de nos hauts constituans des deux parties et sous réserve de leur approbation et ratification, en exécution de l'acte de dotation mentionné, et pour opérer la séparation complète des possessions qui, en vertu du dit acte, étoient en propriété à la ville de Berne, d'avec celles qui doivent rester au canton, délibéré et arrêté de concert ce qui suit article par article.

I. Titres de créance.

Acte de dotation §. II. Art. 1.

Ces titres de créance ayant tous été administrés par l'ancienne chambre communale qui en a réellement mis en possession le présent conseil de ville, il ne reste plus à cet égard, de dispositions à faire.

II. *Administration des biens de l'église (Kirchenamt).*

Acte §. II. Article 2.

Conformément à cet article, la ville percevra tous les revenus de l'administration des biens d'église à la seule exception de ceux qui peuvent être éteints par suite de la nouvelle constitution. Parmi les revenus à toucher sont compris en particulier les droits, qui sont affectés comme un fixe à ce fonds, qui restent sous l'administration du gouvernement cantonal et qui doivent être payés à l'administration des biens d'église comme par le passé. Tous les titres documents, registres de redevances, etc., appartenant à la dite administration et qui se trouvent dans les archives, ainsi que ceux qui concernent les bancs d'église, seront rendus à la ville. En revanche, la ville se charge de toutes les charges affectées à la même administration, et s'engage, envers les membres du gouvernement du canton, à leur laisser à toujours l'usage des sièges d'église qui leur ont été positivement assignés.

III. *Revenus de domaines.*

Acte §. II. Article 3.

Comme ces revenus proviennent des bâtimens qui appartiennent à la ville, et dans la possession desquels elle se trouve déjà, il n'y a plus rien à statuer à cet égard.

IV. *Douane.*

Acte §. II. Article 4.

Le gouvernement se reconnaît dans l'obligation d'indemniser en temps et lieu la ville, ainsi que cela

est prescrit. Mais comme dans le règlement de la douane de 1754 il est aussi fait mention du péage de Gumminen, et que cependant ce péage est une chose tout à fait étrangère à la douane de Berne, et n'est au fond qu'un péage de pont en dédommagement de l'entretien du pont de Gumminen, des digues et route de la contrée, ce n'est plus à la douane de percevoir ce péage pour compte de la ville, mais c'est le gouvernement du canton qui doit le percevoir pour son compte et sans aucun dédommagement pour la douane.

Il en est de même du droit de sortie (Trattengeld) que l'on percevait également à la douane et qui, comme impôt d'exportation, ne peut point échoir à la ville, mais appartient au gouvernement et par conséquent doit être réservé pour lui, par suite de quoi la douane ne doit entrer pour rien dans les paiemens, charges ou dépenses, au sujet de perception du péage de Gumminen et du Trattengeld.

V. *Intendance des bâtimens.*

Acte §. II. Article 5.

La convention au sujet de l'Intendance des bâtimens entre la chambre administrative et la chambre communale des 4 et 7 mars 1803 est ratifiée ici dans toutes ses parties, ainsi qu'elle a été confirmée par l'acte de dotation, avec l'explication cependant, que la réserve faite dans la dite convention au sujet de la propriété du fonds de l'intendance sera présentement annulée, et que ce fonds appartiendra proprement et exclusivement à la ville de Berne.

En conséquence de quoi le gouvernement du canton remettra le plus tôt possible au conseil de ville les comptes concernant l'administration de ce fonds jusqu'au 7 mars 1803, de même que ceux concernant la construction des écluses alors non encore achevée.

La tuilerie de Thoune à l'époque où ladite convention a été conclue, se trouvant encore gérée par la chambre administrative de Thoune, par conséquent n'ayant pas encore été remise à la ville de Berne, et l'article concernant cette tuilerie n'ayant pas encore été exécuté selon la convention plusieurs fois mentionnée, le gouvernement du canton remettra présentement aussi sans délai au conseil de ville la tuilerie de Thoune appartenant à l'intendance des bâtimens, avec toutes ses dépendances, droits, titres, fiefs, accords et tous les produits qu'il a perçus depuis le 7 mars 1803. En conséquence la ville de Berne a aussi le droit de faire exploiter l'argile nécessaire qui est sur le Schörlengut à Steffisbourg, en ce que ce domaine, d'après un arrêté du gouvernement en date du 25 juin 1794, a été acheté expressément pour fournir d'argile la tuilerie de Thoune.

Tous les titres, documens, registres de redevance etc. concernant l'Intendance des bâtimens et se trouvant dans les archives du canton passeront à la ville de Berne. Mais comme par la convention susmentionnée il est réservé pour le canton différens droits dans les registres de redevances, ces registres seront renouvelés, et ce qui a été réservé au canton sera, dans les registres renouvelés, séparé de ce qui reste à l'Intendance. Cette opération sera soignée par

MM. les commissaires des deux parties, exécutée le plus tôt possible, et les frais en résultant couverts en commun et par portions égales par le gouvernement du canton et le conseil de ville.

Mais quoique l'intendance des bâtimens soit absolument la propriété de la ville de Berne, elle concède toutefois au gouvernement du canton pour les bâtisses à exécuter le libre usage des machines, ustensiles et attirail y appartenans, sous la condition qu'après avoir servi ils seront rendus à la ville, dans le même état que le gouvernement les a reçus.

VI. *Intendance des grains (das Kornamt).*

Acte §. II. Article 6.

L'Intendance des grains étant encore aujourd'hui sous l'administration du gouvernement du canton, et tous ses revenus ayant été perçus jusqu'ici par le gouvernement, celui-ci fera dresser par son receveur un état complet de tout ce qu'il a reçu et dépensé pour l'intendance des grains depuis le 10 mars 1803, y compris toutes les dîmes et cens, remettra ce compte au conseil de ville, et en paiera et remettra le restant productif, soit en argent soit en blé, d'après un prix convenu réciproquement.

Mais comme le relevé de cet état ne pourrait être fait de si tôt, le gouvernement du canton fera payer dès à présent au conseil de ville des à-comptes par son receveur sur les rentrées de l'intendance des grains.

Le gouvernement du canton remet au conseil de ville tous les titres, documens, registres de redevances etc., et reconnaît qu'ensuite de l'acte de

dotation le fonds de l'intendance des grains avec toutes ses appartenances doit demeurer la propriété de la ville de Berne.

VII. *Vignobles sur le lac de Bienne.*

Acte §. II. Article 7.

Les vignobles sur le lac de Bienne et les bâtimens, mobiliers, dîmes et cens y appartenans, qui, par la convention du 27 janvier 1802 confirmée par l'acte de dotation, a été cédée par la chambre administrative à la chambre communale de Berne, resteront la propriété de la ville de Berne, tels qu'ils sont spécifiés dans ladite convention, et sous les conditions y renfermées.

Tous les titres, documens et registres de redevances concernant ces biens et leurs appartenances seront remis à la ville.

VIII. *Contribution du fonds du Stift.*

Acte §. II. Article 8.

En reconnaissance de cet article de l'acte de dotation, le gouvernement du canton s'engage, à faire payer à la ville de Berne chaque année, en argent comptant, sur le fonds du Stift, à partir du 10 mars 1803, la somme de mille quatre cent cinquante francs de Suisse.

IX. *Service de la police.*

Acte §. III.

Conformément à cet article, le gouvernement du canton déclare par la présente: que s'il n'établit pas de garnison dans la ville de Berne, ou ne fait

pas faire par elle ou ne paie pas le service nécessaire de police, il aura soin de payer pour les frais de police de la ville, chaque trimestre, une somme de L. 2,500, par conséquent, chaque année, la somme de L. 10,000.

Mais cet engagement cessera, dès que le gouvernement du canton se chargera à ses propres frais du service de la police de la ville. Si le gouvernement ne s'en chargeait pas entièrement, et qu'une partie en retombât sur la ville, le gouvernement paierait également sur cette contribution une part proportionnée.

X. *Ouvrages de fortification.*

Acte §. IV.

En reconnaissance de l'acte de dotation, le gouvernement du canton décharge par la présente la ville de Berne de tout entretien, réparation et construction des ouvrages de fortification, et des remparts, fossés, ponts, murailles, tours etc. en dépendans, tels qu'ils sont dénommés avec détail dans la convention faite au sujet de l'Intendance des bâtimens le 7 mars 1803.

XI. *Champs et forêts.*

Acte §. V. Article 1.

Le gouvernement du canton reconnaît aussi de son côté de la manière la plus sacrée le droit de propriété exclusive de la bourgeoisie de Berne aux champs et aux forêts de la ville, tels qu'ils sont dénommés dans l'acte de dotation, sous lesquels

doivent aussi être compris d'après les traités conclus le Grauholz et le Sädelbach.

XII. *Etablissements de bienfaisance.*

Acte §. V. Article 3.

De même le gouvernement du canton reconnaît le droit de propriété de la ville de Berne sur les institutions de bienfaisance suivantes, sous la réserve que ces institutions soient destinées aux buts connus et prescrits, et avec les explications ci-après données. Ainsi :

XIII. *Maisons des orphelins.*

Acte §. V. Article 3. litt. a.

Les maisons des orphelins pour les garçons et les filles, avec leurs possessions, fonds et privilèges, pour que le gouvernement en fasse usage conformément au but de leur institution.

XIV. *Grand hôpital des bourgeois.*

Acte §. V. Article 3. litt. b.

Le grand hôpital des bourgeois avec ses bâtimens, ses immeubles, ses capitaux, dîmes, cens fonciers etc. et privilèges, est exclusivement destiné à l'entretien de bourgeois de la ville infirmes et indigens, et au soutien de pauvres voyageurs ; il lui sera donc distrait la chambre de la maternité, la chambre des galeux et celle des cures d'essai, pour être transférées à l'Ile ou à l'hôpital extérieur.

Quant à l'époque et à la manière dont ce démembrement des trois chambres s'effectuera, elles seront déterminées avec précision dans une conven-

tion qui devra être incessamment rédigée ; en attendant et jusqu'à la conclusion du contrat, l'hôpital sera, à partir du 18 mars 1804, indemnisé par le gouvernement du canton de tous les frais qu'entraîneront pour lui les trois dites chambres.

Relativement aux droits de collatures appartenant à l'hôpital sur diverses cures, au traitement et à l'entretien desquelles il est obligé de pourvoir, il est convenu qu'en reconnaissance préalable de ces droits, il sera fait à ce sujet une enquête et qu'il sera conclu sans délai un contrat particulier sur la destination et l'exercice de ces droits et charges.

XV, Fonds des grandes Aumônes et fonds des quêtes. (Grossalmosen und Büchsenalmosen.)

Acte §. V. Article 3. litt. c. d.

Ces deux fonds sont destinés à l'entretien de bourgeois pauvres de la ville, et sont laissés en conséquence comme propriété au conseil de ville pour qu'il les administre et en use selon le but de ces institutions.

XVI. Entretien des pauvres.

Acte §. V. Article 3. litt. e.

Les deux fonds de charité susnommés pour l'entretien des indigens de la ville n'étant pas suffisants, le gouvernement du canton accordera aux pauvres honteux de Berne et aux corporations de cette ville les mêmes secours que ceux qu'il accorde ou que selon les cas il accordera aux autres pauvres du canton et à d'autres communes.

XVII. *L'Ile.*

Acte §. V. Article 3. litt. f.

Quoique l'hôpital de l'Ile doive être considéré comme un établissement appartenant à la ville de Berne, et qu'il ait été fondé principalement par des bourgeois de Berne, cependant, d'après le règlement des fondations, les bienfaits de cet établissement doivent s'étendre non seulement sur les bourgeois de la ville, mais aussi sur les bourgeois du canton. En conséquence, il sera fait sur l'administration particulière de cette institution et de ses biens, par une seule et même direction spéciale, entre le gouvernement du canton et le conseil de ville, un contrat qui établira d'une manière précise les droits et obligations mutuelles.

XVIII. *L'Hôpital extérieur.*

Acte §. V. Article 3. litt. g.

Cet établissement sera en attendant encore administré sur le pied actuel. Cependant nous convenons ici que pour l'administration du dit établissement et de ses biens, il sera institué, comme pour l'Ile, une direction particulière et spéciale, à quelle fin il sera dressé, entre le gouvernement du canton et le conseil de ville, un contrat par lequel les droits et obligations réciproques seront définis, comme le prescrit le traité des 31 juillet, 15 août, 3 septembre et 3 octobre 1800, conclu entre la chambre administrative et la chambre communale de Berne. Mais ce contrat, vu le changement des circonstances, a besoin d'une révision, et il faudra à ce sujet, comme à

l'égard de l'Ile , et le plus tôt possible , faire une convention qui déterminera les droits et obligations réciproques.

XIX. *Le Musshafen.*

Acte §. V. Article 4 litt. a.

En ce qui concerne cette institution, on en restera absolument à ce qui est prescrit à ce sujet dans l'acte de dotation , auquel en conséquence on aura soin de se conformer.

Les titres , documens et registres de redevances qui se trouvent dans les archives seront remis au conseil de ville.

XX. *Fonds d'école.*

Acte §. V. Article 4. litt. b.

Pour le Fonds d'école on s'en tiendra également aux dispositions prescrites par l'acte de dotation.

XXI. *Stift.*

Acte §. V. Article 4 litt. c.

Relativement au Stift on se conformera également aux dispositions de l'acte de médiation à cet égard, et en particulier l'on paiera annuellement à la ville la contribution mentionnée plus haut sous n° 8 de L. 1450.

En explication de la réserve des droits de la ville contenue dans l'article qui concerne cette institution, lors de la nomination de pasteurs allemands aux places, il est convenu et arrêté : Que lors de la nomination aux places de pasteurs allemands dans la ville,

le conseil de ville fera à cet effet au gouvernement du canton une proposition de trois candidats, entre lesquels le gouvernement nommera à la place vacante. Mais le conseil de ville ne proposera que des ministres qui sont éligibles en vertu des ordonnances de l'état à cet égard.

XXII. *Collections Scientifiques.*

Acte § V. Article 4. Litt. d.

Relativement à cet objet on en restera absolument aux termes de l'acte de Dotation.

XXIII. *Archives.*

Le gouvernement du canton remet à la ville de Berne tous les titres, documens, registres de redevances et autres écrits, qui peuvent concerner les revenus, biens-fonds, forêts, bâtimens, fondations, institutions, dîmes, cens et capitaux ci-dessus nommés, laissés et remis en propriété à la dite ville par l'acte de dotation aussi bien que par le présent acte de séparation, le tout sous inventaire, et lui accorde dès à présent pour leur conservation en dépôt la loge voûtée supérieure au rez-de-chaussée sous la maison de ville.

Relativement à tout ce qui peut être contenu dans l'acte de Dotation, mais qui n'est pas mentionné ou expliqué dans le présent instrument, on s'entendra absolument à ce que prescrit sur ce point l'acte de Dotation.

Enfin le gouvernement du canton promet de maintenir, défendre et protéger contre tous la ville de Berne en tout ce qui concerne la propriété qui lui a été remise.

En foi de quoi le présent instrument de séparation a été convenu, expédié en deux doubles, revêtu du sceau et de la signature des deux fondés de pouvoir nommés en tête du présent acte et de MM. les Commissaires des fiefs des deux parties.

Ainsi conclu à Berne les 14 mars et 12 juin 1804.

(L. S.)

(Sig.) F. MUTACH,
conseiller.

(L. S.)

(Sig.) ALEX. FISCHER,
trésorier de la ville.

(L. S.)

(Sig.) F. MAY,
commissaire des fiefs et conseiller des finances.

(L. S.)

(Sig.) L. J. GÜDER,
commissaire des fiefs de la ville.

Nous avons, sur la proposition de notre commission des finances, approuvé et confirmé dans tout son contenu la convention ci-dessus comme fondée sur l'acte de Dotation et sur les contrats précédens qui y sont allégués, selon que nous approuvons, ratifions et confirmons par le présent acte la dite convention dans toutes ses parties, de manière qu'elle doit être observée et mise dès à présent en exécution ;

En vertu de quoi le présent acte a été expédié en un double, muni du sceau du canton et signé, en l'absence de MM. les deux avoyers, par notre collègue M. le conseiller de ville Bay.

Ainsi fait à Berne le six du mois d'août de l'an mil huit cent quatre (6 août 1804.)

Le second avoyer, en son absence :

(Sig.) BAY.

(L. S.) *Au nom du conseil, le greffier de la ville :*

GRUBER.

A la Convention ci-dessus est joint le

PROCÈS VERBAL

suivant :

Nous faisons savoir par les présentes ce qui suit :

Comme la convention, que les délégués du gouvernement du canton et du conseil de ville de Berne, concernant l'exécution de l'acte de dotation du 20 septembre 1803 donné à la ville de Berne par la commission de liquidation suisse, ont conclue ensemble les 14 mars et 12 janvier 1804, a été ratifiée présentement par les délégués des deux parties, savoir le 16 août 1804 de la part des très honorés avoyer et conseil du canton de Berne, et le 20 août 1804 de la part des honorés avoyer et conseil de la ville de Berne ; il a été en conséquence expédié de la part de ces deux autorités des instrumens formels de ratification ;

Les délégués M. Abraham Frédéric Mutach, et M. le trésorier de la ville Alexandre Fischer nommés par ces autorités pour l'échange des présens instrumens de ratification, ont exécuté cet échange, à quelle fin les deux instrumens mentionnés ont été non seulement collationnés ensemble, mais confrontés avec le contrat original ; et comme ils se sont parfaitement accordés avec l'original aussi bien qu'entre eux, M. le conseiller Mutach a transmis l'instrument de ratification du canton à M. le trésorier Fischer pour la ville de Berne, et M. le trésorier Fischer a transmis l'instrument de ratification de la ville à M. le conseiller Mutach pour le canton de Berne, sur

quoi cet acte de contrat est maintenant entièrement terminé :

En vertu de quoi le présent acte a été ainsi rédigé par le soussigné secrétaire, et le présent Procès-verbal expédié pour les deux délégués en deux doubles d'égale teneur.

Ainsi fait à Berne, le 22 octobre 1804.

(Sig.) WYTENBACH,
trésorier.

N^{ro} 29.

EXTRAIT

DU MANUEL DU CONSEIL DES FINANCES,

N^{ro} 5.

a. *Séance du 3 août 1804, pag. 339.*

Convention au sujet de l'acte de dotation de la ville de Berne.

Rapport à MM. les membres du conseil.

Le 28 mars dernier, vous avez approuvé jusqu'aux articles 5, 17 et 18, dans lesquels vous avez désiré quelques amendemens, la convention qui vous a été soumise entre les délégués du conseil des finances et du conseil de ville de Berne, en exécution de l'acte de dotation donné par la commission de liquidation suisse à la ville de Berne.

Messieurs les commissaires se sont encore réunis et ont apporté à cet acte les modifications désirées,

comme vous pourrez les voir par la confrontation de la nouvelle rédaction de la convention avec l'ancienne.

Comme au moyen de cette opération il a été pleinement satisfait à votre volonté, la présente convention est présentée à votre sanction, à quel effet on a joint ici un formulaire de ratification.

En définitif, il est simplement remarqué, que le conseil des finances n'a pas encore communiqué à la chambre de péage l'article 4 concernant la douane, parce que la convention n'a pas encore été approuvée et mise en vigueur; vous voudrez donc bien, Messieurs, réitérer lors de la ratification les pouvoirs donnés le 28 mars, et avertir le conseil des finances d'ordonner à la chambre de douane de retirer le Trattengeld.

b. *Séance du 24 août 1804, pag. 479.*

Convention sur l'acte de dotation.

La missive du conseil avec la convention approuvée par MM. les membres du petit conseil en exécution de l'acte de dotation de la ville de Berne etc., est mise de côté dans l'attente de la ratification de la part de la ville.

N^{ro} 30.

EXTRAIT

DU MANUEL DU CONSEIL SECRET, N^{ro} 2.

DU 26 MAI 1814 AU 8 NOVEMBRE 1814.

Le 30 juin.

Rapport à leurs Excellences.

Discussion de l'acte fédéral.

La diète a terminé la discussion du projet d'un nouvel acte fédéral. Le projet a été envoyé aux états, avec l'invitation de se prononcer sur la ratification au plus tard jusqu'au 11 juillet prochain.

Le moment est venu où il doit être fait à vos Excellences un rapport complet sur la marche de cette importante affaire. Mais le présent rapport concerne moins l'acte fédéral lui-même sur lequel un mémoire embrassant tous les articles vous sera présenté, que le tableau de la situation et des circonstances dans lesquelles cet acte a été projeté, et est maintenant soumis à votre examen et à votre décision. Ainsi donc vous faire connaître les délibérations qui ont eu lieu à cet égard à la diète, les négociations qui les ont accompagnées, et leurs résultats, et enfin les objets ultérieurs, qui sans concerner directement l'acte fédéral, ont été traités jusqu'ici à Zurich, tel est le triple but du présent rapport, dans lequel vos Excellences voudront bien voir une introduction à la discussion de l'acte fédéral.

Troisième partie.

Négociations au sujet des fonds anglais.

Remise de l'administration des fonds anglais.

Un troisième objet non moins important pour Berne a été le recouvrement de la propriété de nos *fonds anglais*, qu'ensuite d'une décision de l'acte de médiation, la commission de liquidation instituée par cet acte a destinés à acquitter la dette nationale helvétique. Les autorités de la ville et du canton de Berne ont été contraintes, par cette décision émanée d'un pouvoir étranger, à donner pour ces fonds en 1804 des cessions et des transferts ; cependant l'Angleterre considérait la Suisse et ses gouvernemens comme étant sous l'influence de la France et ne reconnaissait pas aux autorités suisses le droit de disposer de valeurs qui avaient été versées dans ses fonds publics au nom des avoyer, petit et grand conseils de la ville et république de Berne. Le rétablissement de ce gouvernement légitime et la paix survenue avec la France paraissaient avoir amené le moment où cette autorité pouvait rentrer en possession des biens placés en Angleterre qui lui avaient été ravis par un pouvoir étranger. Le conseil secret, partant du point de droit, que l'abolition de l'acte de médiation avait mis à néant les conséquences des arrêtés du pouvoir sur le bien de Berne, et que ce bien doit appartenir de nouveau à son légitime propriétaire, donna l'ordre à la députation envoyée à Zurich de n'entrer, au sujet des fonds anglais de Berne, qui étaient à recouvrer comme son bien incontestable, dans aucune explication ni avec les ministres étrangers ni avec les dépu-

tations cantonales ; instruction qui fut suivie , lorsque le 22 avril la liquidation de la dette helvétique fut à l'ordre du jour en diète.

Dès que la discussion révéla le dessein d'employer les propriétés de Berne à l'acquittement de la dette helvétique et que les instructions de plusieurs états , à ce qu'on apprit, tendaient à ce but, ce qui se vérifia depuis, le 25 mai, par la délibération qui eut lieu à ce sujet au sein de la diète, le conseil secret de Berne trouva non seulement convenable aux intérêts de Berne mais urgent d'envoyer sans délai de son chef, en évitant tout éclat ou toute publicité, un délégué en Angleterre , soit pour prévenir les suites de démarches que la diète pourrait faire, soit pour ne pas compromettre l'état de Berne, avant qu'on sût positivement si une députation formelle de cet état serait reçue par son A. R. le prince régent. Outre cela des démarches antérieures, que le conseil des finances avait faites par écrit, étaient restées sans réponse de la part de l'Angleterre. Le conseil secret résolut en conséquence le 1^{er} mai d'y envoyer M. l'ancien avoyer Freudenreich, qui déjà auparavant, pour mettre les biens de la ville de Berne à couvert, avait, au nom de cette ville, fait mettre le séquestre sur les fonds en Angleterre, et par ses relations personnelles, ainsi que par la connaissance de la langue et des lois du pays, réunissait les qualités nécessaires pour conduire cette affaire. M. l'ancien avoyer Freudenreich se chargea de cette mission, pénible pour lui sous beaucoup de rapports, avec le patriotisme dévoué dont il a constamment fait preuve ainsi que M. le juge d'appel Haller qui lui fut adjoint. MM.

les envoyés au moyen d'une lettre de recommandation furent adressés au ministre britannique des affaires étrangères, Lord Castlereagh, et M. Freudenreich reçut en même temps pour instruction, que dès qu'il aurait acquis la certitude que les ministres lui ménageraient une audience de S. A. R. le prince régent comme plénipotentiaire du canton de Berne, il eût à en faire rapport, afin qu'il pût obtenir de vos Excellences les pouvoirs nécessaires. MM. les délégués reçurent pour instruction, d'abord, d'annoncer aux ministres le rétablissement du gouvernement légitime de Berne, d'expliquer les causes qui ont privé Berne depuis 1798 de la jouissance de sa propriété, de chercher à obtenir des recommandations pour le Lord chancelier et les directeurs de la banque anglaise, de provoquer la levée du séquestre mis à la requête de la ville de Berne en 1801, de faire les démarches convenables pour la reconnaissance du gouvernement légitime actuel comme propriétaire des fonds bernois et pour sa réintégration dans la possession et jouissance absolue des dits fonds. D'un autre côté MM. les délégués devaient faire leurs efforts pour que le gouvernement anglais et d'autres personnages de rang et d'influence voulussent bien prendre généreusement en considération les droits et les intérêts de Berne à l'occasion du traité de paix général.

MM. les délégués devaient passer par Paris. — Le 14 mai ils eurent une bienveillante audience de lord Castlereagh, à qui ils remirent leurs lettres de créance. Il leur dit que l'ancien gouvernement ayant été dissous par la révolution, les fonds bernois, d'après

les lois anglaises, étaient échues à la couronne à titre de déshérence; mais qu'il n'était pas dans les intentions du prince régent d'en faire usage, et que sans doute il ne ferait aucune difficulté de restituer à Berne ses fonds, dès que son gouvernement reconstitué serait reconnu, mais qu'avant son retour (du ministre) à Londres, il y aurait difficilement une décision prise à cet égard. Lord Castlereagh témoigna aussi des dispositions très favorables pour la Suisse et annonça la prochaine mission dans ce pays de M. Stradford Canning, comme envoyé anglais, attendu qu'il importait beaucoup à l'Angleterre autant qu'aux puissances alliées, que la Suisse fût bien organisée et dans un état paisible.

MM. les délégués obtinrent chez lord Aberdeen, ambassadeur de la grande Bretagne à la cour de Vienne, une audience où ils furent reçus poliment mais sans résultat aucun. L'influence de la Russie se faisait partout sentir. Ils eurent avec M. Canning destiné à être accrédité auprès de la confédération plusieurs entretiens, desquels il résulta, que les affaires suisses lui étaient peu familières, mais que lui-même était assez prévenu en faveur des vues du colonel Laharpe.

Ils furent très bien reçus du prince de Metternich, qui leur déclara que, puisque Berne était disposé à se relâcher un peu de ses droits rigoureux, S. M. I. et R. mettrait au jour ses bonnes intentions pour ce canton, et ferait en sorte qu'il fût satisfait de manière ou d'autre; que lui-même (le prince) aurait soin que M. de Muralt pût être envoyé dans peu de jours avec les pleins pouvoirs pour cet objet.

MM. les délégués obtinrent aussi accès auprès

du prince de Bénévent, qui n'exprima pas d'opinion sur nos affaires, mais se borna en termes généraux à donner des encouragemens en disant qu'il fallait se reposer sur l'avenir, eu égard à l'importance des affaires du moment.

Le second rapport de MM. les délégués à Londres du 5 juin annonce leur arrivée dans cette ville le 28 mai. Il renferme la nouvelle d'ouvertures préalables faites auprès de M. Hamilton, sous-secrétaire d'état des affaires étrangères, de MM. Wickham et Flint, qui s'intéressent avec zèle au canton de Berne, de lord Huntingfield, chef de la maison Van Neck, et de M. Jones, célèbre procureur, qui avait été précédemment chargé par M. Freudenreich de mettre le séquestre sur nos fonds; il a montré beaucoup de zèle pour nos affaires, mais a demandé du temps pour examiner les pièces. Il s'est rencontré aussi, qu'avant l'arrivée de lord Castlereagh à Londres, et vraisemblablement jusqu'après le départ des monarques attendus en Angleterre on ne pouvait pas s'occuper de notre cause. En même temps MM. les délégués ont eu l'occasion de remarquer, combien on paraissait favorablement disposé en Angleterre pour le nouveau système de centralisation en Suisse, et comme on a de la peine à concevoir la souveraineté et l'indépendance de chaque canton en particulier, ce qui dans la position où nous ont placés les circonstances depuis 1803 laisse prévoir des difficultés pour nos justes réclamations.

Tel est, gracieux seigneurs, l'état de cette affaire aujourd'hui, et comme le conseil secret s'en réfère de son côté en toute confiance à la prudence et à

l'activité de MM. les habiles délégués, il doit simplement attendre qu'il vous plaise d'approuver et de ratifier cette mission.

Le conseil secret attend aussi de savoir, s'il a été assez heureux d'aider Berne par ses efforts soutenus à faire valoir ses droits, et d'obtenir l'approbation de vos Excellences.

N^{ro} 31.

EXTRAIT

**DU RECÈS DE LA DIÈTE EXTRAORDINAIRE
FÉDÉRALE ASSEMBLÉE A ZURICH LE 6
AVRIL 1814 ET CLOSE LE 31 AOUT 1815.**

Enfin M. le député de Thurgovie, conformément à ses instructions, a proposé que l'on admette dans le pacte fédéral un article ainsi conçu :

« La garantie de la dette d'état helvétique que la confédération a prise à sa charge, continue d'exister, et la liquidation définitive aura lieu sur le même pied que jusqu'à présent. »

Cette proposition a été appuyée, d'après leurs instructions, par les députations d'Unterwald, Lucerne, Zug, St. Gall et Tessin.

Selon les vues de MM. les députés de Zurich, de Schwyz et d'Appenzell Rhodes intérieurs, cet ob-

jet devrait être réservé pour une délibération d'une diète ordinaire ; ils désirent l'ajournement de cette question, attendu que pour le moment il n'y a que quelques cantons qui puissent se prononcer à cet égard en vertu d'instructions. Mais dans la votation, dix voix, celles des états d'Unterwald, Lucerne, Zug, Bâle, Schaffouse, St. Gall, Grisons, Thurgovie, Tessin et Vaud, ont renvoyé la dite proposition à la commission diplomatique.

Zurich, Uri, Schwyz, Glaris, Fribourg, Soleure, et Appenzell Rhodes intérieurs l'ont prise purement ad referendum.

Quand à Appenzell Rhodes intérieurs, il s'est réservé le protocole ouvert pour cet objet comme pour les deux votations précédentes.

La députation de l'état de Berne, sans instruction sur la proposition de l'état de Thurgovie, concernant la garantie et le paiement de la dette nationale helvétique, a voté le principe de la continuation de la garantie de la dette contractée et reconnue par la nation ; cette dette doit être acquittée par le débiteur, et Berne y contribuera dans une juste proportion. Mais la députation a protesté solennellement contre toute atteinte qui s'appuierait sur une mesure de violence antérieure et qui pourrait toucher la propriété particulière de Berne, laquelle atteinte ne serait pas moins contraire aux principes du droit commun qu'à la loyauté des co-états suisses.

Au sujet de la proposition faite antérieurement par le canton d'Argovie, la commission a jugé convenable, le 25 mai, de faire avant tout sur la nature de cette dette et des obligations contractées par

les états confédérés, les investigations nécessaires, lesquelles ont donné les résultats suivans :

« En 1798, lors de la fusion des XIII cantons et de leurs sujets médiats en une république une et indivisible, tous les biens d'état meubles et immeubles, rentes et droits, ont été reconnus comme propriété nationale commune, dont l'autorité exécutive s'est mise en possession, et une partie en a dû être employée à subvenir aux besoins de l'état.

« En 1803 lorsque par l'influence du gouvernement consulaire français une réunion fut ménagée entre les parties contendantes de la confédération, l'acte rédigé à ce sujet (dans la section sur l'extinction de la dette nationale helvétique) a déterminé :

« La dissolution du gouvernement central et la réintégration de la souveraineté dans les cantons, exigeant qu'il soit pourvu à l'acquittement des dettes helvétiques et à la disposition des biens déclarés nationaux,

1) Les créances constituées sur l'étranger au profit de quelques cantons serviront d'abord au marc la livre à son extinction. Si la dette excède le montant des dites créances, l'excédant sera réparti entre les cantons. (Art. V.)

2) Les biens meubles et immeubles qui resteront après la dotation des capitales et l'acquittement de la dette cantonale et nationale, rentreront dans la propriété des cantons auxquels ils ont appartenu. (Art. VI.)

3) Une commission liquidera les dettes des cantons, liquidera la dette nationale, assignera à chaque dette le fonds nécessaire pour asseoir l'hypothèque ou opérer la libération, et déterminera les biens qui

rentreront dans la propriété de chaque canton.»
(Art. VII.)

«Ensuite de ces dispositions de l'acte de médiation, toutes les réclamations au gouvernement dissous ont été examinées par la commission de liquidation susnommée, le montant de la dette nationale (Art. I) fixé à la somme de L. 3,757,031.

«Avec les arrérages liquides des cantons L. 671,727, il a été payé aux créanciers de l'état 17% du montant de la dette reconnue, par L. 638,695. 3. 3.
(Art. IV).

«Mais les L. 33,032. 4. 5. restantes, avec le solde de caisse de la commission de liquidation, ont été déposées chez son Excellence M. le landammann de la Suisse pour couvrir des erreurs et des non valeurs (Art. IV); il a été en outre ordonné (Art. VII) :

A) Que le montant de la dette nationale encore existante de L. 3,118,336, ne peut être exigé que trois mois après la reconnaissance de la confédération suisse par l'Angleterre;

B) Que cependant, lors de la liquidation de certains effets mis en dépôt, il sera effectué des à-compte;

C) Qu'il sera porté annuellement à compte à tout créancier depuis le 1 juin 1804, sur sa réclamation reconnue, un intérêt de 4% et

D) Que pour surêté et hypothèque du capital et intérêts, il sera déposé entre les mains de son Exc. M. le landammann de la Suisse en faveur des gouvernemens et des créanciers d'état (Art. VIII), les actes, titres et transferts de créances anglaises et autres spécifiés avec intérêts échus et courans, à con-

dition que lorsqu'il s'agira de reconnaître la confédération suisse, son Excellence le landammann et les hauts gouvernemens cantonaux soient tenus de remettre à chaque canton, sur le numéraire rentré, autant que le dit canton en a besoin pour satisfaire entièrement ses créanciers d'état reconnus.

« Enfin (Art. X), au cas que ces titres ne suffisent pas pour éteindre la dette nationale, on fera une répartition entre les différens états auxquels il a été rendu des biens d'état immeubles, et leurs biens resteront comme hypothèques sacrées jusqu'à extinction entière de la dette.

« Fait à Fribourg, le 1 novembre 1804. »

« Cet arrêté définitif de la commission de liquidation a été communiqué sous date du 21 juin 1805 par S. Excell. M. le landammann à la diète fédérale, ainsi que les mesures déjà prises et l'établissement d'une commission d'enquête, et les mesures de prévoyance ont été approuvées par elle.

« Depuis, il a encore été liquidé non seulement quelques-uns de ces titres déposés, mais de plus remboursé $22\frac{1}{2}\%$ aux louables cantons en faveur des créanciers de l'état.

« Maintenant (continue le rapport), si la commission s'est convaincue par ces pièces, qu'après les recherches faites par une autorité reconnue le montant de la dette nationale a été fixé, qu'il a été déposé en mains tierces pour son extinction des biens meubles et que subsidiairement on s'est saisi de plusieurs fonds appartenant à des cantons, la dite commission croit unanimement que l'honneur et la loyauté universellement reconnue de la nation Suisse exigent

qu'on remplisse l'engagement contracté, et qu'à cette fin l'on adopte dans l'acte constitutionnel le principe :

«Que la dette nationale, ainsi qu'elle a été fixée le 1 novembre 1804, soit reconnue, et que la liquidation définitive se fasse selon la manière que la diète jugera à propos.

«Les recherches faites ayant aussi démontré, que les fonds, comme titres de créance et transferts, ont été remis à M. le landammann de la Suisse et mis en dépôt en faveur des créanciers, la commission pense que c'est un devoir indispensable non seulement envers les créanciers reconnus, mais encore envers les cantons, dont les biens d'état en cas de non paiement ont été hypothéqués subsidiairement, d'inviter son Excell. M. le bourgmestre de Reinhard, comme dernier landammann de la Suisse, de remettre à la diète un rapport par écrit sur les aliénations de créances qui ont eu lieu depuis 1804, ainsi qu'un compte sur la diminution qui a eu lieu depuis du montant reconnu de la dette nationale et de la situation actuelle des actes, transferts etc. mis en dépôt, afin que la liquidation ultérieure puisse être ordonnée par la diète d'une manière conforme aux circonstances.»

Ensuite de ce rapport a eu lieu une délibération complète, pour laquelle quelques députations se sont trouvées sans instruction. Dans trois votes différens il a été pris les arrêtés suivans :

I) Il sera inséré dans l'acte fédéral un article ainsi conçu :

«La dette nationale, ainsi que le montant en a été fixé au 1 novembre 1804, de 3,118,336 francs de Suisse, reste reconnue.»

Pour ce conclusum ont voté sous ratification les députations des états d'Uri, Unterwald ob Wald, Lucerne, Zug, Bâle, Schaffouse, Appenzell Rhodes-Extérieurs, St. Gall, Argovie, Thurgovie, Tessin et Vaud ; cette dernière députation n'entend point toutefois déroger aux observations et réserves que le canton de Vaud a faites en divers temps sur les opérations de la commission de liquidation. Grisons n'a pas participé à la délibération, parce que la liquidation de la dette nationale helvétique ne concerne pas en général le canton des Grisons. Les députations de Schwyz, Unterwald nid Wald, Zurich, Fribourg et Soleure se sont réservé le vote de leurs gouvernemens respectifs. Celle de Berne, relativement à la déclaration insérée au protocole déjà le 22 avril (voy. Art. X du présent paragraphe), n'a pas émis de vote et proteste solennellement contre toute atteinte qui s'appuierait sur une mesure de violence antérieure et qui pourrait toucher la propriété particulière de Berne, laquelle atteinte ne serait pas moins contraire aux principes du droit commun qu'à la loyauté des co-états suisses.

II. « Il est abandonné à la diète de prendre les mesures convenables pour liquider cette dette. »

Pour ce conclusum se sont déclarées les mêmes onze voix et Unterwald ob Wald. Berne persiste dans la même opinion que plus haut. Les députations des états présens veulent référer.

III. « Son Excellence M. l'ancien landammann de Reinhard est invité à présenter à la diète, dans le plus court délai possible, d'abord un compte du montant d'alors de la dette nationale, ensuite un rapport sur

les aliénations effectuées et sur l'état actuel des actes, titres de créance et transferts déposés entre les mains du landammann en vertu de l'art. VII. litt. D. de l'arrêté définitif de la commission de liquidation pour servir de sûreté aux créanciers de l'état et aux gouvernemens cantonaux.»

Lors de cet arrêté, Fribourg a déclaré se joindre aux états qui ont précédemment donné leur vote; Berne a réitéré sa protestation. Les députations des autres cantons s'en sont tenus au referendum. Etaient absentes les députations de Glaris et d'Appenzell-Rhodes intérieurs.

N^{ro} 32 a.

TRÈS HUMBLE PROTESTATION.

Hauts et gracieux seigneurs et souverains!

C'est avec le plus vif regret et une profonde douleur que les soussignés bourgeois de Berne ont appris les nouvelles mesures qui ont été proposées et décrétées par les gracieux seigneurs du conseil et seize relativement à l'administration future du bien commun de tous les bourgeois. Ils croient remplir un devoir envers eux-mêmes et leurs descendans, et en même temps exprimer l'opinion de la meilleure partie des bourgeois qui ne siègent pas dans le gouvernement, en protestant, auprès de vos seigneuries, avec toute la déférence qui vous est due, mais aussi avec toute l'énergie dont ils sont capables, de leurs

droits, franchises et coutumes tels qu'ils ont été formellement garantis par le préambule de la déclaration authentique du 21 septembre 1815 et en particulier par l'art. II. de la dite déclaration.

Berne, le 11 décembre 1816.

HEBLER-MUESLIN.	S. J. STUDER, chirurgien.
BAY, avocat.	F. L. MELEY, chapelier.
ERNST, négociant.	ALB. PLUESS, boulanger.
SPRUENGLI, maître boucher.	DAV. WYSS, tanneur.
SCHEURER, passementier.	NIC. HEMMANN, boulanger.
Dr. HAHN.	KUEPFER, EMAN., boulanger.
Dr. LUTZ.	
Dr. HERMANN.	NIC. STOOSS, boulanger.
STÆMPFLI, négociant en vin.	J. D. BRUNNER, négoc.
SCHNELL, notaire.	F. PAGENSTECHER, apothic.
G. WYSS, procureur.	MARTI, avocat.
LAUTERBURG-BAUMANN.	WILHELMI.
LAUTERBURG, avocat.	ROD. KUEPFER, jeune.
GRUNER, vitrier.	ROD. KUEPFER, négoc.
MUELLER, maître boucher.	ROSSELET, jeune.
B. A. HALLER, marchand de papier.	ALB. FRÉDR. FISCHER, boulanger.
FRANÇ. KUEPFER, chapelier.	CH. BENTELY.
F. FREUDENBERGER, boulanger.	SAM. RUETSCHI.
	HARTMANN.
L. FR. BRUGGER.	E. FISCHER, avocat.
SAMUEL JÆGER.	CHRISTOPHE LUETHARDT, tanneur.
CHARLES HEBLER, notaire.	
R. BRUNNER, notaire.	FRÉDR. ZIEGLER, brasseur.
R. FISCHER, père, ferblantier.	MESSMER, avocat.
	EM. FUETER.
S. GERBER, fils, négoc.	J. R. WYSS, prof.

JEAN MELEY , boulanger.	JEAN STUBER.
ROHR , serrurier.	ROD. HERMANN, boulanger.
NOETIGER , maréchal.	R. J. HENZI.
FRÉD. STAUFFER, boulanger.	E. RIS , boulanger.
GOTTL. EM. MARTI.	R. STÆMPFLI, fils, tonnelier.
SCHÆRER , fils , cordier.	BERNH. BAY.
JEAN GOTTL. STUDER, né-	HENZI , boulanger.
gociant.	SAMUEL LUTZ , professeur
FR. STUDER.	au gymnase.
ROD. STUBER.	FRÉD. MARTI, boucher.

Le refus est prononcé par

SCHÆRER ,

juge de district, comme vice-lieutenant baillival.

N^{ro} 32 b.

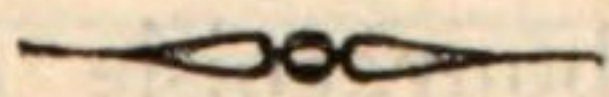
Nous soussignés déclarons par la présente , que la respectueuse protestation signée par quelques-uns de nos concitoyens sous la date du 11 décembre 1816, concernant la future administration du bien commun , est venue à notre connaissance. Nous donnons approbation pleine et entière au contenu de cet écrit, et adhérons aux mesures prises à cette occasion par nos concitoyens, comme si nous avions déjà signé personnellement le 11 décembre 1816.

(Sig.) L. SYBOLD , potier.	(Sig.) ROD. STUDER, maître
“ ALBERT GRUNER ,	de mathématiques.
potier.	” DIWY, doreur.

- | | |
|------------------------|--------------------------|
| (Sig.) G. SIMON, nég. | (Sig.) R. STUDER, capit. |
| » Dr. WYTENBACH, | d'artillerie, |
| jeune. | » J. EMAN. WYSS. |
| » FRÉD. LUETHARDT, | » S. WALTHARD. |
| lieutenant d'ar- | » Dr. TRIBOLET. |
| tillerie. | » L. LUETHARD, gar- |
| » FRANÇOIS WAGNER, | dien du grenier. |
| fil, boucher. | » S. FLUEGEL. |
| » FREDERIC BLAU, | » LOUIS WALTHER, de |
| boucher. | la Lorraine. |
| » G. KÆNIG, confiseur. | » L. J. GUEDER, aîné. |
| » R. WIEGSAM, maître | » SAMUEL GERBER, |
| tonnelier. | père, nég. |
| » AND. BLAU, bou- | » LOUIS FRÉDÉRIC |
| langer. | SCHMID. |
| » FR. ROHR, fils, mé- | » L. HAHN, notaire. |
| gissier. | » JEAN ROD. HART- |
| » ROD. BERCHTOLD, | mann, fils. |
| épiciier. | » FRÉD. WALTHER. |

Cette copie a été fidèlement faite d'après l'original qui m'a été présenté, et l'ai trouvée conforme.
C'est ce qu'atteste, à Berne le 14 décembre 1816,

SAMUEL KUEPFER,
notaire de district.



N^{ro} 33.

RÉCLAMATION

**A REMETTRE AU TRÈS-HONORÉ M. DE
GINSGINS, HEIMLICHER.**

Très honoré Monsieur le Heimlicher !

Les citoyens de l'état soussignés ont appris qu'au sujet de la question soulevée d'une nouvelle organisation du conseil de ville d'ici, le présent Tit. Conseil de ville, par un respectueux mémoire à leurs Excellences du conseil et des XVI, a voulu exprimer les vœux et les intérêts de l'honorable bourgeoisie d'ici dont il est l'organe actuel, mais que ce mémoire a été écarté par eux, et qu'il est évident que par ce refus il ne doit pas être présenté à leurs Excellences.

Ayant appris que pour cette raison un nombre considérable d'honorables bourgeois d'ici ont fait présenter au très honoré M. l'avoyer en charge leur respectueuse requête à cet égard munie de leurs signatures, pour être remise à leurs Excellences, mais qu'il n'a pas voulu la recevoir ;

Comme il paraît cependant conforme à la justice d'entendre aussi la bourgeoisie de cette ville sur le mode d'administration à venir du bien particulier de la ville, et comme aussi la dernière requête ne paraît pas tomber sous les termes de la loi qui défend des signatures collectives, puisqu'il s'agit ici d'une

propriété commune, les soussignés prennent la liberté de vous solliciter, son Exc. M. le Heimlicher, de faire la motion : que les pétitions ou actes qui ont été remis à ce sujet par le conseil de ville et par quelques bourgeois en particulier, soient soumis à leurs Excellences pour obtenir une décision quelconque sur cette affaire.

Donné à Berne, le 12 décembre 1816.

(Suivent les signatures de sept citoyens de l'état.)

N^{ro} 34.

EXTRAIT

D'UN MÉMOIRE INTITULÉ :

OBSERVATIONS RESPECTUEUSES

adressées à leurs Excellences de la commission de révision de la constitution et des lois par l'honorable conseil de ville de Berne, au sujet d'un rapport qui lui a été communiqué, concernant le rétablissement de la constitution intérieure de la ville de Berne, sur la proposition d'une loi et le projet y annexés.

Très hauts et gracieux Seigneurs !

Le conseil de ville de Berne en remerciant profondément vos hautes Seigneuries de l'obligeante communication qu'elles lui ont faite du rapport men-

tionné en tête du présent écrit, de la proposition d'une loi y annexée et du projet d'une organisation pour le rétablissement de la constitution intérieure de la ville de Berne, prend la liberté de vous soumettre humblement les observations qui lui ont été demandées à ce sujet, en vous priant très humblement de vouloir bien excuser les imperfections et les défauts de ce travail, vu le court intervalle de quinze jours accordé pour le discuter et l'élaborer de manière à pouvoir le présenter aux grand et petit conseils et à le rédiger définitivement.

Mais en même temps le conseil de ville exposant croit de son devoir, d'appeler avant tout l'attention de vos Excellences sur la position dans laquelle il est appelé à agir dans cette affaire. *Il est le représentant de la bourgeoisie en masse de Berne.*; il a été élu par elle au moyen de comités en suite du décret du ; il a reçu d'elle sa charge et ses pouvoirs, il est donc le légitime défenseur de ses droits, et comme tel obligé de veiller à la conservation de ces droits, il en est responsable envers ses constituans, et tenu de leur en rendre compte.

Or comme il partage avec la majorité de ces derniers la conviction, que les nouvelles institutions proposées à vos Excellences porteraient atteinte à plus d'un égard aux droits de la bourgeoisie de Berne, il ne peut pas se soustraire à l'obligation où il est de vous faire envisager dans ce mémoire l'impraticabilité et l'inopportunité de cette proposition, non seulement avec le respect qui vous est dû, mais en même temps aussi avec l'énergie et la franchise qui

conviennent aux représentans d'une portion si respectable du public.

Le conseil de ville, comme l'unique organe de toute la bourgeoisie de Berne, vient d'exprimer dans cet exposé, conformément à son devoir, ses raisons et ses vues avec cette énergie que commande l'importance de l'objet dont il s'agit. Mais d'un autre côté il altérerait ses sentimens de fidélité de dévouement et d'obéissance invariable envers le haut gouvernement, sentimens qu'il partage avec tous ses commettans, si, avec ses respectueuses représentations contre l'annulation projetée de la constitution actuelle de Berne, et contre la dissolution du grand conseil de ville, il n'émettait en même temps la déclaration la plus expresse qu'il se croit obligé de prêter la main avec empressement à toute modification de la constitution de la ville, que peuvent exiger les institutions générales du canton. Il sent et il est fermement convaincu, que pour la marche régulière des affaires dont il est chargé et pour leur simplification, ainsi que pour éviter toute collision de compétences, le plus parfait accord est indispensable des deux côtés.

Plein de confiance dans le bon vouloir et les sentimens paternels du haut gouvernement envers la bourgeoisie entière de Berne, le conseil de ville, au nom de cette dernière, termine par vous adresser aussi honnêtement que respectueusement

la prière :

«Que vos Seigneuries daignent maintenir et pro-

téger la ville et bourgeoisie de Berne dans son droit constitutionnel, en vertu duquel il doit lui être laissé l'administration de ses biens et revenus, bâtimens et institutions locales, et par conséquent aussi de laisser subsister les grand et petit conseils institués par elle, sous la surveillance légale des autorités supérieures à l'instar des autorités locales des autres villes et communes du pays, et sous la protection des institutions générales.»

Dans l'espérance d'obtenir etc.

Berne, le 29 février 1816.

L'avoyer de la ville, Président
du conseil de ville,

C. MAI.

Au nom du conseil de ville,

Le Secrétaire de ville,

R. STETTLER.

N^{ro} 35 a.

A la Commission de Liquidation.

Messieurs !

Nous avons appris, qu'avant de délivrer les procurations pour les fonds anglais que vous avez reconnus aux hôpitaux de Berne, vous souhaitez qu'il soit remis entre vos mains

1. Un revers du Gouvernement de Berne portant que les dites procurations seront appliquées aux engagements du traité du 28 août 1802 entre Mr. St. Didier et le Gouvernement helvétique.

2. Une renonciation du Gouvernement de Berne aux intérêts entre les mains de Mr. *Van-Neck* et Comp.

3. La preuve que l'équivalent de 30/m. Livres Strlg. vendues en 1798 est entré dans la caisse militaire, et que cette dernière a été prise par les Français.

Comme nous souhaitons d'abrégé tout ce qui peut rester à terminer relativement aux dites créances, nous vous serons fort obligés de vouloir nous confier les dites procurations, en recevant ici notre engagement particulier, de remplir d'ici à quinze jours les dites trois conditions, et à défaut, de restituer à la commission de liquidation les dites procurations.

Nous avons l'honneur d'être avec une parfaite considération,

Messieurs,

vos très-humbles et obéissans serviteurs

A. JENNER.

L. ZEERLEDER.

Fribourg, le 17 Mai 1804.

N^{ro} 35 b.

La commission de liquidation ayant reçu d'*Avoyer*, petit et grand conseils du canton de Berne, l'abandon à la satisfaction et en due forme, des intérêts perçus par la maison *Van-Neck* de Londres, de tous les fonds anglais placés sur le nom du ci-devant gouvernement de Berne, et les députés de ce canton

lui ayant déclaré, que leur gouvernement n'entendait porter aucune garantie relativement à la somme de ces intérêts entre les mains de la maison *Van-Neck*, puisqu'ils pourraient avoir éprouvé une diminution par des dispositions soit des divers gouvernemens helvétiques, soit antérieurement de l'ancien gouvernement ou personnes publiques de Berne à ce compétentes ou réputées compétentes en Angleterre.

Les dits députés lui ayant aussi fourni les preuves demandées par sa lettre du 17 mai, établissant :

1. Que trente mille Livres Sterl. annuités de la mer du Sud ont été vendues et le montant perçu par l'ancien gouvernement de Berne avant le 12 avril 1798 ;
2. Le dit montant versé dans la caisse militaire ;
3. Et le solde de cette caisse reçu par le général *Ruby* de l'armée française ;

La commission de liquidation décharge Avoyer, petit et grand conseils du canton de Berne, de toute responsabilité, frais et garantie pouvant résulter pour eux de l'acte d'abandon mentionné ci-dessus, et déclare borner sa propriété sur les dits intérêts à la somme dont la maison *Van-Neck*, à l'époque où elle rendra ses comptes, se trouvera débitrice d'après les pièces justificatives qu'elle aura à produire.

La commission se déclare de plus satisfaite des preuves demandées et qui lui ont été fournies sur la réalisation et l'emploi des 30/m. L. St. mentionnées ci-dessus.

En foi de quoi la présente a été délivrée sous le sceau de la commission de liquidation près de la

signature de son président et contresignée par le secrétaire en chef.

Fribourg , ce 24 mai 1804.

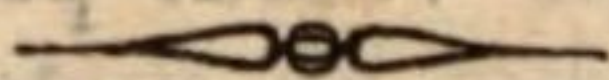
Le Président de la commission de liquidation,

J. R. SULZER.

(L. S.)

Le Secrétaire en chef,

AUGUSTE GASSER.



N^{ro} 36.

EXTRAIT
DES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ DES
FINANCES, p. 37.

Sous la date du 10 octobre 1831 il fut conclu entre le ministre des finances du gouvernement helvétique , Rothpletz et M. St. Didier , une vente au sujet de L. 66,000 anciennes annuités de la mer du Sud. Le prix de vente s'élevait à L. 1,214,626. 17. 6 de France, que M. St. Didier devait payer à différents termes. Ces L. 66,000 anciennes annuités de la mer du Sud furent portées dans le traité comme produisant 5 % d'intérêt , mais ne rapportent en réalité que 3 %. Ce malentendu s'étant expliqué par des informations que l'on prit, M. St. Didier réclama contre le prix d'achat déterminé, qui avait été effectivement arrêté d'après le cours des fonds à cinq pour cent. Après le changement de gouvernement qui eut lieu en octobre 1801 , je fus chargé par un

arrêté du petit conseil du gouvernement helvétique du 1 février 1802, de terminer l'affaire avec M. St. Didier, et en même temps je reçus les lettres de change du même pour l'achat des L. 66/m. annuités de la mer du Sud, pour en disposer selon les intentions de la chambre administrative du canton de Berne.

M. St. Didier ne voulut pas payer ses lettres de change, et refusa cependant de résilier la vente; il demanda qu'on lui assurât en capital autant de fonds qu'il serait nécessaire pour faire la somme de L. 3,300 Sterling par année, l'intérêt de L. 55,000 à 5 % de rentes, et que par conséquent sur les L. 66,000 on lui cédât en sus L. 44,000 annuités à 3 %.

Je fus autorisé à passer un compromis avec M. St. Didier pour faire décider cette contestation à Londres par des arbitres.

Je partis au printemps de 1802 pour Paris, à l'effet de prendre conseil sur cette affaire, et de faire payer ces fonds si possible. A Paris je fis une convention avec M. St. Didier, moyennant laquelle il ne devait, en attendant, acquérir de droit que sur L. 66,000 de fonds effectifs à trois pour cent, mais aussi ne payer, au prorata du taux d'intérêt, que trois cinquièmes du prix d'achat de L. 1,214,616. 17. 6, c'est-à-dire L. 728,776. 2. 6 de France.

Je reçus ces sommes à différens termes par lettres de change qui furent bien payées, et j'en ai versé le montant en à comptes, selon les besoins de

de chaque fois, partie dans la caisse de la chambre administrative, partie dans la caisse de l'état, savoir :

Selon quittance de M. le caissier Tscharner de
Juin 1802 au 29 avril 1803 . . L. 301,637. 19

Selon quittance du même du
15 janv. 1805 L. 114,000

Selon quittance de M. le caissier
Sinner d'avril et juin 1807 . . . L. 70,212. 16

Total, argent de Suisse L. 485,850. 15

Laquelle somme fait à 2^o/_o 3 la somme ci-dessus
de L. 728,776. 2. 6. de France, et par conséquent
la valeur que j'ai reçue d'après la convention sus
mentionnée, se trouve entièrement et complètement
remise à l'autorité.

Je reçus encore de M. St. Didier en prorata d'intérêts
de la nouvelle lettre de change L. de France 5,642. 6

Mais je dus payer à cette occasion
à M. Al. Marcel pour provision de
 $\frac{1}{2}$ % à lui promise par le ministre
Rothpletz, sur la somme ci-dessus men-
tionnée de L. 728,776. 2. 6 . . . L. 3,643. 17

et je suis encore, en sus débiteur d'un
prorata d'intérêts de Fr. 1998. 3. 6

ou, argent de Suisse L. 1332. 2. 6

Dans le relevé ci-dessus, d'une part il n'est rien
porté en compte pour mon voyage à Paris, et d'une
autre part rien non plus pour des intérêts durant le
temps que j'ai eu en mains les dits fonds; mais d'abord,
quant au voyage, j'ai été indemnisé par une somme
de L. 2,835. 18 de France que je me suis fait payer

par M. St. Didier , comme provision à $\frac{1}{2}$ pour cent de L. 567,199. 17. 6 , laquelle il aurait dû payer à une maison de banque de Paris, si d'après la teneur du traité il eût fait accepter la lettre de change de cette maison, tandis que je me suis contenté de sa provision à lui et me suis à peu près dédommagé ; ensuite, quant au second objet concernant les intérêts des fonds que j'avais entre les mains, quoique je me fusse proposé précédemment de payer pour cela un dédommagement, je n'en mets point en compte *), parce que ces fonds ont constamment été disponibles pour en effectuer le paiement à première réquisition. Les provisions payées à Paris pour l'encaissement des lettres de change, la perte subie sur le cours pour les fonds précédemment touchés, les frais pour mémoires, protest, timbre et port, ne sont pas non plus en revanche portés en compte, en sorte que, comme opération financière, je ne voudrais plus l'entreprendre.

Outre cela, pendant ces négociations, j'ai été dans le cas, par des égards de convenance pour M. A. Marcel à Lausanne, alors intendant général des péages, qui était intéressé dans ces affaires et qui avait de l'influence, de lui faire une avance qu'il demandait et pour laquelle j'ai entre les mains une obligation de L. 5735 de France. Je crois, sans indiscretion, pouvoir demander d'être déchargé de la dite obligation contre remboursement du montant.

Sur ces entrefaites, je reçus de Londres des nouvelles sur ce qu'on pensait des difficultés avec

*) Ces intérêts, calculés seulement à 2% se seraient élevés à L. 17,000.

M. St. Didier. Cette opinion était en faveur de M. St. Didier, et la maison Chelluson, aussi bien que M. Irving, négociant anglais considéré, paraissait la trouver fondée: c'était de demander le capital réclamé, qui s'élevait à L. 44,000 Sterling, annuités de la mer du Sud à 3 pour cent, contre paiement du solde du premier traité.

Sous ce point de vue, et dans l'espérance de pouvoir, par la séparation de ces L. 44,000 Sterl. en question, procurer à l'avenir un avantage aux autorités de ce canton et de la ville de Berne, je conclus le 28 août 1802, après nouvelle autorisation du ministre des finances Kuster, un traité, par lequel je vendis à M. St. Didier, sous promesse du paiement du solde du premier traité, les L. 44/m. Sterl. en question, et outre cela une somme de bonification de L. 150,000 de France.

Cette convention, dont l'objet plus tard fut remis et adjugé par la commission de liquidation à la ville en faveur de l'Ile, et qui présentement, après paiement non effectué de la part de M. St. Didier de la somme fixée dans le susdit traité relativement au capital mentionné de L. 44/m. Sterl., est annulée et cancellée, de manière que la ville de Berne a le droit plein et entier de propriété sur le dit capital en faveur de l'Ile — cette convention se trouve avec tous les autres actes et pièces relatifs à cet objet entre les mains de la commission des finances de la ville de Berne.

Je dois encore, pour compléter le sujet, quoique ici sans intérêt pour le canton ou la ville de Berne,

annoncer qu'à propos du traité du 20 août 1802, outre le point touché ci-dessus, j'ajoutai une explication au sujet d'un autre traité de vente conclu entre M. le ministre des finances Rothpletz et M. St. Didier concernant la somme de L. 34,000 Sterl. actions de la banque, explication que je signai, quoique d'ailleurs je ne m'occupasse en rien de ce dernier traité, dont la somme de vente fut touchée par le gouvernement helvétique, avant que j'eusse été chargé des affaires de M. St. Didier.

Dans ce dernier traité, les intérêts arriérés de ces actions de la banque furent fixés à 6% par an, et comme apparemment ils ont toujours produit *de fait* plutôt plus que moins, je reçus de M. St. Didier l'obligation de payer aux mêmes conditions du traité l'excédant éventuel. Cet engagement de M. St. Didier reste en vigueur, quoique le traité du 28 août 1812 soit annulé quant au reste de sa teneur, et je vais donner connaissance de cette dernière négociation à son Excellence M. le landammann de la Suisse, afin que cette avance puisse être en son temps exigée de M. St. Didier.

Avec le présent rapport je remets aussi les pièces y relatives que j'ai entre les mains, et je termine en assurant que mes négociations avec M. St. Didier se trouvent exposées, en ce qu'elles ont de plus essentiel et autant que ma mémoire me le rappelle, dans le dit rapport; qu'en particulier j'ai fidèlement déclaré toutes les sommes grandes et petites que j'ai négociées avec lui ou que j'ai reçues de lui, et j'exprime également le vœu en terminant, que mes né-

gociations dans ces affaires qui n'ont été rien moins qu'agréables, reçoivent l'approbation des autorités présentes auxquelles j'ai l'honneur de les soumettre maintenant dans leur ensemble.

Berne, le 4 mai 1810.

(*Sig.*) LOUIS ZEERLEDER.

Les paiemens d'argent mentionnés dans le présent rapport et livrés partie à la chambre administrative, partie à la caisse cantonale, ont été justifiés par la présentation des quittances suivantes en original, telles que :

Quittance de M. le caissier Tscharner du 29 avril 1803 de	L. 301,637. 19
Du même, 10 janvier 1805	L. 114,000. —
De M. le caissier Sinner 1 avril 1807	L. 20,000. —
Du même, 9 avril 1807	L. 20,000. —
Du même, 25 avril 1807	L. 10,000. —
Du même, 3 juin 1807	L. 20,212. 16

Formant ensemble la somme de L. 485,850. 15

Berne, le 6 janvier 1813.

(*Sig.*) JENNER, trésorier.

Leurs Excellences ont approuvé unanimement le rendu-compte ci-dessus détaillé de M. le conseiller Zeerleder sur l'affaire de St. Didier, comme une négociation aussi fidèle et utile à la patrie qu'habilement conduite par M. le conseiller, et elles ont arrêté de lui adresser la lettre suivante au nom de tout le grand comité :

Très honoré Monsieur le conseiller ,

D'après le compte rendu présenté par vous aujourd'hui au comité secret sur les négociations que vous avez faites avec M. St. Didier , au nom du gouvernement helvétique , d'après les pièces authentiques remises en même temps et le rapport de notre très honoré M. le trésorier de Jenner qui a dûment examiné tous ces actes et qui les a trouvés parfaitement en règle , leurs Excellences ont reconnu que toutes les négociations ont été conduites conformément aux pouvoirs reçus et pour le bien de la Suisse aussi bien que du canton et de la ville de Berne en particulier.

Leurs Excellences , en vous donnant cette assurance , ajoutent la reconnaissance que tous les fonds perçus par vous sur M. St. Didier pour les L. 66,000 Sterl. annuités de la mer du Sud vendues , ont été , suivant les quittances originales de MM. les caissiers , dûment et complètement remises en partie à la chambre administrative , en partie au gouvernement actuel par L. 485,850. 15 de Suisse , en sorte que la présente doit vous servir de décharge pleine et entière , comme si elle eût été rédigée sous la forme usitée par les autorités ordinaires du gouvernement du canton.

Ainsi arrêté dans notre séance au Stif de Berne , le 7 janvier 1813.

*Au nom de tous les membres du comité ,
le président actuel ,*

apoyer en charge de Berne ,

(Sig.) FREUDENREICH.

NB. A la fin de la lettre ci-dessus se trouve encore pour M. le conseiller une adjonction obligeante, la même que celle qu'on lit pag. 41 au sujet de la passation de compte ; c'est pourquoi elle n'est pas répétée ici.

Dans la même séance leurs Excellences ont daigné arrêter et cela unanimement : que le teneur de livre recevra de M. son frère le conseiller Louis Zeerleder autorisation et commission de retirer l'obligation citée par lui dans son rapport, sur Albert Marcel de Lausanne, intendant général des péages du canton de Vaud, s'élevant y compris capital, intérêts et pro-rata, d'après la cession et le calcul de la propre main de M. Zeerleder à L. de Suisse 6,097, 4. 3, de retirer, disons-nous, la dite obligation des fonds secrets gérés maintenant par lui caissier, de la payer argent comptant, de la joindre aux autres titres du capital, et de l'administrer à l'avenir.

Sur la question de savoir si la somme qui a été versée par M. le conseiller Zeerleder dans la caisse cantonale et qui provient de l'affaire sus mentionnée de M. St. Didier, doit être retirée hors de cette caisse pour être versée dans le fonds secret, il a plu à leurs Excellences de ne rien statuer dans cette séance, et cela par la raison que dans une affaire si importante on ne pouvait pas prendre une détermination sans la présence de son Excellence le landammann et avoyer du canton de Berne, M. le général de Wattenwyl ; toutefois elles ont fait consigner cet article dans le protocole.

Les présentes pages ont été écrites par le teneur de livre comme un fidèle extrait du protocole (pag. 37 à 42) des délibérations du grand comité qui s'est assemblé chez moi le 7 janvier 1813.

C'est ce que certifie ma signature.

Berne, le 7 janvier 1813.

(Sig.) L. F. FREUDENREICH,
avoyer en charge.

E X T R A I T

DU MANUEL DE LA COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT DE BERNE CONCERNANT
LES CAPITAUX ÉTRANGERS APPARTENANT AU HAUT ÉTAT DE BERNE.

ETABLI L'AN 1819.

Pag. 1. *Fonds anglais.*

Rapport sur les fonds anglais.

Pag. 2. *Relevé du bien de l'état de Berne dans les fonds anglais au 5 mars 1798.*

	Liv.	s.	d.
1. Actions de la banque (portant intérêt à 7 %)	34,000	—	—
2. Annuités de la banque consolidées à 3 %	75,499	10	2
3. Anciennes annuités de la mer du sud à 3 %	158,383	6	8
4. Nouvelles id. après déduction des L. 5000 vendues depuis le 5 mars 1798 par l'ancien gouvernement	124,078	—	—
	391,960	16	10

Liv. s. d.

Transport . 391,960 16 10

5. Cette somme aurait été augmentée par les bons de la banque notés pos-

térieurement, de 9,350 — —

Par la révolution ce capital a éprouvé la perte suivante; ensuite de la
cession à M. St. Didier, les actions de la banque sus indiquées L. 34,000

Les anciennes annuités de la mer du Sud 66,000

Les bons sus mentionnés de la banque 9,350

109,350 — —

158

Reste par conséquent d'ancien bien de l'état 291,960 16 10

Remarque. Sur cette perte il a été depuis remboursé L. 66,000 à 95 %

avec 30 % de rabais, qui ont produit en argent de Suisse L. 485,850. 7. 3.

Sur cette somme la chambre administrative a déjà retiré et mis en compte
L. 264,334. 8. 9 et dans les comptes de l'état de 1804 à 1813 inclusivement
se trouvent les autres L. 221,515. 8. 4 comme ayant été également touchées
et payées.

Transport . 291,960 16 10

	Liv.	s.	d.	Liv.	s.	d.
Transport . .				291,960	16	10

Comme conséquence des actes du congrès de Vienne et après déduction de la somme destinée à la liquidation des dettes de l'état helvétique, le capital restant a été rendu au haut état de Berne.

Annuités consolidées à 3 % (ancien Stock)

au lieu d'autant de nouvelles annuités de

la mer du Sud	10,000	—	—
-------------------------	--------	---	---

Nouvelles annuités de la mer du Sud reçues

par la maison Van Neck et Comp. . .	15,000	—	—
-------------------------------------	--------	---	---

Annuités consolidées à 3 % (ancien Stock)

Nouvelles annuités de la mer du Sud à 3 %	75,499	10	2
---	--------	----	---

Anciennes annuités de la mer du Sud à 3 %	99,078	—	—
---	--------	---	---

	92,383	6	8
	291,960	16	10

Les sommes suivantes ont encore été reçues et obtenues par forme de dédommagement.

Transport .	291,960	16	10
-------------	---------	----	----

	Liv.	s.	d.	Liv.	s.	d.	Liv.	s.	d.
Transport .							291,960	16	10
En annuités consolidées à 3 % provenant d'intérêts arriérés	64,822	11	5						
En excédant des L. 64,000 sur la masse de la liquidation adjugé à Berne	53,873	1	4						
En capitaux et bons provenant d'intérêts .	5,100	—	—	123,795	12	9	123,795	12	9
									160
En outre M. Haller a perçu les intérêts et arrérages suivants :									
de Van Neck et Comp. pour intérêts des annuités de la mer du Sud gardées . .	7,200	—	—						
Pour id. pour erreur de la provision après déduction des frais	154	8	—						
Pour id. d'après compte rendu	1,016	13	6						
Pour id. d'après compte à part	333	10	—	8,704	11	6			
Transport .							415,756	9	7

	Liv.	s.	d.	Liv.	s.	d.	Liv.	s.	d.	Liv.	s.	d.
											en fonds.	
											en argent.	
Transport .				8,704	11	6				415,756	9	7
Par M. Haller pour intérêts au pro- rata des capitaux reçus				7,348	1	4						
Du compte de liquidation et de M. St. Didier				173	8	10						
De MM. Rougemont et Behrends, d'après compte courant				12	6	6						
Intérêts des fonds anglais pro 1817				11,236	9	11						
							18,790	6	7			
Enfin en perception de revenu ar- riéré							1,829	12	11			
										29,324	11	—
De ces dernières sommes perçues en argent il faut déduire :												
Pour achat de L. 1,177. 8. 8 en fonds				741	15	8						
										1,177	8	7
										Transport .	416,933	18 2

N^{ro} 38.

EXTRAIT

**DE LA LETTRE DE M. LE CONSEILLER
L. ZEERLEDER, CONCERNANT LA MIS-
SION EN ANGLETERRE, EN DATE DU 18
AVRIL 1814.**

Hauts et gracieux Seigneurs !

La confiance dont vous daignez m'honorer , en me chargeant des démarches nécessaires pour arriver au recouvrement des sommes placées en Angleterre sous le nom du gouvernement de Berne , m'impose avant tout le devoir de vous témoigner mes sincères remerciemens , ce dont j'ai l'honneur de m'acquitter par la présente.

Cependant comme tout mandat est bien rempli lorsque le mandataire peut employer les mesures qui conduisent au but, je prends par la présente la liberté de vous soumettre mes vues sur ce sujet.

L'acte de médiation prescrit art. 5 :

«La dette nationale sera liquidée, et les créances constituées sur l'étranger au profit de quelques cantons serviront d'abord au marc la livre à son extinction. Si la dette excède le montant des dites créances , l'excédant sera réparti entre les cantons , au prorata de ce qui leur restera de leurs ci-devant biens immeubles après l'acquittement des dettes can-

tonales antérieures à la révolution, et la reconstitution du patrimoine des villes.»

En conséquence tous les titres de créance étrangers des cantons ont été livrés à la commission de liquidation, qui en a aliéné plusieurs durant le régime de médiation, et en a employé le montant à payer la masse de la dette helvétique. D'autres de ces réclamations n'ont pu être réalisées en argent, et sont restées pour cette raison dans leur état primitif; les dernières consistent, pour autant que cela concerne l'état de Berne, en

Rixd. 25,000 sur la ville impériale de Nuremberg.

Flor. 85,000 sur le prince de Nassau-Saarbruck et dans les fonds anglais.

Les deux premiers objets se trouvent dans une caisse déposée entre les mains du landammann actuel de la Suisse.

Quant aux derniers il n'existait pas d'obligations, il n'a donc pu en être fait dépôt; en attendant les avoyer, petit et grand conseils du canton de Berne ont expédié à ce sujet à la commission de liquidation, des actes de cession scellés en due forme, qui sont sans doute conservés dans la caisse ci-dessus.

Maintenant l'acte de médiation est annulé, mais il ne s'ensuit pas que les dispositions qui ont été prises durant son existence puissent être considérées comme non valables, car la constitution a été reconnue par toute la Suisse et par toutes les puissances continentales; elle a été volontairement en vigueur en Suisse, sans le secours de troupes étrangères; c'était il est vrai un état de choses forcé, mais point

cependant un état de choses usurpé tel, que tout ce qui s'est fait dans ce temps-là, puisse être considéré comme tout à fait injuste et révolutionnaire. Ce qui s'est fait alors est d'autant plus étonnant, que les nouvelles réclamations ont dû être signées par les mêmes personnes qui ont signé les cessions données, et quoique leur qualité dans les deux documens soit différente, cependant ces magistrats seraient compromis, s'ils devaient prétendre que leur propre signature donnée volontairement est celle d'une assemblée usurpatrice et révolutionnaire.

A la rigueur la possession des fonds étrangers encore aliénés ne pourrait par s'obtenir autrement que d'après le consentement des parties qui y sont intéressées, c'est à dire des autres cantons.

N^{ro} 39.

EXTRAIT
DU MANUEL DE LA DIRECTION DE L'ILE,
N^{ro} 16.

Séance du 24 janvier 1807. pag. 105.

Fonds de Vienne.

*Lettre à M. le trésorier et conseiller des finances du
canton de Berne.*

Tit.

Ainsi qu'il vous a été donné avis sous date du 21 juin en réponse à la lettre du 16 juin de la Di-

rection de l'Ile, M. le président, ensuite de l'autorisation qu'il a reçue, a signé les procurations nécessaires qui doivent servir à toucher les arrérages d'intérêts de 130/m. florins sur les 500/m. florins, fonds de Vienne, cédés à l'Ile; et ces procurations ont été aussi expédiées en leur temps par M. le conseiller Zeerleder.

Dans l'agréable espoir que les intérêts arriérés de 130/m. flor. seront payés à l'Ile et qu'à l'avenir les intérêts seront payés, du capital des 500/m. flor. la direction a fait des acquisitions considérables; outre cela elle doit plusieurs capitaux considérables, et si les paiemens de Vienne ne sont pas faits à l'Ile, le rentier de l'Ile sera à peu près entièrement absorbé.

En conséquence la direction de l'Ile se trouve maintenant dans une position précaire; et désire vivement qu'il soit pris une détermination à cet égard. Vos Seigneuries auront donc la bonté de faire savoir à la direction de l'Ile, si l'Ile peut regarder ces 500,000 flor. comme propriété et en disposer en conséquence, si elle est autorisée à en percevoir les intérêts échus et à échoir, et si elle peut les affecter au paiement des sommes qu'elle a empruntées pour les biens du Greng.

N^{ro} 40.

LETTRE
DE LA DIRECTION DE L'ILE A M. LE CON-
SEILLER BAY, PRÉSIDENT DE LA DIREC-
TION DE L'ILE.

Il a été rapporté à MM. les membres de la direction de l'Ile, que les obligations du fonds de Vienne de 500,000 fl. réclamées dernièrement par M. le caissier de ville Tscharner aux archives de l'Ile, se trouvent maintenant entre les mains de MM. les membres de conseil de ville, mais que pour les dites obligations il a été expédié par l'Ile le 12 mai 1802 une réversale en forme, que l'on doit maintenant redemander. Dans cet état de choses MM. les membres de la direction de l'Ile doivent vous prier, très honoré Monsieur, de réclamer en faveur de l'Ile cette réversale originale, sur quoi ils attendent votre obligeant rapport et vous seront très reconnaissans des peines que vous vous donnerez à cet égard.

Donné le 15 septembre 1813.

Le président :

BAY.

STÜRLER,
secrétaire.

Suscription.

*A Monsieur le conseiller Bay, président de la direction
de l'Ile.*

Sur cette adresse se trouvent les observations suivantes :

Commission, chez M. Tscharner, caissier de la ville — réversale — pour florins 500,000 — obligations de Vienne — réclamer pour l'Ile.

Le 12 oct. 1813. Répondu concernant la réversale ci-dessus demandée à M. Tscharner, qu'il la retirera à la première ouverture de la chambre de trésorerie de l'Ile et me la remettra.

M. Tscharner croit la remise des fl. 500,000 à l'Ile absolument nécessaire, — craignant que l'ambassadeur d'Autriche ne demande à voir le compte de l'Ile ou une déclaration authentique que les intérêts de ce fonds sont réellement appliqués en faveur de l'Ile; il pense que M. Bethmann y a déjà fait allusion.

N^{ro} 41.

EXTRAIT

DES PROTOCOLES DE LA DIRECTION DE L'HOPITAL DE L'ILE.

a.

Séance du 29 décembre 1819, pag. 336.

*Missive de la direction de l'Ile au tit. département
des finances de l'Ile.*

Emprunt Bethmann.

Les tit. membres de la commission des finances de l'administration de la ville avisent la direction

de l'Ile par missive du 22 de ce mois, que pour exprimer leur manière de voir, sur le contenu de la lettre du 29 septembre dernier, relativement au capital de sa maj. imp. et roy. l'empereur d'Autriche de fl. 500/m, stipulé au nom de l'hôpital de l'Ile, et affranchi de la condition de non-aliénation, ils trouvent plus convenable pour éviter une correspondance longue et compliquée, de s'entretenir verbalement, à quelle fin ils ont invité MM. les assesseurs Tscharner et Schnell à assister au nom de la direction à une conférence à ce sujet, en les chargeant de nommer encore deux autres membres pour cette consultation.

En conséquence la direction vous prierait de vouloir bien entreprendre cette tâche, et de traiter l'objet en question avec les tit. délégués de la commission des finances, vous laissant le soin de vous entendre avec eux sur le temps et le lieu où il conviendrait de se réunir.

b.

Séance du 16 février 1820, pag. 353.

A la tit. commission des finances.

La direction de l'Ile a toujours espéré jusqu'ici, qu'à la nouvelle organisation prochaine de l'hôpital de l'Ile et de l'hôpital extérieur, il serait pris des mesures telles, que ces deux maisons de bienfaisance seraient mises en état, au moyen de dotations, de subsister par elles-mêmes, et de n'avoir plus besoin des subventions du gouvernement. Les membres de la direction, à cet égard, avaient surtout fondé leur espoir sur le capital des fl. 500/m. qui

se trouve dans les fonds autrichiens de sa maj. imp. et roy. et stipulé en faveur de l'Ile, sur quoi ils vous avaient déjà fait connaître leurs bonnes intentions et leurs vœux. Mais comme d'un côté il n'a encore été pris aucune décision sur le premier objet, et que de l'autre, vous donnez relativement aux fl. 500/m. à la direction par votre missive du 9 de ce mois, des instructions si péremptoires, la dite direction ne peut faire autrement que de s'y soumettre. Cependant elle désirerait encore auparavant, pour décharge à ce sujet, la restitution de la réversale qu'elle avait passée antérieurement sous date du 12 mai 1802 à la chambre communale, avec les quittances nécessaires de la part de l'administration de ville pour les deux sommes de fl. 500/m. et de 44,000 Liv. St. qui y sont dénommées et qui maintenant doivent être laissées à disposition; sur quoi la direction ne tardera pas à donner à M. le conseiller et banquier Zeerleder dans cette affaire les pouvoirs désirés.

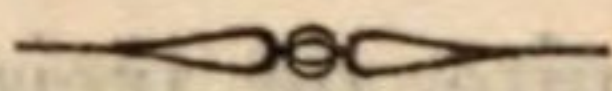
c.

Séance du 15 mars 1820. pag. 370.

A M. le conseiller et banquier Zeerleder.

La direction de l'Ile s'étant entendue avec la commission des finances de l'administration de ville, au sujet du capital de fl. 500/m. placé au nom de l'Ile dans les fonds autrichiens de sa maj. imp. et roy., et à cette fin ayant recouvré la quittance donnée en son temps à ce sujet y compris la réversale, elle laisse maintenant à la dite commission des finances de disposer comme bon lui semblera du capital et des intérêts, et elle ne manque pas de vous témoigner

la reconnaissance qui vous est due pour l'intérêt que vous avez constamment pris dans cette affaire à ce qui concerne l'hôpital de l'Ile, et pour les peines multipliées que vous avez eues à ce sujet.



N^{ro} 42.

EXTRAIT

DES RAPPORTS DU CONSEIL DES FINANCES, N^{ro} 5.

Séance du 27 décembre 1822, pag. 405.

Rapport à leurs Excellences.

Ile et hôpital extérieur. Séparation des rapports de la ville et de l'état.

Déjà depuis plusieurs années l'expérience a montré les désavantages qui résultent d'une administration distincte de l'Ile et de l'hôpital extérieur répartie entre le gouvernement du canton et la ville de Berne, ainsi que la dite administration a subsisté jusqu'ici ensuite de l'acte de dotation de la ville de Berne.

Le 31 janvier et le 28 février leurs Excellences ont nommé une commission spéciale pour rédiger une convention pour la séparation de ces rapports, commission à laquelle ont été adjoints deux membres de l'administration de ville.

Afin d'arriver au vrai point de vue d'où il faut partir pour opérer cette séparation, il faut avant

d'en venir au rapport circonstancié de cette commission spéciale, tracer en peu de mots l'historique de ces établissemens de bienfaisance.

L'an 1354, Anna Seiler, bourgeoise de Berne, fonda en faveur de la ville et des bourgeois de Berne un hôpital à perpétuité de treize lits pour pauvres et malades, et lui fit don d'une maison et d'une cour près de la nouvelle ville en face des Prédicateurs, avec plusieurs redevances foncières, fonds, métairies et forêts.

Elle remit l'administration de cette fondation aux avoyer, conseil et deux cents de Berne et à leurs descendans, sous la réserve expresse que la destination de cette fondation ne serait changée en aucun temps, que les revenus en devaient être augmentés mais jamais diminués, qu'autrement tous ces biens donnés à la ville de Berne devaient lui être retirés, pour être distribués par parts égales aux hôpitaux de Thoune, de Berthoud, de Bâle et de Fribourg en Suisse.

Suivant un acte dressé en forme de la même année 1354, les avoyer, conseil et deux cents de Berne prirent l'engagement de se conformer fidèlement à la volonté de la fondatrice, et en cas de non exécution d'en subir sans autre les conséquences.

Un grand nombre de philanthropes, parmi lesquels toutefois jusqu'à la réformation on n'a compté que des bourgeois de Berne, firent à cet hôpital des legs et des dons considérables, soit pour augmenter le nombre soit pour améliorer la position des prébendés et des malades, de telle façon qu'après le grand incendie de 1405 on put construire un nouvel

hôpital uniquement au moyen des fonds provenant de la fortune de l'établissement.

A la réformation, l'an 1528, lorsque les couvens furent supprimés, l'hôpital Seiler fut vendu à cause de la vétusté du bâtiment, et transféré dans le local du couvent des Dominicaines St. Michel au dessus de la porte du Marzihl, qui a existé jusqu'au siège de la ville de Berne par l'empereur Rodolphe en 1288 dans une île de l'Aar près de Brunnadern, et qui porte encore aujourd'hui le nom d'île de St. Michel, c'est pourquoi l'hôpital Seiler est encore appelé l'Ile.

Une grand partie des revenus du dit couvent et de la maison des sœurs blanches fut remise à l'hôpital de l'Ile; en même temps il fut arrêté que dans cette institution on ne recevrait plus de prébendés, mais seulement des malades et des pauvres.

Après la réformation on maintint encore et l'on exprima en plusieurs ordonnances le principe «que cet hôpital ainsi que les autres était fondé pour des bourgeois et habitans de la ville pauvres et indigens, et que parmi ceux-là la préférence appartenait aux bourgeois *pauvres*.»

Malgré cela, par suite de l'augmentation des revenus de la maison et l'esprit de bienfaisance qui régnait, peut-être aussi faute de malades bourgeois, on y reçut peu à peu un nombre plus considérable de malades appartenant à la classe des habitans non-bourgeois et même des gens de la campagne, ainsi que dans les autres hôpitaux.

Cette extension augmenta les dépenses de ces pieuses fondations à tel point, qu'en 1643, les avoyer

et conseil se virent dans l'obligation de donner à cet hôpital un nouveau règlement, qui partait du principe : « que les hôpitaux devaient recevoir autant, et non pas plus, de malades et d'indigens, qu'il était possible sans faire brèche à leur fortune. »

En 1720, l'hôpital de l'Ile qui était passablement délabré ayant été reconstruit splendidement et les malades soignés en attendant dans l'hôpital d'en haut ou grand hôpital, l'administration qui en avait été confiée jusqu'alors à un intendant, fut remise à une direction de deux membres du petit conseil et de trois membres du grand conseil, et l'on établit un administrateur de l'Ile, qui devait rendre compte à cette direction. L'infirmerie ou *hôpital extérieur* fut aussi placé sous cette même direction.

L'origine de cette institution destinée au traitement des *bourgeois* malades est inconnue il est vrai, mais on sait qu'elle remonte aux temps les plus reculés de Berne. A partir de 1322, on trouve plusieurs donations en faveur de cette institution, qui alors était devant la porte d'en bas sur le Sandfluh (couche de grès), d'où au commencement du 15^e siècle elle a été transportée dans la paroisse de Bolligen, où elle existe encore aujourd'hui.

Il résulte des comptes, que déjà à cette époque cet établissement avait un fonds suffisant pour construire un nouveau bâtiment et l'entretenir. L'infirmerie était sous la dépendance immédiate du conseil, qui nomma un intendant, et passait chaque année le compte de son administration.

La preuve que cet établissement était destiné aux bourgeois et aux habitants de la ville de Berne,

se trouve entre autres dans une ordonnance de l'an 1425, d'après laquelle aucun externe n'y devait être admis sans permission expresse du conseil et seulement contre une finance d'entrée de L. 100. Ce ne fut que l'an 1541 qu'on y établit un lit pour des malades ambulans.

En 1601, la maison destinée à recevoir ceux qui étaient atteints de la petite vérole sur le Sandfluh devant la porte d'en bas, laquelle jusqu'à la réformation était une simple annexe de l'hôpital, fut incorporée à l'hôpital extérieur; et en échange l'hôpital s'engagea à donner à cette maison chaque année, en dédommagement, 40 muids d'épeautre. Plus tard aussi les aliénés, que le grand hôpital était tenu de recevoir, furent transférés dans l'Infirmerie extérieure, mais on les traita dans un bâtiment particulier au compte de l'hôpital jusqu'en 1765. Par un accord, l'Infirmerie se chargea tout à fait de la maison des aliénés, contre une indemnisation annuelle de 500 Couronnes en argent et 60 muids d'épeautre de la part de l'hôpital.

Il arriva à l'hôpital extérieur ce qui était arrivé à l'hôpital de l'Ile, c'est que, que bien que ce fût une institution établie pour la commune de la ville de Berne et ses habitans, néanmoins, vu l'accroissement de la population de la campagne et la diminution du nombre des bourgeois malades, le peuple de la campagne fut aussi peu à peu reçu et soigné dans cet établissement de bienfaisance, ce qui entraîna des dépenses beaucoup plus considérables.

De cet exposé la commission spéciale tire la conclusion:

Que l'hôpital de l'Ile aussi bien que celui qui s'y rattachait, l'hôpital extérieur, sont des institutions tout à fait bourgeoises, fondées en faveur de la commune de la ville de Berne et de ses habitans, sans aucun égard à la campagne, même à l'exclusion expresse des habitans de la campagne, institutions dont les biens proviennent de fondations et de donations de bourgeois de la ville ;

Que tous les biens meubles et immeubles et droits de ces deux hôpitaux sont donc — entant qu'il en est fait usage selon leur but primitif — propriété de la commune de la ville de Berne, et que leur administration appartient exclusivement à cette corporation ;

Que cet état de choses et la conséquence qu'on en tire ont été reconnus par le gouvernement central helvétique, et que le bien fonds de ces institutions n'a pas été confondu avec le bien national.

Néanmoins l'avis de la commission est que ces institutions, dépassant les moyens et les ressources d'une corporation, le gouvernement doit s'en charger ; qu'il est de son devoir de les regarder comme institutions cantonales, et en cette qualité de les faire fleurir et prospérer.

Dans la conviction donc, que la cession de l'Ile et de l'hôpital extérieur tournera à l'avantage des deux institutions aussi bien qu'au profit de la ville et de tout le pays, la commission a proposé un projet de convention à cet égard entre la ville et le gouvernement.

Mais vos Excellences ayant déjà fait connaître qu'elles inclinaient à l'adoption de cette proposition,

l'administration de la ville déclara dans une adresse du 19 février 1821 au conseil des finances, qu'il s'était élevé contre l'acte projeté tant de scrupules, puisés soit dans les actes de la fondation de l'Ile et dans la responsabilité vis à vis de la bourgeoisie de Berne, soit dans l'intérêt proprement dit de ces institutions, que l'administration de la ville s'est décidée à ne pas poursuivre sur cette base la négociation. En échange elle croit que l'on peut prévenir, à la satisfaction de vos Excellences, au moyen d'une modification convenable dans le règlement de l'Ile, les obstacles qui se sont rencontrés dans l'administration commune telle qu'elle a existé jusqu'ici, sans nuire aux droits de la ville de Berne relativement aux institutions bienfaisantes dont il s'agit.

L'Administration de la ville a donc communiqué au conseil des finances un projet de convention fondé sur cette base, et elle demande, que les principes de cette convention soient clairement définis dans une conférence entre M. le trésorier de Jenner et M. le trésorier de Steck.

Cette conférence a eu lieu. Mais déjà sur le premier article il n'y a pas eu d'accommodement possible.

De la part de la ville il a été exprimé comme première condition, que l'une et l'autre de ces institutions devaient être assurées à la bourgeoisie de Berne à perpétuité, et cette clause n'a pu être consentie par M. le trésorier de Jenner, par la raison que, déjà avant la révolution, le gouvernement qui regardait les deux institutions comme nationales, soit en les soutenant puissamment des fonds de la caisse

de l'état, soit aussi, comme souverain, en ajoutant aux biens qu'elles possédaient ceux de couvens sécularisés, et en se chargeant des frais de construction du présent hôpital de l'Ile pour le compte du pays, a, d'après les vues du conseil des finances, acquis certainement un droit de co-propriété.

Mais abstraction faite du projet de la commission de ville, vos Excellences comme gouvernement du pays sont réduites, selon le mode d'administration proposé, à une position si subalterne vis-à-vis du conseil de ville des deux cents et même de la commission de ville, que jamais on ne pourrait souscrire avec quelque convenance à un tel état de choses.

En outre l'état de la fortune de ces institutions est évalué trop haut; une partie des biens fonds est surtout portée à un taux trop élevé.

Dans cette occurrence, le conseil des finances ne voit pas qu'une séparation complète de la propriété, qui serait surtout avantageuse aux deux institutions, puisse s'effectuer pour le moment, et il doit désirer, que les rapports mixtes existans continuent encore en attendant à subsister quant à l'administration, avec la seule modification, que la comptabilité à l'avenir soit aussi soumise au gouvernement, et que non seulement le compte de l'intendant, mais aussi celui du receveur soient passés par vous; ce qu'il faudrait stipuler en traitant avec les autorités de la ville.

De cet objet il faut séparer la dotation de l'Ile, et c'est à celle-ci que le conseil des finances bornera pour le moment ses propositions.

Or, il a été décrété par la résolution de la commission de liquidation helvétique du 6 septembre 1803 ; « que les fl. 500/m. (de l'emprunt Bethmann) et les L. 44,000 anciennes annuités de la mer du Sud, que la chambre communale de Berne a remis en propriété aux hôpitaux du canton en mai 1802, et cela comme indemnité des subsides annuels du gouvernement, étaient devenus, par ce fait, véritable propriété des dits hôpitaux et ne pourraient sous aucun prétexte leur être enlevés. »

Fondé sur ce titre, l'Ile est tout à fait en droit, selon l'avis du conseil des finances, de réclamer légitimement du gouvernement la remise des L. 44,000, ainsi que de la ville celle des fl. 500/m. ; et le conseil des finances a proposé, sauf meilleur avis, que vos Excellences se mettent en mesure d'opérer dès à présent le versement de ces L. 44,000 ou leur produit de vente, ainsi que de réclamer de la ville la restitution des fl. 500/m.

Le conseil des finances croit aussi que cette proposition doit rencontrer auprès de vos Excellences d'autant moins de difficultés, que par cette dotation l'Ile et l'hôpital extérieur seraient mis en état de couvrir leurs dépenses même avec l'extension qu'ils ont actuellement, et qu'il en pourrait peut-être résulter pour le gouvernement une épargne, ou tout au moins que celui-ci ne serait guères obligé à une augmentation de frais, en ce que les subventions annuelles qu'il accorde à ces hôpitaux, lesquelles s'élevaient dans les dernières années à L. 35,048, ne seront plus nécessaires, et qu'en échange les intérêts

annuels du montant à bonifier ne s'élèveraient plus qu'à L. 23,072.

Il est d'ailleurs du devoir du gouvernement de mettre ces hôpitaux en possession de tout ce que la commission de liquidation leur a dûment accordé, et il n'est pas douteux que le gouvernement ne veuille faire tout ce qui dépend de lui pour assurer sur des bases solides ces bienfaisantes institutions.

Fait les 27 décembre 1822 et 20 mars 1823.

N^{ro} 43.

EXTRAIT

DU MANUEL DU PETIT CONSEIL N^{ro} 65.

Séance du 21 mai 1823, pag. 75.

Hôpital de l'Ile. Hôpital extérieur. Séparation.

On s'est occupé tout le reste de la matinée du préavis du conseil des finances relatif à la séparation de rapports entre le gouvernement et la magistrature de la ville au sujet de l'hôpital de l'Ile et de l'hôpital extérieur et de la simplification de l'administration des biens de cet établissement de bienfaisance.

La commission particulière désignée, sous date des 31 janvier et 28 février 1817, par tit. les conseillers et par l'administration de la ville, avait proposé une convention, d'après laquelle ces établissemens, avec leurs biens, devaient être remis à certaines condi-

tions au gouvernement du pays. Cette proposition reçut l'approbation du petit conseil sous date du 5 mai 1820, et l'examen des conditions fut confié au conseil des finances.

L'administration de la ville en revanche se prononça, sous date du 19 février 1831, au sujet du projet ci-dessus, dans un sens contraire au conseil des finances : « Il s'est élevé, dit-elle, lors de la discussion du projet, un si grand nombre de scrupules divers contre la mesure projetée résultant tant de la teneur de l'acte de fondation de l'Ile que du propre intérêt de ces institutions de malades, que l'administration de ville s'est décidée à ne pas poursuivre la négociation sur cette base. En échange, elle croit que l'on peut prévenir, à la satisfaction de leurs Excellences, les difficultés qui se sont rencontrées dans l'administration commune jusqu'à ce jour, par une modification convenable dans le règlement de l'Ile. »

A cet effet l'administration de la ville a chargé sa commission des finances de rédiger le projet d'une convention fondée sur cette base, et a fait la proposition que M. le trésorier Steck s'entende particulièrement sur les principes de ce projet avec M. le trésorier Jenner.

Mais cette conférence n'a pas eu de suite, parce que sa première base devait reposer sur la reconnaissance absolue de la propriété de ces institutions en faveur de la ville de Berne.

Dans cet état de choses, le conseil des finances soumet maintenant un préavis en date des 17 décembre 1822 et 20 mars 1823, dans lequel se trou-

vent dès l'entrée quelques données historiques sur la fondation et l'agrandissement de l'Ile et de l'hôpital extérieur ; puis suit un exposé de la marche des négociations qui ont eu lieu jusqu'à ce jour , et il en déduit la conséquence, que le projet de la commission des finances ne pourrait être adopté en aucun cas , parce que le gouvernement n'y figure que dans une position pour ainsi dire subalterne vis-à-vis du conseil des deux cents et de l'administration de la ville, et parce que l'état de la fortune de ces établissemens est calculé trop haut , — et qu'en particulier une partie des immeubles est évaluée à un prix trop élevé. Dans ces circonstances le conseil des finances trouve qu'une séparation complète des rapports n'est pas actuellement exécutable ; il propose donc le statu quo provisoire avec une seule modification , c'est que la comptabilité soit aussi l'affaire du gouvernement et qu'il soit en droit par conséquent de passer des comptes de l'intendant et du receveur. Mais sans s'arrêter plus particulièrement à ce sujet, la proposition du conseil des finances se borne à la dotation de l'Ile et de l'hôpital extérieur d'après l'arrêté définitif de la commission de liquidation du 6 septembre 1803, selon lequel « les 500,000 florins de l'emprunt Bethmann et les 44,000 L. Sterl. anciennes annuités de la mer du Sud , que la chambre communale a remises en propriété aux hôpitaux du canton en mai 1802, et cela comme indemnité des subsides annuels du gouvernement, sont devenus par cette cession vraie propriété des dits hôpitaux et ne doivent sous aucun prétexte leur être ravis. »

La discussion de cet objet important a été achevée

dans un seul tour de consultation, quoiqu'elle se divisât en deux parties principales, savoir la question de la dotation de ces établissemens, et la question de la séparation des rapports du gouvernement et de leur influence sur l'administration de ces institutions.

La dotation proposée au moyen des fonds indiqués n'a pas été approuvée, essentiellement par les raisons suivantes. La circonstance que leurs Excellences, long-temps avant la révolution, avaient, par des motifs particuliers, placé au nom de l'Ile des capitaux considérables dans les fonds autrichiens, ne peut pas être invoquée par cet établissement comme un droit acquis à ces fonds, pas plus qu'un tel droit ne résulte des négociations postérieures, qui ont eu uniquement pour but de les soustraire d'abord à l'ennemi, puis à un gouvernement prodigue, et en fin, à l'époque de la commission de liquidation, de s'opposer à ce qu'ils fussent appliqués à payer les dettes helvétiques, et de les mettre en réserve pour l'état et la ville, comme le prouvent les actes eux-mêmes, la réversale donnée par la direction de l'Ile, et notamment la circonstance que la direction de l'Ile et de l'hôpital extérieur ne s'est jamais crue en position de prétendre à ces fonds, mais plutôt de restituer les titres à cet égard d'après la teneur de la réversale donnée à ce sujet, et cela long-temps après l'arrêté définitif de la commission de liquidation.

Pour ce qui est des autres remarques faites sur la dotation des deux institutions et sur leur administration, c'est ce qui est renfermé dans la note suivante au conseil des finances.

Missive à leurs Seigneuries du conseil des finances.

Quoique la conférence qui a eu lieu entre M. le trésorier de Jenner et M. le trésorier de ville Steck concernant la séparation des rapports entre le gouvernement et la magistrature de la ville dans les affaires de l'Ile et de l'hôpital extérieur, par suite de vues divergentes sur des points essentiels, n'ait eu aucun résultat, les tit. de ce conseil sont cependant d'avis que, si la position particulière et réelle du gouvernement et de la magistrature de la ville est équitablement prise en considération sous ses deux faces, et si l'on ne perd pas de vue le véritable intérêt et l'idée d'adopter ces maisons de bienfaisance, il deviendra facile de fixer les principes au moyen desquels on puisse tenir compte de cette position et en même temps avancer l'intérêt réel de ces institutions.

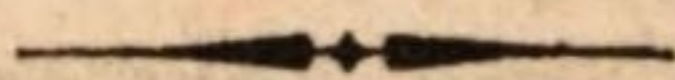
Si donc d'un côté la propriété de la ville de Berne au sujet de la fondation primitive de l'Ile n'a jamais été mise en question, d'un autre côté le gouvernement de Berne comme autorité du pays et magistrature de la ville, en a accordé l'entrée aux ressortissans des cantons, même aux étrangers, déjà depuis des siècles, a abrogé l'institution des bénéfices, admis l'augmentation des malades, accru la fortune de cet établissement que cette extension avait affaiblie, par une riche dotation lors de la réforme, par des secours annuels et par des constructions, sans lesquels l'institution ne pouvait plus subsister depuis long-temps et même en ce moment ne pourrait se soutenir; il est néanmoins hors de doute que la ville n'en peut pas revendiquer la propriété pure et absolue, et que c'est pour cela qu'il a été réservé au gouvernement sur ces établissemens

une surveillance, qui ne peut pas se borner simplement à une action passive, mais doit se faire sentir d'une manière vive et forte envers l'établissement. Cela admis, l'expérience a montré que la marche des affaires prescrite à la présente direction de l'Ile a entraîné divers préjudices dans l'administration de ces établissemens, en ce que, surtout à une époque antérieure, elle a proposé tels objets au conseil de ville, tels autres au gouvernement, en sorte qu'aucune autorité n'a eu jamais sous les yeux un aperçu complet des affaires; voilà pourquoi dans les délibérations de plusieurs collèges plus d'une occasion favorable a été négligée et bien des choses n'ont pas été faites en temps opportun, au détriment de l'institution. La négociation qui sera continuée aura donc pour objet principal d'abrégier les formes de la marche de l'administration, afin d'avancer l'intérêt général de l'Ile et de l'hôpital extérieur et conformément aux arrêtés et conventions antérieurs, sans une séparation totale et sans que la direction de l'île soit soumise à une autorité unique.

Pour ce qui regarde les dotations de l'Ile et de l'hôpital extérieur, il est hors de doute qu'il vaut mieux pour les deux établissemens qu'ils puissent compter sur des subventions annuelles, que s'ils obtenaient tout d'un coup une grosse somme, et fussent exposés par là à toutes les chances de pertes etc. Il s'agira donc de se conformer à l'arrêté du 31 janvier 1817 et de bonifier à l'Ile ce qu'il a perdu par la faillite du défunt receveur Lauterburg. De plus on constatera, d'après des bases équitables, les besoins annuels des deux institutions, pour

satisfaire avec une sage économie tous les besoins et fixer les contributions de telle manière, que le fonds de chacune d'elles s'accroisse peu à peu.

Telles sont, Messieurs, les idées d'après lesquelles vous voudrez ouvrir les négociations avec l'administration de la ville, et nous faire connaître leur résultat dans l'occasion, cependant sans trop de retard.



N^{ro} 44.

EXTRAIT

DU MANUEL DE LA DIRECTION DE L'ILE,
N^{ro} 20.



Séance du 13 décembre 1826. pag. 515.

Lettre à Tit. la commission des finances.

Emprunt Bethmann. Nouvelle procuration.

La nouvelle procuration que vous avez rédigée, Messieurs, et que vous avez envoyée pour la faire signer à la direction de l'Ile par une lettre du 29 novembre à l'effet de tirer les intérêts et de réaliser les fonds placés au nom de l'Ile et provenant des obligations de sa maj. imp. et roy. l'empereur d'Autriche stipulées au nom de l'Ile et appartenant au fonds de la ville de Berne, lesquelles se trouvent dans la maison de banque des frères Bethmann à Francfort sur le Mein, a paru à la direction beaucoup plus convenable que la déclaration y relative qui lui

a été présentée sous date du 18 octobre dernier, et que vous avez retirée. La direction en approuvant maintenant cette procuration dans toutes ses parties, a l'honneur de vous la retourner ci-jointe dûment signée et scellée pour en disposer ultérieurement.

Copie de procuration.

Nous le président et membres de la direction de l'hôpital de l'Ile à Berne, donnons par la présente pleins pouvoirs :

à Monsieur Jérôme Emanuel Schnell, banquier du conseil souverain de la ville et république de Berne, et membre de la commission des finances de l'administration de la ville de Berne,

de toucher les différens titres obligatoires, ainsi qu'ils suivent ci-après, spécifiés, pour notre compte, entre les mains des frères Bethmann avec les pièces et actes y relatifs, de les réaliser en tout ou en partie, ainsi que de recevoir les intérêts à échoir.

1) 150 coupons, nous disons cent cinquante coupons d'obligations partielles sur S. M. I. R. de la dite maison des frères Bethmann datées du 1 novembre 1802, de mille florins sur le pied de fl. 20, chacune à 4 p.cent d'intérêt annuel, marquée lettre G. et cotée 9051 à 9200 inclusivement avec les coupons des rentes semestrielles depuis le 1 mai 1826 jusqu'au 1 novembre 1833.

2) 300 coupons, nous disons trois cents coupons d'obligations d'état imp. et roy. datées de Vienne le 1 mars 1823, chacune de mille florins, monnaie de convention, à 4 pour cent d'intérêt annuel, numérotée de 1890 à 2014; 2030 à 2198; 2203 à 2208,

avec les coupons de rentes semestrielles courant du 1 mars 1826 au 1 mars 1335.

3) 81 coupons, nous disons quatre-vingt un coupons d'obligations de l'emprunt de loterie du 1 janvier 1821 sur sa maj. impér. à 4 % négocié par MM. A. Rothschild et fils et David Parisch, chacune de deux cent cinquante florins de convention, numérotée 8501. 8503 à 8523. 8525 à 8537. 8539. 8540. 7951 à 7954. 7956. 7957. 7959. 7960. 7962 à 7985. 7987 à 7991. 7994 à 8000, avec les coupons de rentes annuelles qui les concernent dès le 1 janvier 1826 et jusqu'au 1 janvier 1841.

4) 15 coupons, je dis quinze coupons d'obligations métalliques de sa maj. imp. à 5% de mille florins de convention chacune, et cela :

3 coupons N^{ro} 1865 à 1867, datés du 1 janvier 1824, avec les coupons d'intérêt du 1 juillet 1826 jusqu'au 1 janvier 1836.

9 coupons N^{ro} 5911 à 5913. 4499 à 4501. 4668 à 4670, datés du 1 janvier 1825 avec les coupons d'intérêt depuis le 1 juillet 1826 jusqu'au 1 janvier 1837.

3 coupons N^{ro} 13088. 13089 et 13090, datés du 1 janvier 1826, avec les coupons d'intérêt qui les concernent, dont l'échéance a lieu le 1. janvier et 1 juillet de chaque année.

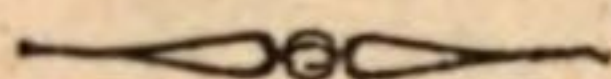
Le tout sous l'engagement de reconnaître et indemniser tout ce qui sera fait à cet égard par M. le porteur de la présente procuration; comme nous approuvons et reconnaissons en tout la gestion de notre ancien fondé de pouvoirs jusqu'à ce jour, M. Rodolphe

Tscharner de Bümplitz, selon qu'il s'en est acquitté par procuration du 12 juillet 1820.

En foi de quoi nous avons fait expédier les pleins pouvoirs présens sous les signatures ordinaires de notre président et du secrétaire, et les avons munis de notre sceau.

Donné à Berne le 13 décembre 1826.

(Suivent les signatures.)



N^{ro} 45.

EXTRAIT

DES RAPPORTS DU CONSEIL DES FINANCES.

Séance du 2 décembre 1830, pag. 28.

Proposition.

Direction de l'Ile.

Ensuite de votre arrêté du 30 juin dernier l'administration de la ville doit soumettre à l'approbation du conseil des deux cents la convention entre le gouvernement et la ville au sujet de la propriété et de l'administration de l'Ile.

Mais l'administration de la ville désire que préalablement la remise de la cession et d'autres actes concernant les 500/m. florins et intérêts, qui a été demandée par la ville au sujet de la renonciation mentionnée au §. 13, s'effectue positivement et que la direction de l'Ile soit à cet effet autorisée par vos Excellences.

Or comme , suivant le protocole de la *conférence* des délégués des deux parties du 19 septembre 1829 , cette remise doit précéder la *conclusion* définitive de cette convention , le conseil des finances n'hésite pas , selon les vœux de l'honorable administration de la ville , à proposer à vos Seigneuries de donner plein pouvoir à la direction de l'Ile de remettre formellement ces actes à l'autorité de la ville pour qu'elle en dispose librement.

Mais tout etc. etc.

N^{ro} 46.

EXTRAIT
DU MANUEL DU PETIT CONSEIL, N^{ro} 86.

Séance du 24 décembre 1830. p. 122.

Présens , MM.

*de Wattenwyl , de Muralt , de Jenner , de Frisching ,
de Luternau , Gatschet , Tscharnner , Daxelhofer ,
de Stürler , Schneider , Lombach , Bürki , Thormann ,
de Büren , de Lerber , de Gumoens , de Diesbach ,
Fellenberg , May.*

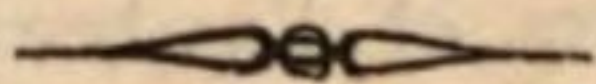
Missive à la direction de l'Ile et à l'hôpital extérieur.

Sur la demande de la chambre administrative à MM. les conseillers et sur la proposition faite à ce sujet par le conseil des finances , vous êtes autorisés , Tit. , à lui remettre les actes de transfert et autres

concernant le capital de flor. 500,000 et intérêts, qui en vertu du §. 13 de la convention doit être remis à la chambre administrative relativement à ses renonciations.

Missive au conseil des finances.

Lui en faire rapport.



N^{ro} 47.

INSTRUCTIONS

**DE LA PART DE L'ADMINISTRATION DU
FONDS DE RÉSERVE DES BOURGEOIS POUR
SERVIR A LA DIRECTION DE L'ILE,**

SUR

*l'origine de son intervention dans la gestion
du capital de fl. 500,000 entre les mains de
MM. Bethmann à Francfort.*

Des raisons importantes ont engagé la chambre communale de la ville de Berne, à teneur de votre arrêté du 7 mai 1802, à céder plusieurs des capitaux placés à l'étranger par l'ancien gouvernement pour les mettre en sûreté à l'avenir. Dans cette remise se trouvaient les deux obligations originales en question de feu l'empereur Joseph II, avec les cessions de la maison Bethmann à Francfort, formant ensemble un capital de florins 500,000.

L'acte de transfert, qui n'était qu'un résultat des circonstances de l'époque, fut approuvé par la

tit. direction de l'Ile, au moyen de la remise des deux pièces suivantes :

1) Remise de la quittance relative à l'arrêté susdit de la chambre communale, et

2) Remise d'une réversale y relative dans le sens convenu.

Actes signés l'un et l'autre par M. L. Berseth, alors président de la direction, et par M. le notaire Gerster fils, en qualité de notaire, et datés du 12 mai 1802. Voici la teneur de la réversale :

Messieurs les directeurs de l'Ile déclarent par la présente, avoir reçu en dépôt de tit. la commission des fonds étrangers de la chambre communale de Berne :

1) Deux obligations originales de fl. 500,000.

2) Deux réclamations sur le cit. St. Didier de L. 44,000 Sterl. qu'à la réquisition de la susdite commission, ou des personnes qui auront reçu pouvoir de la chambre communale, ils remettront sur la présentation de cette réversale.

A partir de 1802, les fl. 500/m. ont été gérés, et les intérêts en ont été perçus par la commission des fonds étrangers, pour le compte de la ville de Berne.

A l'occasion d'une disposition prise en 1820 par la cour imp. et roy. de Vienne, suivant laquelle les deux titres en question de l'emprunt Bethmann ont dû être échangés en faveur du propriétaire contre deux nouveaux titres, la tit. direction de l'Ile renouvela à cet effet des pleins pouvoirs, en faveur de

M. Tscharner de Bümplitz, le 12 mai 1820 signés par le président de la direction Bay, et Jos. Rod. Stürler, secrétaire.

La remise de ces pleins pouvoirs eut lieu à la demande de la commission des finances en date du 8 juillet 1829. Cette autorité livra à cette occasion, par le vœu exprimé de la direction de l'Ile, la quittance et la réversale qu'elle en avait reçues en mai 1802. Ensuite de quoi s'effectua l'échange des deux anciens titres contre 500 coupons d'obligations métalliques nouveaux à $4\frac{1}{2}\%$, de fl. 1000 chacune, par la maison Bethmann, et avec la très obligeante coopération de M. l'ancien conseiller Zeerleder; et la gestion directe ainsi que la remise des intérêts fut sagement dirigée par M. Tscharner de Bümplitz, administrateur du fonds de réserve des bourgeois.

Dans l'administration de ce fonds il se fit en 1826 un changement. M. Tscharner, ensuite de sa retraite de l'administration de la ville, cessa de s'occuper du dit fonds, et fut remplacé en cette qualité par M. Schnell. Ce changement de la personne de l'administrateur fondé de pouvoirs, nécessita aussi la remise d'une nouvelle procuration en faveur de M. Schnell, et il a été satisfait avec obligeance à ce besoin de la part de la direction de l'Ile sous date du 13 décembre 1826. Ensuite de ce nouvel acte les négociations de M. Tscharner ont été approuvées sous tous les rapports, et le porteur actuel de la procuration a été autorisé «à réaliser les titres en tout ou en partie, ainsi qu'à toucher et recevoir les

intérêts qui pourraient être échus, contre l'engagement d'être approuvé et indemnisé.»

Le président de la direction de l'Ile :

(*Sig.*) B. F. DE FRISCHING.

Le secrétaire :

(*Sig.*) STÆMPFLI, notaire.

C'est dans cet état que se trouve actuellement cette affaire qui n'est nullement compliquée, et pour la solution de laquelle cependant la direction de l'Ile, d'après l'arrêté de leurs Excellences du conseil du 14 décembre 1830, a été invitée de faire en faveur de la commission des finances, pour le fonds de réserve, de concert avec cette autorité, un acte spécial de transfert des 500/m. florins en question et des capitaux qui en pourraient provenir. La direction de l'Ile a bien voulu dans sa lettre du 5 janvier 1831, par laquelle elle instruit la commission du dit arrêté du conseil, ouvrir à cet égard les négociations, lesquelles ont eu pour résultat l'envoi d'un projet d'acte de cession, dont l'expédition est encore attendue; c'est là le terme auquel doivent nécessairement aboutir toutes les démarches qui se rapportent à cette affaire.

L'administration du fonds de réserve ne connaît pas de raisons plausibles qui aient pu causer le retard qui est survenu dans l'exécution du dit arrêté du conseil, mais dans les circonstances actuelles c'est sous tous les rapports un besoin pressant pour le trésor de la ville, que de savoir cette affaire complètement réglée.



N^{ro} 48.

EXTRAIT

DU PROTOCOLE DU GRAND CONSEIL, N^{ro} 8.

Séance du 4 mai 1831, pag. 406.

Ensuite de l'ordre donné par M. l'avoyer en charge à la chancellerie, celle-ci a fait parvenir, sous date du 30 avril, une circulaire à tous les membres du grand conseil, pour les inviter, en leur donnant avis des objets à traiter, à se trouver à l'assemblée convoquée pour aujourd'hui.

Un rapport du conseil des finances expose les négociations dans lesquelles il est entré, au nom du gouvernement, avec l'administration de ville de Berne pour opérer la séparation des biens de l'hôpital de l'Ile. Les délégués des deux parties ont conclu ensuite de ces négociations, le 19 septembre 1829, une convention, qui a été approuvée le 16 avril 1831 par le grand conseil de ville des deux-cents, et dont le conseil des finances désire maintenant la ratification.

La convention a été trouvée convenable et la ratification en a été prononcée.

Votation. Unanimité.

Missive au conseil des finances.

Il lui est donné connaissance de cette ratification avec charge de conserver le double de la convention

destiné au gouvernement et d'ordonner ce qui est nécessaire pour son exécution.

La convention est insérée dans le Recueil des décrets.

N^{ro} 49.

EXTRAIT

**DES DELIBÉRATIONS DU COMITÉ SECRET
DES FINANCES DU 20 NOVEMBRE 1820.**

PAG. 60.

Rendu-compte du 20 nov. 1830

Concernant le fonds secret administré jusqu'ici par le soussigné, sous autorisation de tit. M. l'avoyer de Mülinen et de M. le grand-bailli de Jenner de Porrentruy.

Ce fonds provient originairement des sommes suivantes, savoir :

Espèces qui purent être retenues sur les sommes emportées dans l'Oberland en 1798, et qui ne furent pas livrées aux autorités françaises . L. 50,200.

Intérêts de créances étrangères achetées par le gouvernement helvétique L. 55,500.

Différence et profit sur une créance danoise vendue par le gouvernement helvétique L. 46,410.

Transport . L. 152,110.

Transport	L. 152,110. rp. —
Différence et profit sur d'autres objets	L. 1,335. » 1
Solde de compte concernant le gouvernement helvétique, y compris deux soldes de comptes, qui ont été assignés sur Francfort et sur Londres par M. de Herbort	L. 23,016. » 4
Obligations de la banque de Vienne vendues	L. 8,613. » 7
L'intérêt d'un semestre touché sur des fonds danois	L. 10,000. —
Solde approximatif du compte du commissariat des guerres soussigné	L. 1,000. —
Total	L. 196,074. rp. 12

L'existence de ces sommes qui furent confiées au soussigné à différentes époques, de l'année 1798 à 1802, fut dès le commencement connue de M. le grand-bailli de Jenner; elles furent pendant quelque temps, en partie conservées en numéraire, en partie placées dans des maisons de commerce étrangères, avec comme sans intérêt.

L'an 1810 M. l'avoyer de Mülinen fut mis complètement au courant de cette affaire; le soussigné remit à M. l'avoyer et à M. le grand-bailli alors conseiller d'état de Jenner, une déclaration datée du 30 1810, dans laquelle sont désignées les sommes ci-dessus, leur origine, la raison pour laquelle elles n'ont été délivrées jusqu'ici à aucune autorité; il indiqua dans la même déclaration le montant de toutes ces sommes, avec les intérêts depuis le 1 février 1804 jusqu'au 30 septembre 1810 à 2½ pour cent en L. 32,270. 10, par conséquent en-

semble L. 228,345. 2 en effets sûrs ; il fit connaître que le capital de ces sommes était chez Delessert et Comp. à Paris et les intérêts chez Haller et Comp. à Berne.

Au lieu d'un taux d'intérêt plus élevé et d'intérêts dont il est fait mention plus haut, le soussigné remit l'état de diverses pertes éprouvées et les réclamations éventuelles qui en résultaient. Il se peut que ces pertes, non pas toutes, mais une partie, ont été faites sur les fonds de l'état placés dans les mains du soussigné. Dans cet intervalle il n'avait pas pu garder et soigner ces fonds séparément, mais de simples annotations de comptes les distinguaient des siens.

Par une attestation écrite du 16 octobre 1820 jointe à la déclaration susmentionnée, M. l'avoyer de Mülinen et M. le grand-bailli de Jenner ont reçu cette déclaration, et l'ont autant qu'il était en eux approuvée, ils ont même arrêté que les fonds resteraient provisoirement dans leur emploi énoncé ; ce qui n'a pu avoir lieu, parce que MM. Delessert n'ont voulu payer aucun intérêt, ou seulement un intérêt à 2 %. On jugea aussi à propos de diminuer les chances de perte, au moyen de placemens divisés, aussi bien que d'obtenir en particulier des sûretés et un intérêt plus élevé, en faisant rentrer les dits fonds dans le pays et en les prêtant à des débiteurs indigènes, et souvent aussi en donnant au besoin des secours aux gens du sol même.

A partir de l'époque de 1810, l'administration de ces fonds fut entièrement distincte de la fortune du soussigné, et il a été rendu sur cette administra-

tion des comptes complets et détaillés, qui existent encore. Les créances achetées furent remises à M. le notaire Lüthard, pour qu'il soignât la perception des intérêts. Les actes à cet égard se trouvent déposés chez le soussigné.

Le dernier état de fortune, suivant compte de M. le notaire Lüthard, présente au 31 décembre 1819 une somme de Couronnes 111,515. 10 $\frac{1}{2}$ ou L. 278,788. 5 $\frac{1}{2}$, par conséquent L. 82,713. 9 $\frac{1}{2}$ de plus que la somme primitive.

A la vérité cette valeur dont s'est augmentée la somme primitive, pourrait être plus considérable, mais les fonds n'avaient pas toujours produit intérêt, et il y a eu aussi quelques dépenses. Ces dépenses, d'environ L. 12,000 en tout, avaient pour objet quelques secours à des personnes qui ont bien mérité de l'état, des secours pour favoriser des entreprises utiles et rembourser des frais qui ont été faits dans des vues politiques jugées utiles. La spécification détaillée s'en trouve dans les comptes-rendus à cet égard, et il existe des pièces à leur appui, comme aussi à l'appui de toutes les données ci-dessus, autant que le permettait la nature de la chose. Les créances du moment présent sont en grande partie garanties soit par des hypothèques soit par des cautionnemens; L. 50,000 environ sont placées dans diverses maisons de commerce réputées solides. En 1820 il a été employé L. 60,000 de France à l'achat de 2 actions dans les forges de Belle-fontaine.

Dans les dépenses on a toujours procédé avec conscience et avec économie, tellement que, faute d'autorisation on a renoncé à plusieurs dépenses qui,

selon l'opinion du soussigné, auraient été désirables et bien appliquées. Un des avantages de déterminer avec précision l'administration et l'emploi de ces fonds consistera, comme l'espère le soussigné, à les utiliser le mieux possible.

Une rémunération à M. Wurstemberger, ancien administrateur de l'Ile, qui l'a bien méritée par les soins donnés aux fonds transférés dans l'Oberland en 1798, a été différée jusqu'au moment où une autorité revêtue de pleins pouvoirs légaux et de la part de l'état, sera à même de prononcer là dessus.

Quant aux pertes indiquées l'an 1810 par le soussigné et aux réclamations fondées seulement sur la bonne foi des débiteurs dont on pouvait espérer de percevoir quelque chose dans des momens plus prospères, il n'est rien rentré depuis, et il n'y a guère d'espoir à cet égard; cependant le soussigné fera des démarches pour prouver qu'il contribuera à opérer des rentrées, mieux qu'il ne peut l'avoir fait peut-être jusqu'ici, empêché qu'il a été par d'autres occupations, et à cause du peu de chance de réussite.

Dès lors, il est survenu une seule perte, savoir en 1820 par la suspension de paiement de MM. Pagan et Hausknecht à Nidau, chez lesquels étaient placées L. 10,000 en obligations, somme sur laquelle, suivant les termes de l'arrangement, on peut considérer la moitié comme perdue, à moins que les débiteurs ensuite de circonstances de fortune meilleures, ne soient mis en état de payer l'autre moitié, ainsi qu'ils s'y sont engagés.

Berne, le 20 novembre 1820.

(Sig.) L. ZEERLEDER.

Dans la séance de ce jour du comité, le présent rendu-compte de M. le T. H. conseiller Zeerleder sur le fonds administré, au su de leurs Excell. l'avoyer de Mulinen et le grand-bailli de Jenner, par M. le rapporteur et sauvé par lui, a été reçu, et M. le rapporteur remercié par le comité. Il a été décidé en outre, que ce fonds, ou la déclaration à faire à leurs Exc. de l'existence de celui administré jusqu'ici par le comité, serait réuni avec ce dernier, pour qu'on puisse connaître quelle est l'intention de leurs Excell. sur la gestion et le placement de tous ces fonds sauvés.

Berne, le 20 novembre 1820.

Au nom du comité, pour commission:

(Sig.) E. F. FISCHER,
ancien préfet.

N^{ro} 50.

EXTRAIT
DU MANUEL DE LA COMMISSION D'ÉTAT
INSTITUÉE EN 1802.

19 mars 1808, pag. 161.

Présens. MM.

(Les noms manquent.)

Missive à MM. le trésorier Jenner, et le conseiller Bay.

Les membres de la commission d'état instituée en 1802 ayant été réunis en assemblée, doivent, avant

tout, vous exprimer par la présente leurs remerciement des soins que vous avez pris pour la conservation, la rédaction et l'examen préalable du compte de feu M. Tscharner, teneur de livres du canton, concernant les fonds perçus et employés par lui pour la commission d'état. Mais comme ces tit. ont appris par votre rapport, que ce compte n'a pas été suffisamment examiné, vous êtes priés de la manière la plus amicale d'avoir la bonté de soigner ce travail, d'examiner le compte en détail, de le confronter avec les pièces à l'appui, et de les remettre avec votre rapport et vos observations au sujet de la comptabilité à leurs tit. pour la passation définitive. Cependant, pour que M. l'ancien bailli de Mulinen, de Kœniz, ne soit plus en qualité de tuteur de l'hoirie de feu M. Tscharner, chargé de la conservation du solde de compte des L. 7,623. 1 bz. mentionné pag. 7, leurs tit. l'ont invité à vous le remettre à vous M. le trésorier, c'est à dire la somme de L. 4,552. 9 bz. pour les paiemens effectués depuis l'arrêté de compte, p. 78, en quittances, et le restant de L. 3,070. 2 bz., en argent comptant; ou ce montant en forme de quittance au cas qu'on eût encore fait d'autres paiemens depuis. Vous êtes donc prié de recevoir de M. l'ancien bailli de Mulinen ce restant sur ce pied-là, et de lui donner quittance au nom de la commission d'état.

En même temps Messieurs de la commission ont prié M. de Mulinen de remettre à M. le trésorier de ville Fischer les 53 délégations de la valeur de L. 52,900 qui se trouvent encore entre les mains de l'hoirie Tscharner, qui appartiennent, d'après

compte fait, à la ville de Berne, et dont vous voudrez bien vous procurer la décharge, au nom de la commission d'état, afin de pouvoir tirer cette somme de la part de la ville.

Ces Messieurs ayant aussi appris par votre rapport que plusieurs personnes qui ont reçu des sommes de M. Tscharner, n'ont pas encore fait connaître l'usage qu'elles en ont fait, vous êtes aussi chargés au nom de la commission d'état de vous procurer tous les comptes qui manquent encore, d'encaisser tous les soldes actifs que vous aurez constatés dans la passation des comptes et de payer les soldes passifs; ensuite de faire connaître le résultat de vos travaux à la commission d'état, pour qu'on puisse prendre des mesures contre les comptables négligents.

Vous êtes autorisés, Messieurs, à vous adjoindre les personnes qui pourraient vous être utiles pour examiner ces objets et à leur allouer les honoraires convenables.

Missive à M. l'ancien bailli de Mulinen, de Kœniz.

Il a été très agréable aux membres de la commission d'état instituée l'an 1802 de recevoir par vos collègues, M. le trésorier Jenner et M. le conseiller Bay, le compte de M. le teneur de livres cantonal, feu M. Tscharner, comme caissier de la haute commission d'état, dans lequel il a fait état de la gestion de ces fonds en cette qualité. Ces Messieurs n'ont pas hésité à recevoir ces comptes qui ont été établis d'une manière satisfaisante, et ont nommé une commission prise dans leur sein, com-

posée de M. le trésorier Jenner et de M. le conseiller Bay, qui doivent les examiner, les confronter avec les pièces à l'appui, pour ensuite les produire à leurs tit., afin qu'ils soient fournis d'une passation définitive. Ces Messieurs ont vu préalablement par ce compte que feu M. Tscharner susmentionné re-
doit encore suiv. p. 77 un solde, sauf erreur ou omission, de L. 7,623. 1 bz.

Or s'il devait vous être onéreux, Monsieur le bailli, comme tuteur de l'hoirie Tscharner, de conserver plus long-temps entre vos mains le solde de compte, comme ces Messieurs ont encore à donner une destination à ces fonds, et qu'ils ne veulent pas vous occasionner l'embarras de disposer sur vous, vous êtes prié de vouloir bien remettre ce solde à M. de Jenner, c'est à dire L. 4,552. 9 bz. en quittances selon la teneur du compte rendu p. 78, et le restant en argent comptant, ou si par hasard vous aviez fait, depuis, encore, des paiemens, de remettre la quittance et les pièces à l'appui à M. le trésorier de Jenner selon les pouvoirs qu'il a reçus de la commission d'état, lequel vous remettra les quittances et décharges nécessaires.

Ces Messieurs ayant aussi vu par une lettre de M. Tscharner, ainsi que par une réclamation de la commission des finances de la ville de Berne, que vous, M. le bailli, avez entre vos mains pour l'hoirie Tscharner 53 délégations sur la maison Haller et Comp. de cette ville, de la valeur de L. 52,900, laquelle somme, selon compte arrêté avec la ville de Berne, appartient à cette ville, vous êtes également prié de vouloir bien remettre les dites délégations

tions à M. Fischer, trésorier de ville, pour compte de la ville, afin qu'il vous donne aussi des quittances et décharges nécessaires.

Aussitôt que le compte de M. Tscharner aura été examiné, il sera muni de la passation en forme, qui vous sera remise ensuite avec remerciemens bien mérités, et cette affaire sera terminée définitivement.

En même temps nous vous recommandons, M. le bailli, à la divine providence.

N^{ro} 51.

EXTRAIT

DU MANUEL DU CONSEIL DES FINANCES,

N^{ro} 4.

a. *Séance du 2 avril 1804, p. 266.*

Conseil de ville de Berne.

Ile et Hôpital extérieur.

De divers côtés il est demandé en faveur de l'Ile et de l'hôpital extérieur des assignations d'argent de la part du conseil des finances.

Par suite de la convention arrêtée, d'après laquelle il devait annuellement revenir à ces institutions, du produit des capitaux étrangers qui leur avaient été cédés, la somme de L. 40,000, le conseil des finances a cru que cette somme a été suffisamment assurée et n'a pas prévu de dépenses ultérieures à ce sujet.

Il désire donc qu'on le délivre maintenant de ce mode de règlement de compte qui lui devient un peu onéreux dans ce moment, et il vous demande en conséquence si vous ne voudriez pas faire à ces institutions une avance d'environ L. 16,000. Il est vrai que le conseil des finances sait bien que quelques difficultés sont survenues au sujet des L. 40,000 susmentionnées et qu'il n'est encore rien rentré de ce côté-là; néanmoins il croit pouvoir vous faire cette proposition, et cela d'autant plus qu'elle concerne des établissemens qui intéressent de très près la ville de Berne, et qu'il s'agit du traitement de médecins et de chirurgiens qui tous sont Bernois. Du reste le conseil des finances vous donne l'assurance qu'il accordera volontiers les intérêts de cette avance, et que dans le cas où les circonstances dussent changer, au sujet de ces L. 40,000, il rendra l'avance totale avec reconnaissance. Comme la chose est urgente, il attend une prompte réponse.

b. *Séance du 27 avril 1804, p. 373.*

A M. le teneur de lires Tscharner.

Avance à l'Ile et à l'Hôpital extérieur.

Avec votre lettre sur la distribution de l'avance de L. 16,000 demandées en faveur de l'Ile et de l'hôpital extérieur de la part du conseil de ville de Berne, est aussi arrivée non seulement la réponse favorable de la ville à ce sujet, mais aussi une nouvelle demande pressante en faveur de l'hôpital extérieur. Quoique le conseil des finances partage maintenant votre opinion, cependant il n'a encore rien voulu faire jusqu'à qu'il ait reçu votre rapport et votre avis.

sur la réclamation du conseil de ville au sujet de la restitution d'une avance plus ancienne. En renvoyant tous ces papiers, vous êtes prié, Monsieur le teneur de livres, de faire votre rapport sur cette réclamation, sur quoi le Conseil des finances prendra une décision sur le tout après avoir entendu une nouvelle proposition de votre part.

c. *Séance du 7 mai 1804, pag. 423.*

A Monsieur le teneur de livres Tscharner.

Médecins de l'Ile, traitement arriéré.

Par vos lettres du 23 avril et 5 mai vous avez fait votre rapport au conseil des finances sur les traitemens arriérés et autres dépenses de l'Ile et de l'hôpital extérieur et sur la manière de les couvrir de l'avance de L. 16,000 obtenue du conseil de ville.

Le conseil des finances a approuvé à cet égard votre proposition, qu'il soit payé au directeur de l'hôpital extérieur pour l'entretien de la maison et le rétablissement de quelques capitaux entamés la somme de L. 6,800, et pour les traitemens des médecins et chirurgiens pour une année, c'est à dire depuis le 1 juillet 1802 jusqu'à la même époque 1803, il a alloué la somme de L. 11,000 jusqu'à L. 12,000, dont vous êtes chargé, Monsieur le teneur de livres, de faire la distribution.

Attendu que selon votre rapport les médicamens ont été payés jusqu'au 31 décembre 1803 de la caisse cantonale à titre d'avance, le conseil des finances attendra en leur temps vos propositions sur la bonification de cette dépense comme sur le paiement subséquent des traitemens arriérés depuis le 1 juillet

1803 ; ce à quoi vous êtes aussi par la présente autorisé, autant que le permettra l'état de votre caisse.

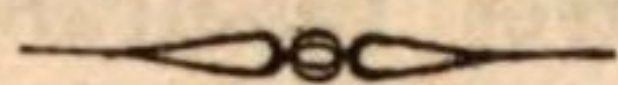
Pour ce qui concerne le compte avec le conseil de ville d'ici au sujet de votre avance de L. 16,000, et sur sa réclamation des médicamens livrés et payés à l'apothicairerie Hœpfner déjà en 1798 à la demande de la direction de l'Ile, et s'élevant à la somme de Couronnes 1,050. 8. 1., le conseil des finances consent volontiers à ce que ces deux sommes avec leurs intérêts échus à 4 %, lui soient comptées sur les L. 40,000 qu'il a annuellement à payer au conseil de ville, dette qui serait aussi à bonifier d'une autre manière par l'état au même conseil de ville, au cas que les circonstances changent; de quoi l'on donne l'assurance au conseil de ville, ainsi que de la première disposition à la direction de l'hôpital de l'Ile et de l'hôpital extérieur.

Conseil de ville de Berne.

Le conseil des finances voit, par votre lettre du 23 avril, que vous avez la bonté de consentir à la demande qui vous a été adressée le 2 du même mois, de bien vouloir lui avancer pour couvrir les besoins de l'Ile la somme demandée de L. 16,000, de quoi le conseil vous est bien obligé. En conséquence, il a donné l'ordre à M. le caissier de recevoir cette somme de M. votre trésorier. Le conseil des finances vous réitère en retour l'assurance contenue dans sa lettre susmentionnée, que jusqu'à la rentrée des intérêts des capitaux étrangers, sur lesquels il doit être annuellement payé à l'Ile la somme de L. 40,000, vous serez bonifié sur la somme avancée

de L. 16,000, de l'intérêt à 4 %, et que le tout sera déduit en son temps du paiement que vous avez à faire à l'Ile, ou bien vous serez bonifié au besoin d'une autre manière.

Le conseil des finances a trouvé que la réclamation des Couronnes 1050. 8. 1, pour le paiement des médicamens livrés par M. Höpfner à l'Ile en 1798 est de la même nature et en a conclu que cette avance avec ses intérêts devait en même temps être aussi mise en compte en votre faveur. Il s'empresse de vous donner cette réponse.



N^{ro} 52.

EXTRAIT
DES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ SECRET
DES FINANCES, pag. 56.

Séance du 14 décembre 1819.

Membres présens.

M. l'avoyer en charge de Wattenwyl et M. l'avoyer de Mulinen, M. le trésorier de Jenner, et MM. les conseillers Zeerleder et Bay.

Question au sujet de la remise des fonds à l'autorité supérieure.

Son Excell. l'avoyer en charge a fait verbalement la proposition suivante: Déjà l'année dernière on a fait des insinuations à M. l'avoyer de Mulinen, tendant à avoir connaissance de ce fonds.

Maintenant on recommence à en parler; il peut être fait des invitations ou au moins des questions auxquelles on devrait être préparé. Les circonstances ayant essentiellement changé depuis l'an 1813, la responsabilité de l'administration actuelle commande de prendre en considération la chose, vu le penchant qui se manifeste à des insinuations défavorables. Il règne de la rumeur au sujet de la remise du fonds à leurs Excellences. 1) Son montant, maintenant d'une valeur relativement minime, dont le versement dans la caisse de l'état forme pour celle-ci un résultat assez chétif. 2) Les circonstances du moment qui ne sont pas encore très rassurantes. 3) La circonstance, que d'autres fonds administrés par la ville n'y sont pas encore compris. A Lausanne et à Zurich il y a aussi des caisses sous l'administration exclusive du conseil d'état.

Sans décider la question de la remise des fonds secrets, leurs Excellences ont arrêté que cette remise méritait une mûre réflexion, et qu'elle serait discutée dans la prochaine séance.

Au cas que M. l'ancien avoyer Freudenreich ne voulût pas reprendre ses anciennes fonctions dans le grand comité, M. de Mulinen propose à sa place :

le très honoré M. le secrétaire du conseil secret,
Fischer.

Cette proposition a été généralement accueillie, sans qu'on ait eu recours au scrutin.

Enfin le bilan p. 20 septembre 1819, contenant l'état du fonds secret pour ce temps là et les changemens qui ont eu lieu depuis le 20 septembre 1818,

a été présenté par le teneur de livres, et passé par leurs Excellences.

Je soussigné certifie exacte la présente rédaction des délibérations ci-dessus.

*L'aoyer en charge,
président du grand comité:*
(Sig.) R. de WATTENWYL.

N^{ro} 53.

EXTRAIT

DU RAPPORT PRÉLIMINAIRE DU COMPTE DU FONDS DE RÉSERVE DE L'AN 1832.

*D'après règlement arrêté par leurs seigneuries
concernant ce fonds, le 14 avril 1825.*

Pag. 1. Le capital du fonds de réserve qui avec la dotation de la ville appartient à la bourgeoisie de Berne, consistera en L. 40,000, et sera fixé à cette somme.

Pag. 11. Ce capital de L. 400,000 devra être comme épargne religieusement respecté et n'être sous aucun rapport entamé, sauf le cas d'événemens extraordinaires qui exigeraient des sacrifices éventuels à faire dans l'intérêt de la chose publique de la ville de Berne en tout ou en partie.

Pag. 13. La haute administration du fonds de réserve reste dans le collège combiné existant jusqu'ici, qui se compose du chef de l'état, le très honoré président du conseil de ville et de la commission des finances de la ville.

Nous remettons avec confiance à ce collège, ainsi que nous l'avons fait jusqu'ici, les pleins pouvoirs de disposer comme bon lui semble de la manutention et de l'emploi des capitaux de ce fonds, sauf les restrictions contenues p. 15, et de passer définitivement le compte de l'administrateur établi par lui. Le tout sans que le dit collège soit astreint à des prescriptions réglementaires ni assujetti à d'autre contrôle que celui d'une responsabilité morale.

Ainsi arrêté dans notre assemblée de conseil le 14 avril 1825.

N^{ro} 54.

EXTRAIT

DU RECUEIL DES DÉCRETS, N^{ro} 21, p. 132.

Convention entre le haut gouvernement et l'autorité de la ville de Berne concernant la propriété et l'administration de l'hôpital de l'Ile.

Pour obvier aux difficultés qui se sont élevées par suite de circonstances difficiles et désavantageuses au sujet de l'administration de l'hôpital de l'Ile, mais surtout afin de donner autant de stabilité et d'extension que possible à cette bienfaisante institution fondée par des dons pieux et parvenue à l'état où elle est aujourd'hui au moyen d'un grand nombre de donations subséquentes ainsi que des subventions considérables qu'elle a reçues du gouvernement, MM. du conseil des finances de la ville et république de Berne

ont choisi , pour discuter et rédiger une convention à ce sujet, après les avoir pris dans leur sein, c. à d. le haut conseil des finances, les 30 mai 1823 et 24 mars 1824, M. le conseiller Fischer et M. le conseiller de Diessbach, et après la nomination de M. le conseiller Fischer à la charge d'avoyer, à sa place M. Tscharner de Bümplitz; ensuite, l'honorable administration de la ville, le 3 juillet 1823, M. le trésorier de la ville Steck et M. le directeur de l'hôpital König, lesquels délégués, d'après les pouvoirs qui leur ont été donnés et sous réserve de ratification, ont définitivement arrêté, le jour indiqué à la fin du présent acte, les articles suivans dans leur ordre successif :

Art. 1.

L'hôpital de l'Ile avec ses bâtimens, biens-fonds, créances et revenus, est propriété légitime de la bourgeoisie de Berne, et doit lui demeurer assuré à perpétuité.

Art. 2.

Les revenus de cette institution de bienfaisance seront employés, selon le but pour lequel elle a été fondée, et cela eu égard aux subsides considérables fournis en différens temps par le gouvernement du pays, non seulement dans l'intérêt des bourgeois de la ville, mais, selon que cela a été pratiqué jusqu'ici, dans l'intérêt de tout le pays.

Art. 3.

Il sera dressé un inventaire des propriétés appartenant à l'établissement, et il en sera adressé un double au conseil des finances, un second à l'admi-

nistration de la ville et un troisième à la direction de l'Ile.

Art. 4.

Le soin de l'hôpital de l'Ile et de ses revenus est laissé à la surveillance du gouvernement du pays, et est confié à une direction nommée en partie par l'administration de la ville et aux employés subalterne de la dite direction.

.
.

Art. 13.

L'administration de la ville renonce en faveur de l'Ile

a. Aux L. 89,000 qui suivant obligations du 11 septembre et du 29 décembre 1806, ont été avancées, de la caisse de ville, à l'Ile avec accessoires et intérêts, et remettra cancellés les titres concernant cet objet.

b. A la réclamation de L. 20,000 pour médicaments, qui ont été payés en 1804.

En revanche et en considération de cette importante cession, la somme perdue dans la personne du défunt receveur de l'Ile Lauterburg, qui s'élevait d'après compte fait de ce que les cantons ont payé, à L. 24,480, et que la ville de Berne a dû bonifier, ne sera pas réclamée.

.
.

Ainsi convenu à Berne, le 19 septembre 1829.

(*Sig.*) B. de DIESSBACH, du conseil.

TSCHARNER, de Bümplitz.

STECK, trésorier de la ville.

KÖENIG, directeur de l'hôpital.

MM. du conseil des deux cents de la ville de Berne, après avoir entendu le rapport de l'administration de la ville, ont approuvé et ratifié la convention dans tout son contenu à Berne le 16 avril 1831.

Le président du conseil des deux cents:

(Sig.) FISCHER, ancien avoyer.

Au nom du conseil des deux cents,

le secrétaire de ville:

(Sig.) ZEHENDER.

Nous avoyer, petit et grand conseils de la ville et république de Berne, faisons savoir par la présente:

Que nous avons approuvé dans toutes ses parties la convention ci-dessus, conclue entre notre conseil des finances d'une part, et l'administration de ville de Berne d'autre part, au sujet de la propriété et de l'administration de l'hôpital de l'Ile.

En foi de quoi, la présente ratification a été munie du sceau de l'état et revêtue des signatures de notre bien aimé chef et de notre cher secrétaire d'état.

Berne, le 4 mai 1831.

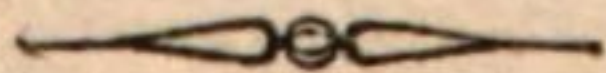
L'avoyer en charge:

(Sig.) RODOLPHE de WATTENWYL.

Au nom du grand conseil,

le secrétaire d'état:

(Sig.) MAY.



N^{ro} 55.

EXTRAIT
DES ENQUÊTES FAITES PAR M. LE PRÉFET
ROSCHI.

Berne le 15 juillet 1835.

*a) Interrogatoire de M. Rodolphe Tscharner
de Bümplitz, ancien trésorier de ville.*

1^e Question. La chambre communale de la ville de Berne a, en février 1802, reçu de la chambre administrative les titres de créances étrangers de l'état montant *) à 7,724,134 fr. de S. 45 rp., et lorsque dans l'automne de la même année elle fut obligée de livrer ces titres à la commission de liquidation instituée par l'acte de médiation, il n'y en eut que pour un montant de 4,672,364 fr. de S. 80 rp. La chambre communale remit donc de moins qu'elle n'avait reçu 3,051,769 fr. de S. 65 rp.

Pouvez-vous donner des éclaircissemens sur cette différence ?

1^e Réponse. Je dois faire remarquer d'abord que je n'ai jamais été trésorier de la ville, mais bien caissier plus tard. Or tout ce que je sais de ce temps-là du gouvernement helvétique, ce n'est pas comme ayant participé personnellement aux affaires que j'en ai connaissance.

*) La valeur de ces capitaux est calculée d'après les cours de l'année 1832.

Sur la différence en question je ne puis donner aucun renseignement ; mais je ne doute pas qu'il ne doive y avoir ici quelque erreur, provenant peut-être de la différence du calcul des cours.

Cette différence ne m'est jamais devenue sensible pendant que j'étais en fonction, et rien de semblable n'est parvenu à ma connaissance ; si elle existait réellement, elle n'eût pas pu me rester cachée, et en homme d'honneur je me serais cru obligé de fournir tous les renseignemens qu'il m'eût été possible de donner.

2^e Question. La chambre communale d'alors a donné à la commission de liquidation helvétique, au sujet de la différence mentionnée, la déclaration, qu'on avait disposé des créances retenues et qu'elles avaient été soit données soit employées. En savez-vous quelque chose ?

2^e R. Non.

3^e Question. La chambre communale a déclaré entre autre choses, que des créances retenues par elle, il avait été donné par un traité 500,000 florins du Rhin ou 750,000 fr. de Suisse, partie à l'hôpital de l'Ile, partie à l'hôpital extérieur, et que la commission de liquidation, dans la croyance de la vérité de cet allégué, ratifia la donation et renonça à la remise de cette créance. Que savez-vous sur cet objet ?

3^e Réponse. Cela m'est très-bien connu, les 500,000 florins existent encore, ils composent la majeure partie du fonds de réserve. Mais les délibérations sur ce traité forment une série d'arrêtés au sujet

desquels je puis encore me souvenir que la commune de la ville se chargea de payer chaque année pour le gouvernement aux deux dits hôpitaux 40,000 francs ; cependant lors de ce traité il s'y trouvait compris non seulement les 50,000 florins nommés, mais aussi 44,000 L. Sterling annuités anglaises, qui devaient rester à la commune de la ville.

Plus tard ce traité a été annulé, en ce que les fonds anglais revinrent à l'état.

4^e Question. Pourquoi les 500,000 florins ne sont-ils pas revenus à l'état ?

4^e Réponse. Je suppose que c'est parce que la ville les considérait comme sa propriété. Ils forment, comme il a déjà été remarqué, une partie du fonds de réserve.

Dans ce temps là la ville réclama tous les fonds étrangers comme sa propriété.

5^e Question. La chambre communale déclara en outre à la commission de liquidation qu'elle avait en 1802 remis à la commission d'état d'alors pour subvenir aux frais de la guerre d'insurrection contre le gouvernement helvétique 2 créances, savoir 400,000 fr. de S. d'emprunt Marcuard, et 750,000 Liv. tournois, emprunt danois, ensemble donc 900,000 fr. de Suisse ; que toute cette somme avait été employée dans cette guerre. Quels éclaircissemens pouvez-vous donner là dessus ?

5^e Réponse. Je puis en effet donner des éclaircissemens là dessus. Les deux créances furent remises pour le crédit ouvert à la commission d'état, et déposées en sûreté dans la maison de banque Haller et Comp., parce qu'elles ne pouvaient pas être réa-

lisées immédiatement. Je sais qu'elles ont aussi été dépensées, comme les comptes tenus à ce sujet le feront voir plus particulièrement.

6^e Question. Outre les sommes ci-dessus, la chambre communale de Berne paya encore à la commission d'état d'autres subsides de 46,752 fr. de S. et même l'autorité helvétique, la chambre administrative de Berne, avança pour cela 26,000 fr. de S. Que savez-vous à cet égard?

6^e Réponse. Autant que je puis m'en souvenir, ces deux sommes sont aussi entrées comme avances dans la caisse de la commission d'état, et il fallut faire de divers côtés des emprunts, jusqu'à ce que les titres de créances fussent réalisés. Quant au paiement du crédit ouvert à la commission d'état par la chambre communale, j'ai dressé moi-même les comptes.

Feu mon frère François Louis Tscharner était payeur de la commission d'état.

La commission d'état n'exista que pendant les mois de septembre et d'octobre, et fut dissoute au retour du gouvernement helvétique.

Le premier crédit ouvert par la chambre communale à la commission d'état s'élevait au moins à 400,000 fr. de S.; plus tard d'autres sommes encore furent accordées.

7^e Question. A quelle autorité avez-vous rendu compte?

7^e Réponse. Toujours à l'autorité de la ville.

8^e Question. De quelles personnes se composait alors la commission d'état?

8^e Réponse. De Messieurs le banneret FISCHER,
président,

TSCHARNER de S. Jean.

TSCHARNER, professeur.

JENNER, trésorier.

BAY, conseiller.

9^e Question. Avez - vous aussi rendu compte à
cette commission ?

9^e Réponse. Non, je rendis compte seulement
à la chambre communale comme caissier de la dite
chambre. Mais mon frère, comme payeur de la
commission d'état pour les dépenses militaires, dont
j'ai parlé a eu sans doute à rendre compte à cette
dernière autorité. Mais j'ignore tout à fait ce que
sont devenus ces comptes et protocoles de la com-
mission d'état.

10^e Question. Pouvez - vous dire à combien se
sont élevés les frais de guerre dans l'automne de
1802 ?

10^e Réponse. Non, cela m'est tout à fait im-
possible.

11^e Question. Quels étaient les commissaires qui
furent chargés de la liquidation des réclamations pro-
venant de la guerre d'insurrection ?

11^e Réponse. La commission d'état se partageoit
en différens comités ; MM. Jenner et Bay formaient
la section des finances.

Lorsque plus tard il fut fait des réclamations de
diverses communes, au sujet de fournitures dans la
guerre d'insurrection, je fus chargé par la section

des finances composée des membres indiqués , d'examiner ces réclamations et plus tard on m'adjoignit M. May-Streckeisen , pour soigner la liquidation. La somme s'élevait à peu près à 60,000 fr. de Suisse, que la ville paya ensuite , comme on doit le trouver dans mon compte de 1805.

12^e Question. Que savez-vous des deux obligations danoises dont il est question dans le rapport des commissaires à la commission d'état du 8 décembre 1802 ?

12^e Réponse. Ce sont les mêmes que la ville avait possédées et remises à la commission d'état pour les dépenses de la guerre.

13^e Question. En mai 1802 la chambre communale de Berne offrit de vendre à la chambre administrative deux obligations danoises , chacune de 50,000 fr. de Suisse , en savez-vous quelque chose ?

13^e Réponse. Non je n'en sais rien.

14^e Question. D'après toutes les circonstances la somme sus mentionnée ne fut pas complètement employée dans la courte guerre de 1802 ; pouvez-vous expliquer ce qu'est devenu le reste ?

14^e Réponse. Non, je ne le peux point, sauf ce que l'on pourrait voir peut-être par les comptes.

15^e Question. La chambre communale, comme vous l'avez dit plus haut , a fait des avances considérables sur les créances mises en dépôt. Par cette opération la chambre communale aura acquis sans doute des prétentions aux titres de créances ?

15^e Réponse. Oui bien , elle en fit le dépôt pour pouvoir attendre le moment opportun de les réaliser.

Malgré cette précaution on fit cependant sur les papiers de Vienne une perte considérable parce qu'ils étaient incamérés et qu'on ne pouvait plus en disposer.

C'est pourquoi on les abandonna avec un grand rabais au comte Ubelli.

Pendant la lecture. Sans doute le produit a été employé à payer les emprunts et avances faits antérieurement, ce que les comptes constateront.

16^e Question. La chambre communale a dit aussi à la commission de liquidation que la créance de L. 331,400 florins en obligations de la banque de Vienne avait été employée dans l'intérêt de la ville (réparations des digues et du ruisseau de la ville), et pour députations à Paris et ailleurs. Pouvez vous dire s'il a été rendu compte à ce sujet et par qui?

16^e Réponse. Oui, cela se trouvera dans mes comptes, *au moins en partie.*

17^e Question. Avez-vous en connaissance qu'il a existé dans la chambre communale une commission des capitaux placés à l'étranger?

17^e Réponse. Oui, j'en ai eu très bien connaissance, puisque j'en étais secrétaire. Cette commission administrait l'argent qui compose maintenant le fonds de réserve, on la nommait commission des capitaux étrangers. En ce temps-là les comptes de cette commission furent arrêtés sous le titre de compte des fonds étrangers.

18^e Question. Après la formation du fonds de réserve, cette commission a-t-elle continué d'exister?

18^e Réponse. Oui. Cette commission extraordinaire a dû continuer d'exister indépendamment de

la commission ordinaire, pour gérer les fonds étrangers plus convenablement; c'est la raison pour laquelle elle fut munie de pleins pouvoirs et que lui furent adjoints dans des affaires plus importantes les deux avoyers d'état et le président de l'administration de la ville. Cependant les membres de cette commission des fonds étrangers se composaient des membres ordinaires de la commission des finances de la ville.

19^e Question. Pourquoi appela-t-on les chefs de l'état à se joindre à cette commission?

19^e Réponse. Cela n'eut pas lieu sous le gouvernement de la médiation; mais ce ne fut qu'après l'abolition de l'acte de médiation que l'on appela les chefs de l'état à se joindre à la commission comme présidents du grand conseil de ville des deux cents.

20^e Question. Est-ce qu'il fut rendu compte de l'administration des fonds qui actuellement sont compris sous le nom de fonds de réserve?

20^e Réponse. Dans les premières années de la médiation il n'en fut pas rendu compte publiquement, par des raisons qui me sont inconnues; mais plus tard ils furent remis dans la chancellerie de la ville.

21^e Question. Dans le rapport de l'administration financière de la ville de Berne de l'année 1834, p. 55, il est dit que le fonds de réserve doit son origine à l'arrêté définitif de la commission de liquidation du 6 septembre 1803. Mais d'après cet arrêté définitif il n'a été assigné à la ville de Berne aucune propriété; le motif allégué paraît donc singulier, de sorte qu'il faut croire: ou que ce motif est erroné, ou que sur les créances qui ont été désignées comme

ayant été en 1803 données et employées, tout n'a pas été employé et donné, mais qu'il en a été versé dans la caisse une partie, de laquelle plus tard a été formé le fonds de réserve. Qu'avez-vous à faire observer à ce sujet?

21^e Réponse. Je ne puis donner absolument aucun renseignement sur ce sujet. Mais tout ce qui est resté des titres de créance étrangers dans les mains de la commune de la ville est compris dans les fonds de réserve, et à ma connaissance il n'existe absolument pas d'autre fonds outre celui-là.

22^e Question. De quel compte s'agissait-il donc, lorsque le chef de l'état déclara devant le grand conseil de ville des deux-cents que «le compte était exact et fidèle?»

22^e Réponse. Il ne s'agissait d'autre compte que de celui du fonds de réserve à une époque où ce compte n'avait pas encore été rendu public.

Quant à la durée de cet état de choses je ne puis plus m'en souvenir.

23^e Question. Pouvez-vous dire peut-être à combien s'élevait la somme du trésor de l'état, qui avant l'entrée des Français en 1798 fut mise en sûreté dans l'Oberland?

23^e Réponse. Non, je ne sais rien de tout ce qui concerne les fonds mis en sûreté et sauvés du trésor de l'état.

24^e Question. Pouvez-vous par hasard expliquer ce qu'on entendait autrefois sous le nom de bourse allemande de la ville (deutscher Stadtseckel)?

24^e Réponse. Non, je n'en sais rien.

25^e Question. De quel fonds se compose le fonds de séparation (*separat-fundus*)?

25^e Réponse. De titres de créances indigènes, à ce que je crois.

26^e Question. Comment ce fonds de séparation a-t-il été formé?

26^e Réponse. C'est de quoi je ne puis me souvenir. Les comptes donneront tous les renseignemens possibles.

27^e Question. Dans les Citations historiques sur le bien de la bourgeoisie, pag. 76 et 77, il est dit que les 400,000 fr. de Suisse de l'emprunt Marcuard et les 750,000 fr. de S. obligations danoises ont été remboursées en 1830 et respectivement en 1829. Pouvez-vous donner là dessus quelque renseignement?

27^e Réponse. La chose peut être vraie en soi en général, c'est à dire que le remboursement de l'emprunt général est un fait incontestable, mais à qui les deux parties distinctes de ces emprunts ont été remboursés, c'est ce que je ne saurais dire.

Lu et confirmé.

TSCHARNER de Bümplitz.

ROSCHI, préfet.

Dr. CHARLES HERZOG, secrétaire.

Le 24 juillet 1835.

Interrogatoire de M. F. L. Jenner, ancien trésorier.

Après une interpellation semblable à celle renfermée dans le protocole de l'interrogatoire de M.

Tscharner de Bümplitz, on passe à l'interrogatoire suivant.

1^e Question. A l'époque du gouvernement helvétique aviez-vous déjà revêtu d'autre charge que celle de secrétaire en chef de la chambre administrative du canton de Berne ?

1^e Réponse. Non.

2^e Question. Pendant combien de temps avez-vous rempli cette charge ?

2^e Réponse. De 1798 à 1803.

3^e Question. Vous rappelez-vous qu'en février 1802 le petit conseil du gouvernement helvétique ait remis les créances étrangères de l'ancien gouvernement de Berne à la chambre administrative du canton de Berne, pour les livrer à la chambre communale de Berne ?

3^e Réponse. Oui, je me rappelle très bien cela ; cette remise se fit en vertu d'un arrêté du petit conseil helvétique par une convention de la chambre administrative avec la chambre communale.

4^e Question. Le petit conseil de la république helvétique remit en 1802 à la chambre administrative les titres sous la réserve expresse que par là il ne serait pas préjudicié au droit de propriété de la dite chambre ; mais la chambre administrative remit les titres comme libre propriété. Vous signâtes la convention comme secrétaire en chef, et vous saurez sans doute quelle raison la chambre administrative eut de ne pas respecter cette réserve de propriété.

4^e Réponse. Je ne puis absolument point donner de renseignement à cet égard, trop de temps s'est

écoulé dès lors pour que je puisse en avoir un souvenir exact.

5^e Question. Vous connaissez sans doute aussi la loi de séparation des biens de la ville et du bien de l'état.

5^e Réponse. Non, je n'en sais rien ou seulement peu de chose, parce qu'à cette époque je fus emmené comme ôtage à Strasbourg, et que j'y fus retenu longtemps.

6^e Question. Vous vous rappellerez bien néanmoins, qu'ensuite de cette loi il fut remis éventuellement à la ville de Berne en l'an 1801 les vignobles de Bienne et le fonds du Bauamt.

6^e Réponse. Oui.

7^e Question. Cette remise eut lieu à compte des réclamations à venir de la ville de Berne, mais l'affaire fut traitée en articles secrets. Pourriez-vous dire le motif de ce secret?

7^e Réponse. Non, je ne puis rien dire sur les motifs, si ce n'est que peut-être ils vinrent du peu de confiance qu'on avait généralement dans la durée du gouvernement.

8^e Question. La part la plus considérable du bien de l'ancien gouvernement, savoir les créances étrangères, adjudgée à la chambre communale de Berne, se fit selon les termes de la convention, de telle sorte que ces titres ne devaient dorénavant figurer ni en *doit* ni en *avoir*. Pourquoi prit-on cette mesure?

8^e Réponse. Il m'est tout à fait impossible de m'expliquer le motif de cette disposition, il n'est pas

clair, en sorte qu'on ne comprend pas même ce que cette disposition veut dire.

9^e Question. Mais vous êtes donc vous-même obligé de convenir que cette disposition est directement opposée à la loi de séparation.

9^e Réponse. Il est au moins certain qu'elle paraît équivoque.

10^e Question. Cette disposition a-t-elle peut-être été modifiée par un article secret ?

10^e Réponse. Toutes les délibérations sur ce sujet ne se traitèrent pas en collège réuni, mais par des délégués qui alors se contentaient de communiquer le résultat au collège. Cette manière de faire avait pour cause la défiance générale dont j'ai déjà parlé, et la caractère personnel de certains membres de la chambre administrative. C'est pourquoi je ne puis rien dire ou du moins fort peu de chose sur tous ces sujets, attendu qu'ils ne sont toujours venus à ma connaissance que lors de la signature.

11^e Question. N'est-il pas vrai qu'après la rédaction de cette convention, celle-ci fut annulée ?

11^e Réponse. Je me rappelle que le renversement du sénat helvétique fit subir à cet objet une modification, mais je ne puis dire de quelle espèce.

12^e Question. Mais vous rappelez-vous peut-être que la chambre administrative ait traité quelque chose avec la chambre communale au sujet de cette clause de la convention ?

12^e Réponse. J'en doute ; on aura bien fait ostensiblement quelque chose, mais sans succès ; comme la chambre administrative a agi dans l'intérêt de la

chambre communale, elle ne se sera pas pressée d'en venir à des mesures de rigueur.

13^e Question. N'est-il pas à votre connaissance qu'ensuite de ces négociations, la chambre administrative demanda à la chambre communale la présentation d'une réversale?

13^e Réponse. Il me semble qu'il y eût quelque chose de semblable à la présentation d'une réversale, mais quant au contenu, je ne puis plus me le rappeler.

14^e Question. La réversale présentée par la chambre communale est du 5 mars 1802, tandis que ce ne fut que le 15 juillet 1802 que la chambre administrative engagea la chambre communale à présenter la réversale. Comment cette circonstance s'explique-t-elle?

14^e Réponse. Sur cette contradiction, singulière en effet, je ne puis réellement pas donner d'explication.

NB. La convention et la réversale sont mises sous les yeux de M. de Jenner.

15^e Question. Dans la réversale il est exprimé qu'elle a été expédiée en deux doubles, l'un fut adressé à la chambre administrative revêtu de la signature de M. Stettler, président de la chambre communale, et de M. Gerwer, secrétaire; l'autre à la chambre communale. Par qui ce dernier fut-il signé?

16^e Réponse. De la part de la ville par M. de Jenner de Porrentruy et M. le conseiller Zeerleder, mais je doute qu'il y eût quelqu'un du canton et je ne le crois pas. Je fus moi-même d'abord membre

de la commission de liquidation, dont le président au commencement était M. le ministre Stapfer, mais je m'en retirai lorsque je fus nommé trésorier du canton de Berne, en septembre 1803.

17^e Question. La chambre communale de la ville de Berne reçut de l'état en février 1802 les créances étrangères, en un montant de L. 7,724,134. 45 rp. et lorsque dans l'automne de 1803 elle fut obligée de remettre ces créances reçues à la commission de liquidation établie par l'acte de médiation, elle ne lui livra des créances que pour L. 4,672,364. 80 rp.

La chambre communale remit donc de moins qu'elle n'avait reçu L. 3,051,769. 65 rp. Pouvez-vous donner des explications sur cette différence?

17^e Réponse. Cette différence provient vraisemblablement de l'emploi des fonds danois, qui furent dépensés pour la guerre dans l'automne de 1802, et qui étaient de la valeur d'à peu près un million de francs. Je crois aussi que les L. 400,000 provenant de l'emprunt Marcuard ont été employées au même but.

18^e Question. La chambre communale de Berne a déclaré à la commission de liquidation avoir soit employé soit donné les lettres de créances retenues. Vous rappelez-vous cela?

18^e Réponse. La commission de liquidation était très rigide, et il lui importait beaucoup de recevoir tous les titres pour le paiement de la dette helvétique; or je doute qu'elle ait sanctionné quelque chose qui n'eût pas été en règle. Du reste je ne puis rien dire de plus positif à cet égard.

19^e Question. La chambre communale a dit entre autres choses, qu'une des créances retenues par elle, de 500,000 fl., avait été donnée par une convention, partie à l'hôpital de l'Ile, partie à l'hôpital extérieur, et que la commission de liquidation, confiante en la vérité de cette assertion, ratifia cette donation et renonça à la remise de ce titre. Que savez-vous à cet égard ?

19^e Réponse. Je me rappelle très bien cette donation, mais non pas la valeur.

20^e Question. Mais cette somme n'a jamais été remise à ces deux hôpitaux et surtout l'engagement n'a jamais été exécuté. Ces fonds doivent donc être encore dans les mains de ceux à qui passèrent les affaires de la chambre communale. Quel renseignement pouvez-vous donner à cet égard ?

20^e Réponse. Je dois présumer que cette question aura été éclairée lors de la dotation de l'Ile et de l'hôpital extérieur qui a eu lieu dans les années de 1829 à 1831. Les actes doivent donner des solutions à cet égard.

21^e Question. La chambre communale a déclaré aussi à la commission de liquidation, qu'elle avait remis le 7 oct. 1802 les deux titres, savoir 400,000 L. de Marcuard et 750/m. liv. tournois, emprunt danois, à la commission d'état de cette époque, que celle-ci les avait négociés, et qu'en conséquence les titres dans leur valeur totale et suivant compte rendu, avaient été dépensés pendant la guerre d'insurrection. Que savez-vous sur ce point ?

21^e Réponse. C'est juste : je me rappelle en ce moment que c'était le cas des fonds danois, et j'ai

cru que l'on avait aussi employé à cette destination les fonds du sel. Mais je vois que je me suis trompée, car je me rappelle à présent que les fonds autrichiens eux-mêmes de l'emprunt Marcuard ont été employés à cela. Les comptes relatifs à cet objet devraient être dans les archives fédérales. M. Tschärner de Mülinen dressa des comptes complets comme caissier, nous les examinâmes et passâmes M. le conseiller Bay et moi comme mandataires de la commission d'état, et je les présentai à la commission de liquidation à Fribourg, pendant que j'en étais encore membre. Je me souviens que les fonds autrichiens de Marcuard furent immédiatement employés aux frais de guerre de 1802, tandis qu'on ne disposa que plus tard des fonds danois pour rembourser l'emprunt volontaire qu'on avait fait en 1802 pour obtenir plus vite de l'argent comptant.

M. le trésorier Jenner désire pour cause d'affaires très pressantes qu'on suspende l'interrogatoire, qui est en conséquence ajourné à samedi après midi, à deux heures.

Lu et confirmé.

JENNER, ancien trésorier.

Suite de l'Interrogatoire suspendu.

Berne le 25 juillet 1835.

22^e Question. Vous avez déclaré que les L. 400,000 de l'emprunt Marcuard avaient été employées immédiatement pour les frais de la guerre de 1802; voulez vous bien préciser plus exactement qui fût chargé

de l'emploi de cette somme et de quelle manière il s'effectua.

22^e Réponse. L'emploi s'effectua par le comité de finances de la commission d'état et par son caissier M. Tscharner allié Mülinen. Les comptes doivent être dans les archives fédérales puisqu'ils ont été remis à la commission de liquidation et reconnus par elle.

23^e Question. Comment ce titre de créance est-il parvenu entre les mains de la commission d'état?

23^e Réponse. Par M. de Jenner de Porrentruy, qui dans ce temps-là avait en mains toutes les créances.

24^e Question. A qui et quand cette créance a-t-elle été vendue? Et à combien montait la valeur du produit?

24^e Réponse. M. Jenner de Porrentruy effectua la réalisation et en remit la valeur à la commission d'état; en sorte que je ne puis pas expliquer avec plus de détails quand et combien cette créance et les autres ont été vendues.

Le 15 ou le 16 septembre 1802, le gouvernement helvétique abandonna, ensuite d'une capitulation, la ville de Berne. Le grand conseil de la ci-devant ville et république de Berne s'assembla quelques jours après et délégua à une commission d'état de dix membres tous ses pouvoirs et droits avec pleins pouvoirs illimités. C'est en vertu de ces pleins pouvoirs que cette commission fut mise en possession par M. de Jenner de Porrentruy, (*pendant la lecture*: « du produit ») de la créance.

Quant à l'époque et à la manière dont la créance de 400,000 L. Marcuard a été vendue, c'est ce qui

doit être indiqué dans le compte dressé par M. Jenner de Porrentruy.

25^e Question. Ainsi donc les créances étrangères auraient été remises par la chambre communale à la commission d'état?

25^e Réponse. Je ne le sais pas précisément, mais je dois présumer que M. Jenner de Porrentruy remit ce dont la commission d'état avait besoin pour le but qu'elle se proposait.

26^e Question. Vous avez dit de plus que les obligations danoises n'avaient été employées que plus tard à couvrir l'emprunt volontaire? Qui les employa à cet objet?

26^e Réponse. Le même comité de la commission d'état.

27^e Question. A qui et à quelle époque ces obligations furent-elles vendues, et à combien furent-elles réalisées?

27^e Réponse. C'étaient des obligations au porteur, et elles furent cédées au pair aux créanciers que cela concernait.

28^e Question. Ces titres furent-ils employés absolument à l'objet indiqué?

28^e Réponse. Oh! oui.

29^e Question. La cession des titres de la part de la chambre communale à la commission d'état se fit-elle par un acte, un engagement ou contrat quelconque?

29^e Réponse. Je ne sache rien de semblable. La commission d'état établie avec des pleins pouvoirs remit les choses dans la même situation où elles se trouvaient avant 1798, et la chambre communale

avait perdu par là son existence légale. C'est ainsi qu'eut aussi lieu la remise des créances à leurs premiers possesseurs. Mais cet état cessa de nouveau avec le retour du gouvernement helvétique et l'arrivée du général Rapp.

30^e Question. La chambre communale avançait encore argent comptant 46,752 L. à la commission d'état. En savez-vous quelque chose?

30^e Réponse. Je ne puis pas répondre positivement à cette question. On disposa de tout l'argent comptant par des assignations.

31^e Question. La chambre administrative a aussi avancé à la commission d'état 25,000 L. Comment une autorité helvétique pouvait-elle faire cela?

31^e Réponse. La chambre administrative était alors une autorité subordonnée et ne pouvait pas s'y refuser?

32^e Question. Que savez-vous des deux obligations danoises dont il est parlé dans le rapport de la commission de liquidation à la commission d'état du 26 décembre 1802.

32^e Réponse. Je dois conclure, d'après l'exposé qui vient de m'être fait, que c'était encore une partie des obligations danoises mentionnées qui étaient restées. Mais je ne me souviens pas de quelque chose de plus précis à cet égard.

33^e Question. Déjà en mai 1802 la chambre communale de Berne avait offert de vendre à la chambre administrative deux obligations danoises, chacune de L. 50,000 ; savez-vous quelque chose de cette circonstance?

33^e Réponse. Non, il semblerait que ce sont

les obligations ci-dessus désignées , et qu'elles aient été d'une autre espèce que les 750,000 L. au porteur.

34^e Question. Vous avez déclaré que les 500,000 florins, qui par une convention faite en 1802 furent adjugés à l'Ile et à l'hôpital extérieur, mais qui n'ont jamais été remis à ces établissemens, avaient vraisemblablement passé à ces hôpitaux lors de la dotation qui eut lieu dans les années 1829 et 1831. On a fait dans les actes des recherches exactes à ce sujet ; mais on n'a trouvé aucune trace de cette somme. Comme l'état n'a jamais reçu cette somme, vous êtes invité de dire ce qu'elle est devenue, puisqu'il est impossible que cela vous soit inconnu.

34^e Réponse. Je me tromperais fort, ou il a été en 1828 ou 1829 conclu une convention entre (*pendant la lecture* : la ville au nom de l'Ile), l'Ile et le gouvernement, et dressé un compte détaillé dans lequel doivent se trouver des renseignemens sur cette somme.

35^e Question. Dans le règlement de compte qui s'est trouvé, et que vous invoquez, on ne voit pas un mot ni le moindre indice de la somme ci-dessus de 500,000 florins.

35^e Réponse. Dans ce cas je ne puis pas donner des renseignemens, mais peut-être que M. le conseiller Zeerleder pourrait le faire. Que ces 500,000 florins aient été remis entre les mains de l'état, c'est de quoi je n'ai jamais eu connaissance. Je ne puis pas savoir entre les mains de qui ils se trouvent.

36^e Question. La chambre communale a déclaré de plus à la commission de liquidation, que la créance de 331,400 fl. obligations de la banque de Vienne

avait été employée ailleurs dans l'intérêt de la ville (constructions et députations à Paris et ailleurs).

Savez-vous s'il a été rendu un compte, et à qui?

36^e Réponse. Je ne puis dire là dessus que ce que j'ai déclaré précédemment; les comptes furent présentés à la commission de liquidation helvétique et reconnus par elle.

37^e Question. Mais l'on tient d'une source certaine, que cette somme n'a été employée qu'en partie aux buts énoncés, et que l'autre partie ne fut pas employée. Quelle remarque aurez-vous à faire à cet égard?

37^e Réponse. Je ne puis donner d'autre réponse à ce sujet que celle que je viens de faire.

38^e Question. Dans la séance du grand comité secret des finances du 19 décembre 1819, à laquelle vous assistâtes, on discuta la remise à la caisse de l'état des fonds administrés, mais on objecta que le temps n'était pas favorable, que le montant des fonds était relativement petit, et l'on fit valoir la circonstance que d'autres fonds administrés par la ville n'y étaient pas encore compris. Quels fonds entendait-on par là?

38^e Réponse. Il y avait alors deux comités secrets: l'un se composait de MM. l'avoyer de Wattenwyl, l'ancien avoyer Freudenreich, l'ancien avoyer de Mülinen, le conseiller Bay et de moi; il administrait les fonds et effets sauvés en 1798, sur lesquels le gouvernement en 1820 a rendu compte et a été déchargé en forme.

Le second comité secret, dont je n'ai pas même eu connaissance pendant plusieurs années se compo-

sait des mêmes MM. de Mülinen et Freudenreich et probablement de M. Bay.

Quant à l'objet de l'administration de ce comité et à l'époque où il rendit compte, cela m'est inconnu.

39^e Question. N'existait-il pas à l'époque du gouvernement helvétique une commission des fonds étrangers?

39^e Réponse. Je n'ai pas connu de commission semblable.

40^e Question. Il a encore été déclaré que cette commission avait existé pour administrer les créances étrangères?

40^e Réponse, Je n'en sais absolument rien.

41^e Question. Que connaissez-vous d'une commission qui ne rendit pas de compte public, mais qui appela simplement les deux chefs de l'état à assister à ses délibérations?

41^e Réponse. Je ne sais rien d'une semblable commission, à moins que ce ne fût celle établie en 1825 par un règlement de l'autorité de la ville, qui avait à administrer le fonds de réserve.

42^e Question. De quel argent se compose le fonds de réserve?

42^e Réponse. Des titres de créance dans le pays et à l'étranger.

43^e Question. Depuis quand ce fonds existe-t-il sous le nom de fonds de réserve?

43^e Réponse. Je l'ignore.

44^e Question. Quelle est l'autorité qui administrait ces fonds avant 1825?

44^e Réponse. Probablement l'autorité de la ville; je ne sais rien de plus positif à cet égard.

45^e Question. Ne se trouve-t-il pas par hasard dans ce fonds de réserve des créances qui appartiennent à l'état?

45^e Réponse. Je ne puis pas non plus donner de renseignemens à cet sujet. Je dois cependant en douter, puisque le partage se fit par la commission de liquidation et que le gouvernement d'alors réclama tout ce à quoi l'état pouvait prétendre.

46^e Question. Les deux gouvernemens qui se sont retirés, n'ont-ils jamais disposé de ce fonds, au moins d'une partie?

46^e Réponse. Pas que je sache. Avant ces derniers temps je ne savais rien de la dénomination fonds de réserve.

47^e Question. N'a-t-il donc pas existé de fonds secrets auparavant?

47^e Réponse. C'est ce que j'ignore aussi; à moins que ce ne fussent ceux que le comité étroit a administrés, mais que je ne connais pas.

Je ne connais pas d'autres fonds que ceux que j'ai administrés comme trésorier, et parmi les fonds secrets je ne connais que ceux qui ont été sauvés, lesquels furent remis au gouvernement en 1820.

48^e Question. De quels capitaux se compose le fonds de séparation (separat-fundus) de la ville?

48^e Réponse. Cela aussi m'est inconnu. Tout ce que je sais, c'est qu'il doit se composer seulement de biens immeubles.

49^e Question. De quels comptes était-il question, quand les deux cents du conseil de ville déclarèrent qu'ils avaient été présentés aux chefs de l'état et trouvés en règle?

49^e Réponse. C'étaient ceux du fonds de réserve, dont les chefs de l'état avaient exclusivement connaissance.

50^e Question. A quel titre les chefs de l'état furent ils mis en possession exclusive de ce droit?

50^e Réponse. Vraisemblablement en qualité de chefs du grand conseil de ville ou du conseil des deux cents.

51^e Question. Par quel motif a-t-on tenu secret le compte au conseil des deux cents?

51^e Réponse. Je l'ignore.

52^e Question. Que fallait-il entendre autrefois sous le nom de bourse allemande de la ville (deutscher Stadtseckel)?

52^e Réponse. Cette dénomination était déjà passée de mode il y a cinquante ans. On entendait par là un fonds propre et particulier, qui appartenait à la bourgeoisie. Il formait autrefois une rubrique du compte de l'état.

53^e Question. La chambre communale a déclaré en 1804 à la commission de liquidation que les 30,000 L. Sterl. qui avaient été indiquées comme dépensées avant la révolution de 1798, mais sur lesquelles la commission exigea des preuves plus précises, avaient été vendues, et qu'on en avait versé le produit dans une caisse militaire, qui fut ensuite pillée par les Français, tandis que les 30,000 L. Sterl. sont restées sans qu'on y ait touché dans la caisse de la maison de commerce Van Neck et comp. à Londres, et n'ont été rendues qu'en 1814 avec les autres fonds anglais. Par quel motif a-t-on cédé la

vérité et abusé la commission de liquidation par des preuves simulées?

53^e Réponse. Comme en 1804 je n'étais plus membre de la commission de liquidation, je ne puis pas donner de renseignement à ce sujet.

54^e Question. Déjà plus haut vous avez vu des déguisemens de ce genre. Qu'est-ce qui a pu engager la chambre communale à suivre cette voie et à signaler comme donnée et employée une somme considérable, tandis que cette même somme existait encore?

54^e Réponse. Toutes les indications de la chambre communale furent examinées avec soin par la commission de liquidation, et notamment par son président, Sulzer de Winterthur, et je ne puis pas donner à ce sujet d'autres renseignemens.

55^e Question. D'après tout cela il existait au moins encore une partie des fonds de l'état, et elle fut administrée secrètement, jusqu'à ce qu'en 1818 on la déclara fonds de la ville.

Mais comment s'accordent cette manière de faire et cette déclaration avec la teneur de la loi de séparation et de la réversale qui en fut le résultat, et dont il a été question?

55^e Réponse. Sur tout cela je ne puis pas donner de renseignement. S'il a existé encore des fonds, ils n'ont pas été envisagés comme biens de l'état, et par conséquent ils n'ont pas été non plus admis dans mes comptes.

56^e Question. Dans les Citations historiques sur le bien de la bourgeoisie il est déclaré, que 400,000 L. de l'emprunt Marcuard et les 750,000 L.

obligations danoises ont été remboursées dans les années 1830 et 1829. Pouvez-vous donner à ce sujet quelque renseignement?

56^e Réponse. Non ; je ne puis pas donner de renseignement , et en général je ne comprends pas cette affaire , puisque les deux sommes ont été déjà dépensées et payées en 1802.

Lu et confirmé.

JENNER, ancien trésorier.

ROSCHI, préfet.

Dr. CHARLES HERZOG, secrétaire.

Berne le 12 août 1835.

Interrogatoire de M. l'ancien conseiller Charles Zeerleder d'Aarwangen, aujourd'hui président de la commune des habitans et des bourgeois de la ville de Berne.

M. Zeerleder prend la parole :

« Avant qu'on procède, dit-il, à la lecture des questions, je dois prendre la liberté de poser la question préliminaire si je dois être entendu comme accusé ou comme témoin. »

M. le préfet ayant déclaré que M. Zeerleder sera entendu ici seulement comme témoin, M. Zeerleder ajoute une autre question ; savoir, « si dans sa position officielle il devait être interrogé comme président de la commune des bourgeois, ou comme homme privé. » Sur l'explication de M. le préfet que M. Zeerleder sera entendu comme homme privé, il s'est déclaré prêt à répondre aux questions proposées.

1^e Question. Vous est-il connu qu'à l'époque

du gouvernement helvétique il existât dans la chambre communale de la ville de Berne une commission dite des fonds étrangers?

1^e Réponse. Non, je n'ai, ni alors ni depuis, eu connaissance officielle d'une telle commission.

2^e Question. Est-il à votre connaissance qu'un peu plus tard, en 1818 ou vers cette époque, il existât une commission de ce nom?

2^e Réponse. Non pas que je sache.

3^e Question. N'étiez-vous pas secrétaire d'un comité secret des finances?

3^e Réponse. Je ne sais rien d'un comité de ce nom-là; en revanche j'ai, de 1813 à 1821, en qualité de teneur de livres, secrétaire et caissier, fait partie d'un comité, composé de personnes de la magistrature bernoise, alors tenu secret, lequel, dans les dernières années mentionnées, a livré les fonds qui étaient sous mon administration au conseil d'alors de la ville et république de Berne.

4^e Question. Depuis quand le fonds de réserve bourgeois existe-t-il sous ce nom?

4^e Réponse. Je ne le sais pas; cela m'est inconnu.

5^e Question. N'a-t-il pas été appelé précédemment d'un autre nom?

5^e Réponse. Je ne le sais pas.

6^e Question. Par qui ce fonds de réserve a-t-il été administré avant 1818?

6^e Réponse. Je l'ignore.

7^e Question. Ne savez-vous pas non plus à qui il en a été rendu compte?

7^e Réponse. Non, je ne le sais pas non plus.

8^e Question. Saviez-vous que le fonds que l'on

nomme fonds de séparation, était aussi compris avant 1818 dans le fonds de réserve?

8^e Réponse. Je ne le sais pas.

Lorsque je fus nommé en 1822 président de la commission d'administration d'alors, les deux fonds existaient sous le nom de fonds de réserve et de séparation.

9^e Question. Savez-vous qui a administré ce fonds avant 1832?

9^e Réponse. Non.

10^e Question, Ne pouvez-vous pas non plus donner des renseignemens, à qui il a été rendu compte de ce fonds?

10^e Réponse. Depuis l'année 1825, d'après le règlement, c'est au conseil des deux cents. Antérieurement je l'ignore.

11^e Question. Il a été dit qu'il n'a pas été non plus rendu de compte public au conseil des deux cents?

11^e Réponse. Le règlement fournit des renseignemens là-dessus. Je n'ai pas de souvenir exact à cet égard.

12^e Question. Est-il à votre connaissance d'ailleurs qu'il n'ait existé aucun capital ou fonds que ceux déjà connus, qui avant la révolution de 1798 furent administrés par l'état?

12^e Réponse. Non, aucun absolument que je sache.

13^e Question. Le rapport de la commission des finances du conseil de ville de Berne de 1834 s'en réfère à l'arrêté définitif de la commission de liquidation suisse du 6 septembre 1803 et fonde là dessus

l'existence du fonds appelé fonds bourgeois de réserve et de séparation. Comme ce rapport a été examiné avec soin par le petit conseil de ville, vous êtes prié de déclarer plus positivement, jusqu'à quel point ces deux fonds ont leur fondement d'existence dans l'arrêté définitif mentionné?

13^e Réponse. Je ne puis pas donner d'explication plus précise. Je ne connais pas l'arrêté définitif de la commission de liquidation.

14^e Question. Mais comme l'arrêté définitif en question, ainsi que vous le savez vous-même, dit simplement, que la chambre communale de Berne d'alors n'était pas obligée de remettre les créances déclarées vendues ou données par elle, puisqu'elle ne les avait plus en possession, et qu'en échange il n'est attribué ni à elle ni à la bourgeoisie de Berne aucune propriété, vous êtes invité de donner sur ce point une explication s'il est possible.

14^e Réponse. Je regrette de ne pouvoir pas donner d'explication sur ce point, attendu que je dois me borner à mes propres observations.

15^e Question. La chambre communale a encore déclaré, entre autres choses, à la commission de liquidation qu'il a été fait don, par une convention, de deux créances à l'hôpital de l'Ile et à l'hôpital extérieur; l'une de 500,000 florins et l'autre de 44,000 L. Sterl. Qu'est-ce que vous savez de cette convention?

15^e Réponse. Je ne puis rien déposer là-dessus; je n'ai pas vu la convention.

16^e Question. De toutes les recherches qui ont eu lieu jusqu'ici, il ressort que ni l'Ile ni l'hôpital

extérieur n'ont jamais reçu cette somme? Vous devez donc convenir que la déclaration de la chambre communale n'a pas été vraie au sujet de la donation?

16^e Réponse. Je ne puis convenir de rien, puisque je ne sais rien.

17^e Question. L'état a été remboursé des 44,000 L. Sterl. en 1814, mais non pas des 500,000 flor. Pouvez-vous dire où cette somme se trouve?

17^e Réponse. Non, je l'ignore.

18^e Question. D'après les investigations qui ont eu lieu jusqu'ici, et d'après les déclarations de personnes d'honneur, il résulte que ces 500,000 fl. ont été versés dans le fonds de réserve bourgeois. Ne devez-vous pas nécessairement convenir qu'il en est ainsi?

18^e Réponse. Je ne puis pas en convenir, puisque je n'en sais rien.

19^e Question. Il est clair que ces 500,000 fl. n'ont été exceptés de la remise à la commission de liquidation que sous le prétexte qu'il en avait été disposé comme don. Or ne devez-vous pas nécessairement convenir que cette somme aurait dû, selon le droit, échoir à l'état, ou pouvez-vous nous donner un autre éclaircissement?

19^e Réponse. Non, je ne puis pas convenir de cela, parce que je ne le sais pas; et je ne puis, comme je l'ai déjà dit, déposer que de mes propres observations.

20^e Question. Par l'acte de dotation la bourgeoisie de la ville de Berne renonça en faveur du canton à tout ce qui a été désigné expressément dans l'acte comme propriété de la ville. Cette cré-

ance de 500,000 fl. n'est naturellement pas contenue dans l'acte de dotation, elle s'est par conséquent trouvée parmi les objets échus au canton. Comment donc la ville put-elle se la faire adjuger?

20^e Réponse. Je l'ignore.

21^e Question. Mais en tout cas les créances étrangères de la chambre communale n'ont été remises qu'à compte de ses réclamations sur le bien à partager entre l'état et la ville. Or la ville ou la bourgeoisie ne pouvait pas en disposer et se faire doter plus tard, sans violer les prétentions et les droits du canton. Mais en ce qu'elle l'a fait néanmoins, elle s'est approprié un bien injustement. Ne devez-vous pas convenir de cela?

21^e Réponse. Non, je n'en conviens pas, car ce n'est pas l'affaire d'un témoin.

22^e Question. Vous connaissez l'écrit *geschichtliche Andeutungen über das Bürgergut*?

22^e Réponse. Oui.

23^e Question. Dans cet écrit pag. 76 et 77 il est déclaré que les 750,000 L. tourn. ont été remboursées comptant dans les années 1829, et les 400,000 fr. de l'emprunt Marcuard, en 1830. A qui ont-ils été remboursés?

23^e Réponse. Je l'ignore.

24^e Question. La chambre communale a aussi déclaré à la commission de liquidation que les deux créances de 70,000 flor. et de 2800 flor. avaient appartenu dès long-temps en propre, la première au grand hôpital d'ici, la seconde à l'Ile, et ensuite de cette déclaration on renonça à la réclamation de ces

créances. Pouvez-vous donner des renseignemens, si ces établissemens possèdent ces titres?

24^e Réponse. Non, je ne puis pas donner de renseignemens à cet égard.

25^e Question. D'après les recherches qui ont été faites jusqu'ici, ces deux déclarations semblent aussi controuvées, puisque ni le grand hôpital ni l'Ile n'ont jamais été mis en possession propre de ces titres. Dans ce cas leur valeur doit encore se trouver dans quelque fonds de la ville; je vous prie en conséquence de donner aussi des renseignemens sur cet article.

25^e Réponse. Je regrette de ne pouvoir donner sur cet article aucun renseignement.

26^e Question. D'après la convention explicatoire faite entre la chambre communale et la chambre administrative de Berne du 4 février 1802, la créance de 28,000 couronnes, que le gouvernement avait avancées pour la construction de la maison des orphelins, fut rendue comme annulée. Cependant le traité ne fut pas seulement mis à exécution, mais il fut cassé par le gouvernement helvétique, en sorte que cette extinction même de la créance fut non valable. Pouvez-vous dire, si alors cette dette a été plus tard payée au gouvernement?

26^e Réponse. Non, je ne puis donner absolument aucun renseignement sur ce point.

27^e Question. Dans le rendu-compte, que M. votre frère, M. le banquier Zeerleder, le 20 nov. 1820, a remis au comité dont vous étiez caissier, l'origine de plusieurs sommes se trouve indiquée.

Pouvez-vous donner des renseignemens positifs sur ce rendu-compte?

27^e Réponse. Pas le moindre.

Lu et confirmé.

C. ZEERLEDER.

Dr. CHARLES HERZOG, secrétaire.

Berne, le 21 août 1835.

Interrogatoire de M. l'ancien conseiller Louis Zeerleder, banquier à Berne.

1^e Question. N'étiez-vous pas à l'époque du gouvernement helvétique membre de la chambre administrative de Berne, et combien de temps l'avez-vous été?

1^e Réponse. En effet je fus nommé en 1800 ou 1801 membre de la chambre administrative de Berne, et j'en ai été membre, à ce que je crois, jusqu'à sa dissolution. Auparavant j'étais suppléant de la chambre administrative.

2^e Question. Par quel moyen le trésor national recouvra-t-il les titres de créance bernois à l'étranger, qui furent envoyés en 1798 à Paris par les Français?

2^e Réponse. Je pense que l'on n'est pas tenu d'émettre de simples présomptions; et partant de cette supposition je puis dire: Non, je ne le sais pas.

3^e Question. Les commissaires français passèrent-ils quittance lors de la saisie qu'ils firent?

3^e Réponse. Cela m'est absolument inconnu.

4^e Question. Dans le rapport que vous avez présenté dans le comité secret des finances du 20 novembre 1820 sur les fonds sauvés, vous avez men-

tionné l'origine de ces fonds; or je dois vous prier de vous expliquer mieux sur cet objet.

Vous alléguâtes 1^o que le fonds consistait en titres de créance achetés du gouvernement helvétique. Quels titres de créance étaient-ce?

4^e Réponse. Je ne me souviens pas de ces titres de créance.

En même temps M. le banquier Zeerleder présente l'acte, du 24 mars 1821, par lequel le gouvernement de cette époque le déchargea entièrement de son administration du fonds de l'état.

5^e Question. A qui le gouvernement helvétique les vendit-il?

5^e Réponse. 2^o Je crois que la décharge qui vient d'être présentée, me dispense de répondre à cette question, quoiqu'elle n'ait aucune importance. Je me réserve d'ailleurs de voir si je veux répondre.

6^e Question. 3^o «Solde de comptes concernant le gouvernement helvétique, dans lequel sont compris deux soldes de comptes, qui ont été assignés sur Francfort et Londres par M. le capitaine Herbort, savoir L. 23,016. 4 rp.» Veuillez expliquer d'où vient cette somme?

6^e Réponse. Je renvoie à cet égard à M. Herbort, attendu qu'il ne conviendrait pas de répondre pour lui. Au reste je dois faire encore remarquer ici, que la décharge précitée me dispense de répondre.

7^e Question. 4^o «Obligations de la banque de Vienne vendues de 8,613 fr. de Suisse, 7 s.» Par qui ont-elles été vendues et d'où viennent-elles?

7^e Réponse. Même réponse que pour n^{ro} 5.

8^e Question. 5^o « Intérêt d'un semestre touché sur des fonds danois 10,000 fr. de S.» Qui a touché l'intérêt et quels étaient ces fonds?

8^e Réponse. Même réponse que pour n^{ro} 5.

9^e Question. 6^o «Solde approximatif de votre compte comme commissaire des guerres ; de 1000 fr.» Ne pouvez-vous pas spécifier davantage ce solde?

9^e Réponse. Je suis hors d'état, comme déjà je l'étais alors, par suite des circonstances critiques de 1798, de donner des renseignemens plus précis. Je crois qu'il est porté plutôt trop haut que trop bas ; en aucun cas, à ce que je crois, le solde de mon compte ne peut être beaucoup plus élevé.

10^e Question. N'avez-vous pas été en 1802 élu par la chambre administrative de Berne, pour traiter avec la chambre communale au sujet des titres de créance étrangers?

10^e Réponse. Oui.

11^e Question. Cette négociation n'a-t-elle pas été préparée par un décret du petit conseil helvétique d'alors?

11^e Réponse. Je crois qu'oui.

12^e Question. Dans le traité entre la chambre administrative et la chambre communale se trouve exprimée la clause, que les titres de créance remis à la dernière ne figureront ni dans l'actif ni dans le passif de la ville de Berne. Dans l'arrêté du petit conseil il est en revanche énoncé, que par cette remise il ne doit pas être porté atteinte au droit de propriété. Pouvez-vous donner une explication à cet égard?

12^e Réponse. Cette question me porte grief, puisque le premier article du décret du 1 février 1802 donne lui-même déjà des éclaircissemens suffisans.

13^e Question. La chambre administrative n'a-t-elle pas demandé plus tard à la chambre communale une réversale au sujet des titres de créance étrangers livrés.

13^e Réponse. Je ne puis pas m'en souvenir.

14^e Question. Ne pouvez-vous pas vous rappeler que le décret du 1 février 1802 a été plus tard révoqué et cassé?

14^e Réponse. Oui, je sais que le décret a été plus tard annulé? S'il existe une réversale, je demande qu'on me permette d'en prendre connaissance.

Pendant la lecture M. L. Zeerleder a fait remarquer : Qu'il ne pouvait pas se rappeler que le décret fût tout-à-fait annulé, mais bien que les titres étrangers avaient été réclamés.

(Là dessus on fait voir la réversale à M. Zeerleder).

Je crois me rappeler qu'après un changement qui eut lieu dans le gouvernement helvétique, très certainement dans le personnel, autant que je m'en souviens, et dans la forme même, ce gouvernement réclama de la chambre administrative les titres de créance mentionnés dans l'art. 1 du décret du 1 fév. 1802, lesquels avaient été remis compétemment par M. Zeerleder à la chambre administrative.

Quant à la réversale présente je n'en ai aucun souvenir.

15^e Question. Vous rappelez-vous qu'il a été fait don à l'Ile et à l'hôpital extérieur en ce temps-

là de 500,000 flor. , en obligations de la banque de Vienne ?

15^e Réponse. A l'époque des conventions entre la chambre administrative et la chambre communale de Berne en février 1802, il n'y a pas eu, autant que je m'en souviens, de don de cette espèce.

16^e Question. Mais avez-vous connaissance en général d'une donation de ce genre ?

16^e Réponse. Je m'en rapporte à cet égard aux actes de délibérations et protocoles qui peuvent exister.

17^e Question. Mais ma question est positive : Est-ce que vous en avez quelque connaissance ?

17^e Réponse. Je n'ai connaissance d'aucune donation à l'Ile d'un capital de la part de la chambre administrative.

18^e Question. Avez-vous connaissance qu'une donation de ce genre ait été faite par la chambre communale ?

18^e Réponse. Je n'ai jamais été membre de la chambre communale.

19^e Question. Ne fûtes-vous pas délégué de la ville de Berne auprès de la commission de liquidation à Fribourg ?

19^e Réponse. J'ai été à Fribourg avec M. de Jenner, qui fut nommé ensuite conseiller d'état, et je me suis entretenu avec les membres de la commission de liquidation sur différens objets ; mais je ne me souviens pas si je reçus ou non une commission officielle de la commune de la ville. Parmi les objets de la négociation, je me rappelle qu'une des questions principales était de savoir, si la dotation

de la ville de Berne devait être prise ou non sur tout le territoire soumis à sa domination.

20^e Question. Or, comme à cette époque les délégués de la chambre communale de Berne ont aussi déclaré à la commission de liquidation helvétique, entr'autres, qu'il avait été cédé à l'Ile et à l'hôpital extérieur une somme de 500,000 fl., en obligations de la banque de Vienne, vous devez savoir si cela est fondé?

20^e Réponse. Avant tout je dois remarquer que je n'ai pas encore convenu d'avoir été comme délégué à Fribourg avec M. de Jenner. Avant de répondre à cette question, je demande qu'on me présente d'abord les actes de la commission de liquidation.

Après avoir pris connaissance des extraits du protocole de la commission de liquidation, M. Zeerleder déclare :

Le rapport mentionné Art. 3 et présenté à la commission de liquidation donnera des éclaircissemens à ce sujet.

21^e Question. Savez-vous entre les mains de qui les obligations de la banque de Vienne de 500,000 fl. peuvent avoir été placées jusqu'en 1826?

21^e Réponse. Je veux réfléchir sur cette question.

22^e Question. Avez-vous été membre de la commission d'état provisoire en automne 1802?

22^e Réponse. Non.

23^e Question. Pouvez-vous donner des renseignemens sur les négociations financières de la commission d'état d'alors?

23^e Réponse. Non, je ne puis pas donner de

renseignemens, attendu que je n'en ai été ni membre ni caissier.

24^e Question. Avez-vous connaissance que la chambre communale ait fait à la commission d'état un prêt de 200,000 francs, et que pour cela elle ait déposé des papiers dans la maison de banque Haller et Comp. ?

24^e Réponse. Non, je ne m'en souviens point. Quoique je fusse associé de cette maison, c'était M. de Haller qui gérait les affaires, et je m'en inquiétais peu.

25^e Question. Qu'étaient-ce que deux obligations danoises, que la chambre administrative a achetées en faveur du rentier des bénéfices ?

25^e Réponse. Je désire voir les actes, parce que je ne me rappelle absolument pas cet objet.

26^e Question. Savez-vous, si entre les états intéressés qui prirent part à la campagne de 1802, il fut fait une convention relativement aux frais de guerre ?

26^e Réponse. Je ne sais rien de cela.

27^e Question. Pouvez-vous donner des renseignemens sur l'emploi des titres de créances étrangères qui a servi à couvrir les frais de la guerre mentionnés ?

27^e Réponse. Non, je ne puis absolument pas donner de renseignemens sur ce point.

Pendant la lecture M. Zeerleder donne la réponse ainsi : Autant qu'il me souvient, les dépenses à ce sujet ont été approuvées par la commission de liquidation.

28^e Question. Les délégués de la chambre communale de Berne ont aussi déclaré à la commission de liquidation que la créance de 2800 florins, en obligations de la banque de Vienne, appartient à l'Ile déjà depuis long-temps, tandis que l'Ile, pour cette somme aussi bien que pour les 500,000 fl. susmentionnés, a dû présenter des réversales secrètes portant qu'elle n'avait aucun droit de propriété à cet égard. Qu'est-ce qui a pu porter les délégués à faire cette déclaration?

28^e Réponse. Je mets en doute cette allégation jusqu'à ce que j'aie le rapport sous les yeux. Pour ce qui peut avoir ou n'avoir pas été allégué, je m'en réfère au rapport mentionné dans l'art. 3 de l'arrêté de la commission de liquidation.

29^e Question. Ne devez-vous pas convenir que vous avez eu déjà alors connaissance des réversales susmentionnées?

29^e Réponse. Autant que je m'en souviens, je n'ai rien eu à faire avec les dites réversales, s'il y en avait.

Pendant la lecture M. Louis Zeerleder déclare :
Je veux réfléchir sur la question ci-dessus.

M. le banquier L. Zeerleder déclare :

Je ne ferai plus aucune réponse, puisqu'il m'a été refusé de me donner copie des questions qui m'ont été faites et de mes réponses.

30^e Question. Ne devez-vous pas convenir, relativement à ces 500,000 florins, d'avoir été en relation avec la direction de l'Ile?

30^e Réponse. Je m'en réfère à la déclaration

ci-dessus : que je ne réponds pas , jusqu'à ce que la copie qui m'a été refusée , me soit accordée.

Sur la remarque de M. le préfet , que M. L. Zeerleder doit obéir aux lois de l'état , qui l'obligent à répondre ,

M. Zeerleder déclare :

Quant à la dernière question si j'ai été en relation avec la direction de l'Ile , je veux y réfléchir.

31^e Question. Qu'est-ce qui a engagé les délégués à déclarer de plus à la commission de liquidation que les 44,000 L. Sterl. annuités de la mer du Sud , avaient été également léguées à l'Ile , tandis que celle-ci a aussi présenté pour cet objet une réversale secrète.

31^e Réponse. Je veux réfléchir à cette question et à toutes les autres qui suivront.

32^e Question. Mais je dois vous inviter , au nom de vos devoirs de citoyen , à déclarer dès maintenant ce que vous savez.

32^e Réponse. Je fais à cet égard la même déclaration que précédemment à la question 31.

33^e Question. Qu'est-ce qui a engagé les délégués à déclarer en outre que les 30,000 L. Sterl. avaient été vendues , le produit versé dans une caisse militaire et puis volé par les Français , tandis que ces 30,000 L. Sterl. ont été bien cachées dans la maison Van Neck à Londres.

33^e Réponse. Ainsi que je l'ai dit ci-dessus , je veux y réfléchir.

34^e Question. Qu'est-ce qui a engagé les délégués à déclarer que la commission d'état de Berne

avait reçu , vendu et dépensé les titres de créances de 400,000 L. Sterl. et de 750,000 liv. Tournois, puisqu'elle n'avait qu'un crédit d'emprunt pour 200,000 Liv. ?

34^e Réponse. Je veux y réfléchir.

35^e Question. Avez-vous encore quelque chose à ajouter ?

35^e Réponse. Je me permets encore une demande : Au cas que je ne réponde pas, soit à cause de la forme des questions, soit parce que je m'en crois dispensé par la décharge déjà mentionnée, emploierez-vous des moyens de contrainte contre moi et quels sont ceux dont vous ferez usage ?

M. le préfet répond :

La loi veut que tout citoyen de l'état réponde au juge ou employé constitutionnel, et que s'il y a quelque doute sur une réponse, il la confirme par un serment.

La même loi statue en outre, qu'un témoin qui se refuse à répondre ou à prêter un serment, est passible de la peine d'emprisonnement, ou en cas de résistance prolongée de sa part, doit être mis sous tutelle.

Lu et confirmé

L. ZEERLEDER, ancien conseiller.

ROSCHI, préfet.

Dr. CHARLES HERZOG, secrétaire.

2 septembre 1835.

A M. l'ancien conseiller Zeerleder, à sa campagne à Belp.

Comme dans votre interrogatoire, le 21 août dernier, vous avez voulu réfléchir encore aux réponses à faire à quelques questions, je dois, pour continuer l'enquête d'office dont j'ai été chargé, vous inviter par la présente, à répondre maintenant en toute conscience comme vous y oblige votre devoir de citoyen à chacune de ces questions en particulier; vous laissant libre jusqu'au 7 de ce mois de donner vos réponses verbalement au protocole ou de les envoyer par écrit.

Les questions dont il s'agit étaient les suivantes:

30^e Question. Ne devez-vous pas convenir, relativement à ces 500,000/m. florins, d'avoir été en relation avec la direction de l'Ile?

31^e Question. Qui est-ce qui a engagé les délégués à déclarer de plus à la commission de liquidation que les 44/m. L. Sterl. annuités de la mer du Sud, avaient été également léguées à l'Ile, tandis que celle-ci a aussi présenté pour cet objet une réversale secrète?

33^e Question. Qu'est-ce qui a engagé les délégués à déclarer en outre que les 30/m. L. Sterl. avaient été vendues, le produit versé dans une caisse militaire et puis volé par les Français, tandis que ces 30,000 L. Sterl. ont été bien cachées dans la maison Van-Neck à Londres?

34^e Question. Qu'est-ce qui a engagé les délégués à déclarer que la commission d'état de Berne

avait reçu , vendu et dépensé les titres de créances de 400,000 L. Sterl. et de 750,000 Liv. Tournois, puisqu'elle n'avait qu'un crédit d'emprunt pour 200,000 L.?

Dans l'attente de votre réponse j'ai l'honneur d'être ,

Avec considération ,

Le préfet.

Berne, le 7 sept. 1835.

Monsieur ,

Voici ma réponse au sujet des questions renfermées dans votre honorée lettre du 2, que j'ai reçue le 4 de ce mois :

A la question 30.

A ce sujet je m'en réfère aux protocoles, manuel et actes de la direction de l'Ile.

A la question 31.

Je ne crois pas devoir répondre aux motifs qui ont déterminé les délégués.

Il faut supposer que les délégués auront agi d'après leur instruction , et que leurs motifs étaient conformes à leurs devoirs.

Je n'ai eu ni pris aucune part à une réversale , je n'ai jamais , autant que je puis me souvenir , vu cette réversale.

A la question 33.

Autant que je puis me souvenir , je n'ai pas fait ces déclarations.

Je ne sais pas de quelles L. 30/m. Sterl. il s'agit dans cette question.

Cependant je fais observer que les déclarations paraissent opposées à la vérité seulement dans la manière de présenter la question, et non dans la chose même; car si, comme le porte la question, les L. 30/m. Sterl. ont été vendues, et si le prix de vente a été payé, ce n'a pu être que ce prix, et non les L. 30/m. Sterl. elles-mêmes, qui ait été mis dans la caisse militaire et pris avec elle.

Les 30/m. Sterl. ont pu être déposées dans la maison Van-Neck, mais elles appartenaient, d'après achat accompli et payé, à l'acheteur, et le vendeur n'avait plus dès lors aucun droit à ces L. 30/m. Sterl.

A la question 34.

C'est encore une question sur des intentions ou des motifs, à laquelle je ne crois pas devoir répondre.

Je n'ai pas à m'occuper si cette déclaration a été faite ou non par les délégués, attendu qu'ils n'ont présenté aucune pièce à ce sujet, et que je n'en ai point en mains. L'époque de 1803 est trop éloignée de 1835, pour que j'en conserve un souvenir exact; mais autant que je puis me le rappeler, je ne crois pas que j'aie fait une telle déclaration. Je participai à certains égards aux négociations qui eurent lieu avec la commission de liquidation, à d'autres égards j'y demeurai étranger. En sorte que ce n'est pas moi qui ai conduit en général les négociations.

Les capitaux sur l'Autriche n'avaient pas alors une si grande valeur que celles qu'ils ont obtenue depuis, après une longue paix; l'intérêt de ces capitaux fut payé en papier-monnaie, qui était fort au dessous de sa valeur nominale. Outre cela plusieurs capitaux suisses placés en Autriche étaient sous le

séquestre qui pesait sur ce pays, et pendant maintes années on n'en paya pas d'intérêt. Je crois me rappeler que la commission de liquidation à Fribourg a vendu des papiers d'état Autrichiens à environ 30 ou 35 p.cent, par conséquent à environ 65 jusqu'à 70 p.cent de perte. Il est certain qu'en 1798 ou 1799, lorsqu'il fallut faire les paiemens à la France, sur deux obligations autrichiennes d'une grande somme, on ne put pas obtenir d'offre plus élevée que 20 p.cent, ou un cinquième du capital, et que par le refus de l'ancien commissaire en chef des guerres, alors député à Paris, puis conseiller, G. de Jenner, cette vente désavantageuse cessa.

Quant aux délibérations de la commission d'état depuis l'an 1802, j'ai déjà fait remarquer que je ne puis pas donner de renseignemens à ce sujet. Je crois me rappeler d'avoir entendu dire que les dépenses militaires en 1802 avaient coûté beaucoup plus de L. 200,000.

En général je ne comprends pas pourquoi la question ci-dessus m'a été adressée, puisque les affaires qu'elle concerne ont été réglées et décidées par la commission de liquidation à Fribourg.

A cette occasion, je vous prie de vouloir bien, très-honoré Monsieur, concourir à ce que dans le cas où l'on rédige un mémoire officiel sur toutes ces affaires, on signale la fausseté de l'imputation dirigée contre moi dans une note du *Volksfreund* du 23 janvier 1834. Cette demande ne vous paraîtra pas déplacée, si vous voulez bien considérer, que la dite

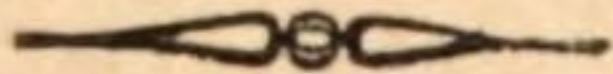
note se réfère à un acte qui a été distrait du lieu où il était conservé par le gouvernement et qui a été publié dans le dit journal *).

Je reste avec considération

Votre obéissant serviteur

L. ZEERLEDER, anc. conseiller.

*) Le rapport de M. Zeerleder qui se trouve parmi les pièces justificatives N^{ro} 49 servira à faire connaître le véritable état des choses.



1851

1851

Le 15 Mars 1851. Le Ministre de l'Intérieur a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous m'avez adressé le 10 courant, et qui a été communiqué dans le Conseil d'Etat.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Votre obéissant serviteur

L. KERSLÉ, Sec. Général

Le 15 Mars 1851. Le Ministre de l'Intérieur a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous m'avez adressé le 10 courant, et qui a été communiqué dans le Conseil d'Etat.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Votre obéissant serviteur

L. KERSLÉ, Sec. Général

Le 15 Mars 1851. Le Ministre de l'Intérieur a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous m'avez adressé le 10 courant, et qui a été communiqué dans le Conseil d'Etat.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Votre obéissant serviteur

L. KERSLÉ, Sec. Général

Rapport et proposition présentés au grand-conseil de la République de
Berne

Berne 1836

Helv. 609-6/8

urn:nbn:de:bvb:12-bsb10454230-9